

Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assembla federale

Assamblea federala



Ia/II/2016

2297-0681

Résumé des délibérations

Première partie

Session spéciale avril 2016

3e session de la 50e législature
du lundi 25 au mercredi 27 avril 2016

Séances du Conseil national:
25, 26 (II) et 27 (II) avril (5 séances)

Session d'été 2016

4e session de la 50e législature
du lundi 30 mai au vendredi 17 juin 2016

Séances du Conseil national:
30, 31 mai, 2, 6, 7, 8, 9, 13, 14, 15 (II), 16 (II) et 17 juin (14 séances)

Séances du Conseil des Etats:
30, 31 mai, 2, 6, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 16 et 17 juin (12 séances)

Le résumé des délibérations est publié après chaque session. Il renseigne sur l'état des affaires en cours de traitement dans les conseils législatifs ou liquidées pendant la session. Ce périodique comprend deux parties. La première contient un aperçu général de tous les objets ainsi que des informations détaillées sur les objets du Conseil fédéral. La deuxième partie contient une liste alphabétique des interventions parlementaires, des informations détaillées sur ces interventions (texte, proposition du Conseil fédéral et décision) ainsi qu'une liste des questions avec mention de leur liquidation.

Table des matières

Aperçu général	3
Objets du Parlement	61
Objets du Conseil fédéral	62
Initiatives des cantons	76

Abréviations

CE	Conseil des Etats
CN	Conseil national
Ip.	Interpellation
Ip.u.	Interpellation urgente
Mo.	Motion
Po.	Postulat
Q	Question
QU	Question urgente

CIP	Commission des institutions politiques
CPE	Commission de politique extérieure
CPS	Commission de la politique de sécurité
CSEC	Commission de la science, de l'éducation et de la culture
CSSS	Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CTT	Commission des transports et des télécommunications

Groupes

BD	Groupe BD
C	Groupe PDC
G	Groupe écologiste
GL	Groupe vert/libéral
RL	Groupe libéral- radical
S	Groupe socialiste
V	Groupe de l'Union démocratique du Centre

Commissions

CAJ	Commission des affaires juridiques
CdF	Commission des finances
CdG	Commission de gestion
CEATE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
CER	Commission de l'économie et des redevances
CI	Commission de l'immunité

Délégations et commissions communes

AELE/PE	Délégation AELE / Parlement européen
APF	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
CGra	Commission des grâces
CJ	Commission judiciaire
CRed	Commission de rédaction
DA	Délégation administrative
DéICdG	Délégation des commissions de gestion
DF	Délégation des finances
DCE	Délégation auprès du Conseil de l'Europe
DSN	Délégation de surveillance des NLFA
OSCE	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
OTAN	Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (membre associé)
UIP	Délégation auprès de l'Union interparlementaire

Présentation du titre des objets

N	103/12.031	<i>n</i>	Navigation maritime. Conventions
			Titre de l'objet
			Premier conseil chargé de l'examen (<i>n</i> : Conseil national, <i>é</i> : Conseil des Etats)
			Numéro d'objet (année, numéro d'ordre)
			Numéro courant de la session. Ce numéro renvoie à la partie générale du résumé, en remplacement d'un numéro de page
Etat de l'objet :			
	E		examiné par le Conseil des Etats
	N		examiné par le Conseil national
	NE ou EN		examiné par les deux conseils
	•		a fait l'objet d'un examen pendant la session
	*		nouvel objet
	x		liquidé
	+		décidé de donner suite à l'initiative parlementaire ou cantonale

Les informations qui se trouvent dans le *Résumé des délibérations* sont également disponibles sur Internet (www.parlament.ch), dans la banque de données "Curia Vista".

Les textes des interventions qui étaient imprimés dans la deuxième partie jusqu'à la session d'hiver 2006 y figurent aussi.

Editeur :	Services du Parlement 3003 Berne Tél. 058/322 97 04
------------------	---

Aperçu général

Objets du parlement

Divers

- x* **1/16.005 én**
Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2015
- x **2/16.010 én**
Délégation AELE/Parlement européen. Rapport
- x **3/16.011 én**
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport
- x **4/16.012 én**
Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport
- x **5/16.013 én**
Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport
- x **6/16.014 én**
Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport
- x **7/16.015 én**
Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport
- x **8/16.020 én**
Activités des délégations non permanentes instituées par les Commissions de politique extérieure. Rapport de la 49e législature
- x **9/16.021 én**
Activités des délégations permanentes chargées des relations avec les parlements des Etats limitrophes. Rapport de la 49ème législature

Chambres réunies

- x **10/16.200 cr**
Tribunal pénal fédéral. Election de deux juges ordinaires
- x **11/16.202 cr**
Tribunal pénal fédéral. Election de deux juges suppléants
- 12/16.205 cr**
Tribunal fédéral. Election de deux juges ordinaires
- x* **13/16.206 cr**
Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence 2017-2018
- * **14/16.207 cr**
Tribunal fédéral. Election d'un juge suppléant

Objets du Conseil fédéral

Département des affaires étrangères

- 15/15.085 é**
Protocole facultatif de 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant. Approbation
- N **16/16.022 n**
Coopération internationale 2017-2020. Continuation
- N **17/16.024 n**
FIPOI. Aides financières pour l'ONUG, l'OMS et l'OIT

18/16.030 n

Protocole au traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement et de ses annexes I à V. Approbation

- * **19/16.036 é**
FIPOI. Aide financière au CICR à Genève
- * **20/16.047 én**
Traités internationaux conclus en 2015. Rapport

Département de l'intérieur

- EN **21/11.030 é**
6e révision de l'AI. Deuxième volet
- E **22/14.088 é**
Prévoyance vieillesse 2020. Réforme
- 23/14.098 n**
LPC. Montants maximaux pris en compte au titre du loyer
- E **24/15.075 é**
Loi sur les produits du tabac
- EN **25/15.077 é**
Loi sur les professions de la santé
- E **26/15.078 é**
LAMal. Dispositions à caractère international
- E **27/15.083 é**
LAMal. Renforcement de la qualité et de l'économicité
- E **28/15.084 é**
Protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS). Loi
- x **29/15.086 n**
Essais thérapeutiques. Classement
- 30/15.087 n**
Loi sur les fonds de compensation
- E **31/16.018 é**
Sécurité sociale. Convention avec la République populaire de Chine

Département de justice et police

- EN **32/08.011 é**
CO. Droit de la société anonyme et droit comptable
- x **33/11.011 n**
Devoirs et droits des employés exerçant une activité de conseil juridique ou de représentation en justice. Assimilation aux avocats indépendants. Classement
- NE **34/12.057 n**
Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information
- N **35/13.018 n**
Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral
- EN **36/13.030 é**
Loi sur les étrangers. Modification. Intégration
- EN **37/13.075 é**
Loi sur le Tribunal fédéral. Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale
- EN **38/13.094 é**
CO. Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur

- NE 39/13.100 n**
CO. Droit de la prescription
- x **40/14.024 n**
Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux. Classement (11.3468, Mo. CIP-N et 11.3751, Mo. CIP-E)
- N **41/14.034 n**
CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier
- x **42/14.053 é**
Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)
- x **43/14.094 é**
CC. Droit de l'adoption. Modification
- N **44/15.033 n**
CC. Protection de l'enfant
- 45/15.034 é**
CO. Droit du registre du commerce
- E 46/15.052 é**
Loi sur la surveillance de la révision. Modification
- E **47/15.069 é**
Loi sur les jeux d'argent
- N **48/15.082 n**
Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (Initiative sur la réparation). Initiative populaire et contre-projet indirect
- 49/16.027 n**
Loi sur les étrangers. Gestion de l'immigration et amélioration de la mise en oeuvre des accords sur la libre circulation des personnes
- x **50/16.028 n**
Accord sur la libre circulation. Extension à la Croatie
- * **51/16.034 é n**
Constitutions des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et des Grisons. Garantie
- * **52/16.037 n**
Convention des Nations Unies sur la transparence
- * **53/16.048 é**
CP et CPM. Mise en oeuvre de l'art. 123c Cst.
- * **54/16.049 é**
Développement de l'acquis de Schengen. Création du Fonds pour la sécurité intérieure

Département de la défense, de la protection de la population et des sports

- N 55/13.019 n**
Stratégie de la protection de la population et de la protection civile 2015+
- E **56/16.026 é**
Message sur l'armée 2016 (plafond des dépenses de l'armée pour 2017-2020, programme d'armement 2016, programme immobilier du DDPS 2016)
- * **57/16.044 n**
Préservation de la valeur de Polycom. Crédit d'ensemble

Département des finances

- NE 58/11.047 n**
Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)
- NE 59/11.057 n**
Loi sur le contrat d'assurance. Révision totale
- 60/13.028 n**
Centralisation des fournisseurs de prestations IT. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 07.3452
- 61/14.054 é**
Assurance tremblement de terre obligatoire. Classement de la motion no 11.3511
- N 62/14.093 n**
Révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative. Loi
- NE 63/15.025 n**
Loi sur la TVA. Révision partielle
- E **64/15.049 é**
N Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III
- 65/15.057 n**
Oui à la protection de la sphère privée. Initiative populaire
- x **66/15.064 n**
Echange de renseignements en matière fiscale. Accords avec le Belize et la Grenade
- x **67/15.066 n**
Double imposition. Convention avec Oman
- x **68/15.070 n**
Double imposition. Convention avec le Liechtenstein
- x **69/15.071 n**
Double imposition. Convention avec la Norvège
- 70/15.072 n**
Système incitatif en matière climatique et énergétique
- 71/15.073 é**
Loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)
- x **72/15.074 n**
Double imposition. Convention avec l'Albanie
- x **73/15.076 é**
Echange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Australie. Introduction
- x **74/15.081 é**
Accord sur la fiscalité de l'épargne entre la Suisse et l'UE. Modification
- x* **75/16.003 né**
Compte d'Etat 2015
- x **76/16.007 né**
Budget 2016. Supplément I
- N **77/16.031 n**
Imposition des immeubles agricoles et sylvicoles. Loi
- * **78/16.032 n**
Echange de renseignements en matière fiscale. Accord avec le Brésil
- *N **79/16.033 n**
Loi sur l'alcool. Révision partielle

- * **80/16.039 n**
Mesures douanières. Accord avec la Norvège
- * **81/16.045 é**
Programme de stabilisation 2017-2019
- * **82/16.046 é**
Message 2016 sur les immeubles du DFF
- * **83/16.050**
Loi sur l'assistance administrative fiscale. Modification
- * **84/16.051**
Loi sur l'imposition du tabac. Modification
- * **85/16.052**
LHID. Modification

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

- x **86/14.067 é**
Loi sur l'approvisionnement du pays. Révision totale
- x **87/14.095 é**
Loi sur les heures d'ouverture des magasins
- N **88/15.044 n**
CO. Droit du bail
- N **89/15.050 n**
Pour la sécurité alimentaire. Initiative populaire
- N **90/15.054 n**
Loi sur les travailleurs détachés. Modification
- x **91/15.080 n**
Innosuisse. Loi
- 92/15.088 n**
Mesures en matière de lutte contre le travail au noir. Loi
- N **93/16.023 n**
Société interaméricaine d'investissement. Participation de la Suisse à l'augmentation de capital
- N **94/16.025 n**
Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020
- N **95/16.029 n**
CO. Prorogation des contrats-types de travail fixant des salaires minimaux
- * **96/16.038 n**
Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018-2021

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

- NE **97/05.028 n**
Réforme des chemins de fer 2
- NE **98/13.068 n**
Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporters). Modification
- NE **99/13.074 n**
Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire
- N **100/14.026 n**
Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire

- EN **101/15.023 é**
Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Comblement du déficit et mise en oeuvre du programme de développement stratégique des routes nationales
- x **102/15.037 n**
Loi sur la durée du travail. Révision partielle
- x **103/15.079 é**
Moratoire sur l'exportation d'éléments combustibles usés pour le retraitement. Prolongation
- * **104/16.035 é**
Transformation et extension des réseaux électriques. Loi
- * **105/16.040 é**
Financement de l'infrastructure ferroviaire suisse pour les années 2017-2020

Chancellerie fédérale

- x **106/16.001 né**
Rapport de gestion du Conseil fédéral 2015
- x **107/16.002 né**
Rapport de gestion 2015 du Tribunal fédéral
- NE **108/16.006 né**
Motions et postulats des conseils législatifs 2015. Rapport
- x **109/16.016 n**
Programme de la législature 2015-2019

Initiatives des cantons

- 110/08.331 é**
Argovie. Promouvoir l'assainissement énergétique des vieux immeubles par des incitations fiscales
- + **111/15.301 é**
Bâle-Campagne. Nouvelle augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et répartition adéquate des ressources entre les régions
- 112/15.315 é**
Bâle-Campagne. Extension de la surveillance électronique (bracelet électronique)
- 113/15.316 é**
Bâle-Campagne. Simplification du système fiscal en matière d'impôts directs
- 114/15.324 é**
Bâle-Campagne. Modification urgente du Code de procédure pénale suisse
- EN **115/08.318 é**
Bâle-Ville. Passage à l'imposition individuelle
- 116/15.310 é**
Bâle-Ville. Introduction d'une assurance fédérale contre les séismes
- EN **117/15.311 é**
Bâle-Ville. Renforcer les effectifs du Corps des gardes-frontière
- EN **118/07.305 é**
Berne. Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil

- EN 119/08.316 é**
Berne. Interdiction des jeux vidéo violents
- + 120/10.322 n**
Berne. Pour l'introduction d'un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement malades
- x 121/12.317 é**
Berne. Légalisation du contrat de fourniture de prestations d'ordre sexuel
- E 122/12.318 é**
Berne. Calcul de l'unité de main-d'oeuvre standard dans l'agriculture. Modification
- E 123/14.314 é**
Berne. Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature
- 124/15.312 é**
Berne. Evaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal
- 125/15.319 é**
Berne. Augmentation des subventions fédérales en faveur de la protection contre les crues
- 126/16.302 é**
Berne. Pour le développement du modèle des audiences de conciliation
- 127/16.303 é**
Berne. Prolongation du moratoire sur les OGM
- EN 128/09.332 é**
Fribourg. Interdiction des jeux vidéo violents
- 129/13.310 n**
Fribourg. Interruption immédiate des négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire
- 130/12.306 n**
Genève. Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires
- x 131/12.308 é**
Genève. L'ouverture de nouveaux cabinets médicaux
- 132/14.311 é**
Genève. Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du Code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol
- E 133/15.303 é**
Genève. Non à la criminalisation automatique des employés de banque - et des autres entreprises suisses!
- 134/15.304 é**
Genève. Stop au transport de chlore pour protéger la population et permettre la construction de logements
- E 135/15.305 é**
Genève. Création d'un fonds fédéral chargé de gérer les réserves imposées aux assureurs-maladie dans le cadre de la LAMal
- 136/15.313 é**
Genève. Sauvons les barrages et l'énergie hydraulique suisses
- 137/15.322 é**
Genève. Pour des expériences pilotes de péages urbains
- E 138/15.325 é**
Genève. Stop au secret des négociations de l'accord sur le commerce des services
- 139/09.304 é**
Grisons. Encourager l'assainissement énergétique des bâtiments
- N 140/13.312 é**
Grisons. Maintenir la valeur de la force hydraulique suisse
- * 141/16.308 é**
Grisons. Adaptation de la loi sur l'aménagement du territoire
- E 142/13.306 é**
Jura. Amélioration de la rétribution à prix coûtant du courant injecté
- * 143/16.309 é**
Jura. Crise laitière et gestion des volumes
- E 144/15.314 é**
Lucerne. Asile et statut de réfugié
- 145/15.317 é**
Neuchâtel. Fiscalité des familles. Adaptation de la législation à l'évolution des structures parentales
- E 146/15.318 é**
Neuchâtel. Reconnaissance et financement des routes nationales
- 147/15.323 é**
Nidwald. Révision partielle de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI
- 148/15.309 é**
Schaffhouse. Code civil. Droit de recours de la corporation publique tenue de prendre en charge les coûts contre des mesures de protection des enfants et des adultes arrêtées par les APEA
- 149/16.301 é**
Schaffhouse. Lutte contre les prix élevés en Suisse
- EN 150/08.334 é**
St-Gall. Révision du Code pénal
- EN 151/09.313 é**
St-Gall. Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias
- 152/11.313 é**
St-Gall. Rentes AVS. En finir avec la discrimination des couples mariés
- E 153/16.300 é**
St-Gall. Garantir la sécurité malgré les flux de réfugiés
- * 154/16.307 é**
St-Gall. Modification de la loi sur les étrangers. Renforcement des contraintes et de l'application de la législation en vigueur concernant l'intégration, l'aide sociale, la scolarité obligatoire et les sanctions pénales
- EN 155/09.314 é**
Tessin. Révision de l'article 135 CP
- + 156/14.301 é**
Tessin. Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse

- E 157/14.315 é**
Tessin. Réduction des primes d'assurance-maladie des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS et à l'Al. Adaptation des montants
- 158/15.320 é**
Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (1)
- 159/15.321 é**
Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (2)
- 160/16.304 é**
Tessin. Ouverture de nouveaux cabinets médicaux. Confirmer le moratoire actuel
- 161/16.305 é**
Tessin. Pour un réseau des routes nationales dense et complet
- * **162/16.306 é**
Tessin. Garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national
- E 163/14.317 é**
Thurgovie. Modification de l'article 25a LAMal en relation avec le financement des soins
- E 164/15.300 é**
Thurgovie. Modification de la loi sur la chasse. Versement d'indemnités pour les dégâts causés aux infrastructures par les castors
- + **165/14.316 é**
Uri. Souveraineté en matière de procédure électorale
- 166/11.312 é**
Vaud. Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police
- NE 167/12.300 n**
Vaud. Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Rupture
- 168/13.308 é**
Vaud. Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire
- E 169/14.320 é**
Valais. Loup. La récréation est terminée!
- E 170/15.302 é**
Valais. Adapter le droit fédéral aux nouvelles offres en matière d'hébergement
- * **171/16.310 é**
Valais. LAT. Mayens et raccards. Soutenons l'idée du canton des Grisons!
- EN 172/10.302 é**
Zoug. Interdiction des jeux vidéo violents
- + **173/14.307 é**
Zoug. Rétablissement de la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Modification de la Constitution fédérale
- EN 174/06.302 é**
Zurich. Passer au système de l'imposition individuelle

Initiatives des groupes

- N 175/13.419 n**
Groupe BD. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 176/13.473 n**
Groupe BD. Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie
- 177/15.420 n**
Groupe BD. Accorder des financements de départ en vue de la mise en place d'écoles à horaire continu, en se concentrant sur les modèles adaptés aux régions, y compris sur les solutions pour les vacances scolaires, pour qu'il soit plus facile de concilier vie de famille et vie professionnelle
- 178/15.426 n**
Groupe BD. Rendre punissables la réalisation, l'achat, la diffusion et l'échange d'images d'enfants nus pour des motifs sexuels
- 179/15.484 n**
Groupe BD. Le système de prévoyance-temps. Une réponse à un défi démographique majeur
- * **180/16.443 n**
Groupe BD. Protection des droits populaires. Prenons soin de notre démocratie directe
- 181/11.404 n**
Groupe G. Création d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité salariale
- N 182/13.420 n**
Groupe G. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- *x **183/15.463 n**
Groupe G. Liens d'intérêts des députés. Indication des rémunérations versées
- 184/15.464 n**
Groupe G. Transparence du lobbying. Publier la liste des bénéficiaires d'une autorisation journalistique d'accès au Palais du Parlement
- N 185/13.418 n**
Groupe GL. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- 186/13.468 n**
Groupe GL. Mariage civil pour tous
- NE 187/09.503 n**
Groupe RL. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois
- 188/15.402 n**
Groupe RL. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs
- 189/15.407 n**
Groupe RL. Adoption d'une disposition pénale réprimant le terrorisme
- 190/16.402 n**
Groupe RL. Programme de la législature. Suppression des coûts inutiles liés aux activités parlementaires
- N 191/13.421 n**
Groupe S. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation

Initiatives parlementaires

- x **192/15.449 n**
Groupe S. Faire la transparence sur les revenus et les liens d'intérêts des parlementaires
- x **193/14.426 n**
Groupe V. Etrangers. Conditions à remplir pour avoir droit à la rente AI
- x **194/14.427 n**
Groupe V. Prestations complémentaires. Délai de carence
- x **195/14.429 n**
Groupe V. Rentes AVS. Prolongation du délai de cotisation
- x **196/14.461 n**
Groupe V. A la Conférence de coordination de désigner le conseil prioritaire pour les objets importants émanant du Conseil fédéral
- x **197/15.431 n**
Groupe V. Pas de prestations de l'Etat pour les personnes résidant illégalement en Suisse
- 198/15.439 n**
Groupe V. Inscrire dans la Constitution une véritable politique de l'asile
- 199/16.404 n**
Groupe V. Assermentation des juges fédéraux par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies)
- 200/16.415 n**
Groupe V. Habilitier communes et autorités à recourir contre les décisions des APEA
- * **201/16.444 n**
Groupe V. APEA. Donner la préférence à la famille

Initiatives des commissions

- 202/14.459 n**
CSEC-CN. Apprentissage d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire
- * **203/16.427 n**
CSEC-CN. Assurer un déroulement efficace des débats parlementaires en adaptant la révision de la loi sur le Parlement
- x **204/16.401 n**
CSSS-CN. Prolongation de la validité de l'article 55a LAMal
- NE 205/13.467 n**
CEATE-CN. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité
- + **206/13.443 n**
CIP-CN. Représentation équitable des communautés linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres
- 207/14.457 n**
CIP-CN. Initiatives populaires. Prorogation du délai de traitement
- + **208/12.426 n**
CAJ-CN. Loi sur l'organisation des autorités pénales. Modification des articles 36 et 56
- N 209/13.466 n**
CAJ-CN. Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites

- + **210/16.400 n**
CAJ-CN. Traitement des juges ordinaires du Tribunal pénal fédéral et du Tribunal fédéral des brevets et des juges du Tribunal administratif fédéral. Adaptations individuelles exceptionnelles et réexamen du système salarial
- + **211/15.425 n**
Cdi-CN. Immunité. Traitement des demandes par les présidents des deux commissions
- * **212/16.425 n**
16.016-CN. Programme de la législature. Modification de la procédure
- * **213/16.426 n**
16.016-CN. Mention des projets qui sont en cours de traitement au Parlement dans le programme de la législature

Initiatives des députés

- + **214/03.424 n**
Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP
- N 215/09.530 n**
Abate. Annulation des commandements de payer injustifiés
- 216/15.500 n**
Addor. Via sicura. Non à une triple peine!
- x **217/15.414 n**
Aebischer Matthias. Assigner expressément à la Banque nationale l'objectif d'un taux d'emploi élevé
- 218/15.445 n**
Aebischer Matthias. Mettre un collaborateur personnel à la disposition des parlementaires
- + **219/09.449 n**
Aeschbacher Ruedi. Punir plus sévèrement les chauffards
- N **220/14.422 n**
Aeschi Thomas. Droit de veto du Parlement sur les ordonnances du Conseil fédéral
- 221/14.433 n**
Aeschi Thomas. Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente
- 222/15.494 n**
Amaudruz. Internement à vie
- * **223/16.445 n**
Amaudruz. Pas de levée de l'obligation de visa sans accord de réadmission
- x **224/07.402 n**
Amherd. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
- x **225/15.423 n**
Amherd. Soutenir les enfants et les jeunes
- 226/15.466 n**
Amherd. Création d'un centre destiné à promouvoir les compétences médiatiques des enfants et des jeunes
- 227/15.486 n**
Amstutz. Tirs en campagne et tirs historiques. Préservons notre patrimoine culturel au-delà de 2020

- 228/15.447 n**
Badran Jacqueline. Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Illettrisme et raisons de santé comme nouveaux motifs de révision
- 229/16.424 n**
Badran Jacqueline. Imposition privilégiée des participations de collaborateur remises par une start-up
- 230/15.469 n**
Barazzone. Favoriser la régularisation du passé en matière fiscale
- 231/15.465 n**
Bäumle. Mettre en place une taxe sur l'électricité grise pour protéger l'énergie hydraulique
- x **232/15.467 n**
Bertschy. Séances des commissions. Récusation obligatoire des parlementaires ayant des intérêts financiers personnels directs dans une affaire
- * **233/16.453 n**
Bertschy. Congé de 14 semaines pour chacun des parents à condition que tous deux travaillent
- 234/15.468 n**
(Borer) Brand. LAMal. Renforcer la responsabilité individuelle
- 235/12.414 n**
(Bortoluzzi) de Courten. Les paramètres techniques n'ont pas leur place dans la LPP
- x **236/13.413 n**
Bourgeois. Mesures à renforcer contre l'abandon des déchets
- 237/15.479 n**
Bourgeois. Stop au bradage ruineux du sucre! Pour la sauvegarde de l'économie sucrière indigène
- x **238/14.450 n**
Brunner. Retirer la nationalité suisse aux doubles nationaux impliqués dans des activités terroristes ou des opérations de combat
- 239/15.424 n**
Bulliard. Reconnaître aux proches aidants un droit systématique à des bonifications pour tâches d'assistance en cas d'impotence reconnue de la personne prise en charge
- x **240/15.450 n**
Bulliard. Message accompagnant un projet d'acte. Y faire figurer le critère de l'autorégulation
- 241/15.499 n**
Buttet. Importation de viande halal provenant d'abattages sans étourdissement
- x **242/14.415 n**
Candinas. Deux semaines de congé-paternité payé par le régime des APG
- 243/15.432 n**
Candinas. Ne pas percevoir de TVA sur la redevance de radio et de télévision
- x **244/14.466 n**
Carobbio Guscetti. Appareils médicaux et diagnostiques. Pour une réglementation cohérente et dans l'intérêt des assurés
- * **245/16.447 n**
Carobbio Guscetti. Pour un service universel
- 246/15.433 n**
(Caroni) Moret. Mandats des lobbyistes ayant accès au Palais du Parlement. Pour plus de transparence
- + **247/15.418 n**
Chevalley. On ne brûle pas des déchets alimentaires, c'est idiot!
- 248/15.410 n**
de Buman. Ancrer durablement le taux spécial de TVA applicable à l'hébergement
- 249/16.420 n**
de Buman. Pour un prix des revues plus raisonnable en Suisse
- 250/15.428 n**
de Courten. Le droit de cité doit être fonction du nom que l'on porte
- + **251/14.434 n**
Derder. Protéger l'identité numérique des citoyens
- * **252/16.449 n**
Derder. Création d'une commission parlementaire des affaires numériques
- * **253/16.442 n**
Dobler. Les employés de start-up détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail
- x **254/02.453 n**
Dupraz. La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale
- 255/15.455 n**
Egloff. Empêcher les sous-locations abusives
- * **256/16.451 n**
Egloff. Bonne foi dans le droit du bail. Contestation du loyer initial limitée aux cas dans lesquels le locataire a conclu le bail par nécessité
- 257/15.427 n**
Fässler Daniel. Inciter les propriétaires forestiers publics subventionnés en vertu de la loi sur les forêts à construire avec du bois suisse
- N **258/13.422 n**
Fiala. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation
- + **259/14.440 n**
Flach. Article 8 LCD. Conditions commerciales abusives
- * **260/16.430 n**
Flach. Lèse-majesté. Abroger l'article 296 CP
- 261/15.480 n**
Frehner. Pour une assurance-maladie qui ne soit pas hors de prix. Renforcer le rôle du Parlement
- 262/15.481 n**
Frehner. Nouvelle clé de répartition pour l'attribution des requérants d'asile
- 263/15.485 n**
Frehner. Transparence sur les coûts des hôpitaux
- NE **264/13.479 n**
Gasche. Impôt anticipé. Clarification de la procédure de déclaration

- 265/15.436 n**
Geissbühler. Conseil des Etats. Etablissement d'une liste nominative pour chaque vote
- 266/12.483 n**
Giezendanner. Créer un FAIR (financement et aménagement de l'infrastructure routière)
- x **267/14.476 n**
(Gilli) Häsler. Infractions à la loi sur les denrées alimentaires. Des sanctions appropriées
- x **268/15.417 n**
(Gilli) Rytz Regula. Modification du système de réduction des primes dans la LAMal
- x **269/15.488 n**
Glanzmann. Pour un Secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure
- x **270/15.471 n**
Golay. Personnes endettées. Ne leur maintenons pas la tête sous l'eau!
- + **271/14.453 n**
Gössli. Achat de nouveaux logements. Pour des règles contraignantes en matière de responsabilité
- 272/15.497 n**
Graf-Litscher. Accorder un soutien public aux médias d'information en ligne
- * **273/16.432 n**
Graf-Litscher. Principe de la transparence dans l'administration. Faire prévaloir la gratuité de l'accès aux documents officiels
- 274/15.491 n**
Grunder. Sauver le système de milice en prolongeant la durée du mandat des parlementaires
- 275/15.492 n**
Grunder. Sauver le système de milice en limitant la durée de fonction des parlementaires
- 276/15.490 n**
Gschwind. Constitution de réserves de crise aussi pour les petites entreprises
- 277/16.416 n**
Guhl. Autoriser le placement en détention de sûreté des récidivistes sexuels
- + **278/05.464 n**
Guisan. Dépistage du cancer
- 279/15.442 n**
Heer. Déplacements des parlementaires effectués aux frais du contribuable. Obligation d'informer
- + **280/05.465 n**
Heim. Dépistage du cancer
- 281/07.486 n**
Heim. Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients
- 282/15.489 n**
Heim. Exploiter et développer intelligemment le potentiel qu'offrent les salariés âgés sur le marché du travail
- 283/15.406 n**
Herzog. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs
- * **284/16.431 n**
Herzog. Préciser les exceptions en faveur de la recherche prévues par la loi sur les stupéfiants
- 285/16.405 n**
Hess Erich. Mise en réseau de tous les registres des poursuites
- 286/15.404 n**
Hess Lorenz. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs
- 287/15.498 n**
Hess Lorenz. Raviver la démocratie directe en rendant le vote obligatoire
- 288/16.422 n**
Hiltpold. Garantir la diversité médiatique en Suisse
- * **289/16.450 n**
Hiltpold. Optimisation technique des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Elargissement des dispositions d'une CCT pouvant faire l'objet d'une extension facilitée
- + **290/09.528 n**
Humbel. Financement moniste des prestations de soins
- + **291/10.407 n**
Humbel. Exonérer les enfants du paiement des primes d'assurance-maladie
- 292/14.448 n**
Humbel. Soins de transition. Adapter les règles de financement à la pratique
- + **293/15.419 n**
Humbel. Garantir la qualité et imposer la transparence dans l'offre de soins
- 294/16.418 n**
Humbel. Renforcer le principe de la primauté des contrats dans la LAMal
- 295/16.419 n**
Humbel. Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instaurer la concurrence sur les prix
- + **296/12.502 n**
Hutter Markus. Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables
- 297/15.493 n**
Jans. Pas de subventions en faveur des publicités pour la viande
- x **298/11.418 n**
Joder. LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant
- + **299/11.449 n**
Joder. Publication des mesures de protection des adultes
- + **300/12.470 n**
Joder. Meilleur soutien pour les enfants gravement malades ou lourdement handicapés qui sont soignés à la maison
- 301/14.468 n**
(Joder) Herzog. Egalité juridique entre les organisations d'aide à domicile publiques et privées
- + **302/15.451 n**
Joder. Renforcer les Commissions de gestion
- + **303/12.495 n**
Jositsch. Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié

- + **304/12.497 n**
Jositsch. Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir
- + **305/15.437 n**
Keller Peter. Registre des intérêts. Distinguer les activités bénévoles des activités rémunérées
- x **306/15.441 n**
Keller Peter. Soumettre les parlementaires à l'obligation de déclarer les revenus provenant d'activités qui figurent au registre des intérêts
- x **307/15.446 n**
Keller Peter. Registre des intérêts. Permettre aux parlementaires de déclarer de leur plein gré les activités lucratives, revenus compris, et les activités bénévoles
- + **308/13.411 n**
Kessler. Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques
- 309/15.434 n**
(Kessler) Weibel. Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère
- + **310/07.424 n**
Kleiner. Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques
- + **311/11.489 n**
(Lang) Müller Geri. Abrogation de l'article 293 CP
- + **312/12.419 n**
Leutenegger Filippo. Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs
- N **313/13.412 n**
Leutenegger Oberholzer. Loi sur les moyens alloués aux parlementaires. Même traitement fiscal pour tous les citoyens
- + **314/14.444 n**
Leutenegger Oberholzer. Transfert de la charge des taxes de surveillance servant à financer la CHS PP. Compléter l'article 64c par un alinéa 4
- 315/15.422 n**
Leutenegger Oberholzer. Franc fort. Publier les procès-verbaux de la BNS
- 316/16.409 n**
Leutenegger Oberholzer. Procédure de désignation du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence
- 317/16.412 n**
Leutenegger Oberholzer. Moderniser le droit de la garantie
- * **318/16.438 n**
Leutenegger Oberholzer. Entreprises fédérales et entreprises liées à la Confédération. Pour des rétributions appropriées et pour la fin des salaires excessifs
- * **319/16.455 n**
Leutenegger Oberholzer. Imposition du logement. Changement de régime
- 320/12.409 n**
Lohr. Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches
- x **321/08.417 n**
Lüscher. Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé
- x **322/10.417 n**
Lüscher. Extension des droits des lésés dans la procédure pénale militaire
- x **323/15.440 n**
Lüscher. Droit du bail. Conséquences du décès du locataire
- + **324/14.471 n**
Lustenberger. Non aux clauses rétroactives dans les initiatives populaires
- x **325/14.452 n**
Maire Jacques-André. LACI. Critères relatifs aux mesures de formation en cas de retour à la vie active suite à une période éducative
- 326/11.482 n**
Markwalder. Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale
- 327/15.409 n**
Markwalder. Protection du secret professionnel des juristes d'entreprise
- NE **328/08.432 n**
Marra. La Suisse doit reconnaître ses enfants
- x **329/15.452 n**
Masshardt. Réglementation en matière de dons. Pour plus de transparence
- x **330/15.453 n**
Masshardt. Davantage de transparence sur les voyages d'information
- 331/15.470 n**
Masshardt. Mieux concilier travail et famille. Droit à une réduction du taux d'occupation suite à une naissance
- 332/15.482 n**
Matter. Egalité de traitement entre les diffuseurs privés et les diffuseurs privés qui opèrent en ligne
- + **333/11.411 n**
Meier-Schatz. Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche
- + **334/11.412 n**
Meier-Schatz. Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos
- 335/15.448 n**
(Meier-Schatz) Lohr. Améliorer la qualité de l'activité d'intermédiaire dans le domaine des assurances
- + **336/05.467 n**
Meyer Thérèse. Dépistage du cancer et égalité de traitement
- x **337/15.454 n**
Müller Leo. Contre la bureaucratie. S'assurer que le droit est bien conforme à la volonté du législateur
- + **338/04.456 n**
Müller Philipp. Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation
- + **339/08.406 n**
Müller Philipp. Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer

- + **340/08.428 n**
Müller Philipp. Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires
- + **341/08.450 n**
Müller Philipp. Marge de manoeuvre accrue pour les autorités
- + **342/10.485 n**
Müller Philipp. Harmonisation des dispositions liées au regroupement familial
- 343/15.457 n**
Müller Thomas. Concession SSR. C'est désormais au Parlement de décider
- 344/16.417 n**
Müller-Altermatt. Allocations de formation professionnelle. Leur versement doit débiter en même temps que la formation
- 345/16.406 n**
Nantermod. Garde partagée. Répartir la déduction pour les enfants mineurs entre les parents
- 346/12.491 n**
Neiryck. Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS
- 347/16.421 n**
Nidegger. Affaire Perinçek contre Suisse. Rendre l'article 261bis CPS compatible avec les droits de l'homme
- 348/15.496 n**
Nussbaumer. Autoriser les collaborateurs personnels des élus fédéraux à accéder à l'Extranet de l'Assemblée fédérale
- 349/13.455 n**
Parmelin. Application de la loi sur la protection des eaux. Tenir compte de la réalité dans le terrain
- + **350/08.420 n**
Pfister Gerhard. Concrétisation légale de l'intégration
- + **351/12.463 n**
(Poggia) Golay. Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi
- + **352/12.492 n**
(Poggia) Golay. Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes
- + **353/13.426 n**
(Poggia) Golay. Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices
- + **354/13.441 n**
(Poggia) Golay. Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal
- 355/15.458 n**
Quadranti. Congé parental. Une solution globale pour compléter le congé de maternité existant
- x **356/15.413 n**
Regazzi. Via sicura. Supprimer rapidement les excès et les effets secondaires indésirables associés au délit de chauffard
- 357/15.435 n**
Regazzi. Pour une amnistie fiscale fédérale équilibrée et efficace. Encourager la réapparition de revenus et de capitaux grâce à la déclaration spontanée
- 358/13.438 n**
Reimann Lukas. Créer un cadre légal pour la vente de snus
- + **359/15.408 n**
Reimann Lukas. Séquestre d'une part dans la liquidation d'une communauté de biens, appartenant à un débiteur qui n'est pas domicilié en Suisse
- x **360/15.412 n**
Reimann Lukas. Les modalités du vote électronique doivent pouvoir faire l'objet d'un examen juridique
- x **361/15.443 n**
Reimann Lukas. Renforcement de la sécurité. Réintroduire et intensifier les contrôles aux frontières
- x **362/15.462 n**
Reimann Lukas. Loi sur le Parlement. Elargir le champ de la comparaison du droit suisse avec le droit étranger dans les messages
- + **363/15.456 n**
Reimann Maximilian. Relever l'examen de contrôle périodique effectué par un médecin-conseil de 70 à 75 ans pour les conducteurs âgés
- + **364/13.407 n**
Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle
- + **365/13.430 n**
Rickli Natalie. Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine
- 366/13.462 n**
Rickli Natalie. Internements. Dans le doute, pas de libération conditionnelle
- + **367/13.463 n**
Rickli Natalie. Interner les criminels récidivistes
- 368/16.407 n**
Rickli Natalie. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers
- + **369/13.478 n**
Romano. Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant
- 370/14.474 n**
Romano. Sauvegarder les compétences du Parlement en matière de politique étrangère et de législation
- + **371/13.477 n**
Rossini. LAMal. Révision des catégories de primes enfants, jeunes et jeunes adultes
- * **372/16.448 n**
Rösti. Garantir l'auto-alimentation en électricité d'origine hydraulique pour faire face à l'actuelle baisse des prix de l'électricité
- * **373/16.452 n**
Rösti. Développement de la production d'électricité d'origine hydraulique. Revoir la situation de référence des études d'impact
- x **374/15.405 n**
Ruiz Rebecca. Augmentation des allocations familiales
- x **375/13.449 n**
Rusconi. Déclaration de détention des animaux de rente et de production pour la viande et le poisson importés

- 376/15.483 n**
Rutz Gregor. Pas de subventions de l'Etat pour les partis et les organisations politiques
- 377/15.495 n**
Rutz Gregor. Activités non prévues dans la concession. Ne les autoriser qu'en cas d'impérieuse nécessité
- * **378/16.441 n**
Rutz Gregor. Votations. Respect du principe de la proportionnalité dans l'information des citoyens
- * **379/16.454 n**
Rytz Regula. Associations ayant un chiffre d'affaires élevé et poursuivant un but économique. Réforme du droit applicable
- 380/14.455 n**
(Schibli) Rösti. Préserver les surfaces agricoles utiles et celles affectées à la production ainsi que les zones destinées à la construction ou à l'extension des constructions
- 381/15.472 n**
Schneeberger. Droit de la révision. Concrétiser le contrôle restreint pour protéger nos PME
- + **382/12.413 n**
Schwaab. Les citoyens ne doivent pas être nommés curateurs contre leur gré
- x **383/15.415 n**
Schwaab. Le respect des intérêts généraux du pays par la Banque nationale suisse doit inclure la parité du pouvoir d'achat
- * **384/16.433 n**
Sommaruga Carlo. Panama Papers. Pour une distinction claire entre les avocats judiciaires et les avocats d'affaires
- * **385/16.434 n**
Sommaruga Carlo. Panama Papers. Pour l'exclusion des sociétés offshore de Suisse
- x **386/15.421 n**
Stamm. L'asile ne doit pas conférer un droit de séjour en Suisse
- N **387/12.453 n**
Steiert. Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile
- + **388/14.472 n**
Streiff. Liens d'intérêts des parlementaires. Accroître la transparence
- 389/15.460 n**
Tornare. Lutter contre les discriminations raciales, anti-sémites et homophobes. Introduire un droit de recours pour les organisations de défense de minorités
- + **390/10.519 n**
Vischer Daniel. Modifier l'article 53 CP
- + **391/14.413 n**
Vischer Daniel. Droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information
- * **392/16.428 n**
Vogler. Article 420 du Code civil. Changer de paradigme
- * **393/16.429 n**
Vogler. Adapter l'article 420 du Code civil
- * **394/16.435 n**
Vogt. Stopper l'inflation normative. Supprimer un texte normatif pour chaque texte normatif nouvellement créé (principe du "un pour un")
- * **395/16.436 n**
Vogt. Stopper l'inflation normative. Préserver la liberté de décision et la marge de manoeuvre des particuliers et des entreprises
- * **396/16.437 n**
Vogt. Stopper l'inflation normative. Limiter la durée de validité des lois
- * **397/16.440 n**
Vogt. Stopper l'inflation normative. Freiner l'internationalisation du droit, la reprise du droit européen et la tendance au "Swiss finish"
- N **398/10.500 n**
von Siebenthal. Combustion du bois non traité. Effets positifs pour l'environnement
- + **399/12.477 n**
von Siebenthal. Utilisation du bois suisse dans les constructions financées par des fonds publics
- x **400/13.414 n**
von Siebenthal. Politique forestière 2020. Donner la priorité aux dessertes
- 401/14.467 n**
Wobmann. Interdiction de se dissimuler le visage

Conseil des Etats

Initiatives des commissions

- + **402/14.401 é**
CdG-CE. Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP)
- + **403/15.430 é**
CEATE-CE. Suppression des priorités dans le réseau de transport transfrontalier
- 404/15.429 é**
CIP-CE. Inscrire dans la loi les exigences relatives aux systèmes électoraux des cantons
- + **405/15.475 é**
CIP-CE. Application plus stricte ou définition plus précise des critères concernant l'examen du respect du principe de l'unité de la matière dans les initiatives populaires
- + **406/15.476 é**
CIP-CE. Délais des initiatives populaires visant à modifier une disposition constitutionnelle dont le délai de mise en oeuvre dans le cadre de la législation n'a pas encore expiré
- + **407/15.477 é**
CIP-CE. Examen préliminaire non contraignant et facultatif des initiatives populaires sur les plans formel et matériel
- + **408/15.478 é**
CIP-CE. Publication des contre-projets indirects dans les explications de vote du Conseil fédéral

- + **409/15.473 é**
CAJ-CE. Composition de l'Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Revoir les règles d'incompatibilité

Initiatives des députés

- + **410/12.450 é**
Abate. Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique
- + **411/14.449 é**
Altherr. Prix à l'importation surfaits. Supprimer l'obligation de s'approvisionner en Suisse
- + **412/15.438 é**
Berberat. Pour une réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbyisme au Parlement fédéral
- * **413/16.446 é**
Caroni. Davantage de fédéralisme dans les messages du Conseil fédéral
- + **414/12.402 é**
Eder. Rôle de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- 415/16.411 é**
Eder. Surveillance de l'assurance-maladie. Garantir la protection de la personnalité
- 416/16.413 é**
Eder. Ne pas allouer de défraiement pour les nuitées qui n'ont pas été effectuées
- + **417/14.417 é**
Egerszegi-Obrist. Amender le régime de financement des soins
- x **418/12.451 é**
Fournier. Accélération de la procédure d'extension des conventions collectives de travail
- 419/16.414 é**
Graber Konrad. Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés
- x **420/12.408 é**
(Jenny) Föhn. Déclaration de force obligatoire générale des CCT. Donner plus de poids aux salariés non syndiqués
- 421/16.408 é**
Jositsch. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers
- 422/16.423 é**
Keller-Sutter. Libérer le personnel dirigeant et les spécialistes de l'obligation de saisie du temps de travail
- * **423/16.439 é**
Kuprecht. LPP. Renforcer l'autonomie des cantons dans la surveillance régionale des fondations de prévoyance
- 424/15.487 é**
Lombardi. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Introduction d'une procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail

- 425/14.470 é**
Luginbühl. Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations

- x **426/14.437 é**
Minder. Pétitions adressées aux autorités fédérales. Rationaliser la procédure
- x **427/15.401 é**
Minder. Direction générale de la Banque nationale suisse. Elargir le cercle de ses membres et les faire élire par l'Assemblée fédérale
- + **428/15.444 é**
Minder. Commissions parlementaires. Prévoir la possibilité de rendre publics les documents secondaires
- 429/16.403 é**
Müller Philipp. Regroupement familial. Même régime pour les personnes à protéger et les personnes admises à titre provisoire
- 430/16.410 é**
Vonlanthen. LRTV. Coopérations non discriminatoires

Interventions personnelles

Conseil national

Motions adoptées par le Conseil des Etats

- x **15.3919 é Mo.**
Conseil des Etats. Prestations de service transfrontalières. Soumettre les photographes à l'obligation d'annonce dès le premier jour de travail(Abate)
- E 15.4087 é Mo.**
Conseil des Etats. Modification des exigences légales en matière d'aménagement du territoire pour les bâtiments hôteliers situés en dehors des zones à bâtir(CEATE-CE)
- E 15.4092 é Mo.**
Conseil des Etats. Routes. Mesures de protection contre le bruit à partir de 2018(Lombardi)
- E 15.4153 é Mo.**
Conseil des Etats. Clients injustement pénalisés par le régime douanier(Ettlin Erich)
- x **16.3009 é Mo.**
Conseil des Etats. Vignette électronique(CTT-CE)

Interventions des groupes

- x **14.3443 n Mo.**
Groupe BD. Litige fiscal avec les Etats-Unis. Prise en charge des frais
- x **14.3444 n Mo.**
Groupe BD. Déductibilité fiscale des amendes
- 14.3944 n Mo.**
Groupe BD. Charger un organe de coordination de préparer des mesures d'urgence contre la pénurie de main-d'oeuvre
- 15.3136 n Mo.**
Groupe BD. Allocations d'initiation au travail en cas de retour à la vie active après une période consacrée à la famille

- 15.3156 n Mo.**
Groupe BD. Effet des taux de change sur les adjudications
- 15.3225 n Mo.**
Groupe BD. Etablir un taux de TVA unique
- 15.3226 n Mo.**
Groupe BD. Pour une exonération temporaire de la TVA dans le tourisme et la restauration
- 15.3227 n Mo.**
Groupe BD. TVA. Instaurer un taux unique pour le secteur de l'hôtellerie-restauration
- 15.3401 n Mo.**
Groupe BD. Don de sang. Abolir les restrictions anachroniques et discriminatoires
- 15.3402 n Ip.**
Groupe BD. Reconnaissance des prestations des associations militant pour l'égalité
- 15.3403 n Ip.**
Groupe BD. Recensement statistique des crimes haineux fondés sur l'orientation sexuelle
- x **16.3121 n Ip.**
Groupe BD. Assistance administrative en matière fiscale. Demandes groupées
Voir objet 16.3113 Ip. Groupe C
Voir objet 16.3122 Ip. Aeschi Thomas
Voir objet 16.3132 Ip. Groupe GL
- * **16.3287 n Ip.**
Groupe BD. Certificats médicaux. Introduction d'une "fit note" en vue de favoriser la réadaptation professionnelle?
- x* **16.3362 n Ip.**
Groupe BD. Lutte contre les cyberrisques. Institution d'un système de contrôle et d'un centre de compétences en vue de relever les défis à venir
- x **14.3626 n Mo.**
Groupe C. Déductibilité fiscale des amendes. Pour une réglementation claire
- 15.3103 n Mo.**
Groupe C. Pas d'intérêts négatifs sur les avoirs du peuple
- 15.3936 n Mo.**
Groupe C. Coopération internationale. Tenir compte du problème des réfugiés
- 16.3103 n Mo.**
Groupe C. Supprimer également la pénalisation du mariage dans l'AVS
- x **16.3113 n Ip.**
Groupe C. Assistance administrative en matière fiscale. Demandes groupées
Voir objet 16.3121 Ip. Groupe BD
Voir objet 16.3122 Ip. Aeschi Thomas
Voir objet 16.3132 Ip. Groupe GL
- x* **16.3364 n Ip.**
Groupe C. Titre suit
- x **14.3328 n Po.**
Groupe G. Evolution des coûts du réchauffement climatique pour la Suisse et financement des mesures de protection
- x **14.3332 n Ip.**
Groupe G. Protection du climat. Que fait le Conseil fédéral?
- x **14.3395 n Ip.**
Groupe G. Accord de libre-échange transatlantique TTIP/TAFTA. Conséquences pour la Suisse
- x **14.3510 n Mo.**
Groupe G. Critères plus détaillés pour l'examen de validité d'une initiative populaire
- x **14.3593 n Mo.**
Groupe G. Frais liés au règlement de différends fiscaux
- 14.3687 n Ip.**
Groupe G. Non à la forteresse Europe. Accès à une procédure d'asile équitable, partage des charges et planification réaliste dans le domaine de l'asile
- 14.3936 n Mo.**
Groupe G. Initiative "contre l'immigration de masse". Soumettre au Parlement une solution de mise en oeuvre qui soit eurocompatible
- 14.4078 n Mo.**
Groupe G. Libre circulation des personnes. Le chemin pour sortir de l'impasse passe par la Croatie
- 14.4253 n Mo.**
Groupe G. Nouvel objectif en matière de protection du climat. Moins 60 pour cent d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030
- 14.4259 n Ip.**
Groupe G. Rapport du Sénat américain sur les méthodes de torture de la CIA. Quelles conséquences?
- 15.3176 n Po.**
Groupe G. Nouvelle loi-cadre sur la santé
- 15.3411 n Mo.**
Groupe G. Suspension immédiate des ventes d'herbicides contenant du glyphosate
- 15.3452 n Po.**
Groupe G. Reconsidérer la dangerosité du glyphosate et les autorisations dont il bénéficie
- 15.3459 n Mo.**
Groupe G. Gel des renvois vers l'Italie jusqu'à l'introduction d'un système de répartition des réfugiés entre les Etats Dublin
- 15.3660 n Po.**
Groupe G. Revoir le cadre légal des grandes associations sportives
- 15.3714 n Mo.**
Groupe G. Financement des campagnes menées lors des élections et des votations. De la transparence
- 15.3715 n Mo.**
Groupe G. Financement des partis. De la transparence
- 15.3763 n Mo.**
Groupe G. Création d'un service de contre-espionnage indépendant du Service de renseignement
- 15.3949 n Ip.**
Groupe G. Falsification des valeurs relatives au bruit et aux gaz d'échappement des véhicules?
- 15.3980 n Po.**
Groupe G. Evaluer les chances et les risques de l'Industrie 4.0

- x **16.3124 n Po.**
Groupe G. Améliorer les conditions-cadres pour les énergies renouvelables indigènes
- * **16.3276 n Po.**
Groupe G. Garantir la mise en œuvre effective du signallement des intérêts
- * **16.3277 n Po.**
Groupe G. Revoir la légalité des sociétés boîte aux lettres
- * **16.3278 n Mo.**
Groupe G. Comblent les lacunes de la loi et empêcher le blanchiment d'argent par les cabinets d'avocats
- * **16.3279 n Mo.**
Groupe G. Assécher le terreau qui nourrit les paradis fiscaux
- x* **16.3363 n Ip.**
Groupe G. Titre suit
- x* **16.3366 n Ip.**
Groupe G. Titre suit
- * **16.3393 n Ip.**
Groupe G. Etudier les conséquences potentielles du TTIP pour la Suisse, à la lumière des récentes révélations sur les contenus des négociations
- * **16.3396 n Mo.**
Groupe G. Diminuer la durée maximale de la semaine de travail
- * **16.3397 n Mo.**
Groupe G. Un employeur moderne: faciliter la diminution du taux de travail du personnel de la Confédération
- * **16.3580 n Ip.**
Groupe G. Après le oui à la loi sur l'asile: promouvoir l'intégration, renforcer la coopération internationale pour ouvrir l'accès légal aux procédures d'asile, exploiter la marge de manœuvre humanitaire
- 14.4070 n Mo.**
Groupe GL. Loi-cadre sur l'aide sociale
- 14.4195 n Mo.**
Groupe GL. Créer des conditions équitables pour les PME
- x **16.3132 n Ip.**
Groupe GL. Assistance administrative en matière fiscale. Demandes groupées
Voir objet 16.3113 Ip. Groupe C
Voir objet 16.3121 Ip. Groupe BD
Voir objet 16.3122 Ip. Aeschi Thomas
- 16.3196 n Ip.**
Groupe GL. Politique énergétique. Privilégier les instruments de conception libérale au lieu de renforcer les subventions et de créer des sociétés de sauvegarde publiques
- 16.3197 n Ip.**
Groupe GL. Une stratégie d'exploitation à long terme ne s'impose-t-elle pas d'autant plus face au risque de faillite d'un propriétaire de centrale nucléaire ou à un possible changement de propriétaire?
- 16.3198 n Ip.**
Groupe GL. Risques financiers pour la Confédération lors de la désaffectation des centrales nucléaires
- 16.3200 n Po.**
Groupe GL. Centrale nucléaire de Beznau. Les propriétaires doivent verser sans tarder les moyens financiers nécessaires à la désaffectation et à la gestion
- * **16.3290 n Ip.**
Groupe GL. Un "plan Wahlen" pour les terres rares?
- x **14.3301 n Po.**
Groupe RL. Simplifier la procédure d'autorisation pour les chauffeurs professionnels
- x **14.3463 n Po.**
Groupe RL. Mieux piloter l'immigration en provenance d'Etats tiers
- x **14.3464 n Po.**
Groupe RL. Procédures d'asile accélérées également pour les ressortissants d'Etats sûrs
- 14.3690 n Mo.**
Groupe RL. Rapport sur le contrat entre les générations
- 14.3691 n Mo.**
Groupe RL. Interdire le recours à l'aide sociale pour les étrangers qui arrivent en Suisse
- 14.4024 n Mo.**
Groupe RL. Easy Swiss Tax. Simplification de la fiscalité applicable aux personnes physiques
- 14.4136 n Po.**
Groupe RL. La croissance économique ne doit pas être un facteur pénalisant. Mettre au jour la progression à froid réelle
- 15.3098 n Po.**
Groupe RL. Faut-il légiférer sur les trusts?
- 15.3385 n Mo.**
Groupe RL. Système de santé. Equilibrer l'offre de soins en différenciant la valeur du point tarifaire au lieu de geler une nouvelle fois les admissions
- 15.3387 n Po.**
Groupe RL. Pour la libre concurrence. Contre les aides de l'Etat nuisant à la compétitivité
- 15.3447 n Po.**
Groupe RL. Accélérer les procédures pénales. Mesures réalisées
- 15.3544 n Mo.**
Groupe RL. Pour une réduction de la charge administrative. Rendre facultative la participation au système d'échange de quotas d'émission
- 15.3545 n Mo.**
Groupe RL. Pour une réduction de la charge administrative. Donner à toutes les entreprises la possibilité de se faire exempter de la taxe sur le CO2
- 15.3802 n Mo.**
Groupe RL. Coopération au développement améliorée dans l'intérêt de la population érythréenne et de la Suisse
- 15.3803 n Mo.**
Groupe RL. Domaine de l'asile. Pas de voyages inopportuns à l'étranger pour les personnes admises en Suisse
- 15.3861 n Ip.**
Groupe RL. Comment justifier l'avalanche de plans d'action élaborés à la demande du Conseil fédéral?

- 15.3900 n Mo.**
Groupe RL. La sécurité fait partie des tâches essentielles de l'Etat
- 15.3901 n Mo.**
Groupe RL. Accroissement de la productivité et de l'efficacité de l'Administration fédérale des douanes et du Corps des gardes-frontière
- 16.3110 n Mo.**
Groupe RL. Assurance-maladie. Adapter régulièrement le montant des franchises
- 16.3111 n Mo.**
Groupe RL. Assurance-maladie. Renforcer la liberté de choix et la responsabilité individuelle en augmentant la franchise maximale
- 16.3112 n Mo.**
Groupe RL. Assurance-maladie. Adapter enfin le montant de la franchise minimale
- * **16.3360 n Mo.**
Groupe RL. Titre suit
- * **16.3403 n Ip.**
Groupe RL. État des conventions d'intégration pour les migrants d'États tiers
- * **16.3404 n Ip.**
Groupe RL. État des conventions d'intégration pour les migrants d'États tiers
- * **16.3451 n Mo.**
Groupe RL. Mettre fin à la compensation d'un renchérissement imaginaire
- x **14.3375 n Ip.**
Groupe S. Défis posés par une compensation financière intégrale d'une réforme de l'imposition des entreprises III
- x **14.3511 n Mo.**
Groupe S. Echange automatique de renseignements en matière fiscale. Autorités fiscales suisses et étrangères sur un pied d'égalité
- x **14.3646 n Mo.**
Groupe S. Accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Création d'un bureau de liaison parlementaire à Bruxelles
- 14.3688 n Ip.**
Groupe S. Tarifs de physiothérapie. Conséquences de l'arrêt du Tribunal administratif fédéral
- 14.3780 n Mo.**
Groupe S. Lutte contre les prix élevés en Suisse. Présenter une version élaguée de la révision de la loi sur les cartels
- 14.3781 n Ip.**
Groupe S. Relations militaro-industrielles entre la Suisse et Israël
- 14.3784 n Mo.**
Groupe S. Droit international par la Suisse. Appliquer les règles adoptées pour la Crimée annexée aux territoires occupés de Palestine
- 14.3929 n Mo.**
Groupe S. Examen des agréments fiscaux de l'Administration fédérale des contributions et de l'Intendance des impôts du canton de Berne par un organe indépendant
- 14.4022 n Ip.**
Groupe S. Manquements répétés chez UBS. Responsabilités
- 14.4025 n Mo.**
Groupe S. La prévention de la violence domestique. Une mission de santé publique
- 15.3029 n Ip.**
Groupe S. Swissleaks. Comment expliquer la déficience de la surveillance? Comment y remédier?
- 15.3096 n Po.**
Groupe S. Rapport sur la naissance, le développement et les effets de la concurrence fiscale en Suisse
- 15.3511 n Ip.**
Groupe S. Mieux protéger les travailleurs âgés
- 15.3998 n Mo.**
Groupe S. Contribution de solidarité au profit des salariés âgés
- 15.4034 n Mo.**
Groupe S. Plan financier de la législature 2017-2019. Moratoire sur les baisses d'impôts pour une politique financière socialement et écologiquement durable et pour des finances fédérales, cantonales et communales équilibrées
- 15.4095 n Ip.**
Groupe S. La Banque nationale suisse est en butte à des pressions croissantes. Conséquences de sa politique monétaire pour l'économie réelle
- 15.4096 n Mo.**
Groupe S. Réduire les pertes fiscales dues aux délais de prescription
- 15.4228 n Mo.**
Groupe S. Banque nationale. Respecter les buts prescrits par la loi
- 15.4247 n Mo.**
Groupe S. Programme de stabilisation à repousser d'une année
- * **16.3355 n Ip.**
Groupe S. Les finances fédérales passent au rouge vif
- * **16.3356 n Ip.**
Groupe S. Redéployer enfin en faveur de la cybersécurité les moyens humains et financiers
- * **16.3365 n Ip.**
Groupe S. Les tribunaux arbitraux prévus par les accords TISA et TTIP permettront-ils de court-circuiter la Justice des Etats?
- * **16.3498 n Mo.**
Groupe S. Plafonner les primes de l'assurance obligatoire des soins à 10 pour cent du budget des ménages
- * **16.3587 n Mo.**
Groupe S. Séparation claire des intérêts. Incompatibilité entre un mandat parlementaire et un mandat exercé pour le compte d'une autorité dans le domaine de la santé
- * **16.3617 n Po.**
Groupe S. Titre suit
- x **14.3400 n Ip.**
Groupe V. Négociations concernant le rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE
- x **14.3494 n Ip.**
Groupe V. Aide sociale pour les immigrés

14.3689 n Ip.

Groupe V. Asile. Il est grand temps de mettre fin au chaos!

14.3754 n Mo.

Groupe V. Adapter le système de la protection de l'adulte et de l'enfant

14.3884 n Ip.

Groupe V. Des groupes d'électricité envisagent de mettre en vente leur participation dans Swissgrid

14.4086 n Mo.

Groupe V. Assurer une aide alimentaire rapide en Syrie

14.4219 n Mo.

Groupe V. Renégocier et adapter l'accord sur la libre circulation

15.3525 n Ip.

Groupe V. Pénurie de main-d'oeuvre spécialisée et pléthore de psychologues, d'ethnologues, de sociologues, d'historiens et autres spécialistes de l'art et de la culture

15.3559 n Mo.

Groupe V. Conseil de sécurité de l'ONU. Evolution de la situation en matière de sécurité

15.3577 n Ip.

Groupe V. Financement des infrastructures routières et réforme fiscale écologique. Tout remettre à plat?

15.3843 n Mo.

Groupe V. Libérer les entreprises et les citoyens de la charge statistique. Réduire les effectifs de l'Office fédéral de la statistique

15.3844 n Mo.

Groupe V. Interdire les voyages à l'étranger aux requérants d'asile et aux personnes admises à titre provisoire

15.3964 n Mo.

Groupe V. Denrées alimentaires. Stopper le flot des réglementations

16.3244 n Mo.

Groupe V. Cibler l'aide extérieure sur les personnes fuyant la guerre

* **16.3367 n Ip.**

Groupe V. Évolution inquiétante de la statistique du chômage

* **16.3434 n Mo.**

Groupe V. Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Améliorer la transparence

* **16.3435 n Mo.**

Groupe V. Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Améliorer l'application du principe de subsidiarité

* **16.3436 n Mo.**

Groupe V. Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Assurer une meilleure garantie juridique

Interventions des commissions

•x **15.4083 n Mo.**

CSEC-CN. Certification des entreprises favorables à une politique familiale
Voir objet 14.2036 Pét. Session des jeunes 2014

•x **15.4084 n Po.**

CSEC-CN. Etude de l'impact du glyphosate en Suisse

•*N **16.3264 n Mo.**

CSSS-CN. Places de stage dans les cabinets privés et dans les domaines extracliniques

* **16.3350 n Mo.**

CSSS-CN. Dépolitiser les paramètres techniques de la LPP

Voir objet 14.088 OCF

* **16.3352 n Po.**

CSSS-CN. Financement à parts égales de l'augmentation des coûts des prestations de soins par tous les agents payeurs

Voir objet 14.317 Iv.ct. Thurgovie

•x* **16.3265 n Mo.**

CEATE-CN. Egalité de traitement entre les technologies de stockage concernant les rémunérations pour l'utilisation du réseau

•*N **16.3266 n Mo.**

CPS-CN. Programme d'armement 2017

•N **16.3007 n Mo.**

CTT-CN. Garantir le plus rapidement possible la modernisation des réseaux de téléphonie mobile

•x **16.3008 n Po.**

CTT-CN. Procédures d'octroi du permis de construire pour les antennes de téléphonie mobile

•*N **16.3349 n Mo.**

CTT-CN. Etablissement de rapports sur les coûts d'exploitation et d'entretien des tronçons NAR
Voir objet 15.023 OCF

15.4086 n Po.

CER-CN. Pour une place financière compétitive dans le domaine des nouvelles technologies financières

Interventions des députés

15.4248 n Mo.

Addor. Pour un plan Vigipirate suisse

•x **16.3105 n Ip.**

Addor. Lignes à très haute tension. Protéger la santé de la population

•x **16.3106 n Ip.**

Addor. Enfouissement de la ligne à très haute tension Chamoson-Ulrichen

•x **16.3218 n Ip.**

Addor. La charge du service civil. Toujours équivalente à celle du service militaire?

* **16.3291 n Ip.**

Addor. Attractivité du Corps des gardes-frontière

* **16.3292 n Ip.**

Addor. Hébergement des réfugiés musulmans: pourquoi pas en Arabie saoudite?

* **16.3295 n Mo.**

Addor. Convention avec la France sur les successions. Le Conseil fédéral doit agir

* **16.3444 n Ip.**

Addor. Interdire aux producteurs et aux distributeurs d'énergie d'intervenir sur le marché de l'installation?

* **16.3445 n Ip.**

Addor. Quels obstacles empêchent-ils l'Europe de s'inspirer du modèle australien de politique migratoire?

- * **16.3446 n** Ip.
Addor. Combien de demandeurs d'asile déboutés refoulés reviennent-ils en Suisse?
- * **16.3447 n** Ip.
Addor. Une procédure de comparution immédiate en Suisse?
- * **16.3464 n** Ip.
Addor. Importer la viande d'animaux abattus en violation de la législation suisse?
- * **16.3465 n** Ip.
Addor. Quelles perspectives pour des centrales avec des réacteurs au thorium?
- * **16.3609 n** Ip.
Addor. Disponibilité opérationnelle de la sécurité militaire
- * **16.3610 n** Mo.
Addor. Compléter la liste des plantes envahissantes interdites
- * **16.3612 n** Mo.
Addor. Interdiction du financement des lieux de culte musulman par des Etats étrangers soutenant des terroristes ou violant les droits de l'homme
- NE** **13.3324 n** Mo.
Aebi Andreas. Adaptation de la législation sur la protection des eaux à la situation actuelle en matière d'élevage d'animaux de rente
- x **14.3619 n** Mo.
Aebi Andreas. Objectif premier de la politique étrangère de la Suisse
- 14.3838 n** Po.
Aebi Andreas. Collecte de données en vue d'uniformiser l'exécution de la politique agricole
- 15.3040 n** Ip.
Aebi Andreas. Situation désastreuse sur le marché du lait
- 15.3688 n** Mo.
Aebi Andreas. Flux migratoire en mer Méditerranée. Combattre l'origine du problème
- x **16.3125 n** Po.
Aebi Andreas. Denrées alimentaires. Renoncer aux importations des zones en crise
- 14.3719 n** Ip.
Aebischer Matthias. Un trajet raisonnable et sûr pour les écoliers
- 14.3775 n** Ip.
Aebischer Matthias. Politique énergétique extérieure. Stratégie de diversification
- 15.3036 n** Mo.
Aebischer Matthias. Promotion du film. Etablir une statistique par sexe
- 15.3157 n** Mo.
Aebischer Matthias. Classification des diplômes de la formation professionnelle dans le cadre national des certifications. Droit de recours
- 15.3832 n** Mo.
Aebischer Matthias. Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements
- 15.3851 n** Po.
Aebischer Matthias. Politique cinématographique. Rapport sur les besoins en matière de réglementation
- 16.3011 n** Ip.
Aebischer Matthias. Adapter non seulement la loi sur la protection des données mais aussi les ressources
- x **14.3489 n** Po.
Aeschi Thomas. Après le non au Gripen. Possibilité de référendum dans le cadre des grands objets financiers
- 14.3930 n** Ip.
Aeschi Thomas. Réforme de l'imposition des entreprises III. Mise en consultation
- 14.3931 n** Ip.
Aeschi Thomas. Banques cantonales. Imposition différenciée en fonction de la forme juridique
- 14.4111 n** Ip.
Aeschi Thomas. RPT. Communications de données erronées des cantons à la Confédération
- 14.4112 n** Ip.
Aeschi Thomas. Avenir de la place financière suisse
- 15.3558 n** Mo.
Aeschi Thomas. Société suisse de radiodiffusion et télévision. Augmentation de la transparence et exercice de la surveillance par le Contrôle fédéral des finances
- 15.3694 n** Ip.
Aeschi Thomas. Recrudescence des épidémies suite à la pression migratoire
- x **16.3122 n** Ip.
Aeschi Thomas. Assistance administrative en matière fiscale. Demandes groupées
Voir objet 16.3113 Ip. Groupe C
Voir objet 16.3121 Ip. Groupe BD
Voir objet 16.3132 Ip. Groupe GL
- x **14.3512 n** Ip.
Allemann. Acquisition d'un nouveau système de drones de reconnaissance. Analyse fondamentale de politique de sécurité
- 15.3537 n** Mo.
Allemann. Mesures d'accompagnement. Faire figurer la construction de logements bon marché dans le mandat de prestations 2016-2019 d'Armasuisse Immobilier
- 15.3281 n** Mo.
Amarelle. Renforcer la protection fédérale de cautionnement en faveur des PME face aux effets de la politique du franc fort de la Banque nationale suisse
- 15.3487 n** Mo.
Amarelle. Réfugiés. Ouverture de corridors humanitaires sûrs, légaux et coordonnés avec l'Union européenne et les pays tiers pour une intensification massive des contingents et des visas humanitaires
- 15.3700 n** Mo.
Amarelle. Intégration professionnelle des personnes relevant du domaine de l'asile. Cadre national de certification des diplômes et de validation d'acquis
- 15.3701 n** Mo.
Amarelle. Etablir des scénarios sur le développement de l'emploi pour une meilleure gestion de l'immigration et des pénuries d'emplois

- 16.3220 n Po.**
Amarelle. Recherches et publication des informations sur les pays d'origine (COI) dans le domaine de l'asile. Pour plus de publicité et de cohérence
- 16.3221 n Po.**
Amarelle. Vols Frontex. Surveiller le domaine de l'exécution des renvois dans le cadre de la collaboration avec Frontex
- 15.3488 n Po.**
Amaudruz. Swissmetro. Swiss People's Buyout
- 15.4133 n Mo.**
Amaudruz. Libre passage. Définir le départ de la Suisse comme mouvement
- x **16.3070 n Ip.**
Amaudruz. Libre circulation des patients dans le domaine stationnaire. Contingentement des hospitalisations hors canton
- N **14.3367 n Mo.**
Amherd. Combattre la textopornographie
- 14.3766 n Mo.**
Amherd. Encouragement du projet "Ecoles à Berne"
- 14.3946 n Mo.**
Amherd. Pour une révision allégée de la loi sur les cartels
- 14.3951 n Po.**
Amherd. Retombées économiques des activités de la Confédération dans les cantons. Plus de transparence
- 14.4065 n Mo.**
Amherd. Intégration de l'axe Gampel-Lötschberg-Spiez dans le réseau des routes nationales
- 14.4170 n Po.**
Amherd. Transport de marchandises dangereuses par le rail
- 14.4171 n Po.**
Amherd. Chargement de voitures sur le train. Réexamen du prix du sillon
- 14.4172 n Mo.**
Amherd. Gestion de l'eau en tant que ressource. Eviter les conflits d'intérêts
- 15.3310 n Mo.**
Amherd. Couverture d'assurance-responsabilité civile plus élevée pour les véhicules étrangers transportant des marchandises dangereuses en Suisse
- 15.3311 n Po.**
Amherd. Davantage de sécurité au col du Simplon. Renforcer les exigences techniques pour les poids lourds
- 15.3726 n Mo.**
Amherd. Registre électronique national pour les conventions parentales
- 15.3727 n Mo.**
Amherd. Déclaration d'autorité parentale conjointe. Harmoniser les émoluments
- 15.3728 n Mo.**
Amherd. Suisse et UE à armes égales. Pas de libre circulation à sens unique
- 15.4000 n Mo.**
Amherd. Violences domestiques. La procédure ne doit pouvoir être suspendue que si l'auteur n'a pas d'antécédents
- 15.4181 n Po.**
Amherd. Conséquences de l'absence de réglementation dans le passage du régime de l'AI au régime de la LAMal
- * **16.3481 n Mo.**
Amherd. Service universel dans le domaine postal. Fixer des règles d'accessibilité différentes en fonction des régions
- * **16.3482 n Mo.**
Amherd. Accroître la transparence dans la fourniture du service universel dans le domaine postal
- 16.3183 n Ip.**
Ammann. La région dynamique de la vallée du Rhin coupée des lignes internationales de transport longue distance?
- 16.3250 n Mo.**
Ammann. Convention d'entretien contraignante pour les parents non mariés ensemble
- 15.3324 n Ip.**
Amstutz. Dépenses de la Confédération en matière de relations publiques
- 15.3440 n Ip.**
Amstutz. Publier enfin le coût total du domaine de l'asile
- * **16.3339 n Ip.**
Arslan. Atteinte aux droits de l'homme et négoce de platine. L'entreprise BASF prend-elle ses responsabilités au sérieux?
- * **16.3568 n Ip.**
Arslan. Encourager activement la naturalisation de la population étrangère qui remplit les critères légaux relatifs à la durée de résidence
- * **16.3597 n Ip.**
Arslan. Cours de base gratuits pour que les étrangers nouvellement arrivés apprennent la langue officielle de leur lieu de résidence
- 14.3873 n Ip.**
Badran Jacqueline. Procédure de règlement des différends entre un investisseur et un Etat dans le cadre du TTIP
- 14.4126 n Ip.**
Badran Jacqueline. Conseil d'administration de la Banque des lettres de gage. Nomination inappropriée et pleine de risques
- 15.3138 n Mo.**
Badran Jacqueline. Promouvoir l'innovation dans les PME en leur permettant de constituer des provisions pour investir dans la recherche et le développement
- 15.3391 n Ip.**
Badran Jacqueline. Bénéfices obtenus par la création de monnaie à la BNS ou dans les banques
- 15.3420 n Ip.**
Badran Jacqueline. Pertes fiscales dues à l'exonération du capital ces vingt dernières années

- x **14.3326 n Mo.**
Barazzone. Favoriser l'accès au logement pour les jeunes adultes
- N **14.3447 n Mo.**
Barazzone. Activités de la Poste suisse à l'étranger. Faire respecter les conditions fixées par le Conseil fédéral
- 14.3715 n Po.**
Barazzone. Lutte coordonnée contre la prolifération des punaises de lit en Suisse
- 14.3909 n Mo.**
Barazzone. Taxe au tonnage. Une nécessité fiscalement neutre
- 15.3956 n Po.**
Barazzone. Initiative populaire "contre l'immigration de masse". Déterminer le coût global pour les entreprises de l'application du nouvel article 121a de la Constitution
- 15.3957 n Po.**
Barazzone. Mesures contre le commerce illégal en ligne d'espèces menacées
- * **16.3564 n Ip.**
Barrile. A-t-on pris les mesures requises dans le domaine de l'acquisition d'armements?
- * **16.3400 n Ip.**
Bauer. Libéralisation du marché de l'électricité. Pourquoi continuer de faire du protectionnisme et punir les petits consommateurs?
- * **16.3535 n Ip.**
Bauer. Gens du voyage étrangers et incivilités
- 15.4219 n Ip.**
Bäumle. Black-out. Swissgrid et les gestionnaires de réseau précédents se sont-ils endormis ces dernières années?
- * **16.3556 n Ip.**
Bäumle. Titre suit
- 16.3065 n Po.**
Béglé. Pour une retraite flexible de 58 ans jusqu'au delà de 70 ans sans impacts négatifs
- 16.3153 n Po.**
Béglé. Lutter contre l'âgisme pour favoriser l'emploi des seniors
- N **16.3155 n Mo.**
Béglé. Intensifier les relations avec l'Erythrée. Réduire le flux des immigrants érythréens
- 16.3260 n Po.**
Béglé. Mettre en place une gouvernance du numérique
- 16.3262 n Po.**
Béglé. Renforcer nos PME innovantes en les incitant à s'internationaliser
- * **16.3348 n Po.**
Béglé. Création d'un conseil de cyberdéfense. Une priorité pour notre souveraineté et notre sécurité
- * **16.3379 n Mo.**
Béglé. Promouvoir la Suisse en tant que coffre numérique universel
- * **16.3380 n Mo.**
Béglé. Finance numérique: coordonner son avènement
- * **16.3381 n Po.**
Béglé. Industrie 4.0: créer une coordination au niveau suisse
- * **16.3382 n Po.**
Béglé. Sécurité de l'internet des objets: encourager l'émergence d'un savoir-faire
- * **16.3383 n Po.**
Béglé. Données numériques: informer les personnes lésées en cas de piratage
- * **16.3384 n Po.**
Béglé. Données numériques médicales: assurer une collecte protégée, transparente et ciblée dans la révision de la loi sur la protection des données
- * **16.3385 n Po.**
Béglé. Mieux valoriser nos barrages en vendant une assurance contre le black-out électrique
- * **16.3386 n Po.**
Béglé. Réappropriation des données personnelles: favoriser l'"autodétermination informationnelle"
- * **16.3414 n Mo.**
Béglé. Faciliter l'investissement des caisses de pension dans les sociétés non cotées
- * **16.3415 n Po.**
Béglé. Favoriser l'avènement d'une "Fintech Valley"
- * **16.3468 n Mo.**
Béglé. Préserver la sphère privée de nos multinationales: la Suisse doit s'engager à ne pas publier les données recueillies dans le cadre du BEPS
- * **16.3469 n Po.**
Béglé. Prévention retraite: que chaque cotisant soit informé du montant de sa rente prévisible une fois par an
- * **16.3484 n Mo.**
Béglé. Conforter la position dominante de la Suisse dans la technologie "blockchain"
- * **16.3541 n Po.**
Béglé. Permettre à la Coopération au développement d'exercer pleinement sa mission première
- * **16.3602 n Ip.**
Béglé. Faire participer nos hautes écoles à la conception et à l'évaluation de certaines politiques publiques
- * **16.3615 n Po.**
Béglé. Définir ce que sont les start-ups pour mieux les appuyer
- * **16.3616 n Po.**
Béglé. Intensifier la lutte contre la criminalité des passeurs
- x **14.3588 n Ip.**
Bertschy. Halte à l'encouragement et à l'autorisation d'étables sans ressources fourragères propres en dehors de la zone à bâtir
- x **14.3617 n Po.**
Bertschy. Rapports des charges entre les ménages en cas de suppression, sans effet sur la quote-part fiscale, de toutes les déductions fiscales
- x **14.3644 n Mo.**
Bertschy. Appliquer un taux unique aux avoirs de vieillesse dans la prévoyance professionnelle

- 14.3854 n Po.**
Bertschy. Analyser l'efficacité des mesures prises pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement
- 15.3768 n Po.**
Bertschy. Analyse coûts/bénéfices des modèles de congé parental
- 16.3192 n Ip.**
Bertschy. Emissions d'ammoniac. Dépassement des valeurs limites critiques
- * **16.3581 n Ip.**
Bertschy. Titre suit
- * **16.3582 n Ip.**
Bertschy. Privilèges fiscaux dans l'agriculture: mettre en place dans les cantons une pratique uniforme en matière d'imposition des revenus
- * **16.3583 n Po.**
Bertschy. Réutiliser les matériaux de construction au lieu de les recycler
- x **16.3041 n Ip.**
Bigler. Des caisses de retraite publiques se sont-elles entendues pour créer une réglementation sous le manteau?
- * **16.3282 n Ip.**
Bigler. Situation en matière d'emplois après le non du peuple sur le projet de vignette le 24 novembre 2013
- * **16.3288 n Ip.**
Bigler. Assainissement de l'assurance-invalidité. Evaluation actuelle et plan B du Conseil fédéral?
- * **16.3389 n Mo.**
Bigler. Transformer l'OFS en un véritable centre de compétence de la statistique
- * **16.3399 n Mo.**
Bigler. Exploiter le savoir de l'administration fédérale Voir objet 16.3489 Mo. Föhn
- 14.3973 n Po.**
Birrer-Heimo. Systèmes d'incitation. Encourager les gens à consommer des fruits et des légumes
- x **16.3205 n Ip.**
Birrer-Heimo. Transparence lors de la vente de gyroscopes électriques
- * **16.3334 n Mo.**
Birrer-Heimo. Panama Papers. Prélever un impôt de garantie sur les flux financiers impliquant des sociétés offshore
- * **16.3591 n Po.**
Birrer-Heimo. Droit comparé. Pour une meilleure protection contre les conditions commerciales abusives
- 14.3836 n Ip.**
(Böhni) Flach. Courant bon marché issu de la forte production d'électricité verte en Europe. Une réponse aux risques pesant sur les livraisons de gaz russe
- N **14.3837 n Mo.**
(Böhni) Bäumle. Carburants synthétiques neutres du point de vue du CO2. Prendre en considération les réductions d'émissions de CO2 réalisées en adaptant la réglementation relative aux émissions des voitures de tourisme
- 14.4128 n Mo.**
(Böhni) Bäumle. Carburants synthétiques neutres du point de vue du CO2. Prendre en considération les réductions d'émissions de CO2 relatives aux voitures de tourisme
- 15.3304 n Po.**
(Borer) Burgherr. Troubles intérieurs et débordements en Europe
- 14.3703 n Mo.**
(Bortoluzzi) de Courten. Prestations complémentaires. Lutter contre les abus
- x **14.3508 n Po.**
Bourgeois. Développement des énergies renouvelables indigènes de 2020 à 2035
- 15.3127 n Mo.**
Bourgeois. Assurer l'encadrement et la formation des mineurs non accompagnés
- 15.3251 n Mo.**
Bourgeois. Marchés publics. Transparence des critères d'adjudication
- 15.3568 n Ip.**
Bourgeois. Lutte contre le dopage. Utilisation des moyens financiers de la Confédération
- 15.3807 n Mo.**
Bourgeois. Conditions-cadres de marchés agricoles suisses eurocompatibles pour les fromages avec appellation d'origine
- 15.4113 n Po.**
Bourgeois. Optimisation du système actuel à la lumière de la nouvelle loi sur l'asile
- x **16.3050 n Po.**
Bourgeois. Gestion de l'offre des fromages avec appellation d'origine dans les Etats membres de l'Union européenne
- 16.3137 n Mo.**
Bourgeois. Fraude technologique et escroquerie sportive
- x **16.3138 n Ip.**
Bourgeois. Dopage. Sanctions administratives et pénales
- * **16.3285 n Ip.**
Bourgeois. Réorganisation d'Agroscope
- 14.3864 n Ip.**
Brand. Rapatriements vers le Sri Lanka
- 15.3075 n Mo.**
Brand. Abaisser le taux de TVA dans l'hôtellerie-restauration
- 15.3228 n Po.**
Brand. Rapport sur les perspectives de développement de l'arc alpin face à une conjoncture défavorable
- 15.4231 n Mo.**
Brand. Plan directeur 2030 pour une assurance-maladie aux coûts supportables
- x **16.3254 n Ip.**
Brand. Suivi du dossier de l'Erythrée
- 16.3255 n Mo.**
Brand. Assurance-maladie. Pour un échange efficient de données au lieu d'une bureaucratie onéreuse

- * **16.3527 n Ip.**
Brand. Pratique en matière de renvoi et d'expulsion vers le Sri Lanka
- 15.3729 n Ip.**
Büchel Roland. Interpol. Bailleurs de fonds privés et indépendance
- 15.4029 n Mo.**
Büchel Roland. Tous les Suisses doivent pouvoir disposer d'un compte dans une banque d'importance systémique
- 16.3181 n Ip.**
Büchel Roland. Négociations de politique extérieure. Principe de donnant-donnant?
- * **16.3479 n Ip.**
Bühler. Révision de la structure tarifaire Tarmed
- * **16.3480 n Ip.**
Bühler. Structure tarifaire pour la physiothérapie
- *x **13.3048 n Mo.**
Bulliard. Contre la suppression de l'aide indirecte à la presse sans solution de remplacement convaincante
- 14.3682 n Ip.**
Bulliard. Participation de la Confédération aux coûts des mesures d'éradication du capricorne asiatique. Les cantons ne peuvent pas attendre 2016!
- 14.3758 n Mo.**
Bulliard. Ombudsman indépendant pour les droits de l'enfant
- 14.3878 n Mo.**
Bulliard. Formation professionnelle supérieure en administration publique
- 14.3904 n Mo.**
Bulliard. Renforcement du système de milice au niveau communal
- 14.4089 n Po.**
Bulliard. Mise en oeuvre de la réforme de Bologne dans les études de médecine. Améliorer la coordination entre les facultés et la reconnaissance des crédits ECTS
- 15.3074 n Ip.**
Bulliard. La Confédération doit faire toute la lumière sur le statut du site de la Gouglera
- 15.3334 n Ip.**
Bulliard. Industrie du graphisme en Suisse et franc fort. Nécessité d'une action "achetons suisse"
- 15.3471 n Ip.**
Bulliard. Faire en sorte que le Regio-Express Bulle–Romont–Fribourg–Berne s'arrête aussi à Guin
- 15.3472 n Ip.**
Bulliard. Projet pilote de financement des mesures destinées à l'égalité en entreprise. Encourager les femmes dans les faits
- 15.3922 n Ip.**
Bulliard. Communauté suisse d'intérêts autodéfense pour femmes et jeunes filles. Soutien de la Confédération?
- * **16.3270 n Ip.**
Bulliard. Accords de parrainage dans les hautes écoles suisses. La Conférence suisse des hautes écoles doit fixer des règles
- 15.4100 n Ip.**
Burgherr. Asile et bureaucratie
- 16.3086 n Mo.**
Burgherr. Renforcer l'autonomie communale en matière d'asile
- * **16.3316 n Po.**
Burgherr. Pour un budget équilibré à long terme
- * **16.3592 n Mo.**
Burgherr. Durcir la pratique de l'asile à l'égard de l'Érythrée
- *x **16.3014 n Ip.**
Burkart. Mobilité électrique. Réseau de stations de recharge rapide le long des routes nationales
- * **16.3506 n Po.**
Burkart. Projets de construction de la Confédération: axer les appels d'offres sur la qualité
- 14.3681 n Mo.**
Buttet. Ne plus taxer inutilement ceux qui nous sauvent
- 14.4104 n Ip.**
Buttet. Pourquoi désarmer les militaires de carrière?
- 15.3444 n Ip.**
Buttet. Le Conseil fédéral s'attaque-t-il à la promotion du sport chez les jeunes?
- 15.3649 n Mo.**
Buttet. Pour un retour à la démocratie directe décidée par les pères de la Suisse moderne
- 15.3774 n Ip.**
Buttet. Coupe de Suisse de football. Berne est-elle toujours la capitale de la Suisse?
- 15.4144 n Ip.**
Buttet. Sécurité d'approvisionnement en pétrole. N'a-t-on vraiment plus besoin de nos raffineries?
- 16.3063 n Mo.**
Buttet. Electromobilité. La Confédération doit être un modèle
- *x **16.3088 n Ip.**
Buttet. Exemplarité énergétique de la Confédération. Faites comme je dis pas comme je fais?
- * **16.3325 n Ip.**
Buttet. Ne pas laisser introduire un nouvel hymne national par la bande!
- * **16.3419 n Ip.**
Buttet. Respecter la prairie du Grütli!
- * **16.3540 n Mo.**
Buttet. Faire cesser le chantage dans les radiations d'actes de défaut de biens
- 16.3246 n Mo.**
Campell. Créer des conditions permettant une introduction généralisée du vote électronique
- *x **14.3597 n Mo.**
Candinas. Un rabais d'impôt plutôt qu'une déduction fiscale
- 14.3686 n Ip.**
Candinas. Protéger les enfants en leur faisant porter un casque à vélo
- 14.3887 n Ip.**
Candinas. Lier les loyers à l'évolution du taux hypothécaire

- 15.4039 n Mo.**
Candinas. Transports publics sur les autoroutes et les semi-autoroutes. Ne pas discriminer les bus
- 15.4242 n Ip.**
Candinas. Faire en sorte que les entreprises liées à la Confédération et actives principalement sur le marché suisse n'acceptent que des offres libellées en francs suisses
- * **16.3335 n Mo.**
Candinas. Mettre un terme aux abus des extraits du registre des poursuites
- * **16.3336 n Mo.**
Candinas. Faire passer à 10 Mbit/seconde la vitesse minimale de connexion à Internet dans le cadre du service universel
- * **16.3337 n Ip.**
Candinas. Fixation dynamique des débits minimaux en vertu de l'ordonnance sur les services de télécommunication
- 14.3906 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Dettes envers l'assurance-chômage. Que les chefs des entreprises en faillite passent à la caisse
- 14.4053 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Les coffres bancaires ne doivent plus servir de refuge à l'argent non déclaré ou blanchi
- 14.4059 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Eviter les abus et les distorsions du marché dus à la location de services par l'intermédiaire d'agences de placement
- 14.4215 n Ip.**
Carobbio Guscetti. Ordres de paiement destinés à Cuba et sanctions des autorités américaines
- 15.3051 n Ip.**
Carobbio Guscetti. Politique monétaire et dette hypothécaire. Quels avantages pour les propriétaires de logement et les locataires?
- 15.3196 n Po.**
Carobbio Guscetti. Niveau des principales prestations cantonales depuis l'entrée en vigueur de la péréquation financière
- 15.3197 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Interdire le versement des salaires en euros
- 15.3553 n Po.**
Carobbio Guscetti. Conditions préalables pour une taxe d'incitation efficace sur l'énergie dans les habitations
- 15.3554 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Formation professionnelle. Favoriser l'accès aux procédures de qualification des travailleurs à temps partiel
- 15.3772 n Po.**
Carobbio Guscetti. Baisse du taux hypothécaire de référence. Qu'elle profite aux locataires!
- *x **15.3910 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail
Voir objet 15.3911 Mo. Romano
Voir objet 15.3912 Mo. Pantani
Voir objet 15.3913 Mo. Merlini
- 15.3914 n Mo.**
Carobbio Guscetti. Optimisation des mesures d'accompagnement dans les régions à risque
- * **16.3361 n Ip.**
Carobbio Guscetti. Titre suit
- 14.3832 n Po.**
(Caroni) Feller. Cinquantième anniversaire de la propriété par étages. Etablissement d'une vue d'ensemble
- 14.4038 n Mo.**
(Caroni) Fluri. Défense du fédéralisme. Juridiction constitutionnelle limitée en faveur des cantons
- 15.3398 n Po.**
(Caroni) Walti Beat. Accès aux marchés fermés de la Confédération. Procédure équitable
- 15.3399 n Mo.**
(Caroni) Walti Beat. Accès aux marchés fermés des cantons. Procédure équitable
- 15.3421 n Po.**
(Caroni) Walti Beat. Mettre en place un frein aux réglementations
- 15.3706 n Mo.**
(Caroni) Eichenberger. Certificats de travail pour les militaires. Renforcer la conciliation entre profession et service militaire
- 15.3464 n Po.**
Cassis. Loi sur l'assurance-maladie. Feuille de route pour désenchevêtrer les rôles que jouent les cantons
- 15.3465 n Mo.**
Cassis. Réduction des primes de l'assurance-maladie. Halte aux cadeaux de l'Etat
- *x **14.3316 n Po.**
Chevalley. Quelles sont les entraves juridiques à l'assainissement énergétique des PPE?
- 15.3296 n Mo.**
Chevalley. Réglementation des espèces animales admises dans les cirques
- 15.3975 n Mo.**
Chevalley. Gaspillage alimentaire. N'arrêtons pas une campagne efficace!
- 15.4094 n Po.**
Chevalley. La Suisse doit tendre à se passer de pétrole
- 15.4160 n Mo.**
Chevalley. Le vote blanc est un vote valable
- *x **16.3029 n Ip.**
Chevalley. Trading à haute fréquence. Y a-t-il nécessité de légiférer?
- *x **16.3062 n Ip.**
Chevalley. Financement de projets d'infrastructures avec participation suisse en Afrique. Quel soutien de la Confédération?

- 16.3191 n Mo.**
Chevalley. Pour une meilleure protection des troupeaux en Suisse
- * **16.3420 n Ip.**
Chevalley. Utilité et avenir des commissions cantonales pour les expériences sur les animaux
- * **16.3476 n Mo.**
Chevalley. Aide publique au développement et coûts de l'asile, pour plus de transparence
- * **16.3537 n Ip.**
Chevalley. Réduction de l'impact écologique de la Suisse: que prévoit le Conseil fédéral?
- x **16.3164 n Ip.**
Chiesa. Plurilinguisme. Offre d'emploi de la Confédération
- x **14.3518 n Ip.**
(Chopard-Acklin) Munz. Dépôt en couches géologiques profondes. Coûts et critères d'abandon en cas de difficultés
- x **14.3805 n Po.**
(Chopard-Acklin) Graf-Litscher. Renforcer la capacité d'innovation en matière de mobilité électrique
- 15.3095 n Mo.**
(Chopard-Acklin) Fridez. Interrompre les exportations d'armes et de biens militaires à partir de la Suisse vers la Russie et l'Ukraine jusqu'à la pacification des régions en conflit
- 14.4075 n Mo.**
Clottu. La Poste. Distribution du courrier pour tout le monde!
- 15.3834 n Ip.**
Clottu. Loi sur les produits du tabac. Quelle taille pour les mises en garde sur les paquets de cigarettes?
- x **16.3030 n Ip.**
Clottu. Est-il conforme à la volonté du législateur que des assureurs complémentaires puissent limiter la couverture des soins aux établissements listés?
- 16.3069 n Mo.**
Clottu. Evaluation annuelle de l'économicité des produits médicaux facturés à la charge de l'assurance obligatoire des soins
- 15.3491 n Mo.**
(Darbellay) Buttet. Renoncer à limiter l'âge des pilotes d'hélicoptère à 60 ans
- x **15.3492 n Mo.**
(Darbellay) Romano. Pour un système de vote électronique public et transparent
- 15.3777 n Mo.**
(Darbellay) Regazzi. Ordonnance sur la radio et la télévision. Pour une quote-part de 6 pour cent pour les radios et TV régionales
- 15.3365 n Mo.**
de Buman. Promouvoir la protection de réfugiés syriens par des mesures d'entrée individuelle
- x **16.3087 n Ip.**
de Buman. Pas de 600e anniversaire de la naissance de frère Nicolas de Flüe sans la Confédération!
- 16.3261 n Ip.**
de Buman. Va-t-on enfin attribuer davantage de travaux d'imprimerie à des entreprises suisses?
- * **16.3347 n Ip.**
de Buman. Où en est l'indication de l'origine des ingrédients alimentaires?
- * **16.3579 n Ip.**
de Buman. Qualité et équité dans les achats publics
- 14.3996 n Mo.**
de Courten. Obstacles commerciaux unilatéraux imposés par l'UE aux exportateurs suisses. Une action résolue s'impose
- 15.3117 n Po.**
de Courten. Coûts de réglementation. Desserrer le carcan des contrôles pour les entreprises qui respectent les règles
- 15.3118 n Po.**
de Courten. Coûts de réglementation. Harmoniser les procédures, les délais et les intervalles de paiement dans le domaine de l'imposition des entreprises
- 15.3119 n Mo.**
de Courten. Coûts de réglementation. Accélérer l'informatisation des opérations douanières
- 15.3120 n Po.**
de Courten. Coûts de réglementation. Réduire les obligations des entreprises en matière de communication de données statistiques
- 15.3121 n Mo.**
de Courten. Coûts de réglementation. Supprimer l'obligation de déclarer en cours d'année les nouveaux employés à l'AVS et à l'AI
- 15.3122 n Po.**
de Courten. Coûts de réglementation. Réduire les obligations des entreprises en matière de documentation et d'archivage
- 15.3124 n Mo.**
de Courten. Coûts de réglementation. Coordonner l'action des différents organes chargés de contrôler les employeurs
- 15.3241 n Mo.**
de Courten. Ordonnance sur le CO₂. Mise en oeuvre non arbitraire de la réglementation des cas de rigueur
- 15.3804 n Mo.**
de Courten. Renoncement à la ratification de la Charte sociale européenne
- 15.4164 n Mo.**
de Courten. Non aux importations abusives de produits phytosanitaires. Mesures légales contre les importations parallèles indirectes d'origine non identifiable
- * **16.3474 n Po.**
de Courten. Système suisse de formation. Gain d'efficacité et de qualité
- x **14.3379 n Ip.**
Derder. Sécuriser les sites internet suisses par des entreprises suisses
- x **14.3654 n Ip.**
Derder. Sécurité numérique. Faisons-nous fausse route?

- 14.3883 n Ip.**
Derder. Pour en finir avec l'aide à la presse et stimuler l'innovation dans les médias
- 14.3955 n Mo.**
Derder. Faire passer à 24 000 francs le montant déductible au titre des frais de garde des enfants par des tiers
- 14.3956 n Ip.**
Derder. Relèvement des déductions fiscales pour les frais de garde des enfants par des tiers. Effets à long terme sur l'économie nationale
- 14.3988 n Ip.**
Derder. Solar Impulse. Quelles retombées du projet pour l'économie suisse, notamment en matière de drones solaires?
- x **14.3990 n Po.**
Derder. Pour le développement de drones solaires et de pseudo-satellites suisses
- 14.4298 n Mo.**
Derder. Encourager l'innovation dans les médias
- 14.4299 n Ip.**
Derder. Veille transversale de la révolution numérique. Faut-il créer un secrétariat d'Etat de la société numérique?
- 14.4300 n Mo.**
Derder. Encourager le "crowdfunding" et simplifier les investissements dans les PME
- 15.3357 n Ip.**
Derder. Promotion de la place économique suisse. Comment coordonner et renforcer les outils à disposition?
- 15.3358 n Mo.**
Derder. Accélérer un programme d'investissement dans la société numérique
- 15.3485 n Mo.**
Derder. Définir un cadre législatif strict pour la communication, la transparence et la crédibilité du Contrôle fédéral des finances
Voir objet 15.3454 Mo. Parmelin
- 15.3779 n Po.**
Derder. Quelle politique fiscale pour l'innovation?
- 15.3780 n Mo.**
Derder. Une politique fiscale pour l'innovation
- 15.4072 n Ip.**
Derder. Médecine personnalisée. Associer et encourager les initiatives privées
- 15.4073 n Ip.**
Derder. L'armée est-elle réellement capable de protéger l'espace cybernétique helvétique?
- 15.4196 n Ip.**
Derder. La Suisse utilise-t-elle tous les moyens à disposition pour soutenir l'innovation dans le secteur aérien?
- 15.4251 n Po.**
Derder. Aller chercher les PME innovantes qui façonnent la Suisse de demain, et ne plus simplement les attendre
- 15.4252 n Mo.**
Derder. Associer les PME innovantes aux projets de recherche publics
- 15.4253 n Ip.**
Derder. Protéger les données pour mieux les partager. Une opportunité urgente
- N **16.3068 n Mo.**
Derder. Adapter la loi sur la circulation routière aux nouvelles offres
- x **16.3129 n Ip.**
Derder. Le Conseil fédéral va-t-il proposer des modalités et des mesures pour encourager les caisses de pension à investir dans le tissu économique local, comme le demande le Parlement?
- * **16.3293 n Mo.**
Derder. Pour une imposition raisonnable des start-up et une harmonisation cantonale des méthodes de valorisation de l'entreprise sur un modèle objectif
- * **16.3296 n Ip.**
Derder. Du wi-fi partout, sauf dans les trains suisses?
- * **16.3297 n Mo.**
Derder. Renforcer la gouvernance de la stratégie numérique suisse
- * **16.3342 n Ip.**
Derder. Harmoniser les méthodes de valorisation des start-up, pour éviter de chasser ces entreprises de Suisse
- * **16.3604 n Mo.**
Derder. Enseigner l'informatique dès l'école primaire
- * **16.3605 n Mo.**
Derder. Prolonger le report fiscal de pertes pour les entreprises fondées sur la science
- * **16.3606 n Ip.**
Derder. Qui s'occupe de la cyber-sécurité suisse?
- * **16.3607 n Ip.**
Derder. Le niveau record du compte de compensation doit permettre l'augmentation de dépenses budgétaires et d'investissements dans l'avenir
- * **16.3608 n Mo.**
Derder. Stabiliser la dette et affecter les excédents aux dépenses budgétaires ou aux investissements d'avenir
- * **16.3618 n Ip.**
Derder. Des start-up visa pour attirer les meilleurs talents en Suisse
- * **16.3619 n Po.**
Derder. Une politique migratoire pour attirer les cerveaux en Suisse
- * **16.3620 n Ip.**
Derder. La législation de la place financière suisse est-elle adaptée à la révolution numérique et intègre-t-elle suffisamment les Fintech?
- * **16.3359 n Ip.**
Dobler. Poursuites pénales en cas d'attaques DDoS (cyberattaques). Quel soutien la Confédération fournit-elle aux cantons, qui ne disposent pas toujours du savoir-faire requis?
- 15.3319 n Mo.**
Egloff. Réglementer plus strictement les conventions d'accès au système électronique d'informations foncières

- 15.3320 n Mo.**
Egloff. Contre la privatisation rampante du registre foncier
- 16.3058 n Po.**
Egloff. Abandon des raccordements téléphoniques analogiques. Incidences sur les téléphones installés dans les ascenseurs et sur les autres systèmes d'alarme
Voir objet 16.3051 Po. Eder
- x **16.3186 n Mo.**
Eichenberger. Cyberrisques. Echange d'informations techniques
- x **14.3437 n Ip.**
Estermann. Oui à nos symboles nationaux!
- 14.3809 n Ip.**
Estermann. Consommation de Ritaline en Suisse
- 14.3810 n Ip.**
Estermann. Surveillance des psychotropes
- 14.3811 n Ip.**
Estermann. Hymne national de la Suisse
- 14.4054 n Ip.**
Estermann. Dans quelle mesure un parlementaire a-t-il le droit de "mal" voter?
- 14.4243 n Ip.**
Estermann. Prévention du HPV. Campagne controversée de l'OFSP
- 14.4244 n Mo.**
Estermann. Il faut sauver le "Cantique suisse"!
- 15.3146 n Mo.**
Estermann. Consommation de Ritaline en Suisse. N'ignorons pas les avertissements de l'ONU!
- 15.3412 n Ip.**
Estermann. Pour un changement de paradigme en matière de politique d'asile (1)
- 15.3413 n Ip.**
Estermann. Pour un changement de paradigme en matière de politique d'asile (2)
- * **16.3311 n Po.**
Estermann. Davantage de sécurité grâce à la police militaire (I)
- * **16.3312 n Po.**
Estermann. Davantage de sécurité grâce à la police militaire (II)
- 15.3937 n Po.**
Fässler Daniel. Loi sur les produits de construction. Mise en oeuvre compatible avec les intérêts des PME
- 16.3160 n Mo.**
Fässler Daniel. Cabinets vétérinaires. Plus de pragmatisme dans la mise en oeuvre du droit du travail
- x **16.3214 n Ip.**
Fässler Daniel. Contributions fédérales 2016 pour le trafic régional de voyageurs par canton
- 16.3243 n Po.**
Fässler Daniel. La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle peut-elle empiéter sur la souveraineté des cantons en matière d'organisation?
- x **14.3340 n Ip.**
(Fehr Jacqueline) Carobbio Guscetti. Violation par la CSS du principe d'une information équilibrée?
- x **14.3562 n Ip.**
(Fehr Jacqueline) Friedl. Coopération au développement fondée sur le sexe
- 14.3717 n Ip.**
(Fehr Jacqueline) Meyer Mattea. Fondation pour l'art, la culture et l'histoire. Rôle de l'autorité fédérale de surveillance des fondations
- 14.4084 n Ip.**
(Fehr Jacqueline) Tornare. Situation des droits de l'homme en Erythrée
- 14.4117 n Ip.**
(Fehr Jacqueline) Badran Jacqueline. Site de l'arsenal de Winterthur et construction de logements d'utilité publique. Contribution d'Armasuisse
- 14.4235 n Mo.**
(Fehr Jacqueline) Guldemann. Extension à la Croatie de l'accord sur la libre circulation des personnes. Approbation rapide du protocole afin de garantir le maintien des réseaux dont bénéficient les chercheurs suisses
- x **14.3309 n Mo.**
Feller. Pas de mesures supplémentaires de régulation du marché hypothécaire sans évaluation des mesures déjà prises et consultation des milieux intéressés
- x **14.3391 n Ip.**
Feller. Statut juridique des fonds de compensation AVS/AI/APG
- x **14.3392 n Ip.**
Feller. Organisation des fonds de compensation AVS/AI/APG
- x **14.3432 n Ip.**
Feller. Gouvernance de la médecine hautement spécialisée
- 14.3771 n Ip.**
Feller. Articulation entre le message sur le développement de l'armée et le concept de stationnement de l'armée
- 14.4017 n Mo.**
Feller. Mise en oeuvre dès 2015 des mesures de soutien à la promotion des vins suisses prévues dans le cadre de la politique agricole 2018-2021
- 14.4141 n Ip.**
Feller. Rétablissement des modalités d'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles en vigueur jusqu'au 2 décembre 2011. Procédures et délais
- 15.3019 n Mo.**
Feller. Rapport d'évaluation quadriennal du Conseil fédéral. Modification de la loi sur la péréquation financière
- 15.3149 n Mo.**
Feller. Alléger les conditions de versement de l'indemnité de chômage en cas de réduction de l'horaire de travail aux entreprises du secteur tertiaire
- 15.3397 n Po.**
Feller. Sanctionner la revente de billets d'entrée à une manifestation à des prix surfaits
- 15.3510 n Mo.**
Feller. Exécution par les Etats membres du Conseil de l'Europe des peines prononcées en Suisse. Combler les lacunes actuelles

- 15.3531 n Mo.**
Feller. Renforcer les moyens de défense contre les squatters en assouplissant les conditions d'application de l'article 926 du Code civil
- 15.3587 n Ip.**
Feller. Pourquoi une partie de la fortune de l'AVS est-elle gérée aux Etats-Unis?
- 15.3969 n Mo.**
Feller. Communiquer au Parlement les montants des avoirs confiés aux différents gérants externes par les fonds AVS/AI/APG
- 15.3970 n Ip.**
Feller. Attribution de mandats par les fonds AVS/AI/APG à des gérants basés à Londres, New York, Newark, Boston, Pasadena et San Francisco
- 15.3971 n Ip.**
Feller. Voyages des responsables des fonds AVS/AI/APG aux Etats-Unis
- 15.4091 n Ip.**
Feller. Discrimination des médecins spécialistes en médecine interne générale titulaires d'un deuxième titre. Pourquoi l'OFSP s'est-il tu?
- 15.4123 n Mo.**
Feller. Confier les mandats externes de gestion des fonds AVS/AI/APG à des gérants basés en Suisse
- 15.4174 n Mo.**
Feller. Lutte contre le travail au noir. Inventorier les mesures prises ou envisagées par les caisses de compensation AVS et établir un catalogue de bonnes pratiques
- 16.3017 n Ip.**
Feller. Pourquoi le Conseil fédéral a-t-il de la peine à admettre qu'une part de la fortune de l'AVS est conservée à l'étranger?
- x **16.3018 n Ip.**
Feller. Dans quels pays la part de la fortune de l'AVS placée en monnaies étrangères est-elle effectivement conservée?
- 16.3035 n Mo.**
Feller. Représentation des rentiers dans les organes de leur caisse de pension
- 16.3049 n Mo.**
Feller. Gestion de la fortune des fonds AVS/AI/APG. Pour une information complète et transparente du Parlement, des médias et de l'opinion publique
- * **16.3378 n Ip.**
Feller. Relocalisation partielle des activités d'Agroscope pour permettre la construction d'une route de distribution urbaine dans le district de Nyon: comment débloquent le projet?
- * **16.3538 n Ip.**
Feller. Comment les rendements des Fonds AVS/AI/APG ont-ils été calculés en 2015?
- * **16.3539 n Ip.**
Feller. Est-ce que les rendements des Fonds AVS/AI/APG sont vraiment conformes aux conditions du marché, comme l'exige la loi?
- x **14.3417 n Po.**
Feri Yvonne. Placer systématiquement les auteurs de violences domestiques devant leurs actes pour les amener à changer
- 14.3706 n Po.**
Feri Yvonne. Aide sociale matérielle. Respecter la Constitution
- 15.3064 n Mo.**
Feri Yvonne. Assurer l'égalité des sexes dans la promotion du film
- 15.3155 n Po.**
Feri Yvonne. Image de soi et image du corps des adolescents. Lancement de programmes
- 15.3190 n Po.**
Feri Yvonne. Evaluer la loi sur l'enlèvement d'enfants
- 15.3407 n Po.**
Feri Yvonne. Protéger les droits de la personnalité
- 15.3517 n Po.**
Feri Yvonne. Augmentation du pourcentage de femmes inscrites sur les listes électorales
- 15.3731 n Mo.**
Feri Yvonne. Bilan du plan d'action de la Suisse pour l'égalité entre femmes et hommes. Mise en oeuvre
- 15.3939 n Mo.**
Feri Yvonne. Introduction d'allocations pour enfant sous condition de ressources
- 15.3940 n Po.**
Feri Yvonne. Enfants et aide sociale. Etude sur les effets à long terme
- x **16.3162 n Ip.**
Feri Yvonne. Vengeance pornographique
- x **16.3163 n Po.**
Feri Yvonne. Violence domestique. Règles applicables en matière d'autorité parentale et de droit de contact
- * **16.3307 n Ip.**
Feri Yvonne. Modèles d'imposition de la famille: pour une imposition équilibrée des parents vivant séparés
- * **16.3407 n Po.**
Feri Yvonne. Analyse de la situation des réfugiées
- * **16.3408 n Ip.**
Feri Yvonne. Supprimer la situation discriminatoire des créanciers d'aliments dans le droit régissant l'entretien
- * **16.3409 n Ip.**
Feri Yvonne. Hébergement et encadrement des enfants et des familles dans les nouveaux centres de la Confédération
- * **16.3511 n Ip.**
Feri Yvonne. Exploitation du travail dans le contexte de la traite des êtres humains
- 15.3521 n Ip.**
Fiala. Personnes transgenres. Cohérence de la législation suisse et de la pratique dans le cas de la résolution 13742 du Conseil de l'Europe
- 15.4122 n Ip.**
Fiala. Dans quelle mesure l'attractivité de la Suisse comme site de production est-elle compromise? Des mesures contre la désindustrialisation s'imposent

- x **16.3123 n Ip.**
Fiala. Culture. La Confédération doit soutenir des projets de qualité tout en faisant preuve de plus d'ouverture
- * **16.3269 n Ip.**
Fiala. Lutte contre la radicalisation et le terrorisme, et financement des mosquées
- * **16.3453 n Ip.**
Fiala. Financement des communautés religieuses. Manque de transparence et absence de surveillance
- x **14.3598 n Mo.**
(Fischer Roland) Grossen Jürg. Stratégie énergétique. Plan de mesures pour encourager la mobilité douce
- x **14.3599 n Mo.**
(Fischer Roland) Grossen Jürg. Plan de mesures pour améliorer la formation et la formation continue des spécialistes de la mobilité douce
- 15.3709 n Mo.**
(Fischer Roland) Flach. Nouvelle stratégie pour les Forces aériennes
- 15.3710 n Po.**
Flach. Supports de données. Visibilité pour le consommateur de la redevance perçue sur les supports vierges
- 16.3158 n Ip.**
Flach. Valeurs limites des poussières de quartz arbitrairement basses. Veut-on empêcher la construction de tunnels?
- * **16.3529 n Mo.**
Flach. Ne pas entraver la densification vers l'intérieur du milieu bâti par des méthodes de mesure des immissions de bruit qui manquent de souplesse
- x **14.3545 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Les fonds de l'assurance-chômage sont-ils employés à bon escient?
- 14.3820 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Candidature argovienne pour l'organisation de la prochaine exposition nationale
- 14.3834 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Simplifier la répartition et le contrôle des aides financières destinées aux associations de consommateurs
- 14.3961 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Thérapies sur un voilier. Est-ce vraiment utile?
- 14.4031 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Swiss Tavolata. Distorsion de la concurrence encouragée par l'Etat
- 14.4032 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Alimentation de la population suisse. Liberté de choix plutôt que mise sous tutelle
- 14.4177 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Mieux lutter contre les causes des accidents sur les passages pour piétons
- 14.4178 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Pléthore de psychiatres en Suisse
- 14.4179 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Le problème de l'asile est-il résolu sur le dos de la population?
- 15.3034 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Franc fort. Les propriétaires forestiers et l'industrie du bois suisses frappés de plein fouet
- 15.3268 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Délinquance transfrontalière. Combien de temps allons-nous nous laisser tondre sans réagir?
- 15.3416 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Remboursement de la TVA perçue indûment sur la redevance radio et télévision
- 15.3417 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Réduction des primes de l'assurance-maladie. Un puits sans fond
- 15.3691 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Lutter plus énergiquement contre la criminalité
- 15.3692 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Informatique au sein de l'administration fédérale. Un puits sans fond?
- 15.4046 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Remboursement de la TVA perçue sur les redevances Billag
- 15.4220 n Po.**
Flückiger Sylvia. L'Etat ne doit pas se faire le concurrent du secteur privé
- 15.4221 n Ip.**
Flückiger Sylvia. Non à la concurrence faite par le secteur public au secteur privé
- * **16.3546 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Durcissement des peines pour les cas d'homicides et de lésions corporelles
- * **16.3547 n Mo.**
Flückiger Sylvia. Durcissement des sanctions en cas de violences contre la police, les autorités et les fonctionnaires
- 14.4230 n Po.**
Fluri. Garantir le stockage de l'énergie
- 15.3673 n Mo.**
Fluri. Créer de la richesse dans le pays et protéger le paysage au lieu de dépenser 160 milliards de francs pour l'importation d'énergie
- x **16.3077 n Ip.**
Fluri. Avenir du parc de sculptures "Il Giardino" de Daniel Spoerri. Le temps presse!
- 16.3134 n Po.**
Fluri. Précisions dans l'OBLF concernant les mesures d'assainissement total ou énergétique
- x **16.3211 n Ip.**
Fluri. Les projets "Tunnel de 30 kilomètres entre Aarau et Zurich Altstetten" et "Rail 2000 plus"
- * **16.3317 n Po.**
Fluri. Protection de l'enfance. Assurer le flux d'informations, être davantage à l'écoute du client
- x **14.3453 n Po.**
Frehner. Contrôle des dispositions régissant l'obligation d'entretien
- x **14.3478 n Mo.**
Frehner. Interdire la revente de billets à prix majoré

- 14.3799 n Mo.**
Frehner. Test de paternité sans le consentement de la mère
- 15.3711 n Mo.**
Frehner. Loi sur la surveillance de l'assurance-maladie. Pour une mise en oeuvre mesurée
- 15.3848 n Mo.**
Frehner. Halte à la prévention ad nauseam
- 15.4140 n Po.**
Frehner. Obligation d'entretien après le divorce
- x **16.3104 n Ip.**
Frehner. Décharger les gardes-frontière en les remplaçant par d'anciens collaborateurs
- * **16.3410 n Mo.**
Frehner. Assurance-maladie. Ne pas augmenter les primes pour financer des programmes de prévention
- 14.3995 n Mo.**
(Freysinger) Geissbühler. Punir plus sévèrement les agressions dont sont victimes les fonctionnaires et les autorités
- 16.3184 n Mo.**
Fricke. Numérisation et formation à l'informatique. Développement commun d'un espace numérique de formation
- x **14.3363 n Ip.**
Fridez. Prothèses articulaires métal sur métal défectueuses. Etat des lieux
- x **14.3364 n Ip.**
Fridez. Assurer un nombre suffisant de places de formation pour les gastroentérologues
- 14.3813 n Mo.**
Fridez. Médecins de famille. Clarté et simplification
- 14.3816 n Po.**
Fridez. Eviter les conflits d'intérêts pour les experts médicaux
- 14.3993 n Mo.**
Fridez. Uniformisation des paquets de cigarettes
- 14.4013 n Mo.**
Fridez. LAMal. Reconnaissance des prestations des pédicures-podologues diplômés pour les soins prodigués sur prescription médicale
- 15.3423 n Mo.**
Fridez. Interdiction du glyphosate en Suisse
- 15.3624 n Ip.**
Fridez. Poste. Vers l'externalisation de ses moyens de transport?
- 15.3625 n Ip.**
Fridez. Poste. La contradiction entre les impératifs du service public et les risques d'accidents de la circulation
- 15.3973 n Po.**
Fridez. Manger sainement. Une prévention essentielle inaccessible pour les consommateurs les moins aisés
- x **15.4197 n Po.**
Fridez. Une allocation pour chaque enfant
- x **16.3108 n Ip.**
Fridez. Pas d'exportations d'armes vers le Qatar
- x **16.3126 n Ip.**
Fridez. Apatridie des enfants. Où en est la Suisse?
- x **16.3127 n Ip.**
Fridez. Distribution de cannabis en pharmacie. Et le taux de tétrahydrocannabinol?
- * **16.3327 n Ip.**
Fridez. Anticiper les risques pour le Kosovo en rapport avec le retrait futur de la KFOR
- * **16.3613 n Ip.**
Fridez. Méthodes de détermination de l'âge des jeunes migrants
- 14.3732 n Ip.**
Friedl. Traité international pour améliorer l'état écologique du Rhin alpin
- x **14.3866 n Po.**
Friedl. Etablir un cadre pour une pêche professionnelle durable et compatible avec la biodiversité en Suisse
- 15.3824 n Ip.**
Friedl. Budget 2016. Va-t-on réduire les ressources affectées à la coopération internationale alors que la situation humanitaire est aussi dramatique?
- 15.4004 n Ip.**
Friedl. Engagement politique en faveur de l'objectif de 0,7 pour cent pour financer le développement
- 15.4163 n Mo.**
Friedl. Mise en oeuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Mesures institutionnelles
- 15.4216 n Ip.**
Friedl. De l'éthoxyquine dans les aliments destinés aux saumons d'élevage
- 16.3102 n Ip.**
Friedl. Exportations de matériel d'armement vers l'Arabie saoudite. Quelles pratiques?
- * **16.3501 n Ip.**
Friedl. L'Arabie saoudite est-elle ou non «impliquée dans un conflit armé» au Yémen?
- * **16.3558 n Mo.**
Friedl. Mettre fin à l'augmentation de la consommation néfaste d'huile de palme
- 15.3639 n Mo.**
Galladé. Suppression du châtiment corporel
- x **14.3517 n Mo.**
Geissbühler. Thérapie exempte de stupéfiants
- 14.3898 n Po.**
Geissbühler. Centre de compétences en matière de sécurité aux frontières
- 15.3143 n Mo.**
Geissbühler. Campagne de prévention contre le cannabis. Une part importante de la promotion de la santé
- 15.3229 n Po.**
Geissbühler. Traitements avec prescription de produits de substitution et thérapies orientées vers l'abstinence. Comparaison des coûts
- 15.3932 n Mo.**
Geissbühler. Pas de mansuétude pour les auteurs d'actes de violence sous effet de l'alcool ou de la drogue
- 15.3933 n Mo.**
Geissbühler. Infractions graves. Obligation de prélever un échantillon et d'établir un profil d'ADN

- 15.4126 n Mo.**
Geissbühler. Activer un retour sans risque de persécution pour les Erythréens
- x **16.3013 n Ip.**
Geissbühler. Les représentations de la Suisse à l'étranger, sésames pour nos PME?
- x **16.3015 n Ip.**
Geissbühler. Inflation de postes au sein des secrétaires généraux et des services d'information
- x **16.3016 n Ip.**
Geissbühler. Coût pour les assurances sociales des consommateurs de drogues illégales
- 16.3109 n Mo.**
Geissbühler. Conclure un accord de réadmission avec l'Algérie, la République dominicaine, le Maroc et la Tunisie
- * **16.3338 n Mo.**
Geissbühler. Sevrage des toxicomanes. Une tâche nationale qu'il s'agit de mener à bien
- x **14.3555 n Mo.**
Giezendanner. Interdiction de stade à vie pour les personnes qui dissimulent leur visage
- 14.3787 n Ip.**
Giezendanner. Taxe sur le CO2 pour les véhicules importés
- 15.3312 n Mo.**
Giezendanner. Votations populaires. Interdire la publication de sondages d'opinion dans les médias
- 15.3886 n Po.**
Giezendanner. Harmonisation de la durée des contrats de bail à l'aérodrome de Dübendorf
- 15.3929 n Mo.**
Giezendanner. Dénonciation dans le cadre de la circulation routière
- x **16.3165 n Po.**
Giezendanner. Exonérer de la taxe d'incitation sur les COV l'industrie métallurgique pratiquant le leasing chimique
- 15.4109 n Ip.**
Girod. Protection du climat et risques pour la place financière. Comment la Suisse suit-elle les recommandations?
- x **15.4239 n Ip.**
Girod. Sécurité de l'approvisionnement. Pourquoi y a-t-il une pénurie de transformateurs?
- 15.4243 n Ip.**
Girod. Scandale Volkswagen. Quelles sont les mesures à prendre?
- 16.3174 n Ip.**
Girod. Stratégie énergétique 2050. Efficacité du premier paquet de mesures
- x **16.3175 n Ip.**
Girod. Efficacité de l'énergie à la source! Optimisation du chauffage comme mesure de rénovation?
- * **16.3412 n Ip.**
Girod. Le chargement des vélos dans les trains par les usagers des CFF est-il menacé?
- x **14.3552 n Po.**
Glanzmann. Rapport sur le grand âge
- 14.3708 n Ip.**
Glanzmann. Frapper les djihadistes d'interdictions de retour ou de séjour
- 14.3711 n Mo.**
Glanzmann. Frapper les djihadistes potentiels d'une interdiction de sortie du territoire
- 14.3843 n Po.**
Glanzmann. Regrouper les organes de police de la Confédération au sein d'une même structure
- 15.3945 n Po.**
Glanzmann. Prévenir la violence sur les personnes âgées
- 15.3946 n Mo.**
Glanzmann. Lever les tabous qui pèsent sur la violence sur les personnes âgées
- 15.3947 n Ip.**
Glanzmann. Surveillance financière des organisations d'aide au suicide
- * **16.3528 n Mo.**
Glanzmann. Compétence en matière de cyberdéfense
- * **16.3390 n Ip.**
Glärner. Montant total de l'aide au développement fournie jusqu'ici par la Suisse
- * **16.3433 n Mo.**
Glärner. Appliquer temporairement la procédure accélérée aux requérants d'asile venant de pays sûrs
- * **16.3565 n Mo.**
Glärner. Suspendre les procédures d'asile en cas de situation exceptionnelle
- x **14.3341 n Ip.**
Glättli. Swisscom. Passage planifié de la téléphonie analogique à la téléphonie par Internet pour tous les raccordements du réseau fixe
- 14.3789 n Ip.**
Glättli. Ouverture de l'aérodrome de Dübendorf à l'aviation privée. Aspects financiers, conséquences pour Skyguide et aspects sécuritaires
- 14.4294 n Po.**
Glättli. Index Web pour un Internet libre et ouvert. La Suisse ne figure qu'au 18e rang
- 15.3308 n Po.**
Glättli. Banque nationale suisse. Fixer comme nouvel objectif la stabilité des cours de change?
- 15.3436 n Ip.**
Glättli. Exploration électronique. Projet Achat et collaboration du SRC
- 15.3685 n Ip.**
Glättli. Comment assurer la publicité des jugements en Suisse?
- 15.3744 n Po.**
Glättli. Rapport sur les conséquences économiques de la non-répercussion de la baisse du taux de référence
- 15.3756 n Ip.**
Glättli. Systèmes de gestion de contenu de la Confédération. Concurrence et solution bon marché à source ouverte ou solution unique et coûteuse?
- 15.4036 n Po.**
Glättli. Procéder à un contrôle par ultrasons complet de toutes les centrales nucléaires

- 15.4064 n Po.**
Glättli. Débat sur le service public. Répondre aux défis de la société de l'information en prévenant la discrimination des médias novateurs
- 16.3203 n Mo.**
Glättli. Non aux exportations d'armements dans les pays impliqués dans la guerre au Yémen
- 16.3245 n Po.**
Glättli. Examiner la scission de Swisscom en une société de réseau publique et en une société de services privée
- * **16.3585 n Ip.**
Glättli. Égalité de traitement fiscal pour l'économie du partage (capitalisme de plateformes) et efforts internationaux contre les stratégies d'évitement fiscal
- * **16.3586 n Mo.**
Glättli. Interdire les microplastiques pour protéger nos lacs et rivières, les mers et les océans et notre santé
- * **16.3477 n Ip.**
Glauser. Erasmus et vote sur l'immigration, quelles réelles conséquences?
- 14.3879 n Mo.**
Gmür Alois. Coût des réglementations pour les entreprises. Supprimer les travaux inutiles dans le domaine de l'AVS
- 15.4016 n Mo.**
Gmür Alois. Places de camping des organisations de jeunesse. Améliorer les conditions-cadres
- 15.4212 n Po.**
Gmür Alois. Formation d'assistant moniteur "Jeunesse et Sport"
- x **16.3182 n Ip.**
Gmür Alois. Prévention et promotion de la santé. Evolution des coûts
- * **16.3473 n Mo.**
Gmür-Schönenberger. Collecter des données sur la réussite académique à des fins de qualité
- 15.3025 n Mo.**
Golay. Préférence nationale pour l'emploi dans l'administration fédérale
- 16.3258 n Mo.**
Golay. Les cantons sont asphyxiés par le poids financier de l'accueil des migrants
- 16.3259 n Mo.**
Golay. Moratoire sur la vente des bâtiments douaniers et leurs annexes
- 14.3880 n Mo.**
Gössi. Préciser les bases légales qui régissent l'allocation d'aides financières aux associations de consommateurs
- 15.3704 n Po.**
Gössi. Mettre en place un frein au personnel sur le modèle du frein aux dépenses
Voir objet 15.3786 Po. Föhn
- x **14.3353 n Ip.**
Graf Maya. Le commerce de chiens sur Internet est florissant et favorise l'escroquerie et la souffrance des animaux
- x **14.3354 n Ip.**
Graf Maya. Remettre en question la procédure d'autorisation des néonicotinoïdes
- x **14.3621 n Mo.**
Graf Maya. Publication et contrôle obligatoire des activités et fonctions exercées à titre accessoire par les cadres des EPF et de leurs participations dans des entreprises
- 14.3934 n Ip.**
Graf Maya. Unité de main-d'oeuvre standard. Tenir compte de l'efficacité énergétique et de la pression exercée sur les ressources lors de l'adaptation au progrès technique
- 14.3935 n Ip.**
Graf Maya. Hybrides CMS et autres techniques de sélection végétale potentiellement problématiques
- 14.3938 n Po.**
Graf Maya. Initiative antipénurie de personnel qualifié. Encourager les compétences de base pour permettre l'accès à une formation de rattrapage
- 14.3978 n Ip.**
Graf Maya. Médicaments contenant des excipients ou des composants alimentaires génétiquement modifiés
- 14.4225 n Ip.**
Graf Maya. L'Empa critique sévèrement les études réalisées sur la nanotoxicologie. Le Conseil fédéral prendra-t-il des mesures?
- 15.3343 n Po.**
Graf Maya. Marché du lait en difficulté. Prendre des mesures urgentes mais durables
- 15.3478 n Po.**
Graf Maya. Renforcer l'engagement de la Suisse en faveur des forêts tropicales
- 15.3716 n Ip.**
Graf Maya. Huile de palme. Accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie
- 15.3717 n Mo.**
Graf Maya. Asseoir la Politique agricole 2014-2017 et assurer le suivi
- 15.3860 n Mo.**
Graf Maya. Interdire l'importation de homards vivants destinés à la consommation
- 15.4047 n Ip.**
Graf Maya. Publication des quantités vendues et des domaines d'application des substances actives dans les produits phytosanitaires
- 15.4048 n Ip.**
Graf Maya. Le colza génétiquement modifié découvert à Bâle provient du blé importé du Canada
- 15.4049 n Po.**
Graf Maya. Nanomatériaux synthétiques. Comblent les lacunes dans la réglementation pour protéger les consommateurs
- 15.4200 n Ip.**
Graf Maya. Application aux animaux des nouvelles techniques de génie génétique. Insécurité du droit?
- 15.4241 n Mo.**
Graf Maya. Interdire les expériences sur les primates leur causant des contraintes

- 16.3047 n Ip.**
Graf Maya. Dissimulation d'un accident grave à la centrale nucléaire de Fessenheim. Protection de la population dans le nord-ouest de la Suisse
- 16.3048 n Mo.**
Graf Maya. Dissimulation d'un accident grave. Le Conseil fédéral doit exiger la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim
- * **16.3299 n Ip.**
Graf Maya. Interrogations suite au rachat de Syngenta par Chem China
- * **16.3300 n Ip.**
Graf Maya. Pesticides. Principe de précaution et principe de causalité
- * **16.3530 n Ip.**
Graf Maya. Utilisation durable des ressources. Projet du canton de Berne sur les pesticides
- * **16.3593 n Ip.**
Graf Maya. Colloque partiel de l'EPFZ présenté sous la forme d'un dialogue sur les nouvelles technologies de génie génétique en matière de sélection végétale
- 14.4194 n Ip.**
Graf-Litscher. Mégadonnées (big data). Potentiel et perspectives de développement de l'économie de l'information en Suisse
- 15.3307 n Po.**
Graf-Litscher. Rapport sur la société Internet en Suisse à l'horizon 2030
- 15.4020 n Po.**
Graf-Litscher. Renforcer la légitimité de la SSR en instituant un comité consultatif
- * **16.3462 n Ip.**
Graf-Litscher. Garantir la sécurité des données électroniques des patients
- * **16.3497 n Ip.**
Graf-Litscher. Conséquences de la réforme de l'armée sur le personnel militaire et les effectifs des cadres
- x **14.3659 n Mo.**
Grin. Politique agricole. Halte à l'escalade administrative!
- x **14.3769 n Po.**
Grin. Ligne CFF Yverdon-Payerne. Le Conseil fédéral doit maintenir le transport des marchandises par le rail!
- 14.3831 n Po.**
Grin. Indemnités des personnes s'investissant dans des tâches publiques. Modifications de la LHID et de la LIFD
- 15.3252 n Po.**
Grin. Favoriser le tourisme local en période de franc fort par une déduction fiscale pour des séjours en Suisse
- 15.3944 n Mo.**
Grin. Fiscalité agricole. Mise en oeuvre de la motion Müller Leo 12.3172
- 15.4191 n Mo.**
Grin. Crise laitière. Gestion des volumes par l'IP Lait
- 15.4192 n Mo.**
Grin. Sauver le sucre suisse du dumping par une taxe à l'importation adaptée en fonction des cours mondiaux
- x **16.3135 n Ip.**
Grin. Prévention des risques de départ de certains jeunes en Syrie
- x **16.3136 n Ip.**
Grin. Agriculture et flexibilité de la retraite? Permettre les paiements directs en adéquation avec une retraite flexible
- * **16.3283 n Ip.**
Grin. La mise en vente de nos barrages, un danger pour la Suisse!
- * **16.3284 n Ip.**
Grin. Restructuration d'Agroscope. Quel est son avenir?
- * **16.3332 n Mo.**
Grin. Négociations avec la Malaisie, sans l'huile de palme!
- * **16.3542 n Ip.**
Grin. Agriculture, mettre en place des conditions cadres pour palier à la diminution des paiements directs
- x **14.3329 n Ip.**
Grossen Jürg. Effets de transfert de Toll plus. Qu'attend le Conseil fédéral de cet instrument?
- x **14.3520 n Mo.**
Grossen Jürg. Suppression de l'interdiction de traverser la chaussée hors des passages pour piétons sans signalisation lumineuse
- x **14.3623 n Po.**
Grossen Jürg. Fixer des conditions générales propices à une politique climatique digne de ce nom
- x **14.3627 n Ip.**
Grossen Jürg. Instaurer un système de prévoyance pour encourager l'assainissement énergétique des bâtiments
- x **14.3628 n Ip.**
Grossen Jürg. Usagers de la route. Les prétendues vaches à lait ne sont-elles pas plutôt subventionnées?
- 14.3943 n Ip.**
Grossen Jürg. La loi pénalise-t-elle les véhicules électriques?
- 15.3298 n Mo.**
Grossen Jürg. Renforcer rapidement, et pas seulement à partir de 2030, la sécurité du tunnel routier du Saint-Gothard
- 15.3600 n Mo.**
Grossen Jürg. Service public dans les médias. Le faire entrer dans le XXIe siècle
- 15.4055 n Mo.**
Grossen Jürg. Publication des liens d'intérêts avant les élections
- 16.3045 n Mo.**
Grossen Jürg. Péage pour emprunter le tunnel du Saint-Gothard et les autres passages alpins dont les infrastructures sont onéreuses
- 16.3195 n Po.**
Grossen Jürg. Protection anachronique contre le bruit
- 16.3199 n Ip.**
Grossen Jürg. Harmonisation des registres des poursuites

- 16.3201 n Ip.**
Grossen Jürg. Accès direct aux prestations de physiothérapie
- * **16.3308 n Mo.**
Grossen Jürg. Marque «Suisse». Ne pas étouffer l'industrie suisse sous la bureaucratie
- * **16.3575 n Po.**
Grossen Jürg. Ne pas freiner les nouvelles formes de mobilité. Garantir une concurrence loyale
- * **16.3576 n Ip.**
Grossen Jürg. Renforcer la sécurité des piétons. Mieux combiner les possibilités de traverser la chaussée.
- 15.3142 n Mo.**
Grunder. APEA. Droit d'être entendu obligatoire et droit d'action renforcé en faveur des grands-parents, des frères et soeurs et des parents proches
- 15.3234 n Mo.**
Grunder. Franc fort. Renforcer l'encouragement de l'innovation
- * **16.3525 n Mo.**
Grunder. Mettre fin au gaspillage alimentaire et mieux valoriser la viande de cheval indigène
- 15.4104 n Mo.**
Grüter. Intégrer les chômeurs en fin de droits dans la statistique du chômage
- 15.4185 n Mo.**
Grüter. FAIF. Charges administratives excessives pour les propriétaires de véhicules d'entreprise
- x **16.3012 n Ip.**
Grüter. Encyclopédie Wikipédia. Modification d'articles par des employés de la Confédération
- * **16.3358 n Mo.**
Grüter. Ouvrir le pilier 3a aux actifs de plus de 70 ans
- * **16.3472 n Mo.**
Grüter. Définir le dépôt et en limiter la portée en fonction du risque
- 15.3125 n Mo.**
Gschwind. Via sicura. Rétablir la proportionnalité des sanctions pénales et administratives
- 15.3648 n Mo.**
Gschwind. Réseau de télécommunication. Instauration d'une alimentation à haut débit dans toutes les régions périphériques de Suisse
- x **16.3093 n Ip.**
Gschwind. Accélérer les implantations éoliennes avec des sites de la Confédération
- 16.3223 n Po.**
Gschwind. Stopper la hausse des coûts de la santé
- * **16.3470 n Ip.**
Gschwind. Garantir la pérennité et la diversité de la presse écrite indépendante et régionale avec des aides directes et indirectes des pouvoirs publics
- * **16.3505 n Ip.**
Gschwind. Le couteau suisse sera-t-il considéré comme une arme?
- x **14.3337 n Ip.**
Guhl. La règle du zéro pour mille criminalise les pompiers volontaires
- 14.4124 n Po.**
Guhl. Cybersanté de demain. Mieux préparer les réseaux
- 15.3455 n Po.**
Guhl. Système de santé. Garantir la remise de la facture ou d'une copie de celle-ci au patient pour baisser les coûts
- 15.3962 n Mo.**
Guhl. Modification de stations de transformation et renforcement du réseau. Accélérer et simplifier les procédures d'approbation des plans
- x **16.3188 n Ip.**
Guhl. Internement à vie. Effets de la mesure et aménagements souhaitables
- * **16.3313 n Po.**
Guhl. Examiner la mise en oeuvre de mesures contre les voyeurs qui gênent les interventions ou violent les droits de la personnalité
- 15.4139 n Mo.**
Guldemann. Introduction du vote électronique pour tous les Suisses de l'étranger d'ici à 2019 au plus tard
- 16.3232 n Ip.**
Guldemann. Réaffirmer la pleine validité de la Convention de Genève sur les réfugiés
- x **14.3425 n Po.**
Gysi. Contrôler la remise de cannabis
- 14.3807 n Ip.**
Gysi. Trafic aérien. Allocation de contributions injustifiées en faveur d'un système d'arrêt d'urgence
- 14.4180 n Ip.**
Gysi. Mesures pour un désarmement nucléaire effectif
- 15.3113 n Mo.**
Gysi. Une marge de fluctuation pour plus d'équité fiscale
- 15.3755 n Ip.**
Gysi. A quand une convention relative aux assurances sociales avec le Kosovo?
- * **16.3303 n Ip.**
Gysi. L'excellence de la recherche agricole suisse est-elle condamnée?
- * **16.3370 n Ip.**
Gysi. Commémorer le souvenir des «enfants de la grand-route»
- 14.3825 n Mo.**
Hadorn. Faire de la protection des minorités religieuses et autres un objectif important de la politique extérieure suisse
- 15.3109 n Mo.**
Hadorn. RPT. Complément au rapport sur l'évaluation de l'efficacité
- 15.3183 n Po.**
Hadorn. Bénéfices de la Banque nationale suisse. Utilisation et répercussions
- 15.3184 n Mo.**
Hadorn. Franc fort. Conséquences sur le frein à l'endettement
- 15.3264 n Ip.**
Hadorn. Production d'énergie solaire et mesures d'économie d'énergie des entreprises de transport

- 15.3321 n Ip.**
Hadorn. Commande auprès de Bombardier. Risque pour les CFF et le contribuable?
- 15.3662 n Po.**
Hadorn. Gros risques financiers liés aux centrales nucléaires. Organe de surveillance
- 15.3663 n Mo.**
Hadorn. Fonds de désaffectation et fonds de gestion. Couverture des risques financiers dus aux centrales nucléaires
- x **16.3071 n Ip.**
Hadorn. Initiative "vache à lait". Mesures contre l'érosion des recettes et l'accumulation des déficits
- * **16.3333 n Mo.**
Hadorn. Panama Papers. Collaboration avec les autorités de surveillance financière et le Ministère public américains
- x **14.3357 n Ip.**
Hardegger. Les logements Energie plus dans la stratégie énergétique du Conseil fédéral
- x **14.3358 n Ip.**
Hardegger. Système des forfaits par cas. Manque d'incitations pour éviter les infections nosocomiales
- x **14.3611 n Ip.**
Hardegger. Supprimer définitivement la confusion qui règne en matière de délais de prescription en cas d'erreur de traitement
- 14.3720 n Ip.**
Hardegger. Suppression de passages pour piétons
- 14.3763 n Ip.**
Hardegger. Remboursement des prestations de l'assurance-maladie. Lacunes dans les systèmes du tiers payant et du tiers garant
- 14.4174 n Ip.**
Hardegger. Intégrer les bâtiments à énergie positive dans le programme de réduction des émissions de CO2
- 15.3062 n Po.**
Hardegger. Transfert de patients. Pratiques contraires à l'éthique
- 15.3110 n Ip.**
Hardegger. Les loyers doivent se fonder sur les coûts et non pas viser des rendements excessifs
- 15.3650 n Mo.**
Hardegger. Gestion du trafic via un GPS. Créer une base légale sur le même modèle que pour les indicateurs de direction
- 15.3651 n Mo.**
Hardegger. Encourager la construction de logements d'utilité publique ou à prix modéré. Droit de préemption des communes
- 15.3652 n Mo.**
Hardegger. Interdire la vente et la poursuite de contrats d'assurance inutiles
- * **16.3401 n Mo.**
Hardegger. Garantie de la qualité des soins dans le système de santé. Mettre en œuvre de manière contraignante les connaissances scientifiques
- 15.4015 n Mo.**
Häsler. Fin des transferts Dublin vers la Hongrie
- * **16.3423 n Ip.**
Häsler. Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle : sensibiliser les entreprises
- * **16.3424 n Po.**
Häsler. Valoriser le bénévolat
- 15.3540 n Mo.**
Hausammann. Liberté d'action dans la coopération interentreprises des exploitations agricoles
- 15.4125 n Ip.**
Hausammann. Huile de palme et santé. Répercussions d'un accord sur la consommation d'acides gras d'origine végétale
- 15.4172 n Mo.**
Hausammann. Ne pas encourager le tourisme commercial par des cadeaux fiscaux
- * **16.3319 n Ip.**
Hausammann. Dernières nouvelles d'Agroscope
- * **16.3495 n Mo.**
Hausammann. Adapter le programme PLVH
- 14.3680 n Ip.**
Heer. Pas de sanctions contre la Russie
- 14.4051 n Ip.**
Heer. Liste noire de l'OCDE. Une invention du Conseil fédéral?
- 15.3506 n Ip.**
Heer. Antisémitisme et révisionnisme subventionnés par l'Etat
- 15.3524 n Ip.**
Heer. FIFA. Enquêtes du Ministère public de la Confédération et des Etats-Unis
- 16.3059 n Mo.**
Heer. Modification des délais de prescription de l'action pénale
- x **14.3412 n Po.**
Heim. Réduction des rentes en raison de provisions?
- 14.4192 n Po.**
Heim. Sortir les médecins-conseils du dilemme
- 15.3060 n Po.**
Heim. Réduire les prix des médicaments
- 15.3061 n Po.**
Heim. Mettre fin au commerce des patients
- 15.3193 n Po.**
Heim. Stratégie nationale destinée à améliorer les chances des personnes d'un certain âge de retrouver un emploi et de se réinsérer sur le marché de l'emploi
- 15.3194 n Po.**
Heim. Pour une Etoile sociale nationale, ou comment lutter contre la discrimination liée à l'âge sur le marché de l'emploi
- 15.3474 n Mo.**
Heim. Garantir la rente de vieillesse en cas de chômage à un âge avancé
- 15.3578 n Po.**
Heim. Stratégie à l'échelle nationale pour lutter contre la violence touchant les personnes âgées
- 15.3742 n Po.**
Heim. AI. Economise-t-on sur le dos des plus faibles?

- 15.3987 n Mo.**
Heim. Réduction des émissions de CO2. Fixer des objectifs mesurables pour l'administration fédérale
- 15.3988 n Mo.**
Heim. Parc de véhicules de la Confédération. Réduire les émissions de CO2 grâce à de nouvelles acquisitions
- x **15.4178 n Ip.**
Heim. Le numéro AVS comme identificateur personnel universel?
- 16.3166 n Mo.**
Heim. Liste des moyens et des appareils. Faire baisser les prix
- 16.3167 n Ip.**
Heim. Approvisionnement électrique de la Suisse. Sécurité et responsabilité
- x **16.3168 n Ip.**
Heim. Denrées alimentaires. Suppression des mesures et des valeurs limites de radioactivité?
- 16.3169 n Mo.**
Heim. Faire obligation aux caisses-maladie de rembourser les moyens et appareils médicaux achetés à l'étranger
- 16.3170 n Mo.**
Heim. Ne bradons pas l'énergie hydraulique suisse. Utilisons plutôt 100 pour cent de notre hydraulique et des nouvelles énergies renouvelables pour les transports publics
- * **16.3340 n Po.**
Heim. Garde d'animaux de rente et production agricole. Promotion durable de la santé des animaux
- * **16.3413 n Ip.**
Heim. Cyber-risques et installations nucléaires
- * **16.3531 n Ip.**
Heim. Pénurie de vaccins pour les bébés. Faut-il prendre des mesures d'urgence?
- * **16.3532 n Po.**
Heim. Renforcer l'attrait de la formation de niveau diplôme en soins infirmiers
- x **14.3371 n Mo.**
Herzog. Droit du mariage et de la famille. Mettre un terme aux réformes douteuses
- x **14.3442 n Mo.**
Herzog. Mesures visant à réduire le nombre d'interruptions de grossesse
- x **14.3476 n Mo.**
Herzog. Subventions de la Confédération. Plus de transparence
- 15.3346 n Mo.**
Herzog. Pour une interdiction de la foire du chanvre Cannatrade
- 15.3348 n Mo.**
Herzog. APEA. Associer les proches et les communes à la prise de décision
- 15.3679 n Po.**
Herzog. Simplifier et moderniser le droit du travail pour améliorer la compétitivité des entreprises de services
- 15.3866 n Mo.**
Herzog. Aides financières versées aux organisations de jeunesse. Mettre fin à l'arbitraire
- 15.4229 n Mo.**
Herzog. Les troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité ne sont pas une maladie! Rechercher les vraies causes du problème
- * **16.3450 n Ip.**
Herzog. Assurance-chômage. Versement de prestations à l'étranger
- * **16.3500 n Po.**
Herzog. Conséquences de l'universitarisation des professions des soins
- 15.4142 n Mo.**
Hess Erich. Abolir la double nationalité lors des naturalisations futures
- 14.3928 n Mo.**
Hess Lorenz. Adaptation du financement de la formation médicale spécialisée et des professions médicales universitaires
- 14.4269 n Mo.**
Hess Lorenz. Mettre sur un pied d'égalité les prestataires traditionnels et les personnes proposant des services en ligne
- 14.4270 n Po.**
Hess Lorenz. Encourager la production de fourrures suisses
- 15.3984 n Mo.**
Hess Lorenz. Pas de contribution pour la préservation de la race qui subventionne la production de la viande
- 16.3193 n Mo.**
Hess Lorenz. Tarifs dans la LAMal. Promouvoir l'innovation et la transparence
- x **16.3194 n Ip.**
Hess Lorenz. Le libre choix de l'hôpital n'existe-t-il que sur le papier?
- * **16.3286 n Ip.**
Hess Lorenz. Aider les requérants d'asile à mieux structurer leur quotidien afin d'éviter les comportements inappropriés
- x **14.3386 n Ip.**
Hiltpold. Chantier du CEVA. Interruption de la procédure des appels d'offres du second oeuvre?
- x **14.3651 n Mo.**
Hiltpold. Code pénal. Stop à la discrimination dans la définition du viol
- 14.3762 n Mo.**
Hiltpold. Promotion civile et promotion militaire de la paix ainsi que renforcement des droits de l'homme. Un message et deux crédits-cadres
- 14.4246 n Ip.**
Hiltpold. Suppression de la prise en compte du taux hypothécaire de référence dans le cadre du calcul du rendement admissible
- N **14.3366 n Mo.**
Humbel. Dissocier prestations complémentaires et réduction des primes
- x **14.3608 n Mo.**
Humbel. Garantir la sécurité et l'hygiène des installations aérauliques

- 14.3861 n Mo.**
Humbel. Pour une assurance d'indemnités journalières efficace en cas de maladie
- 14.3862 n Po.**
Humbel. Prévention et pilotage des prestations dans l'assurance-maladie
- 14.4291 n Mo.**
Humbel. Domaine ambulatoire de l'assurance obligatoire des soins. Garantir la qualité des soins et imposer la transparence
- 14.4292 n Mo.**
Humbel. Prise en charge des prestations fournies par les EMS. Un peu de bon sens
- 15.3283 n Mo.**
Humbel. Pour plus d'efficacité et de transparence dans le système d'assurances sociales suisse
- 15.3687 n Mo.**
Humbel. Un test d'aptitudes sous forme de stage pour entrer en faculté de médecine
- 15.4223 n Mo.**
Humbel. Créer un cadre bien réglementé pour le démarchage de la clientèle
- x **15.4225 n Po.**
Humbel. Mieux utiliser les données médicales pour assurer l'efficacité et la qualité des soins
- * **16.3274 n Ip.**
Humbel. Faire la lumière sur le financement des mosquées et des associations musulmanes
- * **16.3534 n Ip.**
Humbel. Structure tarifaire Tarmed. Que compte faire le Conseil fédéral?
- x **14.3330 n Ip.**
Hurter Thomas. Est-il encore opportun de décompter les coûts du raccordement TV/radio par le biais des charges?
- 15.3749 n Mo.**
Hurter Thomas. Redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations. Moratoire
- x* **16.3268 n Ip.**
Imark. Brexit. Chances et risques pour la Suisse
- * **16.3289 n Mo.**
Imark. Couper court au détournement des deniers publics à des fins de racisme, d'antisémitisme et d'incitation à la haine
- * **16.3483 n Mo.**
Imark. Titre suit
- x **14.3418 n Ip.**
Ingold. Engagement financier de l'OFSP pour la prévention
- 14.3833 n Ip.**
Ingold. Agenda du développement post-2015. Mettre en place de véritables critères de mesure
- 15.3287 n Ip.**
Ingold. Quelle place la biodiversité occupe-t-elle?
- x **16.3026 n Ip.**
Ingold. Mettre un terme aux empoisonnements des faucons pèlerins et autres rapaces
- x **16.3027 n Ip.**
Ingold. Les moyens alloués à la coopération au développement pour financer le climat?
- 16.3028 n Ip.**
Ingold. Dépenses en matière d'asile. Imputation démesurée à la coopération au développement?
- * **16.3314 n Po.**
Ingold. Tirer parti du rôle clef que jouent les imams modérés contre la radicalisation des jeunes musulmans
- x **14.3377 n Ip.**
Jans. Améliorer la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale
- x **14.3551 n Ip.**
Jans. Contributions pour les surfaces en pente dès 50 pour cent
- 14.3966 n Ip.**
Jans. Gare badoise de Bâle. Des risques inacceptables en raison de transports de marchandises dangereuses?
- 15.3318 n Mo.**
Jans. Statistiques fiables des prix de l'électricité payés par les moyens et grands consommateurs
- 15.4059 n Mo.**
Jans. Financement du démantèlement des installations radioactives et de l'élimination des déchets radioactifs
- 15.4210 n Mo.**
Jans. Protection des centrales nucléaires contre les attaques terroristes
- 16.3251 n Mo.**
Jans. Créer une task-force pour empêcher la faillite des entreprises d'électricité
- 16.3252 n Ip.**
Jans. Centrales nucléaires déficitaires
- x **16.3253 n Ip.**
Jans. Déterminer l'espace réservé aux eaux dans les régions agricoles
- * **16.3306 n Ip.**
Jans. Vérifier que les contrôles de sûreté dans les centrales nucléaires suisses ont bel et bien été effectués
- * **16.3548 n Ip.**
Jans. Encourager les dommages causés à l'environnement par l'agriculture au moyen d'allègements fiscaux?
- 16.3010 n Mo.**
Jauslin. Péage au Saint-Gothard et mesures d'accompagnement pour les autres passages alpins sur le réseau des routes nationales
- 16.3055 n Mo.**
Jauslin. Harmoniser les intérêts perçus ou crédités au titre des impôts fédéraux
- * **16.3429 n Ip.**
Jauslin. L'aviation générale pénalisée par le perfectionnisme suisse
- x **14.3639 n Mo.**
(Joder) Herzog. Améliorer les services d'aide et de soins à domicile
- N **14.3840 n Mo.**
(Joder) Hurter Thomas. Soumettre l'exploitation d'hélicoptères en Suisse au droit suisse

- 15.3884 n Mo.**
(Joder) Hurter Thomas. Renoncer à la révision de l'ordonnance sur les émoluments de l'Office fédéral de l'aviation civile
- x **14.3336 n Mo.**
Keller Peter. Renouvellement de l'hymne national. La décision appartient au Parlement ou au peuple suisse et non à un casting télévisé bébé!
- 14.3734 n Mo.**
Keller Peter. Pas de double nationalité pour les diplomates suisses
- * **16.3516 n Ip.**
Keller-Inhelder. Responsabilité pour les dommages causés par les décisions erronées de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.
- x **14.3411 n Mo.**
(Kessler) Flach. Assurance responsabilité civile pour les dentistes qui travaillent 90 jours en Suisse
- x **14.3559 n Mo.**
(Kessler) Weibel. Patients participant à un essai clinique. Allègement du fardeau de la preuve
- 15.3873 n Mo.**
(Kessler) Weibel. Pour une protection post-mortem de la personnalité adaptée à notre temps. Droit de consulter les dossiers médicaux des défunts
- x **14.3352 n Mo.**
Kiener Nellen. Mastectomie et asymétrie mammaire. Prise en charge par la LAMal des opérations correctrices
- x **14.3643 n Ip.**
Kiener Nellen. BKW mène-t-elle l'IFSN et le DETEC par le bout du nez?
- 14.3967 n Mo.**
Kiener Nellen. Instituer la possibilité de déduire chaque mois l'impôt exigible du salaire
- 15.3331 n Ip.**
Kiener Nellen. Où en est la mise en oeuvre des recommandations de la mission d'évaluation électorale du BIDDH de l'OSCE dans la perspective des élections fédérales de 2015?
- 15.3352 n Ip.**
Kiener Nellen. Impôts. Que paient les grandes sociétés Internet en Suisse?
- 15.3738 n Ip.**
Kiener Nellen. Améliorer le statut des 100 000 sans-papiers et mieux utiliser leur potentiel
- 15.3739 n Ip.**
Kiener Nellen. Comment faire avancer l'égalité salariale et selon quel calendrier?
- 15.3740 n Mo.**
Kiener Nellen. Garantir la prévoyance vieillesse même en cas de fraude
- 15.4040 n Mo.**
Kiener Nellen. Zone exempte d'armes nucléaires en Europe
- 15.4041 n Po.**
Kiener Nellen. Feux à décompte pour renforcer la sécurité du trafic
- 15.4214 n Mo.**
Kiener Nellen. Evaluation des effets du rayonnement non ionisant sur les personnes électrosensibles. Lancer un projet de recherche en Suisse
- 16.3114 n Ip.**
Kiener Nellen. Engouement pour les billets de 1000 francs. La réputation de la Suisse est-elle en danger?
- * **16.3321 n Po.**
Kiener Nellen. Panama Papers. 177 milliards de francs d'investissements directs dans les paradis fiscaux extra-territoriaux et quasiment aucun emploi?
- * **16.3577 n Ip.**
Kiener Nellen. La Suisse protège-t-elle les opérations des fraudeurs du fisc aux Etats-Unis?
- * **16.3578 n Ip.**
Kiener Nellen. Des milliards de francs d'avoirs dissimulés par des particuliers et des entreprises imposables en Suisse. Une histoire sans fin?
- x **14.3882 n Po.**
(Killer Hans) Knecht. Planification des capacités des usines d'incinération des ordures avec récupération des rejets de chaleur
- 15.3458 n Mo.**
Knecht. Halte aux projets de qualité du paysage
- 15.3737 n Mo.**
Knecht. Halte à la double taxation
- x **16.3057 n Ip.**
Knecht. Adaptation de la législation suisse sur les armes à celle de l'UE
- 16.3176 n Mo.**
Knecht. Stratégie de retrait du contingent suisse au Kosovo
- * **16.3304 n Ip.**
Knecht. Développement de la réglementation
- x **14.3818 n Po.**
Landolt. Instaurer un permis de chasse fédéral
- 15.3580 n Mo.**
Landolt. Moins de bureaucratie dans le domaine de la TVA. Reconnaître les factures électroniques
- 16.3084 n Mo.**
Landolt. Assurance-maladie. Adapter le montant de la franchise ordinaire
- x **16.3256 n Po.**
Landolt. Promouvoir la numérisation dans le domaine de la réglementation (technologies de gestion de la conformité réglementaire)
- x **14.3499 n Mo.**
(Lehmann) Lohr. Immissions de bruit lors de la construction et de l'exploitation d'installations sportives. Sécurité juridique
- x **14.3500 n Po.**
(Lehmann) Schneider-Schneiter. Autoriser les fusions de communes intercantionales
- 15.3572 n Po.**
(Lehmann) Lohr. Culte de la perfection corporelle. Anabolisants et lancement de programmes de prévention
- 15.4027 n Mo.**
(Lehmann) Regazzi. LAMal. Rendre les primes de l'assurance de base déductibles des impôts

- x **14.3306 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Echange automatique de renseignements. La Suisse doit montrer l'exemple et aller de l'avant
- x **14.3361 n Po.**
Leutenegger Oberholzer. Rapport sur la charge fiscale des personnes vivant seules comparée à celle des ménages à plusieurs personnes
- x **14.3486 n Po.**
Leutenegger Oberholzer. Pour une régulation appropriée des reports de pertes
- x **14.3615 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Fonds Hospitality du Credit Suisse
- 14.3974 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Modifier l'article 32 alinéa 1 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative
- 14.3975 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Couvrir le risque sismique des portefeuilles hypothécaires
- 14.4167 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Quotas hommes/femmes. Pourquoi la Confédération ne montre-t-elle pas l'exemple?
- 14.4168 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Coordonner sur le plan international la suppression des privilèges fiscaux accordés aux personnes physiques de nationalité étrangère
- 14.4242 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Imposition d'après la dépense. Harmoniser les règles, renforcer les contrôles
- 14.4290 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Gestion immobilière des CFF
- 15.3354 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Des taux de change stables pour l'économie suisse
- 15.3604 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Loi sur la surveillance et le contrôle des organisations internationales, et en particulier des fédérations sportives
- 15.3713 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Rapports sur le développement durable des entreprises cotées en Bourse
- 15.3902 n Po.**
Leutenegger Oberholzer. Production cinématographique et promotion de la place suisse
- x **15.3930 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Conseil fédéral. Cherchez la femme, et respecter enfin la Constitution!
- 15.4033 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Franc fort et économie réelle
- 15.4035 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Harmoniser le droit de la construction pour améliorer l'efficacité et diminuer les coûts
- 15.4202 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Promouvoir l'intégration linguistique des réfugiés
- 15.4217 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Projet Espace Sud-Est du FABEC. Conséquences pour la population suisse, notamment les riverains de l'Euro-Airport de Bâle-Mulhouse
- * **16.3301 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Les Panama Papers et la Suisse
- * **16.3310 n Mo.**
Leutenegger Oberholzer. Drones. Protéger la population contre les dangers potentiels
- * **16.3315 n Po.**
Leutenegger Oberholzer. Etablir un registre des ayants droit économiques de personnes morales et autres trusts
- * **16.3544 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Loi chocolatière. Compensation du prix des matières premières pour le secteur touristique.
- * **16.3545 n Po.**
Leutenegger Oberholzer. Organisation et réglementation du service public. Rapport
- * **16.3555 n Ip.**
Leutenegger Oberholzer. Conduite autonome. Conditions-cadres et conséquences.
- x **14.3606 n Ip.**
Lohr. Avantages et conséquences du diagnostic prénatal
- 16.3149 n Mo.**
Lohr. Garantir le programme "Jeunesse et Sport" Voir objet 16.3146 Mo. Föhn
- 16.3177 n Mo.**
Lohr. Modification de l'ordonnance sur la poste
- * **16.3302 n Ip.**
Lohr. Tourisme de la mort en Suisse
- * **16.3438 n Ip.**
Lohr. Prévention. Privilégier la santé des personnes âgées et la santé psychique
- 15.4030 n Mo.**
(Lustenberger) Fässler Daniel. Loi sur les produits de construction. Mise en oeuvre compatible avec les intérêts des PME
- x **14.3568 n Mo.**
(Mahrer) Thorens Goumaz. Espaces ouverts dans les milieux urbains
- 15.3395 n Mo.**
(Mahrer) Mazzone. Transports à risques. Des mesures maintenant!
- 15.3593 n Ip.**
(Mahrer) Mazzone. Aéroport de Genève. Des bases solides pour planifier le développement aéronautique
- x **14.3895 n Mo.**
(Maier Thomas) Grossen Jürg. Abroger l'obligation d'utiliser les pistes cyclables
- x **14.3896 n Mo.**
(Maier Thomas) Grossen Jürg. Autoriser les cyclistes à bifurquer à droite lorsque le feu est rouge

- 15.3747 n Mo.**
(Maier Thomas) Bäumle. LRTV. Plafonnement des redevances de réception
- 15.3996 n Mo.**
(Maier Thomas) Bäumle. Halte aux cycles de conduite et aux indications de la consommation qui ne correspondent pas à la réalité
- x **14.3468 n Mo.**
Maire Jacques-André. Fiscalité des familles. Mettre fin à certaines inégalités de traitement
- 14.4090 n Ip.**
Maire Jacques-André. Développement de parcs éoliens bloqués par Skyguide. Meilleure coordination au sein du DETEC
- 14.4091 n Mo.**
Maire Jacques-André. La Poste. Distribution du courrier pour tout le monde!
- 15.3100 n Mo.**
Maire Jacques-André. Transparence fiscale pour les hauts salaires des managers
- 15.3102 n Mo.**
Maire Jacques-André. Heures supplémentaires. Egalité de traitement entre travail à temps partiel et travail à plein temps
- 15.3168 n Ip.**
Maire Jacques-André. Taux d'intérêts négatifs pour les institutions de prévoyance
- 15.3594 n Ip.**
Maire Jacques-André. Réduire le chômage des jeunes et renforcer la main-d'oeuvre qualifiée. Soutien fédéral ferme et rapide aux offres de formations transitoires
- 15.3925 n Ip.**
Maire Jacques-André. La Poste. Externalisations sans limites?
- 16.3091 n Ip.**
Maire Jacques-André. Favoriser l'accès au travail pour les personnes au bénéfice du statut de réfugié et d'une admission provisoire par la validation des acquis
- 16.3092 n Ip.**
Maire Jacques-André. A quand de véritables mesures contre le harcèlement téléphonique?
- 15.4198 n Mo.**
Marchand. Maintien de la loi sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque, une vraie nécessité
- 14.3801 n Mo.**
Markwalder. Loi fédérale sur les voyages à forfait. Déficit d'exécution
- 15.3263 n Mo.**
Markwalder. Réviser la loi sur les travailleurs détachés
- x **14.3535 n Ip.**
Marra. Combien de fonds ukrainiens sont-ils bloqués en Suisse et comment sont-ils arrivés dans les banques suisses?
- 14.3783 n Ip.**
Marra. Connaissance des religions comme mesure de lutte contre la racisme et la xénophobie
- 14.4127 n Po.**
Marra. Lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme par des mesures actives de prévention en complément des sanctions pour xénophobie ou racisme
- 14.4210 n Po.**
Marra. Accueil de nuit d'urgence. Mesures prises ou à envisager
- 15.3047 n Ip.**
Marra. Swissleaks. Quels instruments pour renforcer la surveillance?
- 15.3238 n Mo.**
Marra. Taxe sur les achats spéculatifs de francs suisses
- 15.3490 n Ip.**
Marra. Réfugiés. Cesser les renvois vers l'Italie
- 15.3575 n Mo.**
Marra. Réinsertion des chômeurs de longue durée dans le cadre de la valorisation des ressources internes
- * **16.3345 n Po.**
Marra. Publication du rapport de la FINMA sur les Panama Papers
- * **16.3320 n Po.**
Marti. Etablir un rapport sur les risques et les opportunités liés à l'intelligence artificielle et à la robotique
- * **16.3543 n Mo.**
Martullo. Instaurer le principe «One In-Two Out» dans la législation fédérale
- 14.4267 n Po.**
Masshardt. Renforcement de l'éducation à la citoyenneté
- 15.4023 n Po.**
Masshardt. L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public
- x **16.3159 n Ip.**
Masshardt. Bandes fleuries pluriannuelles pour les pollinisateurs sauvages
- * **16.3551 n Ip.**
Masshardt. Mettre sur le même pied le transport ferroviaire international et l'avion. Halte aux avantages fiscaux en faveur du transport aérien!
- * **16.3552 n Ip.**
Masshardt. Titre suit
- * **16.3598 n Ip.**
Mazzone. Détermination de l'âge des demandeurs d'asile: les études médicales sont-elles scientifiquement fiables et juridiquement acceptables?
- * **16.3599 n Mo.**
Mazzone. Droit à l'égalité sur le marché du travail pour les personnes en situation de handicap
- 15.3509 n Ip.**
Merlini. Le Parquet de Milan a-t-il ordonné des écoutes illégales sur des numéros du réseau fixe suisse?
- 15.3907 n Mo.**
Merlini. Renforcer la cohésion nationale en améliorant les rapports entre la Confédération et le canton du Tessin

- x **15.3913 n Mo.**
Merlini. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail
Voir objet 15.3910 Mo. Carobbio Guscetti
Voir objet 15.3911 Mo. Romano
Voir objet 15.3912 Mo. Pantani
- x **16.3021 n Ip.**
Merlini. Site tvsvizzera.it. Chronique d'une mort annoncée?
- * **16.3594 n Ip.**
Meyer Mattea. Caisses de pensions liées à la Confédération. Investissements dans l'industrie de l'armement
- * **16.3596 n Ip.**
Meyer Mattea. Lipœdème. Prise en charge des coûts par l'assurance de base
- x **14.3649 n Ip.**
Moret. Avastin et Lucentis. Que peut faire le Conseil fédéral?
- x **14.3650 n Ip.**
Moret. La FINMA surveille-t-elle aussi de manière régulière le secteur des assurances-maladie complémentaires en Suisse?
14.3760 n Ip.
Moret. Mise en oeuvre de la déclaration de prise en charge pour les frais non couverts en cas d'octroi de visa
14.3982 n Ip.
Moret. Comment le Conseil fédéral compte-t-il s'assurer que les citoyens disposent d'une information objective et convaincante sur l'AOS?
14.3983 n Ip.
Moret. Désinformation dans le cadre de la campagne sur la caisse maladie unique et explications sur les primes différentes par région
14.3984 n Ip.
Moret. Exclusion de médecins de la liste des médecins de premier recours dans le cadre du modèle du médecin de famille
14.4303 n Ip.
Moret. Audition des requérants d'asile mineurs non accompagnés par le SEM
14.4305 n Ip.
Moret. Tromperie sur le site Internet de certains assureurs-maladie
14.4306 n Ip.
Moret. Primes d'assurance maladie différentes par région
15.3294 n Ip.
Moret. Loi sur l'asile. Système de la protection provisoire et application en particulier aux Syriens?
- * **16.3485 n Ip.**
Moret. Directives européennes sur les dispositifs médicaux
- * **16.3614 n Ip.**
Moret. Un véritable apprentissage professionnel de 3 à 4 ans pour les réfugiés
15.3682 n Ip.
Moser. Biodiversité mondiale. Obligations de la Suisse
- * **16.3573 n Ip.**
Moser. Homologation des pesticides. Pour des émoluments couvrant les coûts
- * **16.3574 n Ip.**
Moser. Le loup sera-t-il de nouveau éradiqué?
15.3457 n Mo.
(Müller Geri) Schelbert. Exécution des peines. Accroître l'efficacité
14.3857 n Ip.
Müller Leo. Maintien de la qualité des routes rurales
- N **14.3976 n Mo.**
Müller Leo. Veiller à ne pas compliquer la mise en oeuvre de la Stratégie énergétique 2050
15.3224 n Mo.
Müller Leo. Limiter l'accroissement des dépenses de personnel
15.3330 n Mo.
Müller Leo. Initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié et mesures relatives au marché du travail. Utilisation des synergies et optimisation des moyens
15.3536 n Ip.
Müller Leo. Dépenses de la Confédération à l'étranger. De quelle manière le Conseil fédéral prend-il en compte l'appréciation du franc?
15.3997 n Mo.
Müller Leo. Les agriculteurs détenteurs d'animaux doivent pouvoir dormir auprès de leurs bêtes
15.4206 n Po.
Müller Leo. Non à la modification proposée de la CCT de la branche du travail temporaire
16.3040 n Mo.
Müller Leo. Tunnel du Saint-Gothard. Introduction d'un péage
16.3171 n Mo.
Müller Leo. Remplacer Mühleberg par des bâtiments commerciaux, agricoles ou résidentiels
16.3172 n Mo.
Müller Leo. Davantage de latitude dans l'affectation des excédents
- x **16.3173 n Ip.**
Müller Leo. Créer des perspectives pour les engraisseurs de veaux fermiers
- * **16.3557 n Mo.**
Müller Leo. Titre suit
- x **16.3130 n Ip.**
Müller Thomas. Tunnel routier du Saint-Gothard. Fonction de maître d'ouvrage pour la construction du second tube
14.3962 n Po.
Müller-Altermatt. Améliorer l'assistance administrative internationale en cas d'infractions contre des enfants sur Internet
14.3963 n Po.
Müller-Altermatt. La législation sur la protection des données protège-t-elle également les pédophiles?
14.4277 n Ip.
Müller-Altermatt. Mesures à prendre pour mettre en oeuvre la loi sur le CO2

- x **16.3085 n Ip.**
Müller-Altarmatt. Planification d'urgence en matière d'asile. Jouer la carte du fédéralisme plutôt que de se repasser la patate chaude
- 14.3731 n Po.**
Munz. Améliorer le taux de réussite aux examens de fin d'apprentissage
- 14.3736 n Ip.**
Munz. Ne pas assouplir les conditions d'admission aux HES
- 14.4062 n Mo.**
Munz. Maintenir les fenêtres de programme régionales. Ne pas modifier l'ordonnance sur la radio et la télévision pendant la durée de validité de la concession
- 14.4074 n Ip.**
Munz. Essais de cultures en plein champ avec des pommes de terre cisgéniques
- 14.4108 n Ip.**
Munz. Ordonnance sur les hypothèses de risque. Correction de la réponse du Conseil fédéral à la question 14.1051
- 15.3038 n Ip.**
Munz. Dépôt DFMA. La démonstration de faisabilité fait défaut
- 15.3177 n Ip.**
Munz. Sécurité des centrales nucléaires en cas de séisme. Quand l'IFSN finira-t-elle par intervenir?
- 15.3427 n Ip.**
Munz. Homologation et effet des phytoprotecteurs, des synergistes et des coformulants contenus dans des pesticides tels que le glyphosate
- 15.3428 n Po.**
Munz. De l'eau du robinet comme eau potable
- 15.3429 n Ip.**
Munz. Evolution des contributions de l'Etat au financement des hôpitaux privés et publics
- 15.3654 n Ip.**
Munz. Inspection fédérale de la sécurité nucléaire. Principe de la transparence appliqué aux données d'émission des centrales nucléaires
- 15.3655 n Ip.**
Munz. Le carbone radioactif C14 n'est pas mentionné dans le bilan mensuel des centrales nucléaires publié par l'IFSN
- 15.3656 n Ip.**
Munz. La télémaintenance des systèmes informatiques représente un danger pour la centrale nucléaire de Mühleberg. Surveillance de l'IFSN remise en cause
- 15.3837 n Ip.**
Munz. Mise en place d'une ligne téléphonique pour les apprentis
- 15.3839 n Mo.**
Munz. Personnes élevant seules des enfants. Améliorer leur intégration sur le marché du travail grâce à des formations continues et des formations de rattrapage
- 15.4110 n Mo.**
Munz. Assurer la formation continue des informaticiens pour réduire le risque de chômage
- 15.4111 n Po.**
Munz. Procéder à un état des lieux de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée
- 16.3032 n Ip.**
Munz. Cellule chaude pour le stockage des déchets nucléaires. Un risque technologique et financier élevé
- x **16.3033 n Ip.**
Munz. Exportation contestable de plutonium aux Etats-Unis
- x **16.3034 n Ip.**
Munz. Qui va payer pour la faillite d'Axpo?
- x **16.3072 n Ip.**
Munz. Formation professionnelle supérieure. Le versement direct des subventions aux étudiants soulève plusieurs questions
- 16.3257 n Mo.**
Munz. Ne bradons pas les centrales hydrauliques suisses!
- * **16.3441 n Mo.**
Munz. Faire réévaluer par des experts indépendants la procédure relative aux hypothèses d'aléa sismique pour les centrales nucléaires suisses
- * **16.3442 n Ip.**
Munz. Trains grandes lignes. Comblent les trous de l'horaire cadencé entre Zurich et Schaffhouse
- * **16.3443 n Ip.**
Munz. Existe-t-il des plans de désaffectation pour les centrales nucléaires suisses?
- * **16.3507 n Ip.**
Munz. Un système de cartes à puce pour enregistrer les pesticides et en contrôler l'utilisation
- N **14.3947 n Mo.**
Müri. Réouverture de la jonction autoroutière d'Emmen Nord
- * **16.3553 n Ip.**
Müri. Programmes-cadres de recherche de l'UE. La Suisse bénéficie-t-elle vraiment d'un retour financier?
- * **16.3554 n Ip.**
Müri. Extraction de matières premières dans l'espace
- 15.4173 n Mo.**
Nantermod. Libéraliser le transport de voyageurs en autocar longue distance en Suisse
- 16.3066 n Mo.**
Nantermod. Taxis, VTC et Uber. Pour une concurrence plus loyale
- x **16.3067 n Mo.**
Nantermod. Taxi, VTC et Uber. Une concurrence loyale et des appellations claires
- * **16.3326 n Ip.**
Nantermod. LAT. Respecter la volonté populaire sans tuer les régions de montagne
- * **16.3331 n Mo.**
Nantermod. Négocier avec la France un nouvel accord relatif à la coordination du régime des assurances sociales des travailleurs frontaliers
- * **16.3375 n Po.**
Nantermod. Permettre les importations parallèles numériques

- * **16.3416 n Po.**
Nantermod. Familles recomposées: Quelle solution pour un droit des successions ab intestat moderne?
- * **16.3417 n Ip.**
Nantermod. Sociétés électriques, le dumping par les sociétés publiques?
- * **16.3329 n Mo.**
Nicolet. Exiger de l'Interprofession du Lait une réelle gestion des quantités en matière de production laitière
- x **14.3537 n Po.**
(Noser) Dobler. Rapport sur la compétitivité et le rendement de la production agricole et sur l'utilisation des fonds publics en faveur de l'agriculture
- 15.4188 n Mo.**
Nussbaumer. Mise en oeuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Stratégie de financement
- * **16.3368 n Ip.**
Nussbaumer. Réexamen de la sécurité nucléaire. Retard inacceptable du rapport d'expertise de l'IFSN
- * **16.3570 n Ip.**
Nussbaumer. Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB): «Nos exigences seront élevées»
- * **16.3271 n Ip.**
Page. Importation de 4000 veaux de l'Union européenne
- x **15.3912 n Mo.**
Pantani. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail Voir objet 15.3910 Mo. Carobbio Guscetti Voir objet 15.3911 Mo. Romano Voir objet 15.3913 Mo. Merlini
- x **16.3064 n Ip.**
Pantani. Demandes d'asile dans le centre pilote de Zurich et dans les centres d'enregistrement
- * **16.3461 n Mo.**
Pantani. Titre suit
- 14.4067 n Mo.**
Pardini. Bonus excessifs dans les banques. Empêcher les mauvaises incitations
- 14.4068 n Mo.**
Pardini. Interdiction d'exercer pour les "banksters" qui violent la loi
- 14.4069 n Po.**
Pardini. Rapport sur les moyens dont dispose la FINMA en comparaison internationale
- 15.3167 n Mo.**
Pardini. Respect de l'ordonnance sur les chauffeurs pour des routes enfin sûres
- 15.3477 n Mo.**
Pardini. Transparence en matière de révision. La FINMA doit pouvoir déterminer l'étendue, le contenu et l'entreprise de révision
- 16.3115 n Mo.**
Pardini. Créer un conseil économique et social
- 16.3116 n Mo.**
Pardini. Pour un agenda Industrie 4.0
- 16.3117 n Mo.**
Pardini. Créer un fonds de soutien aux entreprises
- 16.3118 n Mo.**
Pardini. Empêcher la BNS de remodeler artificiellement le paysage économique suisse
- 16.3119 n Mo.**
Pardini. Matériel libre, logiciels libres, codes sources ouverts et données ouvertes
- 16.3120 n Mo.**
Pardini. Agir concrètement pour sauver et renforcer les PME
- x **16.3187 n Mo.**
Pardini. Octroi d'accréditations aux journalistes travaillant à temps partiel
- * **16.3377 n Mo.**
Pardini. Un plafond des salaires à 500 000 francs
- N **14.3307 n Mo.**
Pezzatti. Prestations complémentaires et échanges de données
- 14.4134 n Mo.**
Pezzatti. Allocations de formation professionnelle. Mettre un terme à la bureaucratie
- x **14.4135 n Po.**
Pezzatti. Procédures de consultation. Le Conseil fédéral prend-il en compte les avis exprimés?
- 15.3144 n Mo.**
Pezzatti. Instituer un capital-participation pour les banques coopératives
- 15.4207 n Mo.**
Pezzatti. Ordonnances d'exécution de la loi sur les denrées alimentaires. Eviter le "swiss finish"
- 16.3131 n Mo.**
Pezzatti. Autorisation des biocides ou des produits phytosanitaires. Suppression de la bureaucratie
- * **16.3281 n Ip.**
Pezzatti. Réorganisation d'Agroscope
- * **16.3496 n Ip.**
Pezzatti. Prise en compte par le Conseil fédéral des avis exprimés lors des procédures de consultation
- 14.3802 n Mo.**
Pfister Gerhard. RPT. Adaptation dans la base d'imposition agrégée
- 15.3243 n Po.**
Pfister Gerhard. Swiss Fund. Une contribution à la maîtrise des défis actuels de la Suisse
- 15.3588 n Mo.**
Pfister Gerhard. Enfants souffrant d'une infirmité congénitale ou de graves maladies. Traiter séparément la décision relative au traitement et celle relative au financement
- 15.3950 n Mo.**
Pfister Gerhard. Accorder le statut de secrétariat d'Etat à la DDC
- 15.3952 n Ip.**
Pfister Gerhard. Institut fédéral de métrologie 2008-2015. Questions concernant les changements de personnel et le climat de travail
- 15.3953 n Mo.**
Pfister Gerhard. Personnes admises à titre provisoire. Pas de voyage dans le pays d'origine

- 16.3178 n Po.**
Pfister Gerhard. Écoles supérieures. Accréditation fédérale
- * **16.3478 n Mo.**
Pfister Gerhard. Évaluation des centres fédéraux pour requérants d'asile
- 15.4075 n Mo.**
Piller Carrard. Introduire des messages sanitaires lors de la diffusion de publicité
- 15.4076 n Mo.**
Piller Carrard. Bons de formation et réinsertion professionnelle
- 15.4249 n Ip.**
Piller Carrard. De quoi sont composés les langes, les serviettes et tampons hygiéniques vendus en Suisse?
- 16.3215 n Mo.**
Piller Carrard. Composition des protections périodiques
- 16.3216 n Po.**
Piller Carrard. Actualisation du rapport sur la pauvreté
- * **16.3569 n Ip.**
Piller Carrard. Quelle est la situation des mineurs non accompagnés en détention administrative?
- x **14.3420 n Ip.**
Portmann. Echange automatique de renseignements. Coût et sécurité des données
- 14.3677 n Mo.**
Portmann. Enregistrement de la durée du travail. Compléter immédiatement l'ordonnance 1 relative à la loi sur le travail
- 14.4140 n Ip.**
Portmann. Méthodes de torture utilisées par les Etats-Unis. Intervention du Conseil fédéral auprès de l'ONU
- 15.3039 n Po.**
Portmann. Protection des personnes accusées à tort
- 15.3092 n Mo.**
Portmann. Taux d'intérêt maximum pour tous les types de prêt
- 15.3388 n Mo.**
Portmann. Intensification de la coopération intergouvernementale avec Cuba
- 15.3389 n Mo.**
Portmann. Faire de la Suisse une plate-forme de gestion de fortune pour les caisses de pension et investisseurs privés chinois
- 15.3390 n Mo.**
Portmann. La Suisse, plaque tournante du commerce des matières premières cotées en renminbi
- 15.3437 n Mo.**
Portmann. La communauté familiale, nouvelle catégorie d'état civil
- 15.3438 n Mo.**
Portmann. Simplifier les dénominations de l'état civil
- 15.4119 n Po.**
Portmann. Compensation de la suppression de l'impôt fédéral direct perçu sur les personnes physiques
- 15.3680 n Po.**
Quadranti. Analyse coûts/bénéfices des modèles de congé parental
- 15.4136 n Mo.**
Quadranti. Formation professionnelle. La reconnaissance des écoles supérieures doit être l'affaire de la Confédération
- x **16.3042 n Ip.**
Quadranti. Mesures visant à contrer les activités illégales au sein de groupements religieux
- x **16.3073 n Ip.**
Quadranti. Interdiction et punissabilité des thérapies visant à "traiter" l'homosexualité chez des mineurs
- x **16.3099 n Ip.**
Quadranti. Avions d'affaires et petits avions civils au-dessus de la vallée densément peuplée de la Glatt, au mépris de la résistance du canton, des communes et de la population
- x **16.3100 n Ip.**
Quadranti. Utilisation civile de l'aérodrome militaire de Dübendorf
- x **16.3161 n Ip.**
Quadranti. Transport de deux-roues et d'animaux en autocar. Créer la sécurité juridique
- * **16.3422 n Ip.**
Quadranti. Se pencher sur la lourde charge des enfants soignant des proches et adapter le plan d'action en conséquence
- * **16.3519 n Ip.**
Quadranti. Le réchauffement climatique représente-t-il un danger pour la santé des personnes âgées? Comment la Suisse y fait-elle face?
- * **16.3520 n Mo.**
Quadranti. Mesures en faveur de l'intégration professionnelle des jeunes réfugiés appelés à rester en Suisse
- * **16.3549 n Po.**
Quadranti. Prévenir la radicalisation au sein des associations musulmanes et renforcer l'autorégulation
- x **14.3397 n Mo.**
Quadri. Référendum obligatoire pour les aides destinées à l'étranger
- 14.4166 n Mo.**
Quadri. Protection de la concurrence sur les réseaux de télécommunication du futur
- 15.3253 n Mo.**
Quadri. Compenser les pertes subies par le secteur touristique à cause du franc fort. Vacances en Suisse déductibles des impôts
- 15.3394 n Mo.**
Quadri. Mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Réactiver leur optimisation
- 15.3909 n Po.**
Quadri. Salaires minimaux cantonaux. Elargir modérément la marge de manoeuvre des cantons à risque
- 16.3019 n Mo.**
Quadri. Limiter les sorties des requérants d'asile logés dans les centres d'enregistrement et de procédure
- * **16.3294 n Mo.**
Quadri. Taxe d'immigration pour les frontaliers. Préparer une proposition

- * **16.3330 n Mo.**
Quadri. Lieux de culte musulmans. Interdiction des financements étrangers et obligation de transparence
- * **16.3418 n Ip.**
Quadri. Titre suit
- * **16.3611 n Ip.**
Quadri. Titre suit
- 14.4019 n Po.**
Regazzi. Arrêts Alptransit à Biasca. Pour que les trois vallées ne ratent pas le train
- 14.4029 n Mo.**
Regazzi. Exclure les prestations du secteur de la construction du champ d'application de l'accord sur la libre circulation des personnes
- 14.4045 n Mo.**
Regazzi. Loi fédérale sur la pêche. Autoriser l'utilisation d'hameçons avec ardilhon dans les cours d'eau
- 15.3185 n Mo.**
Regazzi. Moins d'embouteillages aux heures matinales
- 15.3867 n Po.**
Regazzi. Installations éoliennes. Incidences sur les mammifères terrestres, notamment les ongulés
- 15.4007 n Mo.**
Regazzi. Introduire le système de gestion du trafic Transito à la douane de Chiasso-Brogeda aussi
- x **15.4203 n Po.**
Regazzi. Un secrétaire d'Etat pour la politique suisse des transports
- 15.4204 n Mo.**
Regazzi. Voitures de tourisme. Incitation à rester en deçà des objectifs fixés en matière de CO₂, sans subventions ni coûts à la charge du citoyen, de l'économie ou de l'administration
- 15.4205 n Mo.**
Regazzi. Voitures de tourisme. Promotion de technologies de propulsion plus écologiques, sans subventions
- 15.4258 n Po.**
Regazzi. Extrémisme islamiste. Quelles mesures de prévention au niveau politique?
- x **16.3074 n Ip.**
Regazzi. Cantonnements militaires du San Jorio. Pourquoi les détruire?
- x **16.3089 n Ip.**
Regazzi. Inauguration d'Alptransit. L'amère potion offerte par la Confédération aux entreprises de restauration tessinoises
- x **16.3090 n Ip.**
Regazzi. Travertin romain à la gare CFF de Bellinzone. Un camouflet pour l'industrie du granit tessinoise
- * **16.3343 n Ip.**
Regazzi. Travertin romain à la gare de Bellinzone. Un choix qui montre déjà ses premières failles
- * **16.3344 n Ip.**
Regazzi. Projet Pont-Rouge à Genève. Un nouveau camouflet des CFF à la production de gneiss tessinois?
- * **16.3387 n Ip.**
Regazzi. La facturation électronique sans signature numérique est-elle conforme au droit de la TVA?
- * **16.3425 n Ip.**
Regazzi. Titre suit
- 14.3863 n Ip.**
Reimann Lukas. Une redéfinition a-t-elle permis d'enjoindre la statistique de la migration?
- 15.3453 n Mo.**
Reimann Lukas. Chambres fédérales. Création d'un registre transparent des lobbyistes
- 15.3571 n Mo.**
Reimann Lukas. Admission de la truite arc-en-ciel
- 15.3753 n Mo.**
Reimann Lukas. Réprimer l'évasion des prisons
- 15.3757 n Po.**
Reimann Lukas. Lutter contre la haine et la discrimination à l'égard des Suisses
- 15.3830 n Ip.**
Reimann Lukas. Les CFF défavorisent-ils le bassin économique Wil/Fürstenland?
- 15.4235 n Ip.**
Reimann Lukas. Mesures pour une politique de neutralité crédible de la Suisse
- 15.4236 n Mo.**
Reimann Lukas. CFF. Halte aux augmentations de prix relevant de l'abus de position dominante!
- 15.4237 n Mo.**
Reimann Lukas. Vote électronique. Transparence indispensable
- 15.4238 n Mo.**
Reimann Lukas. Contrat d'intégration contraignant pour les étrangers
- 16.3233 n Mo.**
Reimann Lukas. Autorisation de séjour ou d'établissement. Exclure les allocataires sociaux
- 16.3234 n Mo.**
Reimann Lukas. Rendre la lutte contre le terrorisme plus efficace. Précision et extension de l'interdiction du service et du recrutement en vue du service dans des forces armées étrangères
- 16.3235 n Mo.**
Reimann Lukas. Promouvoir efficacement le tourisme en instituant des déductions fiscales pour les vacances en Suisse
- 16.3236 n Mo.**
Reimann Lukas. Pour davantage de sécurité. Faciliter l'acquisition du permis de port d'armes pour les membres des autorités douanières et policières
- 16.3237 n Mo.**
Reimann Lukas. Rendre punissable le gaspillage des ressources fiscales. Appeler les politiques à leurs responsabilités
- 16.3238 n Mo.**
Reimann Lukas. Stop aux augmentations de l'impôt sur les huiles minérales. Moratoire
- 16.3239 n Mo.**
Reimann Lukas. Remplacer le système moniste par un système dualiste

- 16.3240 n Mo.**
Reimann Lukas. Naturalisation des ressortissants d'Etats refusant la double nationalité aux ressortissants suisses. Remplacer le droit automatique à la double nationalité par un système d'option
- 16.3241 n Mo.**
Reimann Lukas. Contradictions entre normes de droit international et normes de droit interne. Garantir la sécurité du droit en inscrivant la pratique Schubert dans la Constitution
- x **16.3242 n Ip.**
Reimann Lukas. Défi Schengen/Dublin. Une situation changée en Europe en matière de politique de sécurité
- x **14.3534 n Mo.**
Reimann Maximilian. Nouvelle ordonnance réglant l'admission à la circulation routière. Non à la discrimination entre les conducteurs suisses et étrangers à partir de 70 ans
- 14.3819 n Ip.**
Reimann Maximilian. Critiques à l'encontre de la Suisse. Centre suisse de compétence pour les droits humains
- 15.3223 n Ip.**
Reimann Maximilian. Réforme de la prévoyance vieillesse. Favoriser le maintien en activité au-delà de l'âge AVS
- x **14.3470 n Po.**
Reynard. Droit de vote à 16 ans et renforcement de l'éducation à la citoyenneté
- x **14.3480 n Mo.**
Reynard. Art spolié. Renforcer à l'échelle internationale le caractère contraignant des principes de Washington
- x **14.3565 n Ip.**
Reynard. Sponsoring privé aux EPF. Il est temps d'agir!
- x **14.3566 n Mo.**
Reynard. Limiter la part des fonds privés dans le budget des EPF
- x **14.3567 n Mo.**
Reynard. Transparence dans le financement privé de la formation et de la recherche au sein des EPF
- x **14.3653 n Ip.**
Reynard. Echanges extrascolaires de jeunes
- 14.3980 n Mo.**
Reynard. Renforcer les compétences de la Commission fédérale contre le racisme
- 14.3981 n Ip.**
Reynard. Permis de conduire à l'essai. Le prix, le contenu et la durée des cours L2 sont-ils vraiment adaptés?
- 14.4143 n Ip.**
Reynard. Pollution au mercure dans le Haut-Valais. Les propriétaires de terrains, qui ne sont pas responsables de la pollution, ne doivent pas en faire les frais
- 14.4144 n Ip.**
Reynard. Unitaid et taxe de solidarité sur le trafic aérien
- 15.3052 n Ip.**
Reynard. Fonds national suisse et respect des langues nationales
- 15.3235 n Ip.**
Reynard. Civisme et apprentissages. Encourager la culture générale ne signifie pas éduquer à la citoyenneté
- 15.3620 n Ip.**
Reynard. La Poste. La digitalisation sans exclure certains citoyens ni supprimer d'emplois?
- 15.3622 n Ip.**
Reynard. La Poste. Transparence des intentions et des processus
- 15.3623 n Ip.**
Reynard. Recours auprès de Postcom. Des décisions plutôt que des recommandations
- 15.3647 n Mo.**
Reynard. Respect de la loi sur les langues par les organisations extérieures à l'administration fédérale
- 15.4013 n Po.**
Reynard. Enfouissement de la ligne électrique Chamon-Ulrichen
- 15.4245 n Po.**
Reynard. Risques d'achat de pétrole finançant l'EI. Demande d'audit sur les procédures internes des négociants commercialisant du pétrole depuis la Suisse
- x **16.3140 n Ip.**
Reynard. Reconnaissance du franco-provençal et du travail des patoisants
- 16.3189 n Mo.**
Reynard. Actions au porteur. Situation en Suisse un an après la mise en oeuvre des nouveaux standards du GAFI
- * **16.3318 n Ip.**
Reynard. Les abeilles meurent. Situation concernant l'interdiction des néonicotinoïdes et le moratoire sur ces pesticides
- * **16.3322 n Ip.**
Reynard. Que fait la Confédération pour lutter efficacement contre l'exploitation d'êtres humains dans le contexte professionnel?
- * **16.3369 n Ip.**
Reynard. Mise en oeuvre de l'article 95, alinéa 3 Cst.
- * **16.3372 n Ip.**
Reynard. Externalisation des services publics: conséquences et contrôle de la cession d'activités?
- * **16.3373 n Ip.**
Reynard. Externalisation des services publics: la sous-traitance ne permet-elle pas à la Poste de contourner les lois et objectifs stratégiques?
- * **16.3374 n Ip.**
Reynard. Externalisation des services publics: quelles conséquences pour l'emploi et les apprentissages?
- * **16.3406 n Mo.**
Reynard. Faciliter l'accès des réfugiés aux hautes écoles suisses
- * **16.3439 n Ip.**
Reynard. Objectifs stratégiques assignés au CFF et programme d'économie Railfit 20/30
- * **16.3440 n Ip.**
Reynard. Quels moyens techniques pour alerter l'ensemble de la population suisse en cas de catastrophe?

- * **16.3456 n Ip.**
Reynard. Suppression de la seconde chaire de littérature française moderne à l'université de Zurich
- * **16.3571 n Po.**
Reynard. Conséquences des inégalités en Suisse
- * **16.3572 n Ip.**
Reynard. OFROU et route du col du Simplon
- * **16.3603 n Ip.**
Reynard. Librairies: la Confédération est-elle prête à aider cet acteur central de la chaîne du livre?
- x **11.3767 n Mo.**
Rickli Natalie. Halte aux congés et aux sorties pour les personnes internées
- 14.4181 n Ip.**
Rickli Natalie. Distribution des journaux. Base de calcul inique de la Poste
- 15.3392 n Ip.**
Rickli Natalie. Initiative populaire "pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants". Retards dans la mise en oeuvre
- 15.3410 n Ip.**
Rickli Natalie. Surveillance insuffisante de la SSR et de la société Billag de la part de l'OFCOM
- 15.3636 n Po.**
Rickli Natalie. Rapport sur le service public. Présenter quatre variantes de budget
- 16.3076 n Po.**
Rickli Natalie. Pédophilie. Projet de prévention du type "Ne pas passer à l'acte" en Suisse
Voir objet 16.3075 Po. Jositsch
- 16.3157 n Mo.**
Rickli Natalie. La Confédération ne doit plus être l'actionnaire majoritaire de Swisscom
Voir objet 16.3228 Mo. Noser
- 14.3698 n Ip.**
Riklin Kathy. Ressortissants suisses exerçant une activité lucrative dans un pays de l'UE ou de l'AELE. Etat des lieux et conséquences possibles de l'initiative "contre l'immigration de masse"
- 15.3322 n Mo.**
Riklin Kathy. Utilité de l'ALCP. Données sur les Suisses exerçant une activité lucrative dans les pays de l'UE/AELE
- 15.3977 n Ip.**
Riklin Kathy. Suisse et UE. Nouveau mandat suite à la nomination d'un négociateur en chef
- 15.3081 n Mo.**
Rime. Transports de bois brut. Relèvement de 40 à 44 tonnes du poids total autorisé
Voir objet 15.3089 Mo. Hess Hans
- 14.3705 n Mo.**
Romano. Retrait de la nationalité suisse pour les djihadistes doubles nationaux
- 14.3846 n Mo.**
Romano. Modification de l'article 72 du Code pénal. Confiscation de valeurs patrimoniales d'une organisation criminelle
- 15.3078 n Ip.**
Romano. Corps des gardes-frontière. Renforcement du commandement central au détriment du terrain?
- 15.3257 n Ip.**
Romano. Lutte contre le crime organisé. Organisation et activité de la Police fédérale
- 15.3449 n Ip.**
Romano. Flux migratoires à la frontière sud. Comment alléger la pression?
- 15.3451 n Mo.**
Romano. Autorisations temporaires pour les ressortissants népalais employés dans des cabanes ou de refuges de montagne en Suisse. Soutien direct après le tremblement de terre
- 15.3769 n Po.**
Romano. Rapport sur le service public. Limiter l'offre de la SSR sur Internet à une audiothèque et à une vidéothèque
- 15.3770 n Mo.**
Romano. Armasuisse. Acquisition de biens et de services en faveur de l'économie régionale et des PME
- 15.3771 n Mo.**
Romano. Améliorer l'accès au train. Plus de places de stationnement à proximité des gares
- x **15.3911 n Mo.**
Romano. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail
Voir objet 15.3910 Mo. Carobbio Guscelli
Voir objet 15.3912 Mo. Pantani
Voir objet 15.3913 Mo. Merlini
- 15.4010 n Mo.**
Romano. Rente de veuf ou de veuve selon la LAVS. Mêmes droits pour les conjoints divorcés que pour les veufs
- 15.4257 n Mo.**
Romano. Immunité parlementaire pour les membres des législatifs communaux
- 16.3206 n Po.**
Romano. Condamner le massacre systématique des minorités religieuses par le groupe EIL/Daech
- 16.3213 n Mo.**
Romano. Compétence d'enregistrement de surveillances discrètes dans le système d'information Schengen. Fedpol ne doit pas être mis de côté
- 16.3219 n Po.**
Romano. Une feuille de route pour le vote électronique
- 16.3222 n Mo.**
Romano. Conférence des achats de la Confédération. Un représentant de la Suisse italienne en qualité d'invité permanent
- * **16.3536 n Ip.**
Romano. Réorganisation d'Agroscope. Quelles répercussions sur le secteur vitivinicole suisse?
- x **14.3506 n Mo.**
Rösti. Denrées alimentaires. Chances égales pour la production indigène et l'importation

- * **16.3518 n Ip.**
Rösti. Taxe perçue à l'abattage selon la loi sur les épizooties
- x **14.3521 n Ip.**
Ruiz Rebecca. Quels sont les effets du nouveau droit du nom?
14.4301 n Po.
Ruiz Rebecca. Pour une étude sur les effets du nouveau droit du nom
14.4302 n Mo.
Ruiz Rebecca. Pour une interdiction efficace du financement du terrorisme en Suisse
- x **16.3078 n Ip.**
Ruiz Rebecca. Lutte contre le financement du terrorisme. Notre dispositif est-il suffisant?
- x **16.3079 n Ip.**
Ruiz Rebecca. Devenir mère et se faire virer?
- * **16.3595 n Ip.**
Ruiz Rebecca. Face aux pratiques illégales des assureurs les patients doivent-ils être les dindons de la farce?
- x **16.3156 n Ip.**
Ruppen. Pollution des eaux souterraines dans la région de Viège suite aux travaux en rapport avec la correction du Rhône R3. Qui est responsable?
- x **14.3553 n Ip.**
Rutz Gregor. Formalisme insupportable de la Régie fédérale des alcools
15.3350 n Mo.
Rutz Gregor. Modification du règlement du Centre de presse du Palais fédéral
15.3419 n Po.
Rutz Gregor. Transformer la SSR en société d'économie mixte
15.3435 n Po.
Rutz Gregor. Pas de privilèges dans la pratique de la Confédération en matière de rémunération
15.3461 n Ip.
Rutz Gregor. Pratique fiscale chaotique de la Confédération. Mieux protéger la propriété privée
15.3661 n Ip.
Rutz Gregor. Violation de la concession SSR. Mettre un terme à la diffusion de séries illégales sur Internet
15.3879 n Ip.
Rutz Gregor. Problèmes relevant du droit de la concurrence. Projets douteux menés par des entreprises publiques
15.4218 n Ip.
Rutz Gregor. Etude de l'Université de Saint-Gall sur les prestations offertes par les médias privés
- * **16.3567 n Ip.**
Rutz Gregor. Contradictions dans la politique de construction et de planification de la Confédération: l'ISOS empêche de développer l'urbanisation vers l'intérieur
- x **14.3445 n Ip.**
Rytz Regula. Blanc-seing pour l'hélicoptère dans les régions protégées?
- 14.4273 n Mo.**
Rytz Regula. Convention de Minamata. Interdire l'exportation de mercure
- 14.4274 n Ip.**
Rytz Regula. Relations Suisse/Afrique du Sud. Reprise des recherches après la levée de l'embargo
- 15.3276 n Ip.**
Rytz Regula. Exploitation des montants maxima de la RPLP autorisés par l'accord sur les transports terrestres
- 15.3341 n Ip.**
Rytz Regula. Coûts effectifs de l'électricité d'origine nucléaire
- 15.3479 n Ip.**
Rytz Regula. Elimination des déchets radioactifs. Combien de milliards de francs les contribuables devront-ils payer?
- 15.3765 n Ip.**
Rytz Regula. Programme de places d'accueil pour les victimes de violences domestiques. Comment la Confédération soutient-elle les cantons?
- 15.4234 n Ip.**
Rytz Regula. Que fait le Conseil fédéral pour que les trains de nuit de la Deutsche Bahn ne finissent pas sur une voie de garage?
- x **16.3207 n Ip.**
Rytz Regula. Pourquoi les chauffages au mazout nuisibles au climat sont-ils encore admis en Suisse?
- 16.3208 n Po.**
Rytz Regula. Mesures pour contrer l'introduction de mégacamions en Suisse
- x **16.3209 n Ip.**
Rytz Regula. Le Conseil fédéral juge-t-il nécessaire de réglementer les services de transport d'Uber?
- * **16.3357 n Ip.**
Rytz Regula. Titre suit
- * **16.3588 n Ip.**
Rytz Regula. La politique du marché de l'emploi prévaut-elle sur les mesures en faveur de l'égalité entre femmes et hommes?
- * **16.3589 n Po.**
Rytz Regula. Discriminations frappant les parents sur le marché de l'emploi. Établir un rapport et un plan d'action
- * **16.3590 n Ip.**
Rytz Regula. Extension du rayon de distribution des comprimés d'iode à 100 km autour des centrales nucléaires suisses
- * **16.3353 n Ip.**
Salzmann. À quoi sert le Réseau national de sécurité?
- * **16.3508 n Ip.**
Sauter. Mesures discriminatoires contre les exportations vers l'UE de l'industrie sidérurgique suisse
- * **16.3509 n Ip.**
Sauter. Détours absurdes pour les marchandises. Conséquence d'un manque d'accords ou de leur mise en œuvre incohérente?
- * **16.3510 n Ip.**
Sauter. Le développement de l'EPFZ est-il menacé?
- 15.3076 n Mo.**
Schelbert. Modification de l'article 82 alinéa 1 OASA

- 15.3404 n Mo.**
Schelbert. Produits financiers durables. Faire la transparence
- 15.3405 n Mo.**
Schelbert. Produits financiers. Améliorer la protection des clients
- 15.3835 n Mo.**
Schelbert. Pesticides. Mise en oeuvre du principe de précaution
- 16.3031 n Mo.**
Schelbert. Employés des services douaniers à la retraite vivant dans la Principauté du Liechtenstein. Imposition en fonction du domicile
- 16.3046 n Mo.**
Schelbert. L'écornage conduit-il à des douleurs fantômes?
- * **16.3402 n Ip.**
Schelbert. Mutilation d'oiseaux
- x **14.3609 n Po.**
Schenker Silvia. Chômeurs souffrant de problèmes psychiques. Renforcer les ORP
- 14.3970 n Po.**
Schenker Silvia. Instituer un médiateur dans le domaine du deuxième pilier
- 14.4256 n Po.**
Schenker Silvia. Méthode de calcul du taux d'invalidité. Faire en sorte que les personnes à bas revenus ne soient plus pénalisées
- 14.4288 n Mo.**
Schenker Silvia. Subsidés de la Confédération destinés à réduire les primes de l'assurance-maladie. Nouveau mécanisme de répartition
- 15.3462 n Mo.**
Schenker Silvia. Dépôt de demandes d'asile auprès des ambassades dans l'UE
- 15.3748 n Po.**
Schenker Silvia. Aide sociale en faveur des chômeurs. Possibilités d'action de la Confédération
- 15.4042 n Po.**
Schenker Silvia. Rapport concernant la mise en place d'une assurance générale du revenu
- 15.4050 n Po.**
Schenker Silvia. Appréciation du travail des grands-parents sous l'angle qualitatif et quantitatif
- 16.3247 n Ip.**
Schenker Silvia. Requérants d'asile mineurs non accompagnés. Les indemnités forfaitaires sont-elles suffisantes?
- x **16.3248 n Ip.**
Schenker Silvia. Licenciement à l'issue du congé-maternité
- x **16.3249 n Ip.**
Schenker Silvia. Faut-il également dispenser des cours de comportement sexuel aux demandeurs d'asile présents en Suisse?
- * **16.3466 n Ip.**
Schenker Silvia. Détermination de l'âge chez les requérants d'asile mineurs
- N **14.3558 n Mo.**
Schilliger. Création d'une base légale permettant le recouvrement de montants dus pour des cours interentreprises
- 14.4278 n Mo.**
Schilliger. Appliquer le principe de causalité aux frais de recouvrement. Préciser l'article 106 CO
- 15.3671 n Ip.**
Schilliger. Renouvellement de la concession de la SSR. Suite de la procédure
- 15.4026 n Po.**
Schilliger. Garantir l'adéquation à la pratique des formations dispensées par les HES
- 14.4093 n Mo.**
(Schläfli) Bulliard. Hypothèques sur les immeubles agricoles. Pas de pénalisation injustifiée
- 15.3131 n Mo.**
(Schläfli) Romano. Renforcer le système de recherche automatisée de véhicules et de surveillance du trafic à la frontière du pays
- 15.3325 n Po.**
(Schläfli) Romano. Echange de données entre le Corps des gardes-frontière et les autorités de police cantonales ainsi qu'entre ces dernières
- 15.3705 n Mo.**
(Schläfli) Schmidt Roberto. Mesures de remplacement écologiques. Les terres agricoles ne doivent pas être les seules visées
- x **14.3350 n Ip.**
Schmid-Federer. Mieux protéger les réfugiés syriens
- x **14.3351 n Ip.**
Schmid-Federer. Médecine personnalisée. Créer une banque nationale de données biologiques au lieu de laisser proliférer des banques de données privées étrangères
- x **14.3440 n Ip.**
Schmid-Federer. Décisions relatives aux demandes de visas humanitaires. Tenir compte du bien des enfants
- 14.4099 n Mo.**
Schmid-Federer. Supprimer la TVA sur les services de transport bénévoles
- 14.4101 n Po.**
Schmid-Federer. Mieux utiliser le potentiel des travailleurs âgés
- 15.3140 n Po.**
Schmid-Federer. Exposer les conséquences d'une dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes
- 15.3456 n Po.**
Schmid-Federer. Ne pas négliger les enfants soignant des proches
- 15.3530 n Po.**
Schmid-Federer. Renforcer l'encouragement précoce
- 15.3552 n Po.**
Schmid-Federer. Plus de places de stage découverte dans les domaines MINT
- 15.3722 n Po.**
Schmid-Federer. Analyse coûts/bénéfices des modèles de congé parental

- 15.3724 n Po.**
Schmid-Federer. Renforcer les droits de l'enfant après un divorce
- 16.3210 n Po.**
Schmid-Federer. Davantage de transparence dans les caisses de compensation pour allocations familiales
- * **16.3273 n Ip.**
Schmid-Federer. Suppression de postes au sein d'Agroscope
- * **16.3517 n Po.**
Schmid-Federer. Se pencher sur la lourde charge des enfants soignant des proches
- 15.4101 n Mo.**
Schmidt Roberto. Retirer les individus hybrides des populations de loups
- 14.3778 n Po.**
Schneeberger. Augmentation des charges des fiduciaires. Le contrôle c'est bien, la confiance c'est mieux
- 14.3869 n Mo.**
Schneeberger. Renforcement supplémentaire du Corps des gardes-frontière pour la région du nord-ouest de la Suisse
- 15.3355 n Mo.**
Schneeberger. Organes de révision. Mettre en place un contrôle restreint qui convienne aux PME
- * **16.3275 n Ip.**
Schneeberger. Enquêtes statistiques de la BNS. Lutter contre l'alourdissement de la charge administrative
- * **16.3437 n Ip.**
Schneeberger. La direction générale des douanes crée des charges supplémentaires pour les entreprises
- 14.3718 n Ip.**
(Schneider Schüttel) Aebischer Matthias. Prescriptions concernant l'aménagement des passages pour piétons
- 14.4035 n Mo.**
(Schneider Schüttel) Kiener Nellen. Servitude pour les installations solaires
- 14.4132 n Ip.**
(Schneider Schüttel) Leutenegger Oberholzer. Blanchiment d'argent. Absence de statistiques
- 14.4202 n Ip.**
(Schneider Schüttel) Leutenegger Oberholzer. Surpopulation carcérale. Respect des droits fondamentaux et des principes élémentaires durant l'exécution de la peine
- 15.3058 n Mo.**
(Schneider Schüttel) Schwaab. Swissleaks. Un système d'alerte pour renforcer la lutte contre la criminalité financière
- 15.3203 n Ip.**
(Schneider Schüttel) Schwaab. APEA. Encadrer et soutenir les mandataires privés
- 15.3301 n Ip.**
(Schneider Schüttel) Jans. Présentation des comptes. Quelles dispositions s'appliquent aux centrales nucléaires suisses?
- 15.3669 n Mo.**
(Schneider Schüttel) Ruiz Rebecca. Améliorer la protection contre les congés signifiés notamment aux personnes âgées et aux familles
- 14.4118 n Po.**
Schneider-Schneiter. Promotion des exportations et du commerce des PME avec la Chine
- 14.4250 n Po.**
Schneider-Schneiter. Protéger le droit international et la démocratie directe. Pour davantage de clarté lors des votations populaires
- 15.3847 n Mo.**
Schneider-Schneiter. Marché suisse du travail. Sommes-nous armés pour faire face aux mutations de demain?
- 15.4089 n Mo.**
Schneider-Schneiter. Pour un enregistrement de la durée du travail dans l'esprit du temps
- * **16.3056 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Mettre en oeuvre des projets rouriers appropriés, comme le second tube au Saint-Gothard, sous forme de partenariat public-privé, et empêcher que les autres projets ne prennent du retard
- * **16.3272 n Ip.**
Schneider-Schneiter. Fintech: un défi pour la Suisse
- * **16.3452 n Mo.**
Schneider-Schneiter. Frais d'itinérance: maintenant ça suffit!
- * **16.3499 n Mo.**
Schneider-Schneiter. Groupe de travail pour le libre-échange numérique afin de lutter contre le «géoblocage»
- 15.3044 n Mo.**
Schwaab. Si c'est gratuit, c'est vous le produit. Pour une indication correcte de la contre-prestation en cas de gratuité
- 15.3045 n Ip.**
Schwaab. L'accord TISA va-t-il imposer une protection de la sphère privée au rabais?
- 15.3159 n Ip.**
Schwaab. Annexes à l'accord TISA. Un danger pour le service public suisse?
- 15.3822 n Ip.**
Schwaab. Il faut rapidement corriger les défauts de jeunesse du nouvel abonnement de transports publics "Swiss Pass"
- 15.3859 n Ip.**
Schwaab. Accord TISA sur le commerce des services et aménagement du territoire
- 15.4098 n Ip.**
Schwaab. Les accords ACS/TISA et TTIP/TAFTA vont-ils restreindre l'accès aux médicaments bon marché, en particulier génériques?
- 15.4145 n Ip.**
Schwaab. TISA et ses annexes. Que négocie exactement le SECO?
- 16.3107 n Ip.**
Schwaab. TISA et les assurances sociales. Des exceptions sont-elles prévues?

- 16.3128 n Mo.**
Schwaab. Un plan national pour réduire la fracture numérique
- 16.3190 n Po.**
Schwaab. Analyse de la discrimination de genre en matière de prix à la consommation
- * **16.3324 n Ip.**
Schwaab. Panama Papers. Les soupçons de blanchiment sont-ils annoncés correctement et à temps au MROS?
- * **16.3328 n Mo.**
Schwaab. Panama Papers. Renforcer l'obligation d'annoncer en cas de soupçon de blanchiment
- * **16.3376 n Ip.**
Schwaab. Quel est l'impact de la politique de rémunération de la BSI sur sa débâcle?
- * **16.3448 n Po.**
Schwaab. Une étude du stress au travail dans les entreprises du service public
- * **16.3449 n Ip.**
Schwaab. Le Conseil fédéral a-t-il bien compris la portée du TTIP sur les standards européens?
- x **14.3604 n Ip.**
Schwander. Lignes d'accès à la NLFA Freiamt-lac de Zoug-Suisse centrale
- 14.3979 n Ip.**
Schwander. Vue d'ensemble de la RPT
- * **16.3475 n Mo.**
Schwander. Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Instaurer un système d'avocats de la première heure
- x **16.3101 n Ip.**
Seiler Graf. Vêtements de protection militaires et lasers de haute intensité envoyés en Egypte?
- * **16.3371 n Ip.**
Seiler Graf. Le réseau Uber est-il un employeur?
- * **16.3502 n Mo.**
Seiler Graf. Guerre civile yéménite. Arrêt immédiat de la livraison du matériel de guerre et de biens militaires spécifiques aux belligérants.
- * **16.3503 n Ip.**
Seiler Graf. Vols effectués en vertu d'autorisations diplomatiques
- * **16.3504 n Ip.**
Seiler Graf. Réduction des pertes alimentaires. Comment la Suisse respectera-t-elle ses engagements inscrits dans l'Agenda 2030?
- x **14.3370 n Mo.**
Semadeni. Protection des minorités nationales. Institution d'un groupe de travail
- 15.4005 n Po.**
Semadeni. Création d'un portail de réservation national gratuit et exonéré de commissions
- 15.4117 n Po.**
Semadeni. Vive le romanche et l'italien!
- x **16.3179 n Ip.**
Semadeni. L'hôtellerie saisonnière doit être renforcée
- x **16.3180 n Ip.**
Semadeni. Glyphosate. Procédure européenne d'homologation lacunaire
- * **16.3388 n Mo.**
Sollberger. Pour une loi sur la réduction de la densité réglementaire et l'allègement de la charge administrative qui pèse sur les entreprises
- * **16.3392 n Mo.**
Sollberger. Base légale de la «poignée de main»
- * **16.3405 n Ip.**
Sollberger. Recherche agronomique suisse. Quelle utilité, quelle efficacité et quelle compétitivité?
- x **14.3656 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Lignes directrices de la Suisse concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme. Quelle politique et quels instruments pour leur mise en oeuvre?
- x **14.3657 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Drones à usage militaire. Pour le lancement par la Suisse d'une initiative internationale de régulation
- x **14.3658 n Po.**
Sommaruga Carlo. Rapport sur les conséquences et les mesures à prendre face aux plates-formes Internet d'échange de services, particulièrement dans le domaine du logement et du transport
- 15.3048 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Cohérence en matière de relations internationales bilatérales
- 15.3049 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Swissleaks. Indices de blanchiment massif d'argent par HSBC. Le Ministère public de la Confédération jauge et patauge
- 15.3361 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Coopération et exportations suisses en Israël pour la mise au point de drones militaires
- 15.3362 n Po.**
Sommaruga Carlo. Centre de Compétences droit pénal international au Ministère public de la Confédération. Bilan
- 15.3584 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Modèle économique de calcul de la variation du loyer en fonction des variations du taux de référence. Correction de l'ordonnance?
- 15.3585 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Soutien à l'opération humanitaire de sauvetage des migrants du MOAS en Méditerranée
- 15.3586 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Associations sportives internationales. Pour une claire séparation de l'activité idéale et de l'activité à but lucratif
- 15.3617 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Pour une transparence du calcul des hausses et des baisses de loyers
- 15.3852 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Pointe Dufour, Pointe Dunant, Rentyhorn

- 15.3858 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Traders avec siège en Suisse et financement d'organisations criminelles et terroristes. Que fait le Conseil fédéral?
- 15.4018 n Po.**
Sommaruga Carlo. Fédéralisme et démocratie en Iran. Tenue d'une conférence réunissant tous les peuples
- 15.4019 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Dispositif sonore permanent de protection des aveugles et des malvoyants dans l'espace public pour les véhicules silencieux
- 15.4058 n Po.**
Sommaruga Carlo. Comportement électoral des Suisses et Suissesses de l'étranger. Enquête statistique au niveau cantonal
- 15.4070 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Libre circulation des personnes et contrôle de la sous-enchère salariale. Promotion en Suisse de l'exemple genevois de commissions paritaires d'inspection
- 15.4165 n Po.**
Sommaruga Carlo. Mise en oeuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU par la cohérence des politiques
- * **16.3341 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Panama Papers. Quelle attitude de la Suisse à l'OCDE et au FMI et quelle stratégie pour amener les fraudeurs fiscaux à payer leur dû?
- * **16.3454 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Libéralisation des visas en faveur de la Turquie dans le respect des valeurs démocratiques
- * **16.3455 n Mo.**
Sommaruga Carlo. Asile: Pour des couloirs humanitaires
- * **16.3463 n Ip.**
Sommaruga Carlo. Accords bilatéraux de protection des investissements. Agenda du renouvellement ou d'une éventuelle suspension
- 15.3259 n Ip.**
Stahl. Commissions entre médecins
- * **16.3346 n Ip.**
Stahl. Candidature suisse aux Jeux olympiques d'hiver de 2026
- 14.4248 n Mo.**
Stamm. Dénonciation de la CEDH avec réadhesion immédiate assortie d'une réserve
- 16.3185 n Ip.**
Stamm. Répercussions pour la Suisse de l'entente entre l'UE et la Turquie
- x **14.3322 n Ip.**
Steiert. Médecine personnalisée. Conséquences sur le droit de ne pas être informé
- 14.3933 n Ip.**
Steiert. Les nouvelles thérapies contre l'hépatite C vont-elles faire exploser les coûts?
- 15.3338 n Ip.**
Steiert. Quelles mesures le Conseil fédéral prend-il pour mettre un terme aux publicités télévisées illicites de nature politique?
- 16.3204 n Ip.**
Steiert. Ecoles professionnelles supérieures. Suppression des subventions fédérales?
- 16.3217 n Ip.**
Steiert. Fin de la démocratie en Turquie. Que peut faire et que fait la Suisse?
- * **16.3526 n Mo.**
Steiert. Halte à la tromperie des consommateurs suisses. Pas de numéros de téléphone suisses permettant de simuler des activités économiques en Suisse
- x **16.3202 n Ip.**
Steinemann. Restructuration de la Police judiciaire fédérale/Fedpol
- * **16.3280 n Ip.**
Steinemann. Candidats à la naturalisation et habitants surveillés par le Service de renseignement de la Confédération
- * **16.3398 n Ip.**
Steinemann. Contrôle des voyages à l'étranger de personnes relevant de l'asile
- * **16.3467 n Mo.**
Steinemann. Élargir la liste des pays sûrs, dits «safe countries»
- * **16.3584 n Ip.**
Steinemann. Augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale et des coûts liés à cette dernière
- 15.3550 n Mo.**
(Stolz) Cassis. Franc fort. Annuler la deuxième étape de la hausse des émoluments de Swissmedic
- 15.3690 n Mo.**
(Stolz) Pezzatti. Ordonnance sur la surveillance de l'assurance-maladie. Pour une surveillance conforme à la loi et proportionnée
- * **16.3309 n Mo.**
Streiff. Lutter contre la discrimination linguistique des personnes handicapées
- 14.4217 n Mo.**
Thorens Goumaz. Exclure la viande aux hormones de nos états
- 15.3979 n Mo.**
Thorens Goumaz. Une plate-forme pour accompagner l'Industrie 4.0
- 15.4006 n Mo.**
Thorens Goumaz. Encourager la gestion des eaux intégrale par bassin versant
- x **16.3154 n Ip.**
Thorens Goumaz. Lutter enfin contre les pesticides toxiques pour l'environnement et les êtres humains
- * **16.3298 n Ip.**
Thorens Goumaz. Scandale Volkswagen. Dépôt d'une plainte ou d'une dénonciation pénale
- x **14.3522 n Mo.**
Tornare. Améliorer la compatibilité sociale du programme d'ajustement structurel du FMI en Ukraine
- x **14.3524 n Ip.**
Tornare. Situation délicate des ressortissants sri-lankais admis provisoirement en Suisse
- 14.3908 n Po.**
Tornare. Internet. Zéro tolérance envers l'intolérance

- 14.4056 n Ip.**
Tornare. Disparition de 43 étudiants au Mexique
- 15.3676 n Ip.**
Tornare. La pomme suisse en prend plein la poire!
- 15.3677 n Ip.**
Tornare. Données sur le recours au sexe tarifé en Suisse
- 15.3935 n Ip.**
Tornare. Dettes de la Grèce
- 15.3972 n Ip.**
Tornare. Le pôle TV de la RTS doit rester à Genève
- 15.4143 n Mo.**
Tornare. Mise en oeuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Observatoire indépendant
- 16.3139 n Ip.**
Tornare. Initiative dite "contre l'immigration de masse". Quels risques pour le paysage suisse de la formation et de la recherche?
- * **16.3323 n Ip.**
Tornare. Echange de billets de banque suisses d'anciennes séries: suppression du délai de 20 ans prévu à l'article 9, alinéa 3 LUMMP
- * **16.3430 n Ip.**
Tornare. Droits humains en Erythrée: une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies initiée par la Suisse?
- * **16.3486 n Ip.**
Tornare. Sahara occidental et Minurso: quel rôle joue la Suisse?
- * **16.3600 n Mo.**
Tornare. Situation en Erythrée: soutenir les efforts des Nations Unies
- * **16.3601 n Mo.**
Tornare. Agir en amont: baisser la quantité de sel dans notre alimentation
- x **14.3343 n Mo.**
(Trede) Arslan. Protection des minorités nationales. Institution d'un groupe de travail
- x **14.3344 n Po.**
(Trede) Graf Maya. Plus de déodorants contenant de l'aluminium
- x **14.3369 n Mo.**
(Trede) Glättli. Statistiques nationales sur la participation électorale selon divers critères sociodémographiques
- x **14.3603 n Po.**
(Trede) Graf Maya. Endiguer le gaspillage alimentaire
- 14.3932 n Ip.**
(Trede) Graf Maya. Modèles familiaux de la Confédération. Et maintenant?
- 14.3948 n Mo.**
(Trede) Fricker. Administration fédérale. 20 pour cent de postes à temps partiel pour les hommes d'ici à 2020
- 14.3949 n Mo.**
(Trede) Graf Maya. Allouer 50 millions de francs aux échanges linguistiques
- 14.4161 n Mo.**
(Trede) Arslan. Congé parental
- 14.4252 n Mo.**
(Trede) Arslan. Secrétariat d'Etat pour les questions familiales
- 15.3179 n Mo.**
(Trede) Mazzone. Jour férié national pour célébrer l'instauration du droit de vote des femmes
- 15.3734 n Mo.**
(Trede) Fricker. Enquête sur le congé de paternité en Suisse
- 15.3735 n Mo.**
(Trede) Graf Maya. Mise en valeur des invendus alimentaires
- 15.3736 n Mo.**
(Trede) Graf Maya. Interdiction d'importer des trophées de chasse
- x **14.3497 n Mo.**
Tschäppät. Encourager de manière efficace les recherches sur la provenance d'oeuvres d'art
- 14.3785 n Mo.**
Tschäppät. Commission fédérale pour les questions liées au vieillissement et aux relations entre les générations
- 14.4162 n Mo.**
(Tschümperlin) Graf-Litscher. Interruption de la planification du tunnel de Morschach
- 15.3247 n Ip.**
(Tschümperlin) Amarelle. Qu'en est-il de la stratégie du propriétaire de la RUAG?
- 15.3393 n Mo.**
(Tschümperlin) Amarelle. Objectifs stratégiques du Conseil fédéral. Prendre en compte le développement économique régional
- 15.3889 n Po.**
(van Singer) Mazzone. Assainissement énergétique des bâtiments. Quelles mesures pour se hâter un peu moins lentement?
- 14.4071 n Po.**
Vitali. Instaurer un système de bonus-malus dans le cadre de la RPT
- 14.4113 n Po.**
Vitali. Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Améliorer l'exécution
- * **16.3391 n Ip.**
Vitali. Compenswiss. Les règles de gouvernance sont-elles respectées?
- 14.4236 n Ip.**
Vogler. Tribunal fédéral. Renforcer le site de Lucerne
- 15.3111 n Po.**
Vogler. Renforcer la protection des investisseurs par des modifications pertinentes des lois existantes
- 15.3754 n Po.**
Vogler. Tribunal fédéral. Renforcer les compétences dans le domaine du droit fiscal
- x **15.4127 n Po.**
Vogler. Mieux coordonner l'aménagement du territoire et la planification des transports
- 15.4147 n Po.**
Vogler. Diversité des opinions et limites de la publicité dans le service public

- * **16.3533 n Ip.**
Vogler. Echange automatique de renseignements (EAR). Mise en œuvre
- * **16.3566 n Ip.**
Vogler. Conflit entre l'ISOS et d'autres intérêts publics importants
- 16.3043 n Ip.**
Vogt. Garantir la capacité d'action du Parlement et du Conseil fédéral. Mettre en oeuvre l'article 121a de la Constitution. Maintenir la jurisprudence Schubert
- x **14.3539 n Mo.**
von Siebenthal. Halte aux campagnes de prévention pornographiques de l'OFSP!
- x **14.3540 n Mo.**
von Siebenthal. Contributions à partir de 2015 pour les surfaces en pente dès 50 pour cent
- x **14.3541 n Mo.**
von Siebenthal. Mettre fin immédiatement à la campagne pornographique de l'OFSP
- N **14.3542 n Mo.**
von Siebenthal. Autoriser à nouveau la vente des animaux âgés de 121 jours ou plus sur les marchés publics
- x **14.3543 n Mo.**
von Siebenthal. Prescription de médicaments antipsychotiques. Obligation d'enregistrement
- x **14.3546 n Mo.**
von Siebenthal. Protection des troupeaux contre le lynx. Autoriser la détention individuelle de lamas
- 14.3826 n Mo.**
von Siebenthal. Lutter contre la discrimination religieuse au moyen de la politique de développement
- 14.3899 n Mo.**
von Siebenthal. Ne pas défavoriser les étables à stabulation entravée
- 14.3900 n Mo.**
von Siebenthal. Contributions aux améliorations structurelles. Abaisser le besoin de main-d'oeuvre minimal
- 15.3285 n Po.**
von Siebenthal. Transports de bois brut, y compris retours à vide. Suspension provisoire de la RPLP
- 15.3666 n Po.**
von Siebenthal. Accueillir des réfugiés chrétiens en provenance du Proche et Moyen-Orient et dont la vie ou l'intégrité corporelle est menacée
- x **16.3150 n Mo.**
von Siebenthal. Programmes éthologiques. Ne pas désavantager les exploitations à trois niveaux
- x **16.3151 n Ip.**
von Siebenthal. Rapports du DFAE avec le Hamas
- 16.3152 n Mo.**
von Siebenthal. Attention. Ce médicament a des effets secondaires
- * **16.3521 n Ip.**
von Siebenthal. Potentiel d'exploitation du bois indigène. Mise à profit et conséquences
- * **16.3522 n Ip.**
von Siebenthal. Augmentation du nombre de surfaces d'estivage abandonnées en raison de la présence du loup
- * **16.3523 n Ip.**
von Siebenthal. Les répercussions du bas prix du lait sur l'estivage
- x **14.3484 n Ip.**
(Voruz) Kiener Nellen. Le salut nazi est-il autorisé?
- * **16.3411 n Ip.**
Walliser. Entrave au commerce due à l'inégalité de traitement des véhicules dans le cadre des prescriptions sur les émissions de CO2
- x **14.3519 n Ip.**
Walter. Accord sur la prévention des obstacles techniques au commerce. Conséquences d'un accord institutionnel avec l'UE
- x **16.3133 n Ip.**
Walti Beat. Assistance administrative en matière fiscale. Demandes groupées
- * **16.3524 n Ip.**
Walti Beat. Titre suit
- 14.4206 n Ip.**
Wasserfallen. PME. Promouvoir la succession et la transmission d'entreprises
- 15.3513 n Mo.**
Wasserfallen. Réduction de la bureaucratie. Créer un guichet unique pour les entreprises
- 15.3618 n Po.**
Wasserfallen. Rapport sur le mandat de service public de la SSR. Effectuer une analyse selon le principe de subsidiarité
- 16.3212 n Mo.**
Wehrli. Entretien de l'enfant. Modification de l'article 277 CC afin de supprimer l'inégalité de traitement entre parents de jeunes en formation et parents de jeunes ne se formant pas
- 14.4199 n Mo.**
Weibel. Logiciels à source ouverte. Autoriser explicitement leur mise à libre disposition par la Confédération
- 15.3905 n Mo.**
Weibel. Rendre les placements dans les infrastructures plus attrayants pour les caisses de pension
- 15.4222 n Mo.**
Weibel. Franchises à option. Donner les bons signaux
- * **16.3512 n Ip.**
Weibel. Émissions d'azote. Coûts induits et potentiel d'économie
- * **16.3513 n Ip.**
Weibel. Assurer une gestion efficace de la liste des spécialités
- * **16.3514 n Po.**
Weibel. Détermination des prix des médicaments. Changer de système
- * **16.3515 n Po.**
Weibel. Acquisitions informatiques. Mettre en lumière les dépendances à l'égard des fournisseurs et les moyens de réduire les risques qu'elles induisent
- 14.3897 n Po.**
Wermuth. Prendre des mesures contre la "malédiction des matières premières"

15.3266 n Mo.

Wermuth. Programme national de recherche visant à établir le rôle joué par la Suisse dans les flux financiers déloyaux et illégaux

15.3640 n Ip.

Wermuth. Privilèges fiscaux des associations sportives internationales

* **16.3305 n Ip.**

Wermuth. Panama Papers. Accélérer l'identification des ayants droit économiques sur le plan international, instaurer la transparence, encourager l'échange de renseignements avec les centres financiers offshore

* **16.3471 n Po.**

Wermuth. Fédérations sportives internationales. Conséquences d'un changement de la forme juridique

14.4229 n Mo.

Wobmann. Avertisseurs de radars. Suppression de l'interdiction

15.3329 n Mo.

Wobmann. Restitution du produit des amendes

15.3732 n Mo.

Wobmann. Suppression de l'étiquette-énergie pour les voitures de tourisme

15.3733 n Mo.

Wobmann. Suppression de la taxe d'incitation sur les COV

* **16.3550 n Mo.**

Wobmann. Retirer leur titre de séjour aux personnes qui refusent de s'intégrer

* **16.3432 n Mo.**

Zuberbühler. Pour une répartition plus «équitable» des 200 sièges du Conseil national entre les cantons

Conseil des Etats

Motions adoptées par le Conseil national

N 09.3142 n Mo.

Conseil National. Renforcer la propriété, économiser l'énergie, diminuer la valeur locative(Groupe RL)

N 09.3354 n Mo.

Conseil National. Incitations à des rénovations complètes en vue de réduire les pertes énergétiques dans les propriétés privées (2)(CER-CN)

•x **10.3934 n Mo.**

Conseil National. Parité salariale. Mécanismes de contrôle((Simoneschi-Cortesi) Meier-Schatz)

N 11.3285 n Mo.

Conseil National. Bâtiments non utilisés dans les zones agricoles. Faciliter la réaffectation à des fins de logement ou pour l'agritourisme(Groupe C)

•x **11.3677 n Mo.**

Conseil National. Bases légales pour les achats tests d'alcool(Ingold)

N 11.3908 n Mo.

Conseil National. Plan coordonné de protection de tous les travailleurs contre la sous-enchère salariale(Barthasat)

N 12.3577 n Mo.

Conseil National. Programmes destinés à accroître l'efficacité énergétique. Prise en considération des emplois dans notre pays(Bourgeois)

N 12.3601 n Mo.

Conseil National. Prévoyance professionnelle. Rentes sûres préférables aux prestations en capital hasardeuses(Humbel)

N 12.3814 n Mo.

Conseil National. Mettre fin à la pénalité fiscale inhérente au pilier 3b. Imposer le rendement des avoirs lors de leur retrait et non les apports(Groupe RL)

•x **12.4155 n Mo.**

Conseil National. Assainissement des débits résiduels. La perte de production doit être minimale(Killer Hans)

N 12.4170 n Mo.

Conseil National. Prévenir l'utilisation abusive du capital de prévoyance plutôt que de limiter les possibilités de retrait(Groupe RL)

•x **13.3043 n Mo.**

Conseil National. Répression des fraudes. Mise en application de l'article 182 de la loi sur l'agriculture(Bourgeois)

N 13.3083 n Mo.

Conseil National. Sécurité du logement. Droit d'option irrévocable quant à la valeur locative(Egloff)

N 13.3213 n Mo.

Conseil National. Même financement pour les prestations en milieu hospitalier et les prestations ambulatoires(Groupe C)

•x **13.3740 n Mo.**

Conseil National. Principes visant à régler le problème des établissements dits "too big to fail"(Groupe V)

•x **13.3743 n Mo.**

Conseil National. Motion garantie bancaire. Séparation des activités bancaires(Groupe S)

•x **13.3790 n Mo.**

Conseil National. Simplifier les possibilités de parcage pour personnes à mobilité réduite(Gysi)

•x **13.3818 n Mo.**

Conseil National. Pour une admission simplifiée des véhicules à moteur et plus de sécurité routière(Darbelalay)

N 13.3868 n Mo.

Conseil National. Extension modérée des possibilités de remise des droits de douane et de l'impôt sur les importations(Noser)

N 13.3904 n Mo.

Conseil National. Economies d'énergie. Mêmes déductions fiscales pour les nouvelles constructions de remplacement que pour les assainissements de bâtiments existants((von Graffenried) Häsler)

N 13.4037 n Mo.

Conseil National. Se dire oui pour la vie sans bureaucratie((Caroni) Masshardt)

N 14.3022 n Mo.

Conseil National. Pornographie infantile. Interdiction des images d'enfants nus(Rickli Natalie)

- x **14.3135 n Mo.**
Conseil National. Sous-effectif inadmissible du Corps des gardes-frontière en Suisse orientale(Müller Walter)
 - x **14.3175 n Mo.**
Conseil National. Réduire le gaspillage alimentaire(Hausammann)
 - x **14.3219 n Mo.**
Conseil National. Retirer la demande d'adhésion à l'UE et dire les choses telles qu'elles sont(Reimann Lukas)
 - N **14.3310 n Mo.**
Conseil National. Elevage de bisons. A quand la fin de la discrimination?(Amaudruz)
 - x **14.3702 n Mo.**
Conseil National. Empêcher le mercenariat moderne((Schläfli) Glanzmann)
 - x **14.4098 n Mo.**
Conseil National. Politique agricole. Réduire significativement la charge administrative(Müller Walter)
 - x **14.4265 n Mo.**
Conseil National. Du lait frais suisse pour les soldats de notre armée(Brunner)
 - N **14.4307 n Mo.**
Conseil National. Preuve du respect de l'égalité salariale par les entreprises soumissionnaires dans les marchés publics(Moret)
 - x **15.3400 n Mo.**
Conseil National. Eviter la bureaucratie inutile grâce à l'analyse efficace des besoins et à l'évaluation des conséquences de la réglementation(Vogler)
 - x **15.3445 n Mo.**
Conseil National. Réduction de la bureaucratie. Faire analyser les coûts de la réglementation par un organe indépendant(Groupe RL)
 - x **15.3484 n Mo.**
Conseil National. Tragédie qui frappe les réfugiés en Méditerranée. Apporter une aide massive et immédiate sur place et créer des ouvertures dans la forteresse Europe(Groupe G)
 - N **15.3499 n Mo.**
Conseil National. Plan directeur Sécurisation de l'espace aérien(CPS-CN)
 - N **15.3551 n Mo.**
Conseil National. Allègement des procédures bureaucratiques. Relever le montant du droit de douane minimal(Noser)
 - x **15.3574 n Mo.**
Conseil National. Permis de conduire à l'essai. Pour des mesures proportionnées dans le cadre des infractions commises durant sa validité(Freysinger)
 - x **15.3603 n Mo.**
Conseil National. SSR. Instaurer la transparence des coûts et accroître l'efficacité des coûts(Wasserfallen)
 - x **15.3653 n Mo.**
Conseil National. Former les réfugiés pour une intégration durable sur le marché du travail(Munz)
Voir objet 15.2026 Pét. Session des jeunes 2015
 - N **15.3958 n Mo.**
Conseil National. Renforcer les sanctions pénales en Suisse contre le commerce illicite d'espèces menacées(Barazzone)
 - x **15.4032 n Mo.**
Conseil National. Rapport complet sur le service public. Tenir compte des interventions parlementaires(Rickli Natalie)
 - N **15.4114 n Mo.**
Conseil National. Des règles pertinentes pour l'étiquetage "sans OGM/sans génie génétique"(Bourgeois)
 - N **15.4150 n Mo.**
Conseil National. Pas de protection pour les criminels et les violeurs(Vitali)
 - x **16.3001 n Mo.**
Conseil National. Système de santé. Equilibrer l'offre de soins en différenciant la valeur du point tarifaire(CSSS-CN (12.308))
 - N **16.3002 n Mo.**
Conseil National. Unifier l'exécution des peines des criminels dangereux(CAJ-CN)
Voir objet 13.2036 Pét. Reform 91, Peter Zimmermann
 - N **16.3006 n Mo.**
Conseil National. Pour enfin introduire l'imposition individuelle en Suisse(CdF-CN)
- Interventions des commissions**
- x* **16.3267 é Po.**
CTT-CE. Evaluation du programme Via sicura
 - * **16.3351 é Po.**
CTT-CE. Réduction de l'assujettissement des entreprises touristiques de transport à la loi sur la durée du travail
Voir objet 15.037 OCF
 - * **16.3431 é Mo.**
CER-CE. Pas de TVA sur les prestations subventionnées
Voir objet 15.025 OCF
 - x* **16.3263 é Po.**
CAJ-CE. Protection du secret professionnel des juristes d'entreprise
- Interventions des députés**
- x **16.3083 é Ip.**
Abate. Accès au marché italien pour les fournisseurs suisses de services financiers. Où en sommes-nous?
 - x **16.3143 é Po.**
Abate. Limiter le nombre d'interventions parlementaires!
 - x **16.3147 é Ip.**
Berberat. Améliorer la connaissance des langues nationales au travers d'activités existantes
 - 15.3218 é Mo.**
Bischof. Détention à titre de loisir de petits animaux en zone agricole
 - E **16.3044 é Mo.**
Bischof. Eliminer la pénalisation fiscale due au mariage
 - 16.3224 é Ip.**
Bischof. Garantie de la flotte maritime suisse

- * **16.3559** é Ip.
Bischof. Structure tarifaire Tarmed. Que compte faire le Conseil fédéral?
- 15.4157** é Mo.
Bischofberger. Assurance obligatoire des soins. Adapter le montant des franchises à l'évolution des coûts
- E **16.3142** é Mo.
Caroni. Droit pénal des mineurs. Comblent une lacune en matière de sécurité
- * **16.3394** é Ip.
Dittli. Collaboration avec la Principauté de Liechtenstein dans le domaine de la sécurité
- * **16.3561** é Ip.
Dittli. Élargissement de la clause de défense mutuelle de l'OTAN aux cyberattaques. Et la Suisse?
- * **16.3428** é Ip.
Eberle. Réexamen des prix des médicaments. Prend-on en compte l'évolution contraire des prix selon le segment tarifaire?
- x **16.3051** é Po.
Eder. Abandon des raccordements téléphoniques analogiques. Incidences sur les téléphones installés dans les ascenseurs et sur les autres systèmes d'alarme Voir objet 16.3058 Po. Egloff
- x **16.3060** é Ip.
Eder. Assurance de base. Garantir le traitement des maladies psychiques
- 15.4259** é Mo.
Ettlin Erich. FAIF. Charges administratives excessives pour les propriétaires de véhicules d'entreprise
- 15.3629** é Mo.
Fetz. Coût de l'exécution des peines et des mesures. Instaurer le principe du domicile
- x **16.3229** é Ip.
Fetz. Centrale nucléaire de Fessenheim. Les copropriétaires suisses doivent prendre leurs responsabilités
- x **16.3230** é Ip.
Fetz. Difficultés financières des groupes nucléaires. La faute à la RPC ou à des décisions stratégiques?
- * **16.3560** é Ip.
Fetz. Coût des accidents à la charge de l'assurance obligatoire des soins
- E **16.3146** é Mo.
Föhn. Garantir le programme "Jeunesse et Sport" Voir objet 16.3149 Mo. Lohr
- * **16.3489** é Mo.
Föhn. Sauvegarder les compétences dans l'administration fédérale Voir objet 16.3399 Mo. Bigler
- x **15.3209** é Mo.
Fournier. Permettre aux banques de dresser l'état des fonds propres d'après les normes Swiss GAAP RPC pour les engagements résultant des caisses de pension
- * **16.3493** é Ip.
Français. Marchés publics: Les prestations de service, mais à quel prix?
- 15.4265** é Mo.
Germann. Des bâtiments à énergie positive plutôt que 80 pour cent de déperdition d'énergie
- E **16.3038** é Mo.
Häberli-Koller. Faciliter la construction et la modification de stations de transformation et d'autres installations électriques
- * **16.3459** é Ip.
Häberli-Koller. Élimination du goulet d'étranglement entre Kleinandelfingen et l'échangeur de Winterthur-Nord
- x **16.3097** é Ip.
Hêche. Élimination des déchets d'amiante. Peut-on se satisfaire de la solution actuelle?
- x **16.3231** é Ip.
Hêche. Politique de la Confédération pour les espaces ruraux et les régions de montagne. Quelle participation de Swisscom, les CFF, La Poste et RUAG?
- * **16.3460** é Po.
Hêche. Pour une participation renforcée des entreprises fédérales en faveur du développement des régions de montagne et des espaces ruraux
- 16.3225** é Mo.
Hegglin Peter. Instaurer un âge AVS de référence et le lier à l'espérance de vie moyenne
- E **16.3037** é Mo.
Janiak. Secret de fonction et coopération entre les autorités. Révision de l'article 320 chiffre 2 CP
- x **16.3054** é Ip.
Janiak. Centrale nucléaire de Fessenheim. Comment le Conseil fédéral compte-t-il protéger la population du nord-ouest de la Suisse contre de nouveaux accidents?
- * **16.3488** é Ip.
Janiak. Contournement de l'interdiction de cabotage à l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse-Freiburg
- E **16.3053** é Mo.
Jositsch. Dépistage des drogues au sein de l'armée
- x **16.3075** é Po.
Jositsch. Pédophilie. Projet de prévention du type "Ne pas passer à l'acte" en Suisse Voir objet 16.3076 Po. Rickli Natalie
- x **16.3094** é Ip.
Keller-Sutter. Liaisons du trafic longue distance. Hasard ou planification?
- 15.4156** é Po.
Kuprecht. Expansion de l'entreprise Swisscom, qui est liée à la Confédération, dans de nouveaux secteurs d'activité
- * **16.3427** é Ip.
Kuprecht. Financement hospitalier: comparaison entre hôpitaux. Retard injustifiable du Conseil fédéral dans l'exécution de l'art. 49, al. 8, LAMal
- * **16.3487** é Mo.
Kuprecht. Tarifs des analyses de laboratoire. Modifier une pratique contestable qui entrave l'innovation et introduire la liberté de contracter
- 15.4264** é Mo.
Lombardi. Programme de stabilisation 2017-2019. Renoncer aux coupes qui grèveraient le budget de Swis-sinfo
- * **16.3562** é Ip.
Lombardi. Titre suit

- x **16.3148 é Ip.**
Maury Pasquier. Personnes intersexuées. L'interlude a assez duré
- * **16.3494 é Mo.**
Maury Pasquier. Primes pour l'assurance maladie obligatoire: pas plus que 10 pour cent du budget du ménage!
- 16.3036 é Mo.**
Minder. Coopération au développement. Privilégier les pays avec une grande proportion de migrants arrivés en Suisse
- * **16.3426 é Mo.**
Minder. Encouragement de l'innovation. Allouer les fonds aux PME suisses plutôt qu'aux grands groupes internationaux
- * **16.3354 é Ip.**
Müller Damian. La loi sur l'approvisionnement en gaz est-elle sur les rails?
- x **16.3039 é Ip.**
Müller Philipp. Erythrée. La Suisse est-elle au fait de la situation sur place?
- * **16.3395 é Mo.**
Müller Philipp. Augmenter la participation de la Confédération aux coûts du domaine de l'asile
- x **15.3534 é Mo.**
Niederberger. Permettre une régulation adéquate des populations de cygnes tuberculés
Voir objet 16.2000 Pét. Fellay Mélanie et 4 associations de protection des animaux
- x **16.3052 é Ip.**
Noser. Organes d'exécution des caisses de chômage. Exploitation économique des applications informatiques
- E **16.3227 é Mo.**
Noser. Supprimer l'obligation des cours pour les détenteurs de chiens
- 16.3228 é Mo.**
Noser. La Confédération ne doit plus être l'actionnaire majoritaire de Swisscom
Voir objet 16.3157 Mo. Rickli Natalie
- x **16.3095 é Ip.**
Rechsteiner Paul. Liaisons ferroviaires dans la vallée du Rhin
- x **16.3144 é Ip.**
Rechsteiner Paul. Encourager la naturalisation des secondos
- x **16.3145 é Ip.**
Rechsteiner Paul. Conférence nationale. Intégration des réfugiés dans la société et sur le marché du travail
- x **16.3226 é Ip.**
Rechsteiner Paul. Bradage des centrales hydrauliques suisses?
- * **16.3421 é Ip.**
Rechsteiner Paul. Taux d'intérêt négatifs, investissements et programmes d'économies
- x **16.3141 é Ip.**
Rieder. Engagements de polices étrangères. Fedpol plaisante-t-elle avec la souveraineté de notre pays?
- * **16.3458 é Mo.**
Rieder. Réaffectation d'établissements d'hébergement organisés: pas de demi-mesure!
- * **16.3491 é Ip.**
Savary. Accord TTIP. Quid des AOP-IGP?
- * **16.3492 é Ip.**
Savary. Agroscope. Quel avenir?
- * **16.3563 é Ip.**
Savary. L'indépendance des médias menacée?
- x **16.3061 é Po.**
Seydoux. Sauver la race de chevaux franches-montagnes et le savoir-faire des éleveurs
- x **16.3082 é Ip.**
Seydoux. Interprétation extensive, voire excessive, de l'article 30 alinéa 1bis OAT par l'Office fédéral du développement territorial
- x **16.3098 é Po.**
Seydoux. Une stratégie valeur ajoutée en plus d'une stratégie qualité
- * **16.3490 é Ip.**
Stöckli. Recul de la liberté de la presse en Suisse et dans le monde?
- x **16.3080 é Po.**
Vonlanthen. Création du marché unique numérique européen. Conséquences pour la Suisse
- x **16.3081 é Ip.**
Vonlanthen. Les entreprises suisses désavantagées par le franc fort lors de l'attribution de marchés publics
- x **16.3096 é Ip.**
Vonlanthen. Cargo sous terrain. La mise en place minutieuse du projet du siècle
- * **16.3457 é Mo.**
Vonlanthen. Supprimer l'obligation de rechercher une occupation provisoire en cas de réduction de l'horaire de travail
- 15.3892 é Mo.**
Zanetti Roberto. Postfinance. Déréguler la place financière en abrogeant des interdictions d'accès au marché

Pétitions

431/15.2012

60 Organisationen der Klima-Allianz Schweiz, vertreten durch WWF und Alliance Sud. Pour une politique climatique équitable

E 432/14.2023 é

ACAT-Suisse. Signature et ratification de la Charte sociale européenne

* 433/16.2011

Baier Peter. Mesures supplémentaires pour promouvoir l'intégration des réfugiés et demandeurs d'asile

E 434/14.2025 é

Baumann Robert. Impartialité des autorités judiciaires

•x 435/15.2020 n

Bloch Jean-Jacques. Actualisation des dénominations relatives aux religions

- 436/15.2044**
Bündnis für sinnvolle Gesetzgebung c/o R. Merki. Initiative populaire « Pour une interdiction de se couvrir le visage » Examen de la nullité pour cause de non-respect du principe de l'unité de la matière
- 437/14.2015**
Chabin Anna. Non à un assouplissement de l'ordonnance sur l'exportation du matériel de guerre
- 438/14.2032**
Dachorganisation der Frauenhäuser der Schweiz und Liechtenstein. Pour des mesures de lutte contre la violence domestique
- NE 490/12.2042 n**
Droit sans frontières, c/o Alliance Sud. Des règles contraignantes pour les multinationales suisses
- 493/15.2031**
Fédération Suisse de Betteraviers. Sauvons le sucre suisse
- 439/16.2000**
Fellay Mélanie et 4 associations de protection des animaux. Contre la régulation des populations de cygnes tuberculés en Suisse
- N 440/12.2018 n**
Fischer Eugen. Pour la création d'un troisième sexe. Intersexualité
- 441/13.2034**
Fischer Eugen. Protection du patrimoine suisse. Dissolution
- 442/14.2004 n**
Fischer Eugen. Déclarer la part du travail des enfants dans la fabrication de produits et la fourniture de services
- 443/16.2001**
Fischer Eugen. Pour une obligation de s'intégrer
- E 444/15.2004 é**
Flüeler Meinrad. Héritage anticipé pour tous les trente-naires - une nouveauté mondiale!
- x 445/15.2022 é**
Flüeler Meinrad. Pour une nouvelle autoroute nord-sud. Non à la construction d'un second tube au Saint-Gothard
- * 446/16.2009**
Fondation SOS Chats. Pour la stérilisation et la castration obligatoires des chats en Suisse
- * 447/16.2008**
Grand Conseil genevois. Dénoncer l'industrie des prélèvements forcés d'organes en Chine
- 449/16.2004**
Greenpeace, AefU, SKS, FRC. Interdire le glyphosate - maintenant!
- 450/15.2035**
Groupe SAM. Amélioration de la situation des producteurs de lait
- x 451/13.2024**
Hammer Fritz. Pour renforcer les droits populaires, la Suisse s'affranchit du droit international
- x* 452/16.2010 é**
Heinzelmann Regula. Soumettre au référendum obligatoire l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie
- x 453/14.2018 é**
Jaiza Marco P.. Article 261bis CP. Rendre le salut hitlérien punissable
- E 454/14.2027 é**
Jaiza Marco P.. Vente des réserves d'or pour financer l'aide sociale
- N 455/15.2042 n**
Jaiza Marco P.. Pour une meilleure application du droit au logement
- 468/15.2033**
Juso, Suisse. Plus de droits pour les apprentis
- x 469/15.2016**
Klasse 3-4 e Gäbelbach. Pour l'interdiction des gifles
- E 470/15.2018 é**
Komitee « Gegen den SwissPass-Zwang » c/o Walter Wobmann. Contre les contraintes liées au Swiss Pass
- 471/16.2003**
Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen. Pour un cadre législatif national dans le domaine de l'aide sociale
- N 448/15.2011**
Les Verts genevois, valaisans et vaudois. Stop au transport de chlore. Pour protéger la population et permettre la construction de logements
- 472/15.2037**
Madörin Bernhard. Garantie d'une modification de la Constitution du canton de Bâle-Ville
- 473/15.2023**
Märki Thomas, Parti Suisse pour les animaux. Interdire l'importation de produits fabriqués avec de la fourrure d'animaux ayant subi de mauvais traitements
- 474/15.2043**
Menschenrechtsgruppe Zwischengeschlecht. Interdire les mutilations génitales frappant les personnes intersexuées
- 475/14.2005**
Merminod Yves. Réforme du gouvernement. Augmentation du nombre de conseillers fédéraux
- 476/13.2037**
Müller Edgar. Pas de versements en capital dans le cadre du 2e pilier
- E 477/14.2026 é**
Müller Edgar. Etablir à la naissance le profil ADN de chaque individu
- E 478/15.2003 é**
Müller Edgar. Indexation des salaires en fonction de la conjoncture économique
- 479/15.2007**
Müller Edgar. Réintroduction d'examen d'entrée aux Ecoles polytechniques fédérales
- 480/15.2010**
Müller Edgar. Adaptation de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension

- 481/15.2021**
Müller Edgar. Faire de la loi sur les forêts une loi sur le paysage naturel
- 482/15.2041**
Müller Edgar. Législation fédérale unifiée sur l'imagerie médicale
- 483/16.2002**
Müller Edgar. Nouvelles communications ferroviaires et autoroutières en Suisse romande
- E **484/15.2017 é**
Müller-Rüegg Clemens. Modification de la loi sur le contrat d'assurance. Réglementation du pilier 3a
- 485/15.2040**
Opacic Aleksandar. Inscrire la notion de torture psychologique dans le code pénal
- E **486/14.2000 é**
Pharm!action. Introduire le tiers payant dans l'assurance maladie obligatoire
- 487/14.2030**
Pharm!action. Le pharmacien, spécialiste du médicament et garde-fou de l'automédication
- 488/14.2024**
Pro Solar, WWF Suisse, Greenpeace Suisse. Pour une taxe sur le courant sale
- 489/15.2030**
Procap et AGILE.CH. Participation politique des personnes handicapées
- 491/16.2007**
Romer Jakob. Financement des soins: Suppression des systèmes actuels d'analyse des besoins et des diagnostics
- E **492/15.2008 é**
Schiesser Jacques. Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte. Réexamen des procédures et des compétences
- N **456/13.2044 n**
Session des jeunes 2011. Taxe d'incitation sur les énergies non renouvelables
- E **457/12.2070 é**
Session des jeunes 2012. Vieillesse de la population et AVS
- N **458/12.2075 n**
Session des jeunes 2012. Sortie du nucléaire et énergies renouvelables
- N **459/13.2061 n**
Session des jeunes 2013. Conventions Collectives de Travail pour tous les employés
- E **460/13.2064 é**
Session des jeunes 2013. Égalité entre le service civil et militaire
- E **461/14.2034 é**
Session des jeunes 2014. Complément d'article 261bis CP à propos de la discrimination raciale
- N **462/14.2036**
Session des jeunes 2014. Valorisation des entreprises qui soutiennent une politique familiale
- 463/15.2024**
Session des jeunes 2015. Chauffer avec l'avenir
- x **464/15.2025 n**
Session des jeunes 2015. Plus de marchandises sur le rail
- E **465/15.2026**
Session des jeunes 2015. Normes minimales concernant la formation et le suivi des jeunes issu-e-s de l'immigration
- 466/15.2027**
Session des jeunes 2015. Précision de la loi sur le génie génétique
- 467/15.2029**
Session des jeunes 2015. Transparence des dispositions de protection des données dans les conditions générales de vente
- x **494/15.2036 é**
sifa-Sicherheit für alle. Reconnaissons à protéger nos frontières
- x **495/15.2015**
Stucki-Barak Irene. Protection contre le stalking et les rayons
- 496/15.2038**
Verein 50plus outln work Schweiz. Pour en finir avec la discrimination liée à l'âge sur le marché du travail
- 497/15.2039**
Verein 50plus outln work Schweiz. Pour que la LPP ne désavantage plus les personnes plus âgées
- 498/15.2034**
Verein Tier-im-Fokus. Pas de millions provenant de nos impôts pour Proviande
- E **499/14.2031**
von Almen Christian. Protection des biens reconnus par l'UNESCO. Limitation des vols de plaisir
- N **500/15.2013 n**
Vonesch Xaver. Améliorer la conduite au sein des communautés de propriétaires d'étages
- 501/16.2005**
Vonesch Xaver. Suppression du principe de l'unité de la matière
- 502/16.2006**
Vonesch Xaver. Projets concernant la répartition des compétences entre le peuple et des autorités. Représentation des intérêts du peuple par une autorité de conseil
- E **503/13.2047 é**
Wäfler Urs. Suppression du numerus clausus pour les études de médecine
- 504/14.2033**
WWF Schweiz. Stopper le gaspillage alimentaire

Objets du parlement

Divers

x 1/16.005 *én* Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2015

Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2015. Rapport du 29 avril 2016 de la Délégation de surveillance de la NLFA des Chambres fédérales à l'attention des Commissions des finances, des Commissions de gestion et des Commissions des transports et des télécommunications

CN/CE *Commission des finances*

30.05.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 2/16.010 *én* Délégation AELE/Parlement européen. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

30.05.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 3/16.011 *én* Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

30.05.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 4/16.012 *én* Délégation parlementaire auprès du Conseil de l'Europe. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

30.05.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 5/16.013 *én* Délégation auprès de l'Union interparlementaire. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 6/16.014 *én* Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Rapport

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 7/16.015 *én* Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Rapport

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

14.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 8/16.020 *én* Activités des délégations non permanentes instituées par les Commissions de politique extérieure. Rapport de la 49^e législature

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

x 9/16.021 *én* Activités des délégations permanentes chargées des relations avec les parlements des Etats limitrophes. Rapport de la 49^{ème} législature

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

Chambres réunies

x 10/16.200 *cr* Tribunal pénal fédéral. Election de deux juges ordinaires

V *Commission judiciaire*

15.06.2016 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Stefan Heimgartner, originaire de Zurich, Docteur en droit, domicilié à Zurich Martin Stupf, originaire de Mund (VS), licence de droit, LL.M, domicilié à Berne

x 11/16.202 *cr* Tribunal pénal fédéral. Election de deux juges suppléants

V *Commission judiciaire*

15.06.2016 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Andrea Blum, originaire de Lucerne, avocate, domiciliée à Lucerne; Bertrand Perrin, originaire de Tramelan (BE), docteur en droit, domicilié à La Neuveville

12/16.205 *cr* Tribunal fédéral. Election de deux juges ordinaires

V *Commission judiciaire*

x 13/16.206 *cr* Tribunal administratif fédéral. Présidence et vice-présidence 2017-2018

V *Commission judiciaire*

15.06.2016 Assemblée fédérale (Chambres réunies). Président 2017-2018: Jean-Luc Baechler, Viceprésidente 2017-2018: Marianne Ryter

14/16.207 *cr* Tribunal fédéral. Election d'un juge suppléant

V *Commission judiciaire*

Objets du Conseil fédéral

Département des affaires étrangères

15/15.085 é Protocole facultatif de 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant. Approbation

Message du 11 décembre 2015 portant approbation du Protocole facultatif du 19 décembre 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 établissant une procédure de présentation de communications (FF 2016 179)

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (FF 2016 207)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Arrêté fédéral portant approbation du Protocole facultatif du 19 décembre 2011 à la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 établissant une procédure de présentation de communications (FF 2016 205)

16/16.022 n Coopération internationale 2017-2020. Continuation

Message du 17 février 2016 sur la coopération internationale 2017-2020 (FF 2016 2179)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral concernant la continuation du financement de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement ainsi que du financement de l'aide humanitaire internationale de la Confédération pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 2635)

02.06.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral concernant la continuation du financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 2637)

02.06.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

3. Arrêté fédéral concernant la continuation du financement de la coopération à la transition dans les Etats d'Europe de l'Est pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 2639)

02.06.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

4. Arrêté fédéral concernant la continuation du financement de mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 2641)

02.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

5. Loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est (FF 2016 2643)

02.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

17/16.024 n FIPOI. Aides financières pour l'ONUG, l'OMS et l'OIT

Message du 24 février 2016 relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) de trois prêts destinés au financement de la rénovation du Palais des Nations, siège de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), la construction d'un nouveau bâtiment pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la rénovation du bâtiment de siège de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève (FF 2016)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) d'un prêt destiné au financement de la rénovation du Palais des Nations, siège de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) (FF 2016 1397)

15.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) d'un prêt destiné au financement de la construction d'un nouveau bâtiment pour l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève (FF 2016 1399)

15.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

3. Arrêté fédéral relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) d'un prêt destiné au financement de la rénovation du bâtiment de siège de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève (FF 2016 1401)

15.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

18/16.030 n Protocole au traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement et de ses annexes I à V. Approbation

Message du 4 mars 2016 concernant l'approbation et la mise en oeuvre du protocole au traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement et de ses annexes 1 à V (FF 2016 1983)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre du protocole au traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement et de ses annexes I à V (FF 2016 2007)

19/16.036 é FIPOI. Aide financière au CICR à Genève

Message du 20 avril 2016 relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) d'un prêt destiné au financement de la rénovation du bâtiment de siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève (FF 2016 3851)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral relatif à l'octroi à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) d'un prêt destiné au financement de la rénovation du bâtiment de siège du

Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève (FF 2016 3877)

20/16.047 é Traités internationaux conclus en 2015. Rapport

Rapport du 25 mai 2016 sur les traités internationaux conclus en 2015

CN/CE *Commission de politique extérieure*

Département de l'intérieur

21/11.030 é 6e révision de l'AI. Deuxième volet

Message du 11 mai 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, du deuxième volet) (FF 2011 5301)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

3. Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (6e révision de l'AI, deuxième volet) (Projet de la CSSS-N du 11.10.2012)

12.12.2012 Conseil national. Entrer en matière et renvoi à la commission.

22/14.088 é Prévoyance vieillesse 2020. Réforme

Message du 19 novembre 2014 concernant la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 (FF 2015 1)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 16.3350 Mo. CSSS-CN

1. Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 (FF 2015 243)

14.09.2015 Conseil des Etats. Début du traitement

15.09.2015 Conseil des Etats. Suite

16.09.2015 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (FF 2015 283)

14.09.2015 Conseil des Etats. Début du traitement

15.09.2015 Conseil des Etats. Suite

16.09.2015 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

23/14.098 n LPC. Montants maximaux pris en compte au titre du loyer

Message du 17 décembre 2014 relatif à la modification de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC) (Montants maximaux pris en compte au titre du loyer) (FF 2015 805)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC) (Montants maximaux pris en compte au titre du loyer) (FF 2015 833)

22.09.2015 Conseil national. Renvoi à la commission.

24/15.075 é Loi sur les produits du tabac

Message du 11 novembre 2015 concernant la loi fédérale sur les produits du tabac (LPTab) (FF 2015 8557)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur les produits du tabac (LPTab) (FF 2015 8645)

09.06.2016 Conseil des Etats. Début du traitement

14.06.2016 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral.

25/15.077 é Loi sur les professions de la santé

Message du 18 novembre 2015 concernant la loi fédérale sur les professions de la santé (FF 2015 7925)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur les professions de la santé (LPSan) (FF 2015 7989)

02.03.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

07.06.2016 Conseil national. Divergences.

2. Arrêté fédéral sur les aides financières allouées pour quatre ans en vue de promouvoir l'efficacité dans le domaine des soins médicaux de base, en particulier l'interprofessionnalité

07.06.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

26/15.078 é LAMal. Dispositions à caractère international

Message du 18 novembre 2015 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Adaptation de dispositions à caractère international) (FF 2016 1)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Adaptation de dispositions à caractère international) (FF 2016 21)

16.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

27/15.083 é LAMal. Renforcement de la qualité et de l'économie

Message du 4 décembre 2015 concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Renforcement de la qualité et de l'économie) (FF 2016 217)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Renforcement de la qualité et de l'économie) (FF 2016 265)

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

2. Arrêté fédéral sur le crédit global pour la rémunération et les aides financières pour le renforcement de la qualité et de l'économie dans l'assurance obligatoire des soins pour les années 2018 à 2021 (FF 2016 269)

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

28/15.084 é Protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS). Loi

Message du 11 décembre 2015 concernant la loi fédérale sur la protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS) (FF 2016 379)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur la protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS) (FF 2016 431)

16.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

x 29/15.086 n Essais thérapeutiques. Classement

Rapport du 11 décembre 2015 consécutif à la motion 11.3001; Essais thérapeutiques

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

14.04.2016 CSEC-CN. Pris acte du rapport.

03.05.2016 CSEC-CE. Pris acte du rapport.

Voir objet 11.3001 Mo. CSEC-CN (09.079)

30/15.087 n Loi sur les fonds de compensation

Message du 18 décembre 2015 relatif à la loi fédérale sur l'établissement chargé de l'administration des fonds de compensation de l'AVS, de l'AI et du régime des APG (FF 2016 271)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Loi fédérale sur l'établissement chargé de l'administration des fonds de compensation de l'AVS, de l'AI et du régime des APG (Loi sur les fonds de compensation) (FF 2016 313)

31/16.018 é Sécurité sociale. Convention avec la République populaire de Chine

Message du 3 février 2016 concernant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la Confédération suisse et le gouvernement de la république populaire de Chine (FF 2016 1159)

Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement de la République populaire de Chine (FF 2016 1171)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

1. Arrêté fédéral portant approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la Confédération suisse et le Gouvernement de la République populaire de Chine (FF 2016 1169)

16.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

Département de justice et police

32/08.011 é CO. Droit de la société anonyme et droit comptable

Message du 21 décembre 2007 concernant la révision du code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable;

adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce) (FF 2008 1407)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 08.080 OCF

Voir objet 10.443 Iv.pa. CAJ-CE

1. Code des obligations (Droit de la société anonyme et droit comptable; adaptation des droits de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société à responsabilité limitée, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce) (FF 2008 1571)

11.06.2009 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

01.06.2012 Conseil national. L'examen du projet 1 (droit de la société anonyme) est suspendu jusqu'à ce que le peuple et les cantons se soient prononcés sur l'initiative populaire « Contre les rémunérations abusives » ou jusqu'à un éventuel retrait de cette initiative (cf. art. 87, al. 3, LParl).

27.09.2012 Conseil des Etats. Adhésion.

10.06.2013 Conseil national. Entrer en matière et renvoi au Conseil fédéral.

18.06.2013 Conseil des Etats. Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

x 33/11.011 n Devoirs et droits des employés exerçant une activité de conseil juridique ou de représentation en justice. Assimilation aux avocats indépendants. Classement

Rapport du 4 juin 2010 concernant le classement de la motion 07.3281 de la Commission des affaires juridiques du Conseil national (FF 2010 3731)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

15.12.2011 Conseil national. Le traitement de ce rapport est suspendu jusqu'à ce que le Conseil fédéral soumette au Parlement le projet annoncé de loi sur la protection de la souveraineté (cf. art. 87 al. 3 LParl).

14.03.2012 Conseil des Etats. La décision du Conseil national de suspendre le traitement est rejetée.

01.06.2012 Conseil national. Maintenir (= Le traitement de ce rapport est suspendu).

14.12.2015 Conseil national. Pris acte du rapport.

14.12.2015 Conseil national. La motion 07.3281 est classée.

16.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

16.06.2016 Conseil des Etats. La motion 07.3281 est classée.

34/12.057 n Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information

Message du 23 mai 2012 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) no 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle (Développement de l'acquis de Schengen et de l'acquis «Dublin/Eurodac») (FF 2012 5417)

Message additionnel du 6 juillet 2016 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) no 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 1077/2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle (Développement de l'acquis de Schengen et de l'acquis «Dublin/Eurodac») (FF 2012 5437)

10.09.2012 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

11.12.2012 Conseil des Etats. Adhésion.

35/13.018 n Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral

CN *Commission de la politique de sécurité*

10.06.2013 Conseil national. Pris acte du rapport.

36/13.030 é Loi sur les étrangers. Modification. Intégration

Message du 8 mars 2013 relatif à la modification de la loi sur les étrangers (Intégration) (FF 2013 2131)

Message additionnel du 4 mars 2016 concernant la modification de la loi fédérale sur les étrangers (Intégration) (FF 2016 2665)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) (Intégration) (FF 2013 2179)

11.12.2013 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

12.03.2014 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

02.06.2014 Conseil des Etats. Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

37/13.075 é Loi sur le Tribunal fédéral. Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale

Message du 4 septembre 2013 concernant la modification de la loi sur le Tribunal fédéral (Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale) (FF 2013 6375)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi sur le Tribunal fédéral (LTF) (FF 2013 6391)

10.12.2014 Conseil des Etats. Entrer en matière; Renvoi au Conseil fédéral.

05.05.2015 Conseil national. Adhésion (= renvoi au Conseil fédéral).

38/13.094 é CO. Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur

Message du 20 novembre 2013 sur la révision partielle du code des obligations (Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur) (FF 2013 8547)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code des obligations (Protection en cas de signalement d'irrégularités par le travailleur) (FF 2013 8613)

22.09.2014 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

05.05.2015 Conseil national. Entrée en matière et renvoi au Conseil fédéral.

10.09.2015 Conseil des Etats. Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

39/13.100 n CO. Droit de la prescription

Message du 29 novembre 2013 relatif à la modification du code des obligations (Droit de la prescription) (FF 2014 221)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code des obligations (Révision du droit de la prescription) (FF 2014 273)

25.09.2014 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.12.2015 Conseil des Etats. Divergences.

x 40/14.024 n Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux. Classement (11.3468, Mo. CIP-N et 11.3751, Mo. CIP-E)

Rapport du 19 février 2014 proposant le classement des motions 11.3468 et 11.3751: Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux (FF 2014 2259)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

03.03.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

Les motions 11.3468 et 11.3751 sont classées.

16.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

Les motions 11.3468 et 11.3751 sont classées.

41/14.034 n CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier

Message du 16 avril 2014 concernant la modification du code civil (Enregistrement de l'état civil et registre foncier) (FF 2014 3395)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code civil suisse (Enregistrement de l'état civil et registre foncier) (FF 2014 3429)

26.04.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

2. Code civil suisse (Accès électronique au registre foncier) (Projet de la CAJ-N du 12 mai 2016)

14.06.2016 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

x 42/14.053 é Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)

Message du 20 juin 2014 relatif à la loi sur le casier judiciaire (FF 2014 5525)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur le casier judiciaire informatique VOSTRA (Loi sur le casier judiciaire, LCJ) (FF 2014 5685)

10.06.2015 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.03.2016 Conseil national. Divergences.

02.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

14.06.2016 Conseil national. Adhésion.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2016 4703; Délai référendaire 06.10.2016

x **43/14.094 é CC. Droit de l'adoption. Modification**

Message du 28 novembre 2014 concernant la modification du code civil (Droit de l'adoption) (FF 2015 835)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code civil (Droit de l'adoption) (FF 2015 899)

08.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil national. Divergences.

07.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2016 4757; Délai référendaire 06.10.2016

44/15.033 n CC. Protection de l'enfant

Message du 15 avril 2015 concernant la modification du code civil (Protection de l'enfant) (FF 2015 3111)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code civil suisse (Protection de l'enfant) (FF 2015 3147)

26.04.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

45/15.034 é CO. Droit du registre du commerce

Message du 15 avril 2015 concernant la modification du code des obligations (Droit du registre du commerce) (FF 2015 3255)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code des obligations (Droit du registre du commerce) (FF 2015 3299)

46/15.052 é Loi sur la surveillance de la révision. Modification

Message du 1er juillet 2015 portant modification de la loi sur la surveillance de la révision (Champ d'application extraterritorial de la surveillance en matière de révision) (FF 2015 5237)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Loi sur la surveillance de la révision, LSR) (Champ d'application extraterritorial de la surveillance en matière de révision) (FF 2015 5253)

08.03.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

47/15.069 é Loi sur les jeux d'argent

Message du 21 octobre 2015 concernant la loi fédérale sur les jeux d'argent (FF 2015 7627)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr) (FF 2015 7769)

07.06.2016 Conseil des Etats. Début du traitement

13.06.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

48/15.082 n Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition pri-

ses à des fins d'assistance (Initiative sur la réparation). Initiative populaire et contre-projet indirect

Message du 4 décembre 2015 concernant l'initiative populaire «Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation)» et son contre-projet indirect (loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981) (FF 2016 87)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation)» (FF 2016 127)

26.04.2016 Conseil national. Début du traitement

27.04.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

2. Loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCFA) (FF 2016 129)

26.04.2016 Conseil national. Début du traitement

27.04.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

3. Arrêté fédéral concernant le financement des contributions de solidarité en faveur des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (FF 2016 139)

26.04.2016 Conseil national. Début du traitement

27.04.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

49/16.027 n Loi sur les étrangers. Gestion de l'immigration et amélioration de la mise en oeuvre des accords sur la libre circulation des personnes

Message du 4 mars 2016 relatif à la modification de la loi fédérale sur les étrangers (Gestion de l'immigration et amélioration de la mise en oeuvre des accords sur la libre circulation des personnes) (FF 2016 2835)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) (Gestion de l'immigration et amélioration de la mise en oeuvre des accords sur la libre circulation des personnes) (FF 2016 2907)

x **50/16.028 n Accord sur la libre circulation. Extension à la Croatie**

Message du 4 mars 2016 concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie (FF 2016 2059)

Protocole à l'Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que partie contractante, de la République de Croatie, à la suite de son adhésion à l'Union européenne (FF 2016 2111)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre du protocole relatif à l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté

européenne et ses Etats membres, d'autre part, concernant l'extension à la République de Croatie (FF 2016 2093)

26.04.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

02.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

08.06.2016 Conseil national. Divergences.

13.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

14.06.2016 Conseil national. Divergences.

15.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

16.06.2016 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

16.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4831; Délai référendaire 06.10.2016

51/16.034 é n Constitutions des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne et des Grisons. Garantie

Message du 13 avril 2016 sur la garantie des constitutions révisées des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et des Grisons (FF 2016 3547)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

1. Arrêté fédéral sur la garantie des constitutions révisées des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et des Grisons (FF 2016 3555)

52/16.037 n Convention des Nations Unies sur la transparence

Message du 20 avril 2016 portant approbation de la Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et Etats fondé sur des traités (Convention des Nations Unies sur la transparence) (FF 2016 3879)

Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et Etats fondé sur des traités (FF 2016 3905)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation de la convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et Etats fondé sur des traités (Convention des Nations Unies sur la transparence) (FF 2016 3903)

53/16.048 é CP et CPM. Mise en oeuvre de l'art. 123c Cst.

Message du 3 juin 2016 concernant la modification du code pénal et du code pénal militaire (Mise en oeuvre de l'art. 123c Cst.)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

54/16.049 é Développement de l'acquis de Schengen. Création du Fonds pour la sécurité intérieure

Message du 3 juin 2016 relatif à l'approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) n° 515/2014 portant création du Fonds pour la sécurité intérieure dans le domaine des frontières extérieures et des visas (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2016 4903)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise du règlement (UE) no 515/2014 portant création du Fonds pour la sécurité intérieure dans le domaine des frontières extérieures et des visas (Développement de l'acquis de Schengen) (FF 2016 4939)

Département de la défense, de la protection de la population et des sports

55/13.019 n Stratégie de la protection de la population et de la protection civile 2015+

Rapport du Conseil fédéral du 9 mai 2012 (FF 2012 5075)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

20.06.2013 Conseil national. Pris acte du rapport.

56/16.026 é Message sur l'armée 2016 (plafond des dépenses de l'armée pour 2017-2020, programme d'armement 2016, programme immobilier du DDPS 2016)

Message du 24 février 2016 relatif au plafond des dépenses de l'armée pour la période 2017 à 2020, au programme d'armement 2016 et au programme immobilier du DDPS 2016 (Message sur l'armée 2016) (FF 2016 1403)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral relatif au plafond des dépenses de l'armée pour la période 2017 à 2020 (FF 2016 1467)

08.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

2. Arrêté fédéral relatif au programme d'armement 2016 (FF 2016 1469)

08.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

3. Arrêté fédéral relatif au programme immobilier du DDPS 2016 (FF 2016 1471)

08.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

57/16.044 n Préservation de la valeur de Polycom. Crédit d'ensemble

Message du 25 mai 2016 concernant un crédit d'ensemble destiné à maintenir la valeur du système Polycom (FF 2016 3965)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Arrêté fédéral relatif à un crédit d'ensemble destiné à maintenir la valeur du système Polycom (FF 2016 3987)

Département des finances

58/11.047 n Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)

Message du 24 août 2011 relatif à la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (stimulation du marché suisse des capitaux) (FF 2011 6097)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

2. Loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (Projet de la CER-N)

27.02.2012 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

07.06.2012 Conseil des Etats. Adhésion (= Renvoi au Conseil fédéral).

59/11.057 n Loi sur le contrat d'assurance. Révision totale

Message du 7 septembre 2011 relatif à la révision totale de la loi sur le contrat d'assurance (FF 2011 7091)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 15.060 OCF

1. Loi fédérale sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance, LCA) (FF 2011 7199)

13.12.2012 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

20.03.2013 Conseil des Etats. Adhésion (= renvoi au Conseil fédéral).

**60/13.028 n Centralisation des fournisseurs de prestations
IT. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la
motion 07.3452**

Rapport du 9 décembre 2011 concernant le classement de la motion Noser 07.3452 "Centralisation des fournisseurs de prestations TI" (FF 2011 8563)

CN/CE *Commission des finances*

**61/14.054 é Assurance tremblement de terre obligatoire.
Classement de la motion no 11.3511**

Rapport du Conseil fédéral du 20 juin 2014 sur le classement de la motion Fournier 11.3511, Assurance tremblement de terre obligatoire (FF 2014 5351)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 11.3511 Mo. Fournier

**62/14.093 n Révision de l'imposition à la source du revenu
de l'activité lucrative. Loi**

Message du 28 novembre 2014 concernant la loi fédérale sur la révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative (FF 2015 625)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur la révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative (FF 2015 669)

08.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

63/15.025 n Loi sur la TVA. Révision partielle

Message du 25 février 2015 concernant la révision partielle de la loi sur la TVA (FF 2015 2397)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

Voir objet 15.3495 Mo. CER-CN (15.025)

Voir objet 16.3431 Mo. CER-CE

1. Loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée (Loi sur la TVA, LTVA) (FF 2015 2467)

24.09.2015 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

03.03.2016 Conseil des Etats. Divergences.

14.06.2016 Conseil national. Divergences.

15.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

64/15.049 é Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III

Message du 5 juin 2015 concernant la loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III (FF 2015 4613)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III) (FF 2015 4755)

14.12.2015 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

16.03.2016 Conseil national. Début du traitement

17.03.2016 Conseil national. Divergences.

30.05.2016 Conseil des Etats. Divergences.

06.06.2016 Conseil national. Divergences.

09.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

14.06.2016 Conseil national. Adhésion.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2016 4769; Délai référendaire 06.10.2016

2. Loi sur les droits de timbre (projet de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national)

16.03.2016 Conseil national. Début du traitement

17.03.2016 Conseil national. Entrer en matière.

Renvoi à la commission.

3. Loi fédérale sur la taxe au tonnage (projet de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats)

30.05.2016 Conseil des Etats. Renvoi au Conseil fédéral.

06.06.2016 Conseil national. Adhésion (=renvoi au Conseil fédéral).

65/15.057 n Oui à la protection de la sphère privée. Initiative populaire

Message du 26 août 2015 relatif à l'initiative populaire "Oui à la protection de la sphère privée" (FF 2015 6429)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Oui à la protection de la sphère privée» (FF 2015 6469)

x 66/15.064 n Echange de renseignements en matière fiscale. Accords avec le Belize et la Grenade

Message du 7 octobre 2015 concernant l'approbation des accords avec le Belize et la Grenade sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2015 6973)

Accord entre la Confédération suisse et le Belize sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2015 6987)

Accord entre la Confédération suisse et la Grenade sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2015 6997)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et le Belize sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2015 6985)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4857; Délai référendaire 06.10.2016

2. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et la Grenade sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2015 6995)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4855; Délai référendaire 06.10.2016

x 67/15.066 n Double imposition. Convention avec Oman

Message du 14 octobre 2015 concernant l'approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Oman (FF 2015 6889)

Convention entre la Confédération suisse et le Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (FF 2015 6899)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'une convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Oman (FF 2015 6897)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4859; Délai référendaire 06.10.2016

x 68/15.070 n Double imposition. Convention avec le Liechtenstein

Message du 28 octobre 2015 concernant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Liechtenstein et sa mise en oeuvre (modification de la loi fédérale concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions) (FF 2015 7121)

Convention entre la Confédération suisse et la Principauté du Liechtenstein en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (FF 2015 7139)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation de la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et le Liechtenstein (FF 2015 7137)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4849; Délai référendaire 06.10.2016

2. Loi fédérale concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions (FF 2015 7163)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2016 4767; Délai référendaire 06.10.2016

x 69/15.071 n Double imposition. Convention avec la Norvège

Message du 28 octobre 2015 concernant l'approbation d'un protocole de modification de la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et la Norvège (FF 2015 7067)

Protocole entre la Confédération suisse et le Royaume de Norvège modifiant la Convention du 7 septembre 1987 entre la Confédération suisse et le Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (FF 2015 7075)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'un protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et la Norvège (FF 2015 7073)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4853; Délai référendaire 06.10.2016

70/15.072 n Système incitatif en matière climatique et énergétique

Message du 28 octobre 2015 relatif à l'article constitutionnel concernant un système incitatif en matière climatique et énergétique (FF 2015 7165)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral sur un article constitutionnel concernant la taxe climatique et la taxe sur l'électricité (FF 2015 7215)

71/15.073 é Loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)

Message du 4 novembre 2015 concernant la loi sur les services financiers (LSFin) et la loi sur les établissements financiers (LEFin) (FF 2015 8101)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi sur les services financiers (LSFin) (FF 2015 8289)
2. Loi fédérale sur les établissements financiers (Loi sur les établissements financiers, LEFin) (FF 2015 8335)

x **72/15.074 n Double imposition. Convention avec l'Albanie**

Message du 11 novembre 2015 concernant l'approbation d'un protocole de modification de la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Albanie (FF 2015 7817)

Protocole entre le Conseil fédéral suisse et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie modifiant la Convention du 12 novembre 1999 entre la Confédération suisse et la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (FF 2015 7827)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation d'un protocole modifiant la convention contre les doubles impositions entre la Suisse et l'Albanie (FF 2015 7825)

08.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

30.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4851; Délai référendaire 06.10.2016

x **73/15.076 é Echange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Australie. Introduction**

Message du 11 novembre 2015 concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Australie (FF 2015 7867)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral concernant l'introduction de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers avec l'Australie (FF 2015 7885)

14.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

31.05.2016 Conseil national. Adhésion.

Cet arrêté paraîtra dans la Feuille fédérale dès que la base légale sera en vigueur.

x **74/15.081 é Accord sur la fiscalité de l'épargne entre la Suisse et l'UE. Modification**

Message du 25 novembre 2015 portant approbation et mise en oeuvre d'un protocole de modification de l'accord sur la fiscalité d'épargne entre la Suisse et l'UE (FF 2015 8395)

Protocole de modification de l'accord entre la Confédération Suisse et la Communauté Européenne prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (FF 2015 8443)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre d'un protocole modifiant l'accord sur la fiscalité de l'épargne entre la Suisse et l'UE (FF 2015 8441)

14.03.2016 Conseil des Etats. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

31.05.2016 Conseil national. Adhésion.

17.06.2016 Conseil des Etats. L'arrêté est adopté au vote final.

17.06.2016 Conseil national. L'arrêté est adopté au vote final.

Feuille fédérale 2016 4827; Délai référendaire 06.10.2016

x **75/16.003 né Compte d'Etat 2015**

Message du 23 mars 2016 concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 2015

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral I concernant le compte d'Etat de la Confédération pour l'année 2015

31.05.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

09.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5013

2. Arrêté fédéral II concernant les comptes du fonds pour les grands projets ferroviaires pour l'année 2015

31.05.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

09.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5019

3. Arrêté fédéral III concernant les comptes du fonds d'infrastructure pour l'année 2015

31.05.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

09.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5021

4. Arrêté fédéral IV concernant les comptes de la Régie fédérale des alcools pour l'année 2015

31.05.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

09.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5023

x **76/16.007 né Budget 2016. Supplément I**

Message du 23 mars 2016 concernant le supplément I au budget 2016

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant le supplément I au budget 2016

31.05.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

09.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5025

77/16.031 n Imposition des immeubles agricoles et sylvicoles. Loi

Message du 11 mars 2016 relatif à la loi fédérale sur l'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles (FF 2016 1649)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles (FF 2016 1673)

27.04.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

78/16.032 n Echange de renseignements en matière fiscale. Accord avec le Brésil

Message du 23 mars 2016 concernant l'approbation de l'accord avec le Brésil sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2016 3327)

Accord entre la Confédération suisse et la République fédérative du Brésil sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2016 3341)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et le Brésil sur l'échange de renseignements en matière fiscale (FF 2016 3339)

79/16.033 n Loi sur l'alcool. Révision partielle

Message du 6 avril 2016 concernant la révision partielle de la loi fédérale sur l'alcool (FF 2016 3493)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur l'alcool (Loi sur l'alcool) (FF 2016 3533)

14.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

80/16.039 n Mesures douanières. Accord avec la Norvège

Message du 18 mai 2016 concernant l'approbation de l'accord entre la Suisse et la Norvège relatif aux mesures douanières de sécurité (FF 2016 4119)

Accord entre la Confédération suisse et le Royaume de Norvège relatif aux mesures douanières de sécurité (FF 2016 4133)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord entre la Suisse et la Norvège relatif aux mesures douanières de sécurité (FF 2016 4131)

81/16.045 é Programme de stabilisation 2017-2019

Message du 25 mai 2016 relatif à la loi fédérale sur le programme de stabilisation 2017-2019 et à la loi fédérale sur les tâches, l'organisation et le financement de l'Autorité fédérale de surveillance des fondations (FF 2016 4519)

CN/CE *Commission des finances*

1. Loi fédérale sur le programme de stabilisation 2017-2019 (FF 2016 4655)

2. Loi fédérale sur les tâches, l'organisation et le financement de l'Autorité fédérale de surveillance des fondations (Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des fondations, LASF) (FF 2016 4665)

82/16.046 é Message 2016 sur les immeubles du DFF

Message du 25 mai 2016 concernant les immeubles du Département fédéral des finances pour 2016 (Message 2016 sur les immeubles du DFF) (FF 2016 4141)

CN/CE *Commission des finances*

1. Arrêté fédéral concernant les immeubles du DFF pour 2016 (FF 2016 4159)

83/16.050 Loi sur l'assistance administrative fiscale. Modification

Message du 10 juin 2016 sur la modification de la loi sur l'assistance administrative fiscale (FF 2016 4955)

1. Loi fédérale sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale (Loi sur l'assistance administrative fiscale, LAAF) (FF 2016 4969)

84/16.051 Loi sur l'imposition du tabac. Modification

Message du 17 juin 2016 relatif à la modification de la loi sur l'imposition du tabac (FF 2016 4971)

1. Loi fédérale sur l'imposition du tabac (LTab) (FF 2016 4977)

85/16.052 LHID. Modification

Message du 17 juin 2016 concernant la modification de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

x 86/14.067 é Loi sur l'approvisionnement du pays. Révision totale

Message du 3 septembre 2014 concernant la révision totale de la loi sur l'approvisionnement du pays (FF 2014 6859)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

1. Loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (Loi sur l'approvisionnement du pays, LAP) (FF 2014 6921)

18.03.2015 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

09.03.2016 Conseil national. Divergences.

10.03.2016 Conseil des Etats. Divergences.

08.06.2016 Conseil national. Divergences.

14.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2016 4795; Délai référendaire 06.10.2016

x 87/14.095 é Loi sur les heures d'ouverture des magasins

Message du 28 novembre 2014 concernant la loi fédérale sur les heures d'ouverture des magasins (FF 2015 711)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur les heures d'ouverture des magasins (LOMag) (FF 2015 737)

24.09.2015 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

29.02.2016 Conseil national. Entrer en matière et décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

06.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

88/15.044 n CO. Droit du bail

Message du 27 mai 2015 relatif à la modification du code des obligations (Protection contre les loyers abusifs) (FF 2015 3681)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

1. Code des obligations (CO) (Protection contre les loyers abusifs) (FF 2015 3705)

08.06.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

89/15.050 n Pour la sécurité alimentaire. Initiative populaire

Message du 24 juin 2015 relatif à l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» (FF 2015 5273)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» (FF 2015 5303)

09.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

90/15.054 n Loi sur les travailleurs détachés. Modification

Message du 1er juillet 2015 concernant la modification de la loi sur les travailleurs détachés (FF 2015 5359)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (Loi sur les travailleurs détachés, Ldét) (FF 2015 5375)

01.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

x 91/15.080 n Innosuisse. Loi

Message du 25 novembre 2015 relatif à la loi sur Innosuisse (FF 2015 8661)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Loi sur Innosuisse, LASEI) (FF 2015 8709)

07.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

06.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

08.06.2016 Conseil national. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2016 4779; Délai référendaire 06.10.2016

92/15.088 n Mesures en matière de lutte contre le travail au noir. Loi

Message du 18 décembre 2015 relatif à la modification de la loi concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (FF 2016 141)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (FF 2016 167)

93/16.023 n Société interaméricaine d'investissement. Participation de la Suisse à l'augmentation de capital

Message du 17 février 2016 relatif au crédit-cadre pour la participation de la Suisse à l'augmentation de capital de la Société interaméricaine d'investissement, entité du groupe de la Banque interaméricaine de développement (FF 2016)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

1. Arrêté fédéral relatif au crédit-cadre pour la participation de la Suisse à l'augmentation de capital de la Société interaméricaine d'investissement, entité du groupe de la Banque interaméricaine de développement (FF 2016 1487)

08.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

94/16.025 n Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020

Message du 24 février 2016 relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 2917)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

1. Arrêté fédéral relatif au financement de la formation professionnelle pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3179)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

2. Arrêté fédéral relatif au financement de la formation continue pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3181)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

3. Arrêté fédéral relatif au financement des contributions allouées aux cantons en matière d'aides à la formation pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3183)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

4. Arrêté fédéral relatif au plafond de dépenses destiné au domaine des EPF pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 3185)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

5. Arrêté fédéral relatif aux crédits alloués en vertu de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3187)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

6. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale en matière d'éducation et pour les bourses allouées à

des étudiants et artistes étrangers pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3189)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

7. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour les institutions chargées d'encourager la recherche pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3191)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

8. Arrêté fédéral sur le financement des activités de la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3193)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

9. Arrêté fédéral ouvrant des crédits en faveur d'établissements de recherche d'importance nationale pour les années 2017 à 2010 (FF 2016 3195)

09.06.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

10. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020 (FF 2016 3197)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

11. Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) (FF 2016 3199)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

12. Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF) (FF 2016 3203)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

13. Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE) (FF 2016 3211)

09.06.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

14. Loi fédérale concernant l'attribution de bourses à des étudiants et artistes étrangers en Suisse (FF 2016 3213)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

15. Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) (FF 2016 3215)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

16. Loi fédérale sur la coopération entre la Confédération et les cantons dans l'espace suisse de formation (Loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation, LCESF) (FF 2016 3217)

09.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

95/16.029 n CO. Prorogation des contrats-types de travail fixant des salaires minimaux

Message du 4 mars 2016 concernant la modification du code des obligations (Prorogation des contrats-types de travail fixant des salaires minimaux) (FF 2016 2649)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Code des obligations (Prorogation des contrats-types de travail fixant des salaires minimaux) (FF 2016 2663)

13.06.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

96/16.038 n Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018-2021

Message du 18 mai 2016 concernant un arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018 à 2021 (FF 2016 4321)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

1. Arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018 à 2021 (FF 2016 4381)

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

97/05.028 n Réforme des chemins de fer 2

Message du 23 février 2005 sur la réforme des chemins de fer 2 (FF 2005 2269)

Message supplémentaire du 9 mars 2007 sur la réforme des chemins de fer 2 (révision des actes normatifs concernant les transports publics) (FF 2007 2517)

Message supplémentaire du 20 octobre 2010 sur la réforme des chemins de fer 2 (deuxième phase de la réforme des chemins de fer 2) (FF 2011 857)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

03.10.2005 Conseil national. L'entrée en matière aux projets 1 à 7 est acceptée; le projet est cependant renvoyé au Conseil fédéral conformément à la proposition de la Commission des transports et des télécommunications.

08.12.2005 Conseil des Etats. Adhésion au renvoi au Conseil fédéral.

Voir objet 09.473 lv.pa. CTT-CN

5. Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF)

05.03.2009 Conseil national. Reste en suspens (seulement partiellement caduc en raison du projet 9).

10.03.2009 Conseil des Etats. Adhésion.

98/13.068 n Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporteurs). Modification

Message du 28 août 2013 relatif à la modification de la loi sur le transport de voyageurs (LTV) (Transport de supporteurs) (FF 2013 6279)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Loi sur le transport de voyageurs (LTV) (Transport de supporteurs) (FF 2013 6297)

12.03.2014 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

19.06.2014 Conseil des Etats. Rejet du renvoi

18.09.2014 Conseil national. Renvoi au Conseil fédéral.

99/13.074 n Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire

Message du 4 septembre 2013 relatif au premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 (Révision du droit de l'énergie) et à l'initiative populaire fédérale «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire)» (FF 2013 6771)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi sur l'énergie (LEne) (FF 2013 6975)

01.12.2014 Conseil national. Début du traitement

02.12.2014 Conseil national. Suite (traité jusqu'à l'article 44 y compris).

03.12.2014 Conseil national. Suite (traité jusqu'à l'article 59 y compris).

04.12.2014 Conseil national. Suite (traité jusqu'à l'article 41 y compris du chiffre 9 LITC).

08.12.2014 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

21.09.2015 Conseil des Etats. Début du traitement

22.09.2015 Conseil des Etats. Suite

23.09.2015 Conseil des Etats. Divergences.

02.03.2016 Conseil national. Divergences.

31.05.2016 Conseil des Etats. Divergences.

100/14.026 n Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire

Message du 26 février 2014 relatif à l'initiative populaire «Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique)» (FF 2014 2345)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique)» (FF 2014 2363)

06.05.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'au 15 novembre 2016; La discussion est reportée.

17.09.2015 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'au 15 novembre 2016.

17.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

101/15.023 é Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Comblement du déficit et mise en oeuvre du programme de développement stratégique des routes nationales

Message du 18 février 2015 relatif à la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération, au comblement du déficit et à la mise en oeuvre du programme de développement stratégique des routes nationales («Message FORTA») (FF 2015 1899)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 15.3799 Mo. CTT-CE (15.023)

Voir objet 16.3349 Mo. CTT-CN

1. Arrêté fédéral sur la création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FF 2015 2023)

17.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière et renvoyer à la commission.

15.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.06.2016 Conseil national. Divergences.

2. Loi fédérale sur le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (LFORTA) (FF 2015 2027)

17.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière et renvoyer à la commission.

15.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.06.2016 Conseil national. Divergences.

3. Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales (Arrêté sur le réseau) (FF 2015 2039)

17.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière et renvoyer à la commission.

15.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.06.2016 Conseil national. Divergences.

4. Arrêté fédéral concernant le crédit global pour le fonds d'infrastructure (FF 2015 2045)

17.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière et renvoyer à la commission.

15.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

15.06.2016 Conseil national. Adhésion.

x 102/15.037 n Loi sur la durée du travail. Révision partielle

Message du 13 mai 2015 concernant la révision partielle de la loi sur la durée du travail (FF 2015 3601)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

Voir objet 16.3351 Po. CTT-CE

1. Loi fédérale sur le travail dans les entreprises de transports publics (Loi sur la durée du travail, LDT) (FF 2015 3621)

02.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

31.05.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2016 4819; Délai référendaire 06.10.2016

x 103/15.079 é Moratoire sur l'exportation d'éléments combustibles usés pour le retraitement. Prolongation

Message du 18 novembre 2015 relatif à l'arrêté fédéral simple concernant la prolongation du moratoire sur l'exportation d'éléments combustibles usés pour le retraitement (FF 2015 7887)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Arrêté fédéral concernant la prolongation du moratoire sur l'exportation d'éléments combustibles usés pour le retraitement (FF 2015 7895)

15.03.2016 Conseil des Etats. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

13.06.2016 Conseil national. Divergences.

14.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Recueil officiel du droit fédéral 2016 2129

104/16.035 é Transformation et extension des réseaux électriques. Loi

Message du 13 avril 2016 relatif à la loi fédérale sur la transformation et l'extension des réseaux électriques (Modification de la loi sur les installations électriques et de la loi sur l'approvisionnement en électricité) (FF 2016 3679)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

1. Loi fédérale sur la transformation et l'extension des réseaux électriques (Modification de la loi sur les installations électriques et de la loi sur l'approvisionnement en électricité) (FF 2016 3765)

105/16.040 é Financement de l'infrastructure ferroviaire suisse pour les années 2017-2020

Message du 18 mai 2016 sur le financement de l'exploitation et du maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 4163)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

1. Arrêté fédéral portant allocation d'un plafond de dépenses destiné au financement de l'exploitation et du maintien de la qualité de l'infrastructure ferroviaire pour les années 2017 à 2020 (FF 2016 4269)

Chancellerie fédérale

x 106/16.001 né Rapport de gestion du Conseil fédéral 2015

Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 2015 du 17 février 2016

CN/CE *Commission de gestion*

07.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

1. Arrêté fédéral approuvant la gestion du Conseil fédéral en 2015

06.06.2016 Conseil national. Début du traitement

07.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet du Conseil fédéral.

15.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5009

x 107/16.002 né Rapport de gestion 2015 du Tribunal fédéral

Rapport de gestion 2015 du Tribunal fédéral du 22 février 2016

CN/CE *Commission de gestion*

06.06.2016 Conseil national. Pris acte du rapport.

15.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte du rapport.

1. Arrêté fédéral approuvant la gestion du Tribunal fédéral en 2015

06.06.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la commission de gestion.

15.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

Feuille fédérale 2016 5011

108/16.006 né Motions et postulats des conseils législatifs 2015. Rapport

Rapport du 4 mars 2016 concernant les motions et postulats des conseils législatifs 2015. Extrait: Chapitre I (FF 2016 2739)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

CN/CE *Commission des finances*

CN/CE *Commission de gestion*

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

CN/CE *Commission des institutions politiques*

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

07.06.2016 Conseil national. Pris acte; Décision divergente du projet du Conseil fédéral.

13.06.2016 Conseil des Etats. Pris acte; Divergences.

x 109/16.016 n Programme de la législature 2015-2019

Message du 27 janvier 2016 sur le Programme de la législature 2015-2019 (FF 2016 981)

CN/CE *Commission 16.016-*

1. Arrêté fédéral sur le Programme de la législature 2015-2019 (FF 2016 1113)

25.04.2016 Conseil national. Début du traitement

26.04.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

07.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

13.06.2016 Conseil national. Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

14.06.2016 Conseil des Etats. Décision conforme à la proposition de la Conférence de conciliation.

Feuille fédérale 2016 4999

Initiatives des cantons

110/08.331 é Argovie. Promouvoir l'assainissement énergétique des vieux immeubles par des incitations fiscales (09.12.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton d'Argovie dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à compléter la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, afin de prévoir, en plus de la déductibilité totale des mesures d'économies d'énergie, des incitations fiscales destinées à encourager l'assainissement énergétique des vieux immeubles.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

111/15.301 é Bâle-Campagne. Nouvelle augmentation des effectifs du Corps des gardes-frontière et répartition adéquate des ressources entre les régions (15.01.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont instamment priées de doter le Corps des gardes-frontière de suffisamment d'effectifs sur tous ses sites pour qu'il puisse accomplir ses tâches de façon satisfaisante en fonction de la situation locale et des besoins de la population en matière de sécurité.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

16.12.2015 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.01.2016 CPS-CN. Adhésion.

112/15.315 é Bâle-Campagne. Extension de la surveillance électronique (bracelet électronique) (24.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'article 79b alinéa 1 du Code pénal doit être modifié comme suit:

Art. 79b Surveillance électronique

Al. 1

A la demande du condamné, l'autorité d'exécution peut ordonner l'utilisation d'un appareil électronique fixé au condamné (surveillance électronique):

Let. a

au titre de l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une peine privative de liberté de substitution de cinq jours à trois ans; ou

Let. b

à la place du travail externe ou du travail et logement externes, pour une durée de un mois au minimum à deux ans au maximum.

...

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

113/15.316 é Bâle-Campagne. Simplification du système fiscal en matière d'impôts directs (28.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil du canton de Bâle-Campagne prie les autorités fédérales de procéder à une simplification générale de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11) ainsi que de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14). L'objectif est, d'une part, que les bases légales soient claires, intelligibles et bien structurées et, d'autre part, que l'établissement d'une déclaration d'impôts prenne peu de temps et que le contrôle de celle-ci entraîne une charge de travail modérée.

Les simplifications porteront en particulier sur:

- l'imposition de la propriété du logement, en abolissant la valeur locative et en supprimant en même temps la déduction des intérêts hypothécaires; une déduction appropriée des frais d'entretien des immeubles devra toujours pouvoir être possible;
- les possibilités de déductions fiscales, en supprimant les déductions générales (déductions anorganiques);
- l'imposition intercantonale, en déterminant des règles de répartition et d'évaluation uniformes, la jurisprudence du Tribunal fédéral en la matière étant réservée (par ex. les conditions relatives à une acquisition de remplacement d'un logement occupé par son propriétaire dans un autre canton);
- l'impôt fédéral direct, en adaptant le barème de l'impôt pour compenser les suppléments de revenus obtenus au moyen des mesures de simplification. Afin de respecter la souveraineté des cantons en matière de barèmes, aucune disposition en la matière ne devra être prescrite à l'intention des cantons.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

114/15.324 é Bâle-Campagne. Modification urgente du Code de procédure pénale suisse (03.12.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Bâle-Campagne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

1. L'article 147 alinéa 4 du Code de procédure pénale (CPP) est complété comme suit (nouvelle deuxième phrase):
- 4 Les preuves administrées en violation du présent article ne sont pas exploitables à la charge de la partie qui n'était pas présente. Les dépositions faites à la charge d'une partie sont exploitables si celle-ci a au moins une fois eu l'occasion d'exercer pleinement son droit de poser des questions durant la procédure.
2. L'article 78 CPP est modifié comme suit:
 - a. il est précisé de manière appropriée que, en cas d'utilisation de moyens techniques, il n'y a pas d'obligation d'établir immédiatement et simultanément un procès-verbal;
 - b. à l'alinéa 5bis, le passage ",durant les débats," est biffé de sorte qu'il soit clair que cette disposition s'applique également à la procédure préliminaire;
 - c. il est précisé de manière appropriée que, sous réserve de l'alinéa 3, les transcriptions peuvent, tout comme les procès-verbaux directs, se limiter aux éléments essentiels.
3. L'article 221 alinéa 1 lettre c CPP est modifié comme suit:

"qu'il compromette sérieusement la sécurité d'autrui par des crimes ou des délits graves (après avoir déjà commis des infractions du même genre)".

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

115/08.318 é Bâle-Ville. Passage à l'imposition individuelle (27.06.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil, pour l'impôt fédéral direct ainsi que pour les impôts cantonaux (sur le revenu comme sur la fortune). Le projet proposera également des réponses aux problèmes que ne manquera pas de soulever le nouveau dispositif, ainsi qu'une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.08.2009 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.09.2009 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 06.302 Iv.ct. Zurich

Voir objet 07.305 Iv.ct. Berne

116/15.310 é Bâle-Ville. Introduction d'une assurance fédérale contre les séismes (10.06.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Il convient de créer la base constitutionnelle suivante pour une assurance contre les séismes obligatoire à l'échelle nationale:

Art. 74a Assurance contre les séismes

Al. 1

La Confédération fixe les principes applicables à la protection de l'être humain face au risque sismique. Leur mise en oeuvre est du ressort des cantons, qui édictent les bases légales nécessaires.

Al. 2

Les cantons s'emploient à faire respecter les normes parasismiques dans les nouvelles constructions sises sur leur territoire.

Al. 3

Ils s'assurent que tous les biens fonciers sis sur leur territoire sont couverts par l'assurance contre les séismes. Ils peuvent mandater à cet effet les établissements cantonaux d'assurance des bâtiments ou, en l'absence de tels établissements, le secteur privé des assurances.

Al. 4

La Confédération légifère sur une assurance à l'échelle nationale contre les séismes pour les ménages privés et les biens mobiliers des entreprises. Ce faisant, elle prend en considération la structure du marché et la compétence des cantons qui comptent sur leur territoire des établissements cantonaux d'assurance-ménage.

Al. 5

Elle peut participer au financement de l'assurance contre les séismes et apporter une aide financière supplémentaire en cas de situation exceptionnelle.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

117/15.311 é Bâle-Ville. Renforcer les effectifs du Corps des gardes-frontière (17.06.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Bâle-Ville soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont priées de faire en sorte que le Corps des gardes-frontière dispose partout d'effectifs suffisants pour être en mesure d'accomplir au mieux ses missions, compte tenu de la situation réelle et des besoins de la population en matière de sécurité.

CN/CE *Commission des finances*

16.12.2015 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.03.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

118/07.305 é Berne. Passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil (04.07.2007)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à créer les bases légales permettant de passer du système d'imposition du couple et de la famille à un système d'imposition individuelle, indépendant de l'état civil. Ces bases doivent s'appliquer au moins à l'impôt sur le revenu et prévoir des réponses aux problèmes que soulève le changement de système (notamment en ce qui concerne le choix du type d'imposition ou les familles monoparentales) tout en proposant une simplification du système fiscal.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.08.2009 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.09.2009 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 06.302 Iv.ct. Zurich

Voir objet 08.318 Iv.ct. Bâle-Ville

119/08.316 é Berne. Interdiction des jeux vidéo violents (18.06.2008)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à mettre en place les bases légales propres à permettre d'interdire de fabriquer, de promouvoir, d'importer, de vendre ou de remettre des jeux vidéo qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

120/10.322 n Berne. Pour l'introduction d'un congé rémunéré pour les parents d'enfants gravement malades (02.06.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est chargée d'édicter les bases légales nécessaires à l'introduction d'un congé rémunéré pour l'un ou l'autre des parents dont les enfants souffrent de grave maladie, ceci pour leur permettre d'être présents auprès de leurs enfants et de les assister pendant un temps nécessaire lié avec la phase aiguë de la maladie.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.08.2014 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

17.11.2014 CSSS-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

x **121/12.317 é Berne. Légalisation du contrat de fourniture de prestations d'ordre sexuel** (12.09.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée d'édicter des dispositions légalisant le contrat de fourniture de prestations sexuelles tarifées.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

22.01.2013 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

05.09.2013 CAJ-CN. Adhésion.

16.09.2015 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2017.

16.03.2016 Conseil des Etats. Classement.

17.06.2016 Conseil national. Classement.

122/12.318 é Berne. Calcul de l'unité de main-d'oeuvre standard dans l'agriculture. Modification (12.09.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Dans le cadre de la Politique agricole 2014-2017, la Confédération s'emploie à ce que:

- le calcul des besoins en travail (calcul de l'UMOS) tienne davantage compte du travail nécessaire à la vente sans intermédiaires, à la vente directe à la ferme et à l'agrotourisme;

- le calcul de l'UMOS tienne compte du travail nécessaire à la tenue de la comptabilité, au traitement des données et à la transformation des produits (travail de base), tâches qui, dans la plupart des exploitations, sont accomplies par les agricultrices.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

15.06.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

123/14.314 é Berne. Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature (24.06.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération met à disposition les moyens nécessaires pour la mise en oeuvre des nouvelles tâches incombant aux

cantons pour la protection de la nature, notamment des tâches suivantes:

1. mise en oeuvre de la Stratégie Biodiversité Suisse;
2. mise en oeuvre du réseau Emeraude (Convention de Berne);
3. mise en oeuvre de la loi fédérale sur la protection des eaux, dans sa teneur révisée;
4. mise en oeuvre de la Politique agricole 2014-2017.

La RPT doit fonctionner de telle manière que les objets et espaces d'importance nationale sont financés à 100 pour cent par la Confédération. Les cantons, logiquement, financent les objets d'importance régionale et locale. La Confédération finance les objets d'importance nationale, les cantons les objets d'importance cantonale: tel doit être le principe qui régit cette répartition des tâches.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

16.09.2015 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

124/15.312 é Berne. Evaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal (24.06.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), titre 7, article 106a (nouveau), Disposition transitoire relative à l'article 49 LAMal:

"A l'occasion de l'analyse sur les effets de la révision de la LAMal concernant le financement hospitalier, la Confédération recensera les cantons qui financent les investissements ou les prestations d'intérêt général (par ex. formation et perfectionnement des médecins) de leurs fournisseurs de prestations avec les recettes fiscales (art. 49 al. 3 LAMal)."

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

Voir objet 16.3623 Mo. CSSS-CE

125/15.319 é Berne. Augmentation des subventions fédérales en faveur de la protection contre les crues (14.10.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée d'adapter les indemnités qu'elle verse aux assujettis à l'aménagement des eaux pour la protection contre les crues aux conditions générales, le but étant d'éviter le blocage des projets et de garantir la sécurité. L'article 2 alinéa 3 de l'ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100.1) sera modifié comme suit:

"La contribution au financement des mesures visées à l'alinéa 2 est comprise entre 45 et 55 pour cent des coûts et est fonction ...".

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

126/16.302 é Berne. Pour le développement du modèle des audiences de conciliation (13.01.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC; RS 272) est modifié comme suit:

1. Art. 212 al. 1 deuxième phrase (nouvelle):

"Les cantons peuvent porter cette valeur à 4000 francs au maximum."

2. Art. 210 al. 1 let. c deuxième phrase (nouvelle):

"Les cantons peuvent porter cette valeur à 8000 francs au maximum."

3. Art. 198 let. f deuxième phrase (nouvelle):

"Les cantons qui ont institué un tribunal de commerce au sens de l'article 6 CPC peuvent prévoir qu'une procédure de conciliation est menée également dans ce cas;"

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

127/16.303 é Berne. Prolongation du moratoire sur les OGM (20.01.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Modification du titre 6 chapitre 2 article 197 chiffre 7 de la Constitution fédérale (Disposition transitoire ad art. 120):

"A son expiration fin 2017, le moratoire sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés par l'agriculture suisse sera prolongé jusqu'en 2021. Ne pourront en particulier être importés ni mis en circulation:

a. les plantes, les parties de plantes et les semences génétiquement modifiées qui peuvent se reproduire et sont destinées à être utilisées dans l'environnement à des fins agricoles, horticoles ou forestières;

b. les animaux génétiquement modifiés destinés à la production d'aliments et d'autres produits agricoles."

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

128/09.332 é Fribourg. Interdiction des jeux vidéo violents (16.11.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la remise de jeux vidéo violents qui consistent à exercer virtuellement des actes de cruauté envers des êtres humains ou des personnages à l'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

129/13.310 n Fribourg. Interruption immédiate des négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire (19.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales sont invitées à interrompre immédiatement les négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord couvrant les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la sécurité des produits et de la santé publique. A cet effet, le canton de Fribourg invite le Conseil fédéral:

1. à prendre des mesures afin de protéger la production suisse de denrées alimentaires de qualité, à l'intention du consommateur suisse, de l'importation à bas prix d'aliments de moindre qualité;

2. à poursuivre la préparation des mesures d'accompagnement en faveur de l'agriculture qui devront être mises en place en cas d'aboutissement du cycle de Doha de l'OMC;

3. à rester attentif aux risques que représente le libre-échange de denrées alimentaires pour le secteur agroalimentaire suisse, notamment dans le cadre d'accords bilatéraux négociés avec des pays tels que la Chine.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

18.08.2015 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

130/12.306 n Genève. Durcissement des sanctions pour les infractions commises contre les autorités et les fonctionnaires (13.03.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée:

- à élaborer un acte normatif allant dans le sens de la pétition du 30 octobre 2009 de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP);

- de réintroduire dans le Code pénal les courtes peines privatives de liberté;

- à prévoir que les cas de violence ou de menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 ch. 1 CP) sont punis d'une peine privative de liberté de 60 jours au moins ou d'une peine pécuniaire;

- à prévoir qu'en cas de récidive, seule une peine privative de liberté est possible pour une infraction à l'article 285 chiffre 1 CP, son minimum passant à 120 jours;

- à adapter en conséquence la peine minimale prévue pour les cas qualifiés de l'article 285 chiffre 2 CP;

- à prévoir qu'à l'instar de ce qui est prévu pour le personnel des entreprises de transports publics, toute infraction commise à l'encontre de fonctionnaires de police se poursuit d'office (y compris des dommages à la propriété, des injures et des voies de fait non violentes).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

11.03.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

10.06.2014 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

x **131/12.308 é Genève. L'ouverture de nouveaux cabinets médicaux** (02.05.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les Chambres fédérales sont invitées à permettre aux cantons, qui le désirent, de pouvoir mettre sur pied une planification portant sur l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

12.12.2013 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

26.09.2014 Conseil national. L'examen de l'initiative cantonale est suspendu.

08.12.2014 Conseil des Etats. L'examen de l'initiative cantonale est suspendu.

27.04.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

132/14.311 é Genève. Résolution pour une modification des articles 189 et 190 du Code pénal et une redéfinition de la notion juridique de viol (21.05.2014)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Genève, vu l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999; vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale du 13 décembre 2002; vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et Canton de Genève du 13 septembre 1985;

considérant:

- l'article 8 alinéa 3 de la Constitution fédérale qui proclame l'égalité en droit des hommes et des femmes;

- la recommandation 1777 (2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, point 6.2.6;

- l'article 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée par la Suisse en 1997, invitant les gouvernements signataires à assurer par voie de législation l'application effective du principe d'égalité entre femmes et hommes;

- l'article 4 de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, résolution 48/104 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993 demandant de prévoir dans la législation nationale des réparations justes et efficaces du dommage subi;

demande à l'Assemblée fédérale:

de modifier les articles 189 et 190 du Code pénal afin d'élargir la définition de la notion juridique du viol aux victimes de sexe masculin et à d'autres formes de pénétrations sexuelles forcées que l'acte sexuel proprement dit.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.02.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.06.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

133/15.303 é Genève. Non à la criminalisation automatique des employés de banque - et des autres entreprises suisses! (24.02.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à:

- adopter des dispositions légales interdisant la transmission automatique de noms d'employés d'entreprises suisses à des Etats étrangers ou à des entreprises étrangères;

- adopter immédiatement des dispositions légales claires annulant les autorisations antérieures accordées abusivement par le Conseil fédéral;

- prêter assistance juridique et financière aux employés victimes de la transmission de données les concernant par certaines banques suisses avec la complicité incompréhensible du Conseil fédéral.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

30.05.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

134/15.304 é Genève. Stop au transport de chlore pour protéger la population et permettre la construction de logements (24.02.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à:

- élaborer un cadre légal qui interdise le transport massif de chlore;

- inscrire dans ce cadre légal l'obligation, pour les entreprises qui utilisent le chlore en grande quantité, de le produire sur place.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

135/15.305 é Genève. Création d'un fonds fédéral chargé de gérer les réserves imposées aux assureurs-maladie dans le cadre de la LAMal (17.03.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil du canton de Genève demande à l'Assemblée fédérale de modifier la LAMal et de prévoir la centralisation des réserves sous l'égide d'une fondation de droit public chargée de gérer les réserves, composée de représentants des assurés, de la Confédération et des cantons.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

10.12.2015 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

136/15.313 é Genève. Sauvons les barrages et l'énergie hydraulique suisses (31.08.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil de la République et Canton de Genève invite les autorités fédérales:

- à introduire une taxe sur l'électricité non renouvelable, qui permettrait d'intégrer les coûts externes dans le prix du courant;

- à prévoir des réductions pour l'électricité produite dans des centrales à gaz, uniquement sur présentation d'un certificat de provenance;

- à allouer le produit de la taxe aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, en favorisant l'économie locale.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

137/15.322 é Genève. Pour des expériences pilotes de péages urbains (19.10.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil de la République et Canton du Genève invite l'Assemblée fédérale à adopter une loi permettant la mise en place d'expériences pilotes de péages urbains, notamment à Genève.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

138/15.325 é Genève. Stop au secret des négociations de l'accord sur le commerce des services (14.12.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Genève soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil de la République et Canton de Genève considère:

- que le Conseil fédéral participe à des négociations opaques de l'accord sur le commerce des services (ACS ou TISA en anglais) qui menace l'existence des services publics dans la mesure où il entend les ouvrir entièrement à la concurrence;

- que ce projet d'accord comme d'autres traités de "libre-échange" et d'"ouverture des marchés à la concurrence" se fonde sur des systèmes contraignants qui réduisent fortement l'autonomie et la maîtrise des Etats et des populations, en instituant par exemple des cours de justice spéciales échappant au droit des Etats contractants;

- que nos principes démocratiques exigent que les Chambres fédérales puissent débattre et prendre position sur des propositions plutôt que d'être mises devant le fait accompli par leur exécutif;

- que cet accord échapperait au droit de référendum populaire;

- que notre souveraineté est remise en cause par les procédés cités ci-dessus,

invite les autorités fédérales:

- à lever le secret sur les négociations de l'accord sur le commerce des services (ACS-TISA) auquel le Conseil fédéral participe;

- à informer les Chambres fédérales, les parlements cantonaux, les gouvernements cantonaux et la population sur le contenu de ces négociations;

- à s'opposer à tout accord qui conduirait à de nouvelles privatisations ou à de nouveaux démantèlements des services publics en Suisse;

- à soumettre au droit de référendum tout accord signé dans le cadre de ces négociations.

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.06.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

139/09.304 é Grisons. Encourager l'assainissement énergétique des bâtiments (11.02.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton des Grisons dépose l'initiative suivante:

La Confédération est invitée à encourager, par des incitations fiscales, les rénovations de nature à diminuer la consommation d'énergie dans les vieux immeubles. Pour ce faire, elle adaptera en conséquence les bases légales telles que la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

140/13.312 é Grisons. Maintenir la valeur de la force hydraulique suisse (08.10.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton des Grisons soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de modifier la loi sur l'énergie en se fondant sur les principes suivants:

a. renoncer à l'augmentation prévue des moyens destinés à l'encouragement des énergies renouvelables,

b. remplacer l'actuel modèle d'encouragement des énergies renouvelables par un modèle tourné vers le marché,

c. en cas de maintien du modèle d'encouragement actuel et/ou d'augmentation des moyens destinés aux mesures d'encouragement, prendre également en considération l'énergie hydraulique d'une puissance inférieure à 10 mégawatts.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

03.11.2014 CEATE-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

17.03.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

141/16.308 é Grisons. Adaptation de la loi sur l'aménagement du territoire (18.04.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton des Grisons soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) est modifiée de la façon suivante:

La garantie des droits acquis pour les constructions sises hors de la zone à bâtir (art. 24c LAT) est étendue de sorte que les constructions qui ne sont plus utilisées pour des activités agricoles puissent être réaffectées de manière mesurée à un usage d'habitation, dans le respect de leur identité et dans le cadre des possibilités d'agrandissement existantes; ces modifications ne doivent toutefois entraîner aucun coût ou aucune obligation supplémentaire - notamment en matière d'équipement - pour les pouvoirs publics.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

142/13.306 é Jura. Amélioration de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (07.05.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC), mise en place par la Confédération pour favoriser les investissements dans la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable, a atteint ses limites. Malgré l'augmentation de la taxe, le fonds RPC ne permet pas de subvenir à toutes les demandes.

Il est demandé aux autorités fédérales de modifier la législation afin de faire de la RPC un réel instrument d'encouragement de la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable, notamment en prenant les mesures nécessaires pour réalimenter, et même augmenter, les capacités du fonds RPC.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

16.03.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

143/16.309 é Jura. Crise laitière et gestion des volumes
(07.06.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Jura soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Parlement demande que les lois ad hoc soient modifiées afin de permettre que la gestion des volumes et des prix du lait soit réorganisée et redéfinie, avec force obligatoire, entre les interprofessions, les acheteurs et transformateurs, ceci dans un objectif de transparence quantitative et de planification pour chaque année laitière.

144/15.314 é Lucerne. Asile et statut de réfugié
(23.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Lucerne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

1. Le canton de Lucerne invite les autorités compétentes en matière d'asile à modifier la pratique actuelle d'octroi du statut de réfugié aux objecteurs de conscience. Ceux-ci ne devraient obtenir que le statut de "personnes à protéger admises à titre provisoire" (sans droit au regroupement familial).

2. Le canton de Lucerne demande que les subventions versées au titre de l'hébergement et de la prise en charge des requérants mineurs non accompagnés provenant d'Erythrée couvrent effectivement les dépenses en question, car ces personnes doivent parfois même être placées dans des familles d'accueil.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

29.02.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

145/15.317 é Neuchâtel. Fiscalité des familles. Adaptation de la législation à l'évolution des structures parentales
(01.10.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Neuchâtel soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier les bases légales du mode d'imposition des familles. En particulier, il s'agit de corriger les inégalités de traitement relatives à l'imposition des pensions alimentaires entre enfants mineurs et majeurs et d'harmoniser le régime des déductions entre les couples mariés, non mariés et divorcés.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

146/15.318 é Neuchâtel. Reconnaissance et financement des routes nationales (06.10.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Neuchâtel soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La finalisation du réseau des routes nationales doit permettre d'assurer le développement qualitatif et polycentrique de la Confédération.

Au nom de la solidarité fédérale et du développement du pays, le Grand Conseil neuchâtelois demande aux Chambres fédérales de tout mettre en oeuvre pour permettre l'extension du réseau des routes nationales (selon l'arrêté sur le réseau de 2012) dans le cadre du projet FORTA.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

31.05.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

147/15.323 é Nidwald. Révision partielle de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI
(01.12.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Nidwald soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

I. Exposé des faits

Tâche commune de la Confédération et des cantons

Conçues comme des prestations sous condition de ressources, les prestations complémentaires (PC) à l'AVS et à l'AI sont une aide financière octroyée lorsque les rentes et le revenu des ayants droit ne permettent pas de couvrir les besoins vitaux. Avec l'AVS et l'AI, elles font partie des fondements du système social suisse. Les PC ont été introduites en 1966. A cette époque, on pensait qu'il s'agissait d'une solution transitoire et que le montant des rentes serait un jour suffisamment élevé pour assurer le minimum vital. Cette projection s'étant toutefois révélée irréaliste, le versement de PC a été inscrit dans la Constitution fédérale (Cst.) comme tâche commune à long terme de la Confédération et des cantons (art. 112a Cst.) dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

Les PC ne sont pas financées par la perception de contributions (primes), mais par les recettes fiscales générales de la Confédération (30 pour cent) et des cantons (70 pour cent).

Evolution financière

Ces dernières années, les dépenses au titre des PC ont fortement augmenté: de 3,2 milliards de francs en 2007, elles sont passées à 4,5 milliards de francs en 2013, soit une hausse de 40 pour cent. Le nombre de bénéficiaires de PC a, lui aussi, enregistré une croissance marquée, passant de près de 256 000 en 2007 à quelque 300 000 en 2013, soit une hausse de 20 pour cent environ.

Pour le seul canton de Nidwald, les coûts sont passés de 8,9 millions de francs en 2008 à 13,3 millions de francs en 2014, soit près de 45 pour cent d'augmentation. Le tableau ci-dessous présente les chiffres détaillés:

Tableau: voire Internet

De multiples facteurs expliquent cette évolution, en particulier les modifications des bases légales (telles que les révisions de l'AI qui ont entraîné des reports de coûts vers les PC) et le nou-

veau régime de financement des soins. En outre, le système présente certaines incitations pernicieuses qu'il s'agit de supprimer, ce qui permettra aussi une meilleure gestion de la part des cantons.

Mesures mises en oeuvre à l'échelon cantonal

Les cantons ne disposent que d'une marge de manoeuvre restreinte pour régler les PC, la Confédération ayant défini les conditions d'octroi et les prestations de manière largement exhaustive. Les cantons peuvent prendre des dispositions uniquement au sujet des éléments suivants:

- Taxes imputables par les homes: les cantons peuvent fixer les taxes journalières facturées aux personnes vivant dans un home ou dans un hôpital.

- Montant des dépenses personnelles: les cantons fixent le montant à la disposition des personnes vivant dans un home ou dans un hôpital pour leurs dépenses personnelles.

- Imputation de la fortune: les cantons définissent la part de fortune qui peut être imputée au titre du séjour en home ou en hôpital, compte tenu du taux plafond et de la franchise fixés par le droit fédéral.

Dans le cadre de son programme d'équilibre budgétaire, le canton de Nidwald a examiné ces éléments et a procédé à toutes les adaptations possibles.

En outre, chaque canton peut influencer, dans une certaine mesure, sur les frais de maladie donnant lieu au versement de PC, en agissant principalement sur le volume des prestations. A cet égard, le Conseil d'Etat du canton de Nidwald a procédé à la dernière modification de l'ordonnance d'application pertinente en 2013, dans le cadre de son programme d'équilibre budgétaire, en y apportant des précisions et en redéfinissant le volume des prestations (ordonnance cantonale sur les prestations complémentaires, NG 741.31).

D'éventuelles adaptations supplémentaires - visant en particulier à supprimer les incitations pernicieuses dans le domaine des PC - ne peuvent être effectuées que dans le droit fédéral.

II. Propositions de modification de la LPC

Eu égard à ce qui précède, le canton de Nidwald considère que la Confédération doit prendre des mesures dans les domaines suivants:

1. Capital de prévoyance

Proposition:

Les bases légales régissant les PC doivent prévoir que, en cas de retrait du capital de prévoyance LPP, il soit en tous les cas tenu compte de manière appropriée des capitaux n'ayant pas été affectés conformément à leur but premier (la prévoyance), indépendamment du fait que la personne concernée soit responsable ou non de la situation.

Développement:

Le capital LPP doit être conservé pour être affecté à son objectif premier, à savoir la prévoyance. Si la création d'une entreprise ou un retrait en capital à la place de la rente entraîne une perte totale ou substantielle de ce capital, il est nécessaire que le droit aux prestations complémentaires soit modifié en conséquence. Les mesures ad hoc seront prises au niveau du droit fédéral.

2. Dessaisissement de fortune

Proposition:

Les dispositions légales régissant la prise en compte d'un dessaisissement de fortune (donations, avances d'hoirie, etc.) doivent être durcies et modifiées. La notion de dessaisissement de

fortune sera clairement explicitée et la manière de tenir compte de la responsabilité de la personne concernée sera précisée.

Développement:

Des enquêtes menées par la Caisse de compensation du canton de Nidwald ont révélé que près d'un tiers des demandes de PC émanaient de personnes qui s'étaient dessaisies de tout ou partie de leur fortune (donations, partage successoral pas effectué dans le respect des dispositions légales, etc.). Lors du calcul des PC, un requérant ayant cédé des biens immobiliers ou des capitaux reste certes considéré comme leur détenteur, mais le montant pris en compte diminue d'année en année. Il y a lieu de reconsidérer cette pratique et, le cas échéant, de durcir la réglementation, notamment eu égard au fait que les pays voisins de la Suisse, en particulier, n'octroient généralement de prestations similaires aux PC qu'aux personnes ne disposant pratiquement plus d'aucune fortune.

En outre, afin d'améliorer la sécurité juridique et de garantir l'homogénéité des décisions prises par les tribunaux, les dispositions de la LPC portant sur la prise en compte d'un dessaisissement de fortune doivent être clarifiées.

3. Revenu moyen

Proposition:

Associées aux rentes AVS et AI, les PC visent la couverture des besoins vitaux. Il y a lieu de garantir que ces revenus de remplacement ne soient pas plus élevés que le revenu éventuel d'une activité lucrative exercée avant la survenance de l'événement ayant donné lieu à l'obtention des prestations d'assurance ou qu'un éventuel revenu de référence déterminé.

Développement:

Combinées aux rentes AI ou AVS, les PC garantissent aux ayants droit de disposer des moyens d'existence requis. Toutefois, certains bénéficiaires - en particulier les familles - reçoivent parfois des contributions dont le montant est nettement plus élevé que celui du revenu issu de leur activité lucrative antérieure. Il s'agit d'apporter les corrections qui s'imposent, notamment eu égard au fait que les personnes assurées peuvent encore demander, pour toute leur famille, le remboursement des frais médicaux (par ex. traitements orthodontiques). En outre, ces personnes bénéficient d'autres avantages (par ex. réductions pour les transports publics) et les PC ne sont pas imposables.

4. Incitation au travail

Proposition:

Il y a lieu d'harmoniser les critères inscrits dans la LPC avec ceux prévus par l'assurance-invalidité (AI) pour ce qui est de l'activité exigible de la part des gens ayant une capacité de travail partielle et, par conséquent, pour ce qui est de la prise en compte d'un revenu hypothétique ou effectif. Il faudrait ainsi faire abstraction des spécificités objectives et subjectives comme l'âge ou les connaissances linguistiques.

Il faut aussi déterminer quand et dans quelle mesure les revenus hypothétiques des conjoints des bénéficiaires de PC doivent être pris en compte. Dans ce cas également, les critères de l'AI pour ce qui est de l'activité qui peut être exigée doivent être repris.

Développement:

Les gens doivent être davantage incités à exercer un travail. Jusqu'ici, tous les critères objectifs et subjectifs (âge, état de santé, connaissances linguistiques, formation et situation sur le marché du travail, notamment) sont pris en compte lors de l'examen de la capacité de travail partielle des bénéficiaires de PC. En pareils cas, les PC se substituent, dans un certain sens,

aux prestations de l'assurance-chômage. Sont ainsi applicables d'autres règles que, par exemple, dans l'assurance-invalidité, laquelle ne tient pas compte des facteurs non inhérents à l'invalidité (âge, par ex.). Grâce à des prescriptions plus strictes, les intéressés doivent être contraints à mieux exploiter leur capacité de travail partielle, avec éventuellement des sanctions pour les récalcitrants.

Il faut aussi suivre le principe selon lequel un revenu hypothétique réalisé par une personne partiellement invalide et par son conjoint puisse être pris en compte selon les règles fixées par l'AI. En effet, les PC doivent couvrir les risques liés à la vieillesse et à l'invalidité, mais, en pareils cas, elles constituent un complément aux prestations d'assistance et d'assurance-chômage (cf. législation et jurisprudence actuelles) et elles couvrent les besoins vitaux de personnes qui ne sont pas invalides.

5. Dissociation de la réduction des primes d'assurance-maladie et des prestations complémentaires

Proposition:

Les cantons doivent pouvoir définir la prime moyenne de référence pour les réductions de primes de l'assurance obligatoire des soins pour les bénéficiaires de PC sur la base des mêmes critères et règles que ceux applicables aux autres groupes de bénéficiaires, compte tenu des objectifs sociaux définis dans le droit fédéral.

Développement:

La réduction individuelle des primes d'assurance-maladie (RIP) doit être dissociée des PC. Actuellement, la prime cantonale moyenne de l'assurance obligatoire des soins (LAMal) est remboursée aux bénéficiaires de PC à titre de prestation minimale dès que les dépenses reconnues dépassent les revenus déterminants. En l'espèce, la prime moyenne cantonale n'est pas fixée par le canton - comme c'est le cas pour les autres bénéficiaires de la RIP -, mais par la Confédération. Elle peut être nettement supérieure à la prime de référence calculée par le canton, ce qui avantage les bénéficiaires de PC par rapport aux personnes de condition économique modeste qui ne perçoivent "que" la RIP.

Cette situation choquante est source de surcoûts (qui pourraient être évités) et d'incitations pernicieuses. Il s'agit donc de permettre aux cantons de déterminer le montant de la prime LAMal sur laquelle se fonder pour calculer les PC, en tenant compte de la situation effective propre à chaque canton en la matière. L'objectif est de garantir aux bénéficiaires de PC l'accès aux prestations obligatoires de la LAMal tout en fixant une limite afin que les aides soient octroyées uniquement aux personnes qui en ont réellement besoin.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

148/15.309 é Schaffhouse. Code civil. Droit de recours de la corporation publique tenue de prendre en charge les coûts contre des mesures de protection des enfants et des adultes arrêtées par les APEA (04.05.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Schaffhouse soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de modifier l'article 450 du Code civil de sorte que la corporation publique tenue de prendre en charge les coûts ait qualité pour recourir contre des mesures de protection des enfants et des adultes arrêtées par les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

04.07.2016 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

149/16.301 é Schaffhouse. Lutte contre les prix élevés en Suisse (22.12.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Schaffhouse soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à faire en sorte - par exemple au moyen d'une révision de la loi sur les cartels - que les fournisseurs étrangers ne puissent prélever des suppléments d'importation injustifiés sur les produits qu'ils livrent en Suisse ("suppléments spécifiques à la Suisse").

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

150/08.334 é St-Gall. Révision du Code pénal (23.12.2008)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution, le canton de Saint-Gall dépose l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à renforcer l'arsenal répressif contre la pornographie infantile et la représentation de la violence.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

151/09.313 é St-Gall. Mieux protéger les enfants et les jeunes contre la violence dans les jeux vidéo et les médias (26.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est priée:

a. de voter une loi qui interdise la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et la diffusion des jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté sur des êtres humains;

b. de prendre les mesures propres à assurer de manière cohérente et sur l'ensemble du territoire national une vraie protection de l'enfant et de l'adolescent contre la violence dans les médias (par ex. en décidant la mise en place d'une autorité d'agrément).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

152/11.313 é St-Gall. Rentes AVS. En finir avec la discrimination des couples mariés (28.09.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, de telle sorte que les couples mariés ne soient plus discriminés par rapport aux person-

nes ayant un autre mode de vie, notamment en ce qui concerne les rentes AVS.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

12.12.2013 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

21.03.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

153/16.300 é St-Gall. Garantir la sécurité malgré les flux de réfugiés (21.12.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La politique en matière d'asile et de réfugiés doit davantage être axée sur les flux de réfugiés et la violence croissante. En outre, les mesures suivantes doivent être prises:

- augmenter les ressources financières destinées au Corps des gardes-frontière (Cgfr) et renforcer les effectifs de celui-ci;
- développer la collaboration entre le Cgfr, la police et l'armée afin de mieux sécuriser les frontières et de veiller au respect de l'ordre juridique;
- appliquer de manière stricte l'accord de Schengen en Suisse et dans les pays de l'UE;
- répartir de façon équitable les réfugiés au sein de l'espace Schengen;
- augmenter les moyens octroyés en faveur de l'aide apportée dans les régions en crise;
- renvoyer de manière systématique les réfugiés qui violent l'ordre juridique et la législation sur l'asile.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.06.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

154/16.307 é St-Gall. Modification de la loi sur les étrangers. Renforcement des contraintes et de l'application de la législation en vigueur concernant l'intégration, l'aide sociale, la scolarité obligatoire et les sanctions pénales (18.04.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Saint-Gall soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée sur la base des points suivants:

1. L'octroi ou le renouvellement d'une autorisation de séjour ou d'établissement aux non-ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE dépendra du respect d'une convention d'intégration contraignante accompagnée de critères clairement mesurables. En particulier, l'acceptation de l'ordre juridique suisse et des valeurs locales, ainsi que la justification de connaissances linguistiques suffisantes, sont essentielles.
2. Le refus récurrent de fournir des efforts d'intégration, en particulier la violation par les parents ou tuteurs des obligations scolaires prévues dans la législation scolaire cantonale, doit être inscrit dans la législation comme motif de révocation des autorisations de séjour ou d'établissement.
3. Les motifs pénaux de révocation desdites autorisations doivent être déterminés et les peines exécutoires cumulées.

4. Conformément à la loi sur les étrangers, une telle révocation est admissible lorsque l'étranger, ou la personne dont il a la charge, dépend de l'aide sociale de manière considérable et durable. Il s'agit de définir une valeur limite ou des critères juridiquement applicables relatifs au montant de l'aide sociale, qui permettent une révocation.

5. La possibilité de révoquer une autorisation d'établissement ou de la remplacer par une autorisation de séjour doit être prévue concernant les étrangers qui refusent résolument tout effort d'intégration.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

155/09.314 é Tessin. Révision de l'article 135 CP (27.05.2009)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 135 du Code pénal afin d'interdire la fabrication, la promotion, l'importation, la vente et l'utilisation de jeux vidéo qui incitent le joueur à commettre virtuellement des actes de cruauté et de violence sur des êtres humains ou sur des créatures d'apparence humaine.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

156/14.301 é Tessin. Réexaminer les peines prévues aux articles 285 et 286 du Code pénal suisse (14.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à réexaminer les sanctions prévues par le Code pénal suisse (CP) pour les infractions visées aux articles 285 (Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires) et 286 (Empêchement d'accomplir un acte officiel).

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

15.01.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.06.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

157/14.315 é Tessin. Réduction des primes d'assurance-maladie des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI. Adaptation des montants (30.06.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 21a de la loi sur les prestations complémentaires (LPC; 831.30) comme suit:

Art. 21a Versement de la prime de l'assurance-maladie

AI. 1

En dérogation à l'article 20 LPGA, la prime annuelle de l'assurance obligatoire des soins est versée directement à l'assureur-maladie.

AI. 2

Si la prime effectivement due par le bénéficiaire de prestations complémentaires est inférieure à la prime forfaitaire, le montant

versé à l'assureur-maladie correspond à la prime effectivement due. Si la prime effectivement due est supérieure à la prime forfaitaire, le montant versé à l'assureur-maladie correspond à la prime forfaitaire.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

08.09.2015 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

158/15.320 é Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (1) (30.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à l'Assemblée fédérale de faire en sorte que des informations sur les condamnations antérieures de citoyens de l'Union européenne désirant s'installer en Suisse puissent systématiquement être exigées d'office du pays d'origine ou d'un pays tiers sans qu'il soit nécessaire d'en fournir la raison.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

159/15.321 é Tessin. Possibilité de demander systématiquement un extrait du casier judiciaire d'un citoyen de l'Union européenne déposant une demande de permis de séjour (2) (30.09.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à l'Assemblée fédérale de faire en sorte que des informations sur les condamnations antérieures de citoyens de l'Union européenne désirant s'installer en Suisse, brièvement ou durablement (y compris les travailleurs détachés), puissent systématiquement être exigées d'office du pays d'origine ou d'un pays tiers sans qu'il soit nécessaire d'en fournir la raison.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

160/16.304 é Tessin. Ouverture de nouveaux cabinets médicaux. Confirmer le moratoire actuel (02.02.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à adopter les dispositions légales suivantes:

I

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 55a Limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie

Al. 1

Le Conseil fédéral peut faire dépendre de l'établissement de la preuve d'un besoin l'admission des personnes suivantes à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins:

a. les médecins visés à l'article 36, qu'ils exercent une activité dépendante ou indépendante;

b. les médecins qui exercent au sein d'une institution au sens de l'article 36a ou dans le domaine ambulatoire d'un hôpital au sens de l'article 39.

Al. 2

Ne sont pas soumis à la preuve du besoin les médecins qui ont exercé pendant au moins trois ans dans un établissement suisse de formation reconnu.

Al. 3

Le Conseil fédéral fixe les critères permettant d'établir la preuve du besoin après avoir consulté les cantons, les fédérations de fournisseurs de prestations, les fédérations des assureurs et les associations de patients.

Al. 4

Les cantons désignent les médecins visés à l'alinéa 1. Ils peuvent assortir leur admission de conditions.

Al. 5

L'admission expire lorsque son titulaire n'en fait pas usage dans un certain délai, sauf justes motifs tels que maladie, maternité ou formation postgrade. Le Conseil fédéral fixe le délai applicable.

II

Disposition transitoire de la modification du ... (Réglementation de l'admission)

Al. 1

Les médecins qui ont été admis en vertu de l'article 36 et ont pratiqué dans leur propre cabinet à la charge de l'assurance obligatoire des soins avant l'entrée en vigueur de la modification du ... ne sont pas soumis à la preuve du besoin.

Al. 2

Les médecins qui ont exercé au sein d'une institution au sens de l'article 36a ou dans le domaine ambulatoire d'un hôpital au sens de l'article 39 avant l'entrée en vigueur de la modification du ... ne sont pas soumis à la preuve du besoin s'ils continuent d'exercer au sein de la même institution ou dans le domaine ambulatoire du même hôpital.

III

Al. 1

La présente loi est déclarée urgente conformément à l'article 165 alinéa 1 de la Constitution. Elle est sujette au référendum prévu par l'article 141 alinéa 1 lettre b de la Constitution.

Al. 2

Elle entre en vigueur le 1er juillet 2016 et a effet jusqu'au 30 juin 2019.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

161/16.305 é Tessin. Pour un réseau des routes nationales dense et complet (25.02.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est, dans la limite de ses compétences, chargée :

a. d'intégrer au fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) 400 kilomètres de routes cantonales supplémentaires (intégration au projet FORTA de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales, modifié en 2012);

b. de faire en sorte que le raccordement A2/A13 figure parmi les projets financés en priorité par le FORTA.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

162/16.306 é Tessin. Garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national (06.04.2016)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Tessin soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Tessin demande à la Confédération, dans les limites de ses compétences définies:

- a. dans la loi sur les télécommunications (LTC), pour ce qui concerne le secteur des télécommunications,
- b. dans la loi fédérale sur la politique régionale, pour ce qui est des aides et incitations financières octroyées aux cantons et aux régions pour affronter les changements structurels,
- c. dans la nouvelle péréquation financière (NPF), la compensation des charges et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons,

d'intervenir activement dans les régions de Suisse où les fournisseurs, pour des questions liées au marché, ne mettent pas en place un réseau câblé de télécommunication à bande ultralarge. Elle peut prévoir des financements directs (via la loi fédérale sur la politique régionale ou la NPF) ou redéfinir le service universel (via la LTC). L'objectif est de garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national, en utilisant une technologie appropriée qui soit facile à mettre en place (fibre optique, technologie hybride - réseau hybride fibre coaxial -, radiofréquence), en fonction de l'évolution technologique de ces prochaines années.

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

163/14.317 é Thurgovie. Modification de l'article 25a LAMal en relation avec le financement des soins (04.11.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Thurgovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est chargée de modifier l'article 25a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10) en le complétant comme suit:

Al. 5

Chaque canton peut décider de réduire les contributions qu'il verse au titre du financement résiduel lorsque les personnes nécessitant des soins possèdent une fortune importante et/ou ont un revenu élevé, voire de ne pas en verser du tout. Les cantons règlent les détails.

En outre, la présente initiative prévoit que soit introduit à l'article 25a LAMal un alinéa 6 disposant que:

Al. 6

La contribution maximale fixée par le Conseil fédéral au sens de l'alinéa 5 est adaptée régulièrement aux coûts effectifs des soins.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

16.06.2015 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 16.3352 Po. CSSS-CN

164/15.300 é Thurgovie. Modification de la loi sur la chasse. Versement d'indemnités pour les dégâts causés aux infrastructures par les castors (12.01.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Thurgovie soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Confédération est priée de modifier l'article 13 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (loi sur la chasse, LChP; RS 922.0) de telle sorte que la réparation des dégâts causés par les castors aux infrastructures que sont les routes, les berges des canaux ainsi que les installations de drainage et d'aménagement des cours d'eau soit financée par la Confédération et les cantons.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

09.03.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

23.05.2016 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

165/14.316 é Uri. Souveraineté en matière de procédure électorale (07.07.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton d'Uri soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Constitution fédérale doit être modifiée de telle sorte que les cantons puissent organiser leur procédure électorale de manière autonome.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

23.06.2015 CIP-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

18.03.2016 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

166/11.312 é Vaud. Pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (12.10.2011)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à élaborer un acte législatif dans le sens proposé par la pétition de la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP), visant notamment à sanctionner plus sévèrement la violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires, en particulier lors de récidive.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.03.2014 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

20.06.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

167/12.300 n Vaud. Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Rupture (08.02.2012)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à demander au Conseil fédéral que les négociations avec l'Union européenne au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire soient interrompues immédiatement.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

26.09.2012 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

21.03.2013 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

17.12.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 12.3665 Mo. CER-CN

168/13.308 é Vaud. Ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire (12.06.2013)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Vaud soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à modifier l'article 59 alinéas 1 et 2 de la Constitution fédérale et plusieurs articles de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le service civil afin d'ouvrir le service civil aux femmes sur une base volontaire.

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

10.12.2013 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

21.03.2014 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

169/14.320 é Valais. Loup. La récréation est terminée! (26.11.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Valais soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le Grand Conseil du canton du Valais demande à l'Assemblée fédérale:

1. de sommer le Conseil fédéral de dénoncer la Convention de Berne avec la possibilité de négocier une nouvelle entrée mais avec une réserve, analogue à celle que 12 des 27 Etats contractants ont demandée avec succès, excluant la protection du loup;

2. de modifier la législation sur la chasse en Suisse avec l'objectif que le loup puisse être chassé.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

09.03.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

23.05.2016 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

170/15.302 é Valais. Adapter le droit fédéral aux nouvelles offres en matière d'hébergement (14.01.2015)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Valais soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Le canton du Valais, touristique s'il en faut, invite les Chambres fédérales à établir un inventaire des normes fédérales incompatibles avec les nouvelles formes d'hébergement touristique organisées entre particuliers par l'intermédiaire de plates-formes Internet. Il demande un assouplissement généralisé de ces normes en faveur de toutes les offres, dans un esprit non bureaucratique.

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

03.03.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

171/16.310 é Valais. LAT. Mayens et raccards. Soutenons l'idée du canton des Grisons! (02.06.2016)

Se fondant sur l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale (Cst.), le canton du Valais soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La loi sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) est modifiée de la façon suivante:

La garantie des droits acquis pour les constructions sises hors de la zone à bâtir (art. 24c LAT) est étendue de sorte que les constructions qui ne sont plus utilisées pour des activités agricoles puissent être réaffectées de manière mesurée à un usage d'habitation, dans le respect de leur identité et dans le cadre des possibilités d'agrandissement existantes; ces modifications ne doivent toutefois entraîner aucun coût ou obligation supplémentaire - notamment en matière d'équipement - pour les pouvoirs publics.

172/10.302 é Zoug. Interdiction des jeux vidéo violents (05.01.2010)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

L'Assemblée fédérale est invitée à amender les bases constitutionnelles et légales pertinentes afin que les enfants et les jeunes soient protégés efficacement contre la violence dans les médias ou, au moins, qu'un système uniforme soit introduit pour ce qui concerne les limites d'âge applicables aux médias numériques et audiovisuels, et que soit interdite la vente aux enfants et aux adolescents de jeux vidéo et de logiciels de loisirs inadaptés.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.03.2011 Conseil des Etats. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

17.06.2011 Conseil national. L'examen préalable de l'initiative cantonale est suspendu pour plus d'un an.

173/14.307 é Zoug. Rétablissement de la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Modification de la Constitution fédérale (28.03.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zoug soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

La Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101) est modifiée de sorte que les cantons puissent organiser leur procédure électorale de manière autonome.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

23.06.2015 CIP-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

18.03.2016 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

174/06.302 é Zurich. Passer au système de l'imposition individuelle (25.04.2006)

S'appuyant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Zurich soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative suivante:

Les autorités fédérales créent les bases légales permettant de passer du système de l'imposition du couple et de la famille au système de l'imposition individuelle indépendante de l'état civil. Cette modification législative concernera au moins l'impôt sur le

revenu, et prévoira des réponses aux questions qu'induirait nécessairement le changement de système (par ex. droit d'option, familles monoparentales).

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

10.08.2009 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.09.2009 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

Voir objet 07.305 lv.ct. Berne

Voir objet 08.318 lv.ct. Bâle-Ville

Initiatives parlementaires

Conseil national

Initiatives des groupes

175/13.419 n Groupe BD. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Landolt

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

176/13.473 n Groupe BD. Etablir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'âge légal de la retraite pour les femmes et les hommes est fixé de manière à correspondre à 80 pour cent de l'espérance de vie moyenne des femmes et des hommes, et il est adapté périodiquement. La loi fixe les modalités d'exécution.

Porte-parole: Landolt

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

177/15.420 n Groupe BD. Accorder des financements de départ en vue de la mise en place d'écoles à horaire continu, en se concentrant sur les modèles adaptés aux régions, y compris sur les solutions pour les vacances scolaires, pour qu'il soit plus facile de concilier vie de famille et vie professionnelle (19.03.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales qui permettront à la Confédération d'aider financièrement les communes à mettre en place des écoles à horaire continu. On le fera par exemple en s'appuyant

sur le modèle de financement de départ en faveur de la création de places d'accueil pour enfants en dehors du cadre familial.

Pendant les cinq ans suivant l'entrée en vigueur des bases légales en question, la Confédération versera une contribution annuelle appropriée, à titre de financement de départ, en vue de la mise en place d'écoles à horaire continu. Si ce sont les établissements publics de la scolarité obligatoire qui auront droit à un soutien financier, la collaboration avec des établissements privés devra rester possible. On soutiendra également la transformation des structures actuelles en écoles à horaire continu. Enfin, on limitera la durée du soutien et le montant de la participation aux coûts.

Porte-parole: Quadranti

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

14.08.2015 CSEC-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

Voir objet 14.2036 Pét. Session des jeunes 2014

178/15.426 n Groupe BD. Rendre punissables la réalisation, l'achat, la diffusion et l'échange d'images d'enfants nus pour des motifs sexuels (20.03.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 197 CP sera modifié de telle sorte que la réalisation, l'achat, la possession, la diffusion et l'échange d'images de nus d'enfants pour des motifs sexuels seront rendus punissables.

Porte-parole: Guhl

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.11.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

179/15.484 n Groupe BD. Le système de prévoyance-temps. Une réponse à un défi démographique majeur (23.09.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les buts sociaux définis au chapitre 3 de la Constitution seront complétés par la disposition suivante:

"La Confédération et les cantons créent les conditions de mise en place d'un système de services fournis en échange d'un crédit-temps donnant droit à des prestations."

Porte-parole: Landolt

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

180/16.443 n Groupe BD. Protection des droits populaires. Prenons soin de notre démocratie directe (14.06.2016)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 138, 139 et 141 de la Constitution seront modifiés de telle sorte que le nombre de signatures nécessaire pour faire aboutir une initiative ou un référendum soit désormais fonction du nombre total de citoyens ayant le droit de vote. La Constitution précisera donc le pourcentage de signatures requis pour déposer une initiative ou une demande de référendum. Les exigences minimales actuelles devront par ailleurs être renforcées.

Porte-parole: Landolt

181/11.404 n Groupe des Verts. Création d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité salariale (03.03.2011)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer les bases légales nécessaires à la mise en place d'une commission indépendante chargée de réaliser l'égalité salariale entre hommes et femmes, garantie par la Constitution. Cette commission disposera de compétences d'examen et d'exécution. Elle pourra:

- contrôler, à la demande d'intéressés ou de tiers, les salaires en cas de soupçons de non-respect du principe d'égalité salariale;- consulter les livres de salaires;

- procéder à des contrôles par sondage des salaires dans les entreprises;

- prononcer des sanctions à l'encontre d'entreprises qui violent le principe de l'égalité salariale.

Porte-parole: Schelbert

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

22.05.2012 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

182/13.420 n Groupe des Verts. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Glättli

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

x 183/15.463 n Groupe des Verts. Liens d'intérêts des députés. Indication des rémunérations versées (19.06.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 11 de la loi sur le Parlement sera complété par une disposition prévoyant que les députés soient tenus non seulement d'indiquer leurs liens d'intérêts, mais aient aussi l'obligation de fournir des indications concernant le montant des rémunérations qui leur sont versées pour ces activités.

Porte-parole: Glättli

CN *Commission des institutions politiques*

13.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

184/15.464 n Groupe des Verts. Transparence du lobbying. Publier la liste des bénéficiaires d'une autorisation journalière d'accès au Palais du Parlement (19.06.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement (LParl), nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le droit sera modifié de façon à prévoir la publication non seulement de la liste des personnes disposant d'une autorisation d'accès permanente au Palais du Parlement (art. 69 al. 2 LParl), mais aussi de la liste des personnes à qui les parlementaires ont fait délivrer une autorisation journalière.

Porte-parole: Glättli

CN *Commission des institutions politiques*

185/13.418 n Groupe vert'libéral. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Bäumle

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

186/13.468 n Groupe vert'libéral. Mariage civil pour tous (05.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale sera modifiée comme suit:

Art. 14 Droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille

Al. 1

Le droit au mariage, à l'union (nouveau) et à la famille est garanti.

Al. 2

Les formes d'union régies par la loi sont ouvertes à tous les couples quels que soient leur sexe ou leur orientation sexuelle.

Art. 38 al. 1 première phrase

La Confédération règle l'acquisition et la perte de la nationalité et des droits de cité par filiation, par union (supprimer "par mariage") ou par adoption. (...)

Porte-parole: Bertschy

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

20.02.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

01.09.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

187/09.503 n Groupe libéral-radical. Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois (10.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 27 juin 1973 sur les droits de timbre (LT) sera modifiée comme suit:

Dispositions transitoires:

1. Les dispositions relatives au droit de timbre d'émission selon les articles 5 et 5a ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

2. Les dispositions relatives au droit de timbre sur les primes d'assurance selon les articles 21ss. sont abrogées le 1er janvier 2011.

3. Les dispositions relatives au droit de timbre de négociation selon les articles 13ss. sont abrogées le 1er janvier 2016. Toute la loi fédérale sur les droits de timbre sera abrogée à cette date.

Le Conseil fédéral est chargé de supprimer par étapes les droits de timbre.

Porte-parole: Pelli

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

23.11.2010 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

04.04.2011 CER-CE. Adhésion.

12.11.2012 Rapport CER-CN (FF 2013 1055)

23.01.2013 Avis du Conseil fédéral (FF 2013 1023)

1. Loi fédérale sur les droits de timbre (FF 2013 1021)

19.03.2013 Conseil national. Décision conforme au projet de la commission.

04.12.2013 Conseil des Etats. Suspendre.

19.03.2014 Conseil national. Ne pas suspendre.

17.06.2014 Conseil des Etats. Maintenir (= suspendre).

2. Loi fédérale sur les droits de timbre II

188/15.402 n Groupe libéral-radical. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs (04.03.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée de manière à ce que les conventions tarifaires, les structures tarifaires et les prix ne doivent plus être approuvés ou fixés par les gouvernements cantonaux ou le Conseil fédéral. Les conventions et les structures tarifaires seront conclues exclusivement par les partenaires tarifaires; en cas de désaccord, des tribunaux arbitraux institués par les partenaires tarifaires eux-mêmes trancheront, avec possibilité de recours auprès du Tribunal administratif fédéral.

Porte-parole: Moret

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

13.05.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

189/15.407 n Groupe libéral-radical. Adoption d'une disposition pénale réprimant le terrorisme (04.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous demandons que le Code pénal soit complété comme suit:

Art. 260sexies

Terrorisme

Al. 1

Quiconque commet un acte de violence criminelle visant à intimider une population ou à contraindre un Etat ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque,

quiconque s'associe à un groupe ou à une organisation poursuivant le but de commettre des actes réprimés à l'alinéa 1, met à sa disposition des ressources humaines ou matérielles, organise des actions de propagande en sa faveur ou en faveur de ses objectifs, recrute des adeptes, soutient ou encourage ses activités de toute autre manière ou provoque un acte de terrorisme,

sera puni d'une peine privative de liberté d'un an au moins.

Al. 2

Dans les cas graves, notamment lorsque l'acte a provoqué ou était destiné à provoquer les blessures ou la mort d'un grand nombre de personnes, l'auteur sera puni d'une peine privative de liberté à vie ou d'une peine privative de liberté de dix ans au moins.

Al. 3

Quiconque fait publiquement l'apologie d'un acte de terrorisme sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Al. 4

Est également punissable l'auteur qui agit à l'étranger. L'article 4 est applicable.

Al. 5

Le juge pourra atténuer librement la peine (art. 48a) à l'égard de celui qui aura activement collaboré avec les autorités afin d'empêcher la poursuite de l'activité terroriste du groupe ou de l'organisation à laquelle il a appartenu ou qu'il a de toute autre manière soutenue ou encouragée.

La disposition supposerait l'adaptation des normes suivantes:

Art. 4 CP

Crimes ou délits commis à l'étranger contre l'Etat

Al. 1

Le présent code est applicable à quiconque commet à l'étranger le crime de terrorisme (art. 260sexies) ou un crime ou un délit contre l'Etat et la défense nationale (art. 265 à 278).

...

Art. 260bis CP

Actes préparatoires délictueux

Al. 1

Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque prend, conformément à un

plan, des dispositions concrètes d'ordre technique ou organisationnel, dont la nature et l'ampleur indiquent qu'il s'apprête à passer à l'exécution de l'un des actes suivants:

...

gbis. terrorisme (article 260sexies);

...

Porte-parole: Lüscher

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

05.10.2015 CPS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

190/16.402 n Groupe libéral-radical. Programme de la législature. Suppression des coûts inutiles liés aux activités parlementaires (29.02.2016)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement sera modifiée comme suit:

Art. 74

...

Al. 3

L'entrée en matière est acquise de plein droit pour les initiatives populaires, les budgets, les rapports de gestion, les comptes, le plan financier, la garantie des constitutions cantonales et les réclamations contre les conventions passées par des cantons entre eux ou avec l'étranger.

...

Art. 75

...

Al. 4

Le projet d'arrêté fédéral sur le plan financier et le rapport sur le programme de la législature ne peuvent pas être renvoyés.

Art. 94a Divergences sur le plan financier

Al. 1

Abrogé

Al. 2

Si l'arrêté fédéral sur le plan financier fait l'objet de divergences, la Conférence de conciliation présente une proposition distincte pour chacune des divergences. Chacune des propositions fait l'objet d'un vote séparé.

...

Art. 146

Al. 1

Au début de chaque législature, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, afin qu'elle en prenne acte, un rapport sur le programme de la législature.

Al. 2

Le rapport définit les lignes directrices de la politique et les objectifs du programme de la législature du Conseil fédéral; il indique en outre, pour chaque objectif, les projets d'actes de l'Assemblée fédérale prévus par le Conseil fédéral ainsi que les autres mesures qui sont nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Al. 3 (première et deuxième phrases)

Dans le rapport sur le programme de la législature, les objectifs sont accompagnés d'indicateurs permettant d'évaluer le degré

de réalisation des objectifs. Le rapport contient également une analyse de la situation reposant sur les indicateurs. ...

Al. 4 (première phrase)

Le rapport présente le plan financier de la législature. ...

Art. 147

Abrogé

Porte-parole: Schneeberger

CN *Commission des institutions politiques*

191/13.421 n Groupe socialiste. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'Assemblée fédérale créera les bases légales nécessaires à la mise en oeuvre de l'égalité des personnes liées par un partenariat enregistré et des couples mariés devant la procédure de naturalisation.

Porte-parole: Schenker Silvia

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

x 192/15.449 n Groupe socialiste. Faire la transparence sur les revenus et les liens d'intérêts des parlementaires (18.06.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Les parlementaires ont l'obligation de déclarer au Bureau du conseil à leur entrée en fonction, en début d'année et à chaque fois que leur situation personnelle connaît un changement important, les revenus qu'ils tirent des fonctions visées à l'article 11 alinéa 1 lettres b à e de la loi sur le Parlement, lorsque ceux-ci dépassent un montant à déterminer. Ils déclareront également les revenus qu'ils tirent de leurs activités professionnelles dans la mesure où celles-ci pourraient donner l'impression d'une dépendance vis-à-vis d'un groupe d'intérêts, qu'il s'agisse d'activités salariées ou non. Ces activités et revenus sont à déclarer même s'ils sont soumis au secret professionnel. L'exactitude des données fournies sera vérifiée sommairement et de manière aléatoire.

Porte-parole: Tschümperlin

CN *Commission des institutions politiques*

13.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 193/14.426 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Etrangers. Conditions à remplir pour avoir droit à la rente AI (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 6 alinéa 2 de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI) doit être modifié comme suit:

Art. 6

...

Al. 2

Les étrangers ont droit aux prestations, sous réserve de l'article 9 alinéa 3, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile et leur résidence habituelle (art. 13 LPG) en Suisse, mais seulement s'ils comptent, lors de la survenance de l'invalidité, au moins deux années entières de cotisations ou dix ans de résidence ininterrompue en Suisse. Aucune prestation n'est allouée aux proches de ces étrangers s'ils sont domiciliés hors de Suisse.

...

Porte-parole: Bortoluzzi

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

28.08.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 194/14.427 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Prestations complémentaires. Délai de carence (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC) et les autres dispositions pertinentes doivent être modifiées de sorte que le délai de carence de dix ans prévu à l'article 5 alinéa 1 LPC s'applique à tous les étrangers, y compris aux ressortissants de l'UE et de l'AELE, aux réfugiés et aux apatrides, qui demandent les prestations complémentaires.

Porte-parole: de Courten

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

28.08.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **195/14.429 n** Groupe de l'Union démocratique du Centre. Rentes AVS. Prolongation du délai de cotisation (19.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 29 alinéa 1 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants doit être modifié comme suit:

Art. 29

Al. 1

Peuvent prétendre à une rente ordinaire de vieillesse ou de survivants tous les ayants droit auxquels il est possible de porter en compte au moins deux années entières de revenus, de bonifications pour tâches éducatives ou pour tâches d'assistance, ou leurs survivants.

...

Porte-parole: de Courten

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

28.08.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **196/14.461 n** Groupe de l'Union démocratique du Centre. A la Conférence de coordination de désigner le conseil prioritaire pour les objets importants émanant du Conseil fédéral (01.12.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est modifiée comme suit:

Art. 37

...

Al. 2

...

Let. f

sur demande du président de la commission compétente d'un des deux conseils, elle tranche en dernier ressort sur l'attribution au conseil prioritaire d'un objet émanant du Conseil fédéral. En cas de désaccord des deux Bureaux, la question est tranchée par tirage au sort.

...

Art. 84

...

Al. 2

... en vue de cette attribution. Concernant les objets émanant du Conseil fédéral, ils consultent au préalable les présidents des commissions parlementaires compétentes des deux conseils. (Reste inchangé)

Al. 3

Sur demande du président d'une commission compétente d'un des deux conseils, la décision définitive est prise par la Conférence de coordination.

Porte-parole: Parmelin

CN/CE *Commission des institutions politiques*

23.04.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.10.2015 CIP-CE. Ne pas donner suite

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **197/15.431 n** Groupe de l'Union démocratique du Centre. Pas de prestations de l'Etat pour les personnes résidant illégalement en Suisse (06.05.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 12 de la Constitution est modifié comme suit:

Art. 12 Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse

Toute personne bénéficiant d'un droit de séjour en Suisse qui se trouve dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidée et assistée et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine. Pour les personnes étrangères, le droit à l'aide d'urgence cesse à l'échéance de l'autorisation de séjour.

Porte-parole: Amaudruz

CN *Commission des institutions politiques*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

198/15.439 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Inscrire dans la Constitution une véritable politique de l'asile (03.06.2015)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 121

...

Al. 1bis

La Confédération octroie l'asile en se fondant sur les principes suivants:

Let. a

les personnes ayant transité par un Etat sûr sont exclues de la procédure d'asile;

Let. b

en cas de crise humanitaire ou dans le cadre d'un accord international et sous réserve de l'article 121a, le Conseil fédéral peut octroyer une admission provisoire à des personnes à protéger, mais sans possibilité de séjour permanent;

Let. c

la décision relative à l'octroi ou au refus d'une demande d'asile peut faire l'objet d'un recours devant une instance de recours interne à l'administration; la décision de cette instance est définitive et le canton doit l'exécuter;

Let. d

en règle générale, les prestations d'assistance sont fournies pendant la durée de la procédure et jusqu'à échéance du délai de départ sous la forme de prestations en nature; les personnes dont le délai de départ est échu ou qui séjournent illégalement en Suisse n'ont pas droit à l'aide dans des situations de détresse prévue à l'article 12.

...

Porte-parole: Brand

CN *Commission des institutions politiques*

199/16.404 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Assermentation des juges fédéraux par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) (09.03.2016)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

La loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral est modifiée comme suit:

Art. 10 Serment et promesse solennelle

Art. 1

Chaque membre du Tribunal fédéral prête serment ou fait la promesse solennelle avant d'entrer en fonction.

Art. 2

Les membres du Tribunal fédéral prêtent serment ou font la promesse solennelle devant l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) immédiatement après leur élection.

Art. 3

Ils prêtent à nouveau serment ou font à nouveau la promesse solennelle lors du renouvellement intégral du Tribunal fédéral.

Art. 4

Les personnes élues qui refusent de prêter serment ou de faire la promesse solennelle renoncent à leur fonction.

Art. 5

La formule du serment est la suivante: "Je jure devant Dieu tout-puissant d'observer la Constitution et les lois et de remplir en conscience les devoirs de ma charge."

Art. 6

La formule de la promesse solennelle est la suivante: "Je promets d'observer la Constitution et les lois et de remplir en conscience les devoirs de ma charge."

Porte-parole: Matter

CN *Commission des affaires juridiques*

200/16.415 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. Habilitier communes et autorités à recourir contre les décisions des APEA (17.03.2016)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

L'article 450 CC est modifié de façon à donner également qualité pour recourir à la commune de domicile de la personne concernée ou à une autre autorité communale compétente. Par ailleurs, toutes les garanties seront prises pour que le principe de l'effet suspensif (art. 450c CC) ne soit pas vidé de sa substance, donc pour que l'effet suspensif ne soit retiré qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Porte-parole: Schwander

CN *Commission des affaires juridiques*

201/16.444 n Groupe de l'Union démocratique du Centre. APEA. Donner la préférence à la famille (15.06.2016)

Nous fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Le droit de la protection de l'enfant et de l'adulte sera modifié afin que le droit de représentation légale et le droit d'être institué curateur soient étendus aux parents au premier degré (parents, enfants) et aux parents au deuxième degré (frères et soeurs, grands-parents, petits-enfants) et que le droit de représentation comprenne fondamentalement aussi bien l'assistance personnelle et la gestion du patrimoine que la représentation dans tous les rapports juridiques avec des tiers.

Porte-parole: Schwander

Initiatives des commissions

202/14.459 n Commission de la science, de l'éducation et de la culture CN. Apprentissage d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire (01.12.2014)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (LLC; RS 441.1) est modifiée comme suit:

Art. 15 Enseignement

...

Al. 3

La Confédération et les cantons s'engagent dans le cadre de leurs attributions en faveur d'un enseignement des langues étrangères qui, au terme de la scolarité obligatoire, assure des compétences dans une deuxième langue nationale au moins, ainsi que dans une autre langue étrangère. L'enseignement des langues nationales prendra en compte les aspects culturels liés à un pays multilingue. L'apprentissage d'une deuxième langue nationale commence au plus tard deux ans avant la fin de la scolarité primaire.

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

01.12.2014 CSEC-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

02.09.2015 CSEC-CE. Ne pas donner suite

203/16.427 n Commission de la science, de l'éducation et de la culture CN. Assurer un déroulement efficace des débats parlementaires en adaptant la révision de la loi sur le Parlement (14.04.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est modifiée de la manière suivante:

Art. 50

...

Al. 3

Abrogé

CN *Commission des institutions politiques***x 204/16.401 n Commission de la sécurité sociale et de la santé publique CN. Prolongation de la validité de l'article 55a LAMal (22.01.2016)**

La validité de l'article 55a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, intitulé "Limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie" et qui est en vigueur jusqu'au 30 juin 2016, est prolongée, sans interruption, pour une durée de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2019, sous la forme d'une loi fédérale urgente.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

22.01.2016 CSSS-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

02.02.2016 CSSS-CE. Adhésion.

24.02.2016 Rapport CESS-CN (FF 2016 3349)

06.04.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 3359)

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (FF 2016 3357)

27.04.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

06.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

15.06.2016 Conseil national. La clause d'urgence est adoptée.

16.06.2016 Conseil des Etats. La clause d'urgence est adoptée.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final.

Feuille fédérale 2016 4861; Délai référendaire 06.10.2016

Recueil officiel du droit fédéral 2016 2265

205/13.467 n Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité (14.10.2013)

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national décide de modifier la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI; RS 734.7) comme suit:

Art 14

...

Al. 3

...

Let. d

Abrogée

...

Al. 3bis

La rémunération pour l'utilisation du réseau ne peut pas inclure les coûts facturés individuellement par les gestionnaires de réseau.

...

Art. 14bis Coûts facturés individuellement pour l'énergie d'ajustement

Al. 1

La société nationale du réseau de transport facture individuellement aux groupes-bilan les coûts de l'énergie d'ajustement à partir du 1er janvier 2009.

Al. 2

Elle fixe le prix de l'énergie d'ajustement de manière à promouvoir un engagement efficace de l'énergie de réglage et la mise en réserve de puissance de réglage dans tout le pays et à empêcher les abus. Les prix de l'énergie d'ajustement sont définis en fonction des coûts de l'énergie de réglage et des coûts de gestion du programme prévisionnel. Si la vente d'énergie d'ajustement se solde par un bénéfice, le montant en question est pris en compte dans le calcul des coûts des services-système.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les modalités.

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

14.10.2013 CEATE-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

25.10.2013 CEATE-CE. Adhésion.

31.03.2014 Rapport CEATE-CN (FF 2014 3833)

21.05.2014 Avis du Conseil fédéral (FF 2014 3843)

2. Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)

206/13.443 n Commission des institutions politiques CN. Représentation équitable des communautés linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres (30.08.2013)

La Commission des institutions politiques du Conseil national décide de préparer une modification de la Constitution portant sur les dispositions suivantes:

Art. 175

Al. 1

Le Conseil fédéral est composé de neuf membres.

...

Al. 4

Les diverses régions et les communautés linguistiques sont équitablement représentées au Conseil fédéral.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

04.02.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 1221)

20.04.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 3651)

1. Arrêté fédéral concernant la représentation équitable des régions linguistiques au Conseil fédéral avec neuf membres (FF 2016 1241)

207/14.457 n Commission des institutions politiques CN. Initiatives populaires. Prorogation du délai de traitement (31.10.2014)

La Commission des institutions politiques du Conseil national décide de préparer une modification de la loi sur l'Assemblée fédérale (loi sur le Parlement, LParl) portant sur les dispositions suivantes:

Art. 105 Prorogation du délai

...

Al. 1bis

Moyennant l'approbation de la majorité du comité d'initiative, l'Assemblée fédérale peut proroger d'un an supplémentaire le délai imparti pour traiter l'initiative, ou d'une première année au cas où le conseil prioritaire n'aurait pas encore pris de décision

au sens de l'alinéa 1. Pour être valable, l'approbation doit être signée par la majorité absolue des membres du comité d'initiative ayant encore le droit de vote et être déposée avant l'examen de la demande de prorogation par la commission du conseil prioritaire.

...

CN/CE Commission des institutions politiques

31.10.2014 CIP-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

15.10.2015 CIP-CE. Ne pas donner suite

208/12.426 n Commission des affaires juridiques CN. Loi sur l'organisation des autorités pénales. Modification des articles 36 et 56 (26.04.2012)

La Commission des affaires juridiques du Conseil national décide de modifier la loi sur l'organisation des autorités pénales dans le sens suivant:

- les cours des affaires pénales peuvent statuer à trois juges dans des cas particuliers au sens de l'article 36 alinéa 2 LOAP;
- le tribunal peut nommer des vice-présidents pour les cours.

Une allocation présidentielle de 5000 francs sera réglée dans l'ordonnance sur les juges.

CN/CE Commission des affaires juridiques

26.04.2012 CAJ-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

23.08.2012 CAJ-CE. Adhésion.

209/13.466 n Commission des affaires juridiques CN. Compensation des frais de justice avec les indemnités pour tort moral allouées en raison de mesures de contrainte illicites (03.10.2013)

Il convient de modifier l'article 442 alinéa 4 du Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 dans le sens suivant:

Art. 442

...

Al. 4

Les autorités pénales peuvent compenser les créances portant sur des frais de procédure avec les indemnités accordées à la partie débitrice dans la même procédure pénale, y compris celles allouées pour tort moral en vertu des articles 429 et 431 du présent code, et avec des valeurs séquestrées.

CN/CE Commission des affaires juridiques

03.10.2013 CAJ-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

17.11.2014 CAJ-CE. Ne pas donner suite

07.09.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

210/16.400 n Commission des affaires juridiques CN. Traitement des juges ordinaires du Tribunal pénal fédéral et du Tribunal fédéral des brevets et des juges du Tribunal administratif fédéral. Adaptations individuelles exceptionnelles et réexamen du système salarial (22.01.2016)

La Commission des affaires juridiques du Conseil national décide d'élaborer une révision de l'ordonnance sur les juges (RS 173.711.2) afin de donner à la Commission judiciaire la compétence de procéder à des adaptations individuelles excep-

tionnelles des traitements des juges. Il s'agit d'éviter que des juges nouvellement élus perçoivent un traitement plus élevé que des juges du même âge élus précédemment. L'article 40 de l'ordonnance sur le personnel de la Confédération (RS 172.220.111.3) pourra servir de base de travail. La commission réexaminera également la définition du traitement initial et de l'augmentation annuelle du traitement afin d'améliorer la cohérence du système salarial des juges.

CN/CE Commission des affaires juridiques

22.01.2016 CAJ-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

02.02.2016 CAJ-CE. Adhésion.

211/15.425 n Commission de l'immunité CN. Immunité. Traitement des demandes par les présidents des deux commissions (18.03.2015)

Sur la base des articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, l'initiative parlementaire suivante est déposée:

La loi sur le Parlement est modifiée comme suit:

Art. 17

...

Al. 4

Les présidents des commissions compétentes peuvent, d'un commun accord, liquider eux-mêmes une demande manifestement infondée. Avant de le faire, ils informent et documentent les deux commissions sur le contenu de la demande et la procédure qu'ils envisagent de suivre. Si la majorité d'une commission souhaite que la demande soit examinée, une séance est organisée.

Ils peuvent renvoyer une demande incomplète à l'autorité de poursuite pénale afin que cette dernière la modifie; si, après modification, la demande reste insuffisante, elle est quand même soumise aux commissions.

CN/CE Commission des institutions politiques

29.06.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.10.2015 CIP-CE. Adhésion.

212/16.425 n Commission 16.016-CN. Programme de la législation. Modification de la procédure (05.04.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la commission du Conseil national chargée de l'examen du programme de la législation dépose l'initiative parlementaire suivante.

La loi sur le Parlement est modifiée de la manière suivante:

1. Le programme de la législation ne peut plus faire l'objet d'amendements.

2. Il fait l'objet d'un débat et l'Assemblée fédérale en prend acte.

CN Commission des institutions politiques

213/16.426 n Commission 16.016-CN. Mention des projets qui sont en cours de traitement au Parlement dans le programme de la législation (05.04.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, la commission du Conseil national chargée de l'examen du programme de la législation dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement (en particulier l'article 146) sera modifiée de manière à ce que les projets qui sont en cours de traitement aux Chambres fédérales et qui contribuent à atteindre les objectifs du programme de la législature soient également traités dans le message et mentionnés dans l'arrêté fédéral relatifs à ce programme.

CN *Commission des institutions politiques*

Initiatives des députés

214/03.424 n Abate. Actes d'ordre sexuel avec des enfants. Allongement de la peine prévue par l'article 187 CP (17.06.2003)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1er de la Constitution et sur l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante demandant la modification de l'article 187 chiffre 1 du Code pénal, afin que celui qui commet un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, entraîne un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre sexuel ou mêle un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, soit puni de la réclusion pour dix ans au plus.

Cosignataires: Cavalli, Pedrina, Pelli, Simoneschi-Cortesi (4)

CN *Commission des affaires juridiques*

22.09.2004 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

20.12.2006 Conseil national. Le délai imparti pour traiter l'initiative est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2008.

20.03.2008 Conseil national. L'initiative n'est pas classée.

17.12.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2012.

14.12.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

12.12.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2016.

215/09.530 n Abate. Annulation des commandements de payer injustifiés (11.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante en vue de modifier la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP), notamment son article 85a.

La LP doit être modifiée de sorte que les commandements de payer injustifiés soient annulés rapidement pour protéger les intérêts de ceux qui intentent une action en libération de dette parce que celle-ci n'a jamais existé ou qu'elle est éteinte.

Cosignataires: Cassis, Hiltbold, Lüscher, Pedrina, Pelli, Robbiani, Simoneschi-Cortesi (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

15.10.2010 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

05.05.2011 CAJ-CE. Adhésion.

21.06.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

19.02.2015 Rapport CAJ-CN (FF 2015 2943)

01.07.2015 Avis du Conseil fédéral (FF 2015 5305)

1. Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) (FF 2015 2957)

21.09.2015 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

216/15.500 n Addor. Via sicura. Non à une triple peine! (18.12.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose la présente initiative parlementaire tendant à ce que l'article 65 alinéa 3 de la loi fédérale sur la circulation routière (LCR) soit révisé pour avoir la nouvelle teneur suivante:

Art. 65

...

Al. 3

L'assureur a un droit de recours contre le preneur d'assurance ou l'assuré dans la mesure où il aurait été autorisé à refuser ou à réduire ses prestations d'après le contrat ou la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance, notamment lorsque les dommages ont été causés alors que le conducteur se trouvait en état d'ébriété ou dans l'incapacité de conduire ou qu'il commet un excès de vitesse au sens de l'article 90 alinéa 4. L'étendue du recours tient compte du degré de culpabilité et de la situation économique de la personne contre laquelle le recours est formé.

Cosignataires: Amaudruz, Amstutz, Bauer, Bigler, Borloz, Bourgeois, Buffat, Bühler, Buttet, Chiesa, Clottu, Feller, Giezendanner, Glarner, Golay, Grin, Lüscher, Marchand, Müri, Nantermod, Nicolet, Nidegger, Page, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Rime, Ruppen, Schmidt Roberto, Vogt, Wehrli, Wobmann (32)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

x 217/15.414 n Aebischer Matthias. Assigner expressément à la Banque nationale l'objectif d'un taux d'emploi élevé (18.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les tâches de la Banque nationale telles qu'elles sont définies à l'article 5 de la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale (LBN) sont complétées comme suit:

Art. 5

Al. 1

... Elle assure la stabilité des prix et un taux d'emploi maximal ...

Al. 2

...

Let. f

elle crée les conditions d'une croissance économique qui réponde au potentiel de production;

Let. g

elle contribue à un taux d'emploi élevé.

...

Cosignataires: Amarelle, Badran Jacqueline, Bernasconi, Carobbio Gussetti, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Friedl, Gysi, Hadorn, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Schenker Silvia, Tornare, Tschümperlin, Voruz (18)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

218/15.445 n Aebischer Matthias. Mettre un collaborateur personnel à la disposition des parlementaires (17.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 3a de la loi sur les moyens alloués aux parlementaires (RS 171.21) est modifié comme suit:

Art. 3a

Tout parlementaire peut engager via l'administration fédérale un collaborateur personnel, dont le taux d'occupation ne dépassera pas 80 pour cent. La gestion du recrutement et des aspects administratifs est assurée par les Services du Parlement en conformité avec les textes pertinents. Les décisions d'engagement et de licenciement ainsi que la compétence d'instruction relèvent du parlementaire lui-même. La Confédération verse par ailleurs une somme forfaitaire de 10 000 francs destinée à couvrir les dépenses de matériel et les frais généraux du collaborateur.

Cosignataires: Brand, Chevalley, Derder, John-Calame, Quadranti, Romano (6)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

14.04.2016 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

219/09.449 n Aeschbacher Ruedi. Punir plus sévèrement les chauffards (10.06.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal sera modifié de telle sorte que la peine maximale pour les cas graves d'homicide par négligence ou de lésions corporelles par négligence passe de 3 à 5 ans. Par ailleurs, la loi sur la circulation routière sera modifiée de telle sorte que les infractions graves aux règles de la circulation routière, notamment les dépassements qualifiés de la vitesse maximale autorisée (infractions commises par des chauffards), puissent aussi être sanctionnées de manière adéquate, c'est-à-dire plus sévèrement, même si aucune personne n'a été tuée ou blessée; dans ces cas, la peine maximale passera aussi de 3 à 5 ans.

Cosignataires: Amstutz, Galladé, Jositsch, Malama, Moser, Segmüller, Teuscher (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

30.04.2010 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

31.01.2011 CAJ-CE. Adhésion.

14.12.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

12.12.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2016.

220/14.422 n Aeschi Thomas. Droit de veto du Parlement sur les ordonnances du Conseil fédéral (16.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les lois pertinentes seront modifiées de telle sorte que les Chambres fédérales puissent opposer un veto simple à une ordonnance édictée par le Conseil fédéral, sans possibilité de l'amender. Seront applicables les principes suivants:

1. toutes les ordonnances et modifications d'ordonnances fixant des règles de droit (à l'exception des ordonnances visées aux

art. 184 al. 3 et 185 al. 3 de la Constitution) devront être transmises à l'Assemblée fédérale avant leur entrée en vigueur;

2. si, dans les quatorze jours, un tiers au moins des membres d'un conseil propose d'opposer un veto à l'ordonnance ou à la modification d'ordonnance reçue, cette proposition est (en principe) traitée par le conseil au cours de la session ordinaire qui suit le dépôt;

3. si le conseil adopte la proposition, le dossier est transmis à l'autre conseil, à moins qu'une proposition identique y ait été déposée; si tel n'est pas le cas, l'autre conseil traite (en principe) la demande de veto du premier conseil au cours de la même session;

4. les ordonnances et modifications d'ordonnances peuvent être mises en vigueur à l'échéance du délai visé à l'alinéa 2 si aucune proposition de veto n'a été déposée (ou alors par un nombre insuffisant de députés) ou si une proposition a été rejetée par un conseil.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.01.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

20.08.2015 CIP-CE. Ne pas donner suite

27.04.2016 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

221/14.433 n Aeschi Thomas. Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente (20.06.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les mesures pertinentes seront prises pour garantir que la commission législative compétente soit préalablement informée et consultée à propos de toutes les recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés (tels que les forums mondiaux), sur le modèle de ce que prévoit l'article 152 alinéa 3 de la loi sur le Parlement (Information et consultation en matière de politique extérieure).

CN/CE *Commission de politique extérieure*

02.07.2015 CPE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

222/15.494 n Amaudruz. Internement à vie (07.12.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64 alinéa 1bis du Code pénal sera complété et aura la teneur suivante:

Art. 64

...

Al. 1bis

Le juge ordonne l'internement si l'auteur a commis un assassinat, un meurtre, une lésion corporelle grave, un viol,

un acte d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance, un brigandage, une contrainte sexuelle, une séquestration, un enlèvement ou une prise d'otage, s'il s'est livré à la traite d'êtres humains, a participé à un génocide ou a commis un crime contre l'humanité ou un crime de guerre (titre 12ter) et que les conditions suivantes sont remplies:

Let. a

en commettant le crime, l'auteur a porté ou voulu porter une atteinte particulièrement grave à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle d'autrui;

Let. b

il est hautement probable que l'auteur commette à nouveau un de ces crimes;

Let. c

l'auteur est qualifié de durablement non amendable, dans la mesure où la thérapie semble, à longue échéance, vouée à l'échec.

...

Cosignataires: Addor, Amstutz, Brand, Buttet, Chiesa, Clottu, Grin, Hurter Thomas, Martullo, Müri, Nicolet, Nidegger, Page, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Rickli Natalie, Rime, Rutz Gregor, Salzmann (21)

CN *Commission des affaires juridiques*

223/16.445 n Amaudruz. Pas de levée de l'obligation de visa sans accord de réadmission (15.06.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions légales actuelles concernant l'entrée en Suisse seront modifiées de telle manière que la levée de l'obligation de visa soit systématiquement subordonnée à un accord de réadmission avec les pays concernés.

Cosignataires: Addor, Amstutz, Brunner, Chiesa, Glauser, Golay, Grin, Grüter, Hurter Thomas, Müri, Nicolet, Nidegger, Page, Pantani, Quadri, Rime, Rösti, Rutz Gregor, Salzmann, Tuena, Vogt (21)

x 224/07.402 n Amherd. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle (12.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

L'article 67 de la Constitution doit être complété par un alinéa 1bis formulé comme suit:

La Confédération peut légiférer au sujet de l'encouragement et de la protection des enfants et des jeunes.

Cosignataires: Aeschbacher Ruedi, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Brun Franz, Büchler Jakob, Burkhalter, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Freysinger, Galladé, Glanzmann, Glasson Jean-Paul, Häberli-Koller, Hany, Heim, Hochreutener, Hubmann, Humbel, Imfeld Adriano, Jermann, Kiener Nellen, Kohler Pierre, Lang, Lustenberger, Meyer Thérèse, Müller Thomas, Riklin Kathy, Robbiani, Schenker Silvia, Studer Heiner, Thanei, Widmer Hans, Zemp (36)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

02.11.2007 CSEC-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

14.10.2008 CSEC-CE. Ne pas donner suite

05.03.2009 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

12.05.2009 CSEC-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

18.03.2011 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

22.03.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

28.05.2013 Rapport CSEC-CN (FF 2013 5651)

21.08.2013 Avis du Conseil fédéral (FF 2013 5997)

1. Arrêté fédéral sur la politique de l'enfance et de la jeunesse (FF 2013 5675)

04.05.2015 Conseil national. Décision modifiant le projet de la commission.

30.11.2015 Conseil des Etats. Ne pas entrer en matière.

07.06.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière

x 225/15.423 n Amherd. Soutenir les enfants et les jeunes (20.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 67 Soutien aux enfants et aux jeunes

...

Al. 2

En complément des mesures cantonales, la Confédération peut favoriser les activités scolaires et extrascolaires des enfants et des jeunes dans les domaines de l'encouragement, de la protection et de la participation.

Cosignataires: Büchler Jakob, Bulliard, Buttet, Candinas, de Buman, Fehr Jacqueline, Gmür Alois, Lohr, Meier-Schatz, Müller-Altermatt, Pfister Gerhard, Reynard, Riklin Kathy, Schläfli, Schmid-Federer, Schneider Schüttel, Vogler (17)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

07.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

226/15.466 n Amherd. Création d'un centre destiné à promouvoir les compétences médiatiques des enfants et des jeunes (19.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Confédération créera un centre de compétences destiné à protéger les enfants et les jeunes face aux médias. Elle y associera les cantons, les milieux économiques et les organisations privées concernées. Le centre assumera notamment les tâches suivantes:

1. assurer la coordination et l'échange d'informations pour l'ensemble du domaine de la protection des enfants et des jeunes face aux médias;

2. coordonner et harmoniser les mesures de régulation;

3. mener les programmes de prévention et d'information;

4. garantir l'efficacité de l'utilisation des moyens destinés à la promotion;
5. conseiller notamment les responsables des programmes, les parents et les responsables de l'éducation;
6. défendre les intérêts de notre pays dans le cadre de la coopération internationale;
7. effectuer la supervision et exercer les autres activités de recherche dans le domaine des compétences médiatiques des enfants et des jeunes.

Cosignataires: Barazzone, Birrer-Heimo, Bulliard, Buttet, Candinas, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Gmür Alois, Häslér, Kiener Nellen, Lohr, Meier-Schatz, Müller-Altarmatt, Reynard, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schneider-Schneiter, Streiff, Vogler (20)

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

227/15.486 n Amstutz. Tirs en campagne et tirs historiques. Préservons notre patrimoine culturel au-delà de 2020
(24.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la protection de l'environnement, en particulier son article 32e, doit être modifiée de sorte que la Confédération continue à soutenir financièrement l'assainissement des sites pollués au-delà du 31 décembre 2020, pour autant que ceux-ci soient utilisés pour une manifestation de tir (tir en campagne, tir historique, etc.) au plus par an.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Binder, Borer, Brand, Brunner, Bugnon, Caroni, Clottu, de Courten, Fässler Daniel, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Giezen-danner, Glanzmann, Golay, Graber Jean-Pierre, Hausammann, Killer Hans, Knecht, Lustenberger, Miesch, Müri, Pantani, Parmelin, Quadri, Rickli Natalie, Rime, Ritter, Rusconi, Rutz Gregor, Schibli, Schwander, Siegenthaler, Stamm, von Siebenthal, Walter, Winkler, Wobmann (41)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

228/15.447 n Badran Jacqueline. Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes. Illettrisme et raisons de santé comme nouveaux motifs de révision (17.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je charge l'Assemblée fédérale de modifier la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes comme suit:

Art. 51 Révision

Al. 1

Une décision ou un prononcé entré en force peut être révisé en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office:

...

Let. d

lorsqu'il s'avère que le contribuable n'était objectivement pas en mesure de remettre sa déclaration ou d'interjeter un recours, pour cause d'atteinte majeure à sa santé ou d'illettrisme.

...

Cosignataires: Binder, Carobbio Guscetti, Chopard-Acklin, Egloff, Fehr Hans, Feri Yvonne, Fiala, Friedl, Galladé, Girod, Glättli, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heer, Heim, Ingold, Jans, Jositsch, Kiener Nellen, Maier Thomas, Matter, Mörgeli, Moser, Munz, Naef, Noser, Portmann, Quadranti, Rickli Natalie, Rytz Regula, Schenker Silvia, Schibli, Schmid-Federer, Vischer Daniel, Walti Beat (37)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

229/16.424 n Badran Jacqueline. Imposition privilégiée des participations de collaborateur remises par une start-up
(18.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les dispositions de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) seront adaptées de telle sorte que la charge fiscale grevant les participations de collaborateur remises par une start-up sera nettement réduite.

Proposition de modification de la LIFD:

Art. 16

...

Al. 3

Les gains en capital réalisés lors de l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables. Constitue notamment une aliénation d'éléments de la fortune privée l'aliénation, après un délai de cinq ans au moins, d'actions de collaborateur remises par une start-up.

Art. 17b

...

Al. 2bis

Pendant les sept premières années à compter de la fondation d'une start-up, la valeur vénale d'une action de collaborateur se détermine d'après le capital propre de l'entreprise, mais au minimum d'après le capital-actions. Sont réputées start-up les sociétés anonymes, les sociétés coopératives et les sociétés à responsabilité limitée fondées dans le but de développer une innovation jusqu'à la maturité requise pour sa commercialisation et qui emploient au moins (xxx) collaborateurs en Suisse.

Al. 3

Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix d'exercice. Dans le cas des options de collaborateur non cotées en bourse remises par une start-up, la valeur vénale de l'action se détermine conformément à l'alinéa 2bis et la prestation imposable est réduite de 50 pour cent.

Les articles 7 alinéa 4 lettre b et 7d alinéas 2 et 3 LHID seront complétés par analogie.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Bäumlé, Candinas, Glättli, Grossen Jürg, Landolt, Marti, Martullo, Nussbaumer, Wasserfallen (10)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

230/15.469 n Barazzone. Favoriser la régularisation du passé en matière fiscale (19.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. La Confédération introduit une amnistie fiscale générale unique concernant les impôts fédéraux, cantonaux et communaux sur le revenu et la fortune des personnes physiques résidentes en Suisse prévus par la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD), la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LTEO).

2. Le Conseil fédéral fixe la date d'entrée en vigueur, au plus tard le 1er janvier 2018. La durée de l'amnistie est limitée à deux ans.

3. Les principes suivants sont applicables:

a. L'amnistie porte sur tous les comportements ayant eu pour but ou effet de frustrer les collectivités publiques d'impôts dont la perception est prévue dans la LIFD, la LHID et la LTEO.

b. L'amnistie s'applique aux impôts soustraits préalablement à son entrée en vigueur, pour autant que déclaration en soit faite au cours de la période pour laquelle l'amnistie est instituée.

c. Un calcul rétroactif de l'impôt est effectué sur les quatre exercices fiscaux précédant la déclaration des avoirs, sans prélèvement d'intérêts de retard. Il est renoncé à toute autre sanction.

d. Les recettes perçues au titre de l'impôt libératoire sur les montants déclarés dans le cadre de la présente amnistie seront affectées aux cantons et communes (s'agissant des impôts cantonaux et communaux prélevés en vertu de la LHID) et à la Confédération à destination de l'AVS (s'agissant des impôts prélevés en vertu de la LIFD et la LTEO).

Cosignataires: Amherd, Bourgeois, Buttet, Cassis, Darbellay, de Buman, Derder, Fässler Daniel, Gschwind, Landolt, Lehmann, Lüscher, Merlini, Müller Leo, Nidegger, Pfister Gerhard, Rime, Romano, Vogler (19)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

21.06.2016 Retrait.

Voir objet 16.3621 Mo. CER-CN (15.469)

231/15.465 n Bäumle. Mettre en place une taxe sur l'électricité grise pour protéger l'énergie hydraulique (19.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'énergie prévoira la perception d'une taxe incitative sur l'électricité produite à partir d'énergies non renouvelables selon les règles suivantes:

1. cette taxe sera prélevée sur les importations et sur la production indigène d'électricité issue d'énergies non renouvelables;

2. elle pourra être remboursée à l'exportation;

3. les entreprises à forte consommation d'électricité pourront bénéficier d'une exonération partielle;

4. le produit de la taxe sera redistribué intégralement à la population et à l'économie;

5. le taux de la taxe pourra être réduit si l'intéressé apporte la preuve d'une réduction de l'impact ou du risque environnemental de cette production;

6. des mesures seront prises afin de prévenir le contournement de la taxe dans les échanges transfrontaliers d'électricité (greenwashing).

Cosignataires: Bertschy, Böhni, Chevalley, Fischer Roland, Flach, Gasser, Grossen Jürg, Kessler, Maier Thomas, Moser, Weibel (11)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

x 232/15.467 n Bertschy. Séances des commissions. Récusation obligatoire des parlementaires ayant des intérêts financiers personnels directs dans une affaire (19.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement sera modifiée de telle sorte que les parlementaires devront obligatoirement se récuser lors des séances de commission portant sur une affaire ayant une influence directe sur leurs revenus personnels.

Cosignataires: Badran Jacqueline, Bäumle, Böhni, Chevalley, Fischer Roland, Flach, Gilli, Grossen Jürg, Kessler, Maire Jacques-André, Moser, Quadranti, Reynard, Tornare, Trede, Weibel (16)

CN *Commission des institutions politiques*

17.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

233/16.453 n Bertschy. Congé de 14 semaines pour chacun des parents à condition que tous deux travaillent (17.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante : on complètera ou on modifiera le régime des allocations pour perte de gain de telle sorte que l'allocation de maternité soit remplacée par un congé parental. Celui-ci se composera de l'(actuelle) allocation de maternité de 14 semaines et d'une allocation de paternité de 14 semaines au maximum. Le droit à l'allocation de paternité ne sera accordé que si les deux parents exercent une activité lucrative après la naissance de l'enfant.

Cosignataires: Bäumle, Chevalley, de Buman, Flach, Fricker, Graf Maya, Grossen Jürg, Landolt, Moser, Schmid-Federer, Weibel (11)

234/15.468 n (Borer) Brand. LAMal. Renforcer la responsabilité individuelle (19.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les contrats prévoyant une forme particulière d'assurance (franchises à option, choix limité du fournisseur de prestations, etc.) ne puissent être proposés que pour une durée de trois ans. Aucune modification ne sera apportée au modèle de base avec la franchise ordinaire à 300 francs, dont le contrat peut être résilié pour la fin d'un semestre.

Cosignataires: Bortoluzzi, Brand, Cassis, Frehner, Giezendanner, Humbel, Pezzatti (7)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Brand.

22.06.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

235/12.414 n (Bortoluzzi) de Courten. Les paramètres techniques n'ont pas leur place dans la LPP (15.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) sera modifiée de façon à ce que le taux de conversion et le taux d'intérêt minimaux ne soient plus fixés dans la loi.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

25.04.2013 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur de Courten.

x 236/13.413 n Bourgeois. Mesures à renforcer contre l'abandon des déchets (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la protection de l'environnement est complétée comme suit:

Art. 30i Abandon sauvage de déchets (littering)

Quiconque se débarrasse de déchets, qu'il s'agisse d'emballages, de bouteilles vides, de sacs, de restes alimentaires ou autres, est tenu d'utiliser les installations de collecte de déchets prévues à cet effet.

Art. 61 Contraventions

Al. 1

...

Let. i

... 30i ...

...

Al. 4

Le Conseil fédéral fixe une amende minimale en cas de violation de l'article 30i LPE en lien avec l'article 61 alinéa 1 lettre i LPE (littering).

Cosignataires: Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Amaudruz, Amherd, Amstutz, Aubert, Badran Jacqueline, Barthassat, Bäumle, Bernasconi, Binder, Birrer-Heimo, Blocher, Bortoluzzi, Brunner, Büchler Jakob, Bugnon, Bulliard, Buttet, Caroni, Cassis, Chevalley, Darbellay, de Buman, Derder, Egloff, Eichenberger, Estermann, Favre Laurent, Fehr Hans, Fiala, Français, Frehner, Freysinger, Fridez, Galladé, Gasche, Germanier, Girod, Gmür Alois, Grin, Gross Andreas, Grunder, Gschwind, Guhl, Hassler, Hausammann, Hess Lorenz, Hiltbold, Hodggers, Ingold, Jans, John-Calame, Jositsch, Killer Hans, Knecht, Leuenberger-Genève, Leutenegger Filippo, Lohr, Lüscher, Maire Jacques-André, Markwalder, Masshardt, Meier-Schatz, Moret, Mörgeli, Müller Leo, Müller Thomas, Müller Walter, Neiryneck, Nidegger, Nordmann, Nussbaumer, Parmelin, Perrin, Pezzatti, Pieren, Piller Carrard, Poggia, Quadranti, Reimann Lukas, Reynard, Ribaux, Rickli Natalie, Riklin Kathy, Rime, Rit-

ter, Rossini, Rösti, Rytz Regula, Schelbert, Schläfli, Schneeberger, Schneider Schüttel, Semadeni, Sommaruga Carlo, Steiert, Thorens Goumaz, Tornare, van Singer, Vitali, Vogler, von Siebenthal, Voruz, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Weibel, Wobmann (109)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

02.07.2013 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

25.10.2013 CEATE-CE. Adhésion.

18.12.2015 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2017.

25.01.2016 Rapport CEATE-CN (FF 2016 1121)

13.04.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 3647)

1. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement, LPE) (FF 2016 1131)

16.06.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

237/15.479 n Bourgeois. Stop au bradage ruineux du sucre! Pour la sauvegarde de l'économie sucrière indigène (08.09.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Dans le but de garantir la rentabilité de la production indigène de sucre et de betteraves, il convient d'adapter le mécanisme de fixation des droits de douane pour le sucre importé de sorte qu'un prix minimum du sucre soit respecté.

Cosignataires: Binder, Büchler Jakob, Bugnon, Bulliard, Grin, Gschwind, Hausammann, Parmelin, Pezzatti, Ritter, Schibli, Schläfli, Siegenthaler, Walter, Winkler (15)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

x 238/14.450 n Brunner. Retirer la nationalité suisse aux doubles nationaux impliqués dans des activités terroristes ou des opérations de combat (26.09.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 48 de la loi sur la nationalité est complété comme suit:

Art. 48

Al. 1 (texte actuel)

L'office peut, avec l'assentiment de l'autorité du canton d'origine, retirer la nationalité suisse et le droit de cité cantonal et communal à un double national si sa conduite porte une atteinte grave aux intérêts ou au renom de la Suisse.

Al. 2 (nouveau)

Ce retrait est automatique si la personne concernée participe ou a participé à des activités terroristes ou à des opérations de combat en Suisse ou à l'étranger.

Cosignataires: Amstutz, Bäumle, Brand, Gössi, Wasserfallen (5)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

07.12.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

14.06.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

239/15.424 n Bulliard. Reconnaître aux proches aidants un droit systématique à des bonifications pour tâches d'assistance en cas d'impotence reconnue de la personne prise en charge (20.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 29septies (4. Bonifications pour tâches d'assistance) de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) sera modifié comme suit:

Art. 29septies

Al. 1

Les assurés qui prennent en charge des parents de ligne ascendante ou descendante ou des frères et soeurs au bénéfice d'une allocation de l'AVS, de l'AI, de l'assurance-accidents obligatoire ou de l'assurance militaire pour une impotence (supprimer "de degré moyen au moins") ont droit à une bonification pour tâches d'assistance, y compris pour l'année d'attente (nouveau), à condition qu'ils puissent se déplacer facilement auprès de la personne prise en charge ...

Cosignataires: Amherd, Bourgeois, Buttet, Candinas, Darbellay, Glanzmann, Gmür Alois, Graf Maya, Gschwind, Lehmann, Lohr, Lustenberger, Müller Leo, Müller-Altermatt, Piller Carrard, Reynard, Romano, Schläfli, Schneider Schüttel, Steiert, Vogler (21)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

13.05.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

x 240/15.450 n Bulliard. Message accompagnant un projet d'acte. Y faire figurer le critère de l'autorégulation (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complétera la liste des critères d'examen figurant à l'article 141 alinéa 2 de la loi sur le Parlement en y inscrivant celui de l'autorégulation. Pour toute nouvelle disposition légale restreignant la liberté économique, on examinera si le but de cette disposition ne pourrait pas être atteint tout aussi bien - voire mieux - grâce à des règles d'autorégulation existantes ou à définir qui seraient appliquées par la branche économique concernée, et on présentera les conclusions de cet examen dans le message à l'appui de la disposition en question.

Cosignataires: Amherd, Binder, Cassis, Darbellay, Feller, Fluri, Gschwind, Hardegger, Hassler, Ingold, Kessler, Lehmann, Lustenberger, Pfister Gerhard, Portmann, Quadranti, Schneider-Schneiter, Vogler (18)

CN Commission des institutions politiques

16.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

241/15.499 n Buttet. Importation de viande halal provenant d'abattages sans étourdissement (18.12.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante qui reprend le texte de ma motion 13.4090 n'ayant pu être traitée durant la précédente législature:

On élaborera les bases légales nécessaires pour éliminer enfin les incertitudes qui existent concernant les importations de viande halal qui provient d'animaux qui n'ont pas été étourdis

lors de l'abattage, de même que les discriminations qui existent en matière d'importation de viande halal dont sont victimes la majorité des entreprises autorisées à importer de la viande. A cet effet, il s'agit de prévoir les objectifs suivants:

1. déclaration obligatoire de la viande halal qui provient d'animaux qui, contrairement aux directives suisses, ont été abattus à l'étranger respectivement sans avoir été étourdis ou qui n'ont été étourdis qu'après la saignée - complément de l'ordonnance agricole sur la déclaration (RS 916.51) par un nouvel article 3 alinéa 3;

2. mise à niveau des coûts moyens des adjudications des contingents tarifaires partiels 5.5 (bovins) et 5.6 (ovins) pour la viande halal avec ceux des catégories de viande et produits carnés correspondantes du contingent tarifaire partiel 5.7 pour les trois mois précédents - complément par un nouvel article 18a alinéa 6 de l'ordonnance sur le bétail de boucherie (RS 916.341).

Cosignataires: Addor, Barazzone, Bourgeois, Bulliard, Gschwind, Regazzi, Ritter, Ruppen, Schmidt Roberto, Wobmann (10)

CN/CE Commission de la science, de l'éducation et de la culture

30.06.2016 CSEC-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

x 242/14.415 n Candinas. Deux semaines de congé-paternité payé par le régime des APG (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient d'adapter la LAPG et le Code des obligations de sorte que les pères aient droit, comme les mères pour le congé-maternité, à deux semaines de congé-paternité payé lorsqu'ils ont un enfant.

Cosignataires: Amherd, Bulliard, Buttet, Darbellay, Ingold, Lohr, Meier-Schatz, Müller-Altermatt, Neiryneck, Romano, Schmid-Federer, Streiff, Vogler (13)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

15.04.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

27.04.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

243/15.432 n Candinas. Ne pas percevoir de TVA sur la redevance de radio et de télévision (05.05.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 12 juin 2009 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (loi sur la TVA, LTVA), dans sa version modifiée selon la révision du 26 septembre 2014 de la loi sur la radio et la télévision (LRTV), sera modifiée comme suit:

Art. 18 Principe

...

Al. 2

En l'absence de prestation, les éléments suivants, notamment, ne font pas partie de la contre-prestation:

...

Let. I

les émoluments, les contributions et autres montants encaissés pour des activités relevant de la puissance publique. (abroger le reste de la lettre)

Art. 25 Taux de l'impôt

...

Al. 2

Le taux réduit de 2,5 pour cent est appliqué:

...

Let. b

abrogée

...

Cosignataires: Allemann, Amherd, Binder, Bulliard, Darbellay, de Buman, Fluri, Français, Gasser, Glanzmann, Graf-Litscher, Hardegger, Hassler, Humbel, Landolt, Lehmann, Mahrer, Meier-Schatz, Müller Leo, Nordmann, Pfister Gerhard, Piller Carrard, Regazzi, Riklin Kathy, Rytz Regula, Schläfli, Schmid-Federer, Schneider-Schneiter, Semadeni, Vogler (30)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

28.06.2016 Retrait.

x 244/14.466 n Carobbio Guscetti. Appareils médicaux et diagnostiques. Pour une réglementation cohérente et dans l'intérêt des assurés (11.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante visant à créer les bases légales nécessaires afin que l'exploitation et le renouvellement d'équipements médico-techniques particulièrement coûteux soient soumis à autorisation au niveau national (clause du besoin).

Cosignataires: Birrer-Heimo, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Friedl, Hardegger, Jans, Kiener Nellen, Marra, Munz, Rossini, Schenker Silvia, Steiert (12)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

245/16.447 n Carobbio Guscetti. Pour un service universel (17.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

La Confédération et les cantons garantissent un service universel suffisant, accessible à tous ; celui-ci assure que les biens et services répondant aux besoins usuels, sont accessibles à tous, dans toutes les régions du pays, dans la meilleure qualité possible et à des conditions équitables.

Cosignataires: Fridez, Friedl, Graf-Litscher, Gysi, Hardegger, Heim, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Marti, Meyer Mattea, Munz, Naef, Nordmann, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Semadeni, Sommaruga Carlo, Steiert, Tornare (20)

246/15.433 n (Caroni) Moret. Mandats des lobbyistes ayant accès au Palais du Parlement. Pour plus de transparence (03.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation sur le Parlement sera modifiée de telle sorte que les lobbyistes disposant d'une carte d'accès au Palais du Parlement soient tenus, en plus du nom de l'entreprise pour laquelle ils travaillent, d'indiquer également dans la rubrique "Fonction" du registre public des accrédités (cf. art. 69 al. 2 LParl) tous les mandats qui les amènent à déployer des activités au sein du Palais fédéral.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

15.11.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Madame Moret.

14.04.2016 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

247/15.418 n Chevalley. On ne brûle pas des déchets alimentaires, c'est idiot! (19.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Interdiction de brûler des restes alimentaires ou fixer des objectifs évolutifs contraignants par branche en vue, à terme, d'éliminer complètement l'incinération des restes alimentaires.

Les restes alimentaires devront être valorisés dans différentes filières, soit principalement:

1. redistribués à des êtres humains;
2. utilisés pour nourrir des animaux;
3. utilisés pour produire du biogaz;
4. utilisés pour fabriquer du compost.

Des exceptions pourront être admises pour des raisons sanitaires.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Allemann, Amherd, Badran Jacqueline, Bäumle, Böhni, Bourgeois, Bugnon, Cassis, Chopard-Acklin, Clottu, de Buman, Egloff, Fäsler Daniel, Feller, Fischer Roland, Flach, Fluri, Fridez, Galladé, Gasser, Gilli, Girod, Golay, Graf Maya, Grin, Grossen Jürg, Grunder, Gschwind, Guhl, Hassler, Hausammann, Hess Lorenz, Ingold, Jans, John-Calame, Keller Peter, Kessler, Landolt, Leuenberger-Genève, Lohr, Lüscher, Mahrer, Maier Thomas, Maire Jacques-André, Marra, Meier-Schatz, Moret, Moser, Müller-Altermatt, Müri, Neiryneck, Nordmann, Nussbaumer, Parmelin, Perrinjaquet, Quadranti, Reynard, Rime, Ritter, Rösti, Ruiz Rebecca, Rusconi, Rytz Regula, Schelbert, Schilliger, Schwaab, Semadeni, Streiff, Thorens Goumaz, Tornare, van Singer, Veillon, Vogler, Voruz, Weibel, Wermuth, Winkler (79)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

30.06.2015 CSEC-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.10.2015 CSEC-CE. Adhésion.

248/15.410 n de Buman. Ancrer durablement le taux spécial de TVA applicable à l'hébergement (11.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante visant à ancrer durablement dans la loi sur la TVA le taux spécial applicable à l'hébergement et dont la durée de validité est actuellement limitée au 31 décembre 2017 (art. 25 al. 4 LTVA).

Cosignataires: Amherd, Barazzone, Buttet, Candinas, Darbellay, Germanier, Gschwind, Ingold, Regazzi, Romano, Vogler (11)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

19.01.2016 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

249/16.420 n de Buman. Pour un prix des revues plus raisonnable en Suisse (18.03.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les cartels est à compléter de la manière suivante:

Art. 6a Prix imposé pour les journaux et les revues

Al. 1

Le prix imposé par lequel une entreprise qui édite des journaux et des revues impose, juridiquement ou économiquement, aux acheteurs de ces produits des prix fixes à la revente est admis, sous réserve de l'alinéa 2.

Al. 2

La COMCO peut, d'office ou sur requête du Surveillant des prix, interdire le prix imposé en cas d'abus. Par abus, on entend en particulier le fait d'imposer des prix abusifs.

Al. 3

Pour juger du caractère abusif des prix, la COMCO consulte le Surveillant des prix.

Cosignataires: Candinas, Chevalley, Gmür Alois, Ingold, Müller-Altermatt, Piller Carrard, Ritter, Romano, Steiert, Streiff (10)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

250/15.428 n de Courten. Le droit de cité doit être fonction du nom que l'on porte (19.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 161 du Code civil (CC) sera modifié de telle sorte que le droit de cité cantonal et communal soit fonction du nom que l'on porte.

Cosignataires: Amherd, Amstutz, Brand, Candinas, Darbellay, Gmür Alois, Keller Peter, Knecht, Miesch, Müller Thomas, Pezzatti, Pfister Gerhard, Röstli, Schilliger, Schwander, von Siebenthal (16)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

08.04.2016 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

251/14.434 n Derder. Protéger l'identité numérique des citoyens (20.06.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

Art. 13 Protection de la sphère privée

Al. 1

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile, de sa correspondance et des relations qu'elle établit par la poste et les télécommunications et de toutes les données qui lui sont propres.

Al. 2

Ces données sont la propriété de la personne, qui doit être protégée contre leur emploi abusif.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.01.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

20.08.2015 CIP-CE. Adhésion.

252/16.449 n Derder. Création d'une commission parlementaire des affaires numériques (17.06.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 10 du règlement du Conseil national est modifié de manière à traiter les questions numériques dans une commission permanente, par exemple en créant une commission qui soit en charge des affaires numériques.

253/16.442 n Dobler. Les employés de start-up détenant des participations dans l'entreprise doivent être libérés de l'obligation de saisir leur temps de travail (09.06.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On modifiera les articles concernés de la loi sur le travail (LTr), en particulier l'article 46, de telle sorte que les employés de start-up (entreprises durant leur cinq premières années d'activité) qui bénéficient d'un plan d'options d'achat d'actions à l'intention des employés (Employee Stock Option Plan, ESOP), à savoir des modèles d'intéressement des collaborateurs tels que les régimes d'actions, les régimes d'options, les actions fictives et les options fictives, puissent convenir d'un horaire de travail fondé sur la confiance et ne soient pas obligés de saisir leur temps de travail.

Cosignataires: Bigler, Egloff, Fässler Daniel, Feller, Gössi, Grüter, Hess Hermann, Jauslin, Keller-Inhelder, Landolt, Martullo, Matter, Müller Leo, Pfister Gerhard, Sauter, Schneeberger, Tuena, Walter, Walti Beat (19)

x 254/02.453 n Dupraz. La transformation des bâtiments en zone agricole. Une compétence cantonale (03.10.2002)

Conformément à l'article 160 alinéa 1er de la constitution et à l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente une initiative parlementaire sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

La loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) doit être modifiée sur les points suivants:

- l'article 24c alinéa 2 doit être supprimé et reformulé ainsi:

L'autorité compétente peut autoriser la rénovation de telles constructions et installations, leur transformation, leur agrandissement mesuré ou leur reconstruction, pour autant que les bâtiments aient été érigés ou transformés légalement. Dans tous les cas, les exigences majeures de l'aménagement du territoire doivent être satisfaites. Les cantons peuvent édicter des mesures de restrictions applicables aux transformations.

- Les alinéas 2 et 3 de l'article 24d doivent être supprimés.

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

11.12.2003 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

24.03.2006 Conseil national. Le délai imparti pour présenter une proposition est prorogé jusqu'à la session de printemps 2007, à l'issue des délibérations sur l'objet no 05.084.

22.06.2007 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2009

25.09.2009 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'automne 2011.

23.12.2011 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2013.

13.12.2013 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

18.12.2015 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2017.

17.06.2016 Conseil national. Classement.

255/15.455 n Egloff. Empêcher les sous-locations abusives (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 262 CO sera modifié et complété comme suit:

Art. 262

Al. 1

Le locataire ne peut sous-louer tout ou partie de la chose qu'avec le consentement écrit du bailleur.

Al. 2

Le locataire doit soumettre une demande écrite de sous-location au bailleur; la demande contient:

Let. a

le nom du sous-locataire;

Let. b

les conditions du contrat, notamment la désignation de l'objet sous-loué, son usage, le loyer de la sous-location et la durée du contrat.

Le locataire doit informer le bailleur de tout changement concernant ces données survenu pendant la durée de la sous-location.

Al. 3

Le bailleur peut notamment refuser son consentement dans les cas suivants:

Let. a

le locataire refuse de lui communiquer les conditions visées à l'alinéa 2;

Let. b

les conditions de la sous-location, comparées à celles du contrat de bail principal, sont abusives;

Let. c

la sous-location présente pour le bailleur des inconvénients majeurs;

Let. d

la durée prévue pour la sous-location dépasse deux ans.

Al. 4

Reprend sans changement l'alinéa 3 en vigueur

Al. 5

Lorsque le locataire sous-loue tout ou partie de l'objet sans le consentement écrit du bailleur, qu'il donne de fausses indications ou qu'il omet d'informer le bailleur d'un changement (al. 2), le bailleur peut, après protestation écrite restée sans effet, résilier le bail moyennant un délai de congé minimum de 30 jours.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Chevalley, Fehr Hans, Gasser, Gmür Alois, Gössi, Herzog, Hess Lorenz, Hurter Thomas, Knecht, Pieren, Schibli, Stahl, Vitali (14)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.05.2016 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

256/16.451 n Egloff. Bonne foi dans le droit du bail. Contestation du loyer initial limitée aux cas dans lesquels le locataire a conclu le bail par nécessité (16.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

L'art. 270, al. 1, CO sera modifié comme suit:

Lorsque le locataire estime que le montant du loyer initial est abusif au sens des art. 269 et 269a, il peut le contester devant l'autorité de conciliation dans les 30 jours qui suivent la réception de la chose et en demander la diminution:

a. en cas de pénurie sur le marché local du logement et des locaux commerciaux, ou

b. si le bailleur a sensiblement augmenté le loyer initial pour la même chose par rapport au précédent loyer, et

que le locataire a été contraint de conclure le bail par nécessité personnelle ou familiale.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Amherd, Ammann, Bigler, Böhler Jakob, Burkart, Chiesa, Eymann, Fässler Daniel, Feller, Glanzmann, Gmür Alois, Grüter, Humbel, Jauslin, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Lüscher, Matter, Müller Leo, Müller Thomas, Pezzatti, Pfister Gerhard, Romano, Ruppen, Rutz Gregor, Schilliger, Schmidt Roberto, Schwander, Sollberger, Steinemann, Tuena, Vogler, Vogt, Walti Beat, Zanetti Claudio, Zuberbühler (38)

257/15.427 n Fässler Daniel. Inciter les propriétaires forestiers publics subventionnés en vertu de la loi sur les forêts à construire avec du bois suisse (09.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de créer les conditions juridiques nécessaires pour astreindre, lors de marchés publics, les cantons, les communes et autres institutions de droit public qui bénéficient, en leur qualité de propriétaires forestiers, de subventions en vertu de loi sur les forêts pour l'entretien de leurs forêts, à examiner les options prévoyant l'utilisation de bois lors de projets de construction et à privilégier les produits en bois entièrement fabriqués en Suisse.

Cosignataires: Amherd, Binder, Böhni, Bourgeois, Böhler Jakob, Bulliard, Candinas, Chopard-Acklin, Flückiger Sylvia, Glanzmann, Gmür Alois, Graf Maya, Grunder, Gschwind, Hassler, Hausammann, Herzog, Humbel, Jans, Keller Peter, Lustenberger, Müller-Altermatt, Müri, Nordmann, Nussbaumer, Parmelin, Pfister Gerhard, Quadranti, Rime, Ritter, Romano, Schläfli, Vitali, Vogler, Walter (35)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

15.02.2016 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

258/13.422 n Fiala. Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation (22.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution et la loi seront modifiées de manière à garantir l'égalité entre le partenariat enregistré et le mariage devant la procédure de naturalisation.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

30.08.2013 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.01.2014 CIP-CE. Adhésion.

12.01.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 43)

12.01.2016 Rapport CIP-CN (FF 2016 27)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des personnes liées par un partenariat enregistré (FF 2016 39)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Egalité du partenariat enregistré et du mariage devant la procédure de naturalisation) (FF 2016 41)

14.03.2016 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

259/14.440 n Flach. Article 8 LCD. Conditions commerciales abusives (23.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) sera modifiée afin que l'utilisation de conditions générales qui, en contradiction avec les règles de la bonne foi, prévoient au détriment de l'autre partie au contrat une disproportion notable et injustifiée entre les droits et les obligations découlant du contrat, soit considérée systématiquement comme déloyale. La façon la plus simple de mettre en oeuvre cette exigence est de modifier l'article 8 LCD comme suit:

Art. 8

Agit de façon déloyale celui qui, notamment, utilise des conditions générales qui, en contradiction avec les règles de la bonne foi prévoient une disproportion notable et injustifiée entre les droits et les obligations découlant du contrat.

Cosignataires: Amherd, Bäumle, Böhni, Chevalley, Fischer Roland, Gasser, Grossen Jürg, Guhl, Ingold, Kessler, Killer Hans, Leutenegger Oberholzer, Maier Thomas, Schilliger, Vischer Daniel, Vogler, Weibel (17)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

25.06.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

02.02.2016 CAJ-CE. Adhésion.

260/16.430 n Flach. Lèse-majesté. Abroger l'article 296 CP (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié comme suit:

Art. 296

Abrogé

L'article 302 alinéas 2 et 3 sera adapté en conséquence.

Cosignataires: Allemann, Arslan, Bäumle, Bertschy, Chevalley, Eichenberger, Feri Yvonne, Glättli, Grossen Jürg, Guhl, Landolt, Leutenegger Oberholzer, Moser, Nantermod, Quadranti, Schwaab, Schwander, Vogler (18)

CN *Commission des affaires juridiques*

261/15.480 n Frehner. Pour une assurance-maladie qui ne soit pas hors de prix. Renforcer le rôle du Parlement (17.09.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 62 Formes particulières d'assurance

...

Al. 2

La loi peut autoriser la pratique d'autres formes d'assurance, notamment celles dans lesquelles ...

...

Al. 3

L'Assemblée fédérale règle en détail par voie d'ordonnance les formes particulières d'assurance ...

Art. 64

...

Al. 3

L'Assemblée fédérale fixe par voie d'ordonnance le montant des franchises et le montant annuel maximum de la quote-part.

...

Cosignataires: Borer, Bortoluzzi, Brand, Büchel Roland, Cassis, Clottu, de Courten, Egloff, Fehr Hans, Freysinger, Giezendanner, Grin, Herzog, Hess Lorenz, Humbel, Hurter Thomas, Ingold, Joder, Killer Hans, Knecht, Lehmann, Lohr, Matter, Miesch, Moret, Nidegger, Pezzatti, Pieren, Reimann Maximilian, Rutz Gregor, Schibli, Schmid-Federer, Schneeberger, Schwander, Stahl, Stolz, von Siebenthal, Weibel, Wobmann (39)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

262/15.481 n Frehner. Nouvelle clé de répartition pour l'attribution des requérants d'asile (22.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 27 de la loi sur l'asile sera modifié de telle sorte que la répartition des requérants d'asile entre les cantons s'effectuera dorénavant selon une nouvelle clé, sur le modèle de celle qui figure à l'article 21 de l'ordonnance 1 sur l'asile. Les critères qui permettront de fixer les contingents cantonaux tiendront compte de la superficie du canton, de la densité de la population par kilomètre carré et de la présence éventuelle de centres d'accueil et de procédure du Secrétariat d'Etat aux migrations sur le territoire cantonal.

Cosignataires: Amaudruz, Binder, Fehr Hans, Fiala, Lehmann, Nidegger, Portmann, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Stolz, Walti Beat (11)

CN *Commission des institutions politiques*

263/15.485 n Frehner. Transparence sur les coûts des hôpitaux (23.09.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les hôpitaux qui ne communiquent pas leurs données aux partenaires tarifaires de manière transparente et dans les délais soient sanctionnés par une réduction de 10 pour cent au maximum du tarif de référence.

Cosignataires: Borer, Brand, Cassis, Gmür Alois, Humbel, Maier Thomas, Moret, Stahl, Stolz (9)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

264/13.479 n Gasche. Impôt anticipé. Clarification de la procédure de déclaration (13.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt anticipé (RS 642.21) sera complétée comme suit:

Art. 20

...

Al. 2

Le délai que l'ordonnance fixe pour la remise à l'Administration fédérale des contributions d'une demande de recours à la procédure de déclaration constitue un délai d'ordre.

La loi fédérale concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions (RS 672.2) sera complétée comme suit:

Art. 2

Al. 1

...

Let. abis

Le délai que l'ordonnance fixe pour la remise à l'Administration fédérale des contributions d'une déclaration de versement de dividendes en application de la procédure de déclaration constitue un délai d'ordre.

...

Les bases légales seront en outre modifiées de telle sorte que le non-respect d'un délai d'ordre pourra être puni d'une amende d'ordre.

Comme rien n'indique qu'un quelconque intéressé puisse pâtir de la présente clarification, aucun délai transitoire n'est nécessaire. Par la suite, les dispositions nouvelles à introduire dans la loi s'appliqueront dans la mesure du possible à tous les cas encore pendants. Une nouvelle base légale sera créée simultanément pour que les intérêts moratoires déjà exigés par voie de décision exécutoire puissent être remboursés.

Cosignataires: Aeschi Thomas, Baader Caspar, Fässler Daniel, Feller, Fischer Roland, Gössi, Grossen Jürg, Hassler, Heer, Hutter Markus, Landolt, Maier Thomas, Moret, Müller Leo, Müller Philipp, Müller Thomas, Pelli, Pfister Gerhard, Rime, Rutz Gregor, Wasserfallen (21)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

19.05.2014 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

30.06.2014 CER-CE. Adhésion.

13.04.2015 Rapport CER-CN (FF 2015 4879)

05.06.2015 Avis du Conseil fédéral (FF 2015 4913)

Voir objet 15.3379 Mo. CER-CN (13.479)

1. Loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (FF 2015 4909)

16.06.2015 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

23.09.2015 Conseil des Etats. Divergences.

07.12.2015 Conseil national. Divergences.

265/15.436 n Geissbühler. Conseil des Etats. Etablissement d'une liste nominative pour chaque vote (09.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 82 de la loi sur le Parlement aura désormais la teneur suivante:

Art. 82

Dans les deux conseils, les résultats des votes qui ont lieu au moyen du système de vote électronique, à main levée ou par appel nominal sont publiés sous la forme d'une liste nominative.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amaudruz, Amstutz, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Clottu, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Freysinger, Giezendanner, Golay, Graber Jean-Pierre, Herzog, Miesch, Müller Thomas, Müri, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Röstli, Rutz Gregor, Schibli, Schwander, Stamm, von Siebenthal (31)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

14.04.2016 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

266/12.483 n Giezendanner. Créer un FAIR (financement et aménagement de l'infrastructure routière) (28.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. Par analogie avec le fonds lié au financement et à l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF), l'infrastructure routière doit être financée de manière transparente. Le fonds lié au financement et à l'aménagement de l'infrastructure routière (FAIR) devra donc être créé pour financer la route.

2. Le FAIR sera créé dans la foulée du FAIF.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Baader Caspar, Binder, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Darbellay, de Courten, Egloff, Eichenberger, Estermann, Fehr Hans, Fiala, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Glanzmann, Gössi, Grin, Grunder, Haller, Heer, Hess Lorenz, Humbel, Hutter Thomas, Hutter Markus, Joder, Kaufmann, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Landolt, Leutenegger Filippo, Lustenberger, Mörgeli, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Pantani, Parmelin, Perrin, Pfister Gerhard, Pieren, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rime, Röstli, Rusconi, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Stahl, Stamm, Veillon, Vitali, von Siebenthal, Wandfluh, Wasserfallen, Wobmann, Zörjen (71)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

25.03.2013 CTT-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

x **267/14.476 n (Gilli) Häsler. Infractions à la loi sur les denrées alimentaires. Des sanctions appropriées** (27.11.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante visant à renforcer les sanctions prévues à l'article 64 de la loi sur les denrées alimentaires, notamment à augmenter considérablement l'amende maximale de 40 000 francs prévue aujourd'hui.

Cosignataires: Birrer-Heimo, Girod, Glättli, Graf Maya, John-Calame, Mahrer, Ritter, Rytz Regula, Schelbert, Thorens Goumaz, van Singer, von Graffenried (12)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Madame Häsler.

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **268/15.417 n (Gilli) Rytz Regula. Modification du système de réduction des primes dans la LAMal** (18.03.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée comme suit:

Art. 66

...

Al. 4

Le montant des subsides cantonaux correspond au moins au montant des subsides fédéraux pour le canton concerné.

Al. 5

Les cantons dont la moyenne des primes pour adultes est plus de 10 pour cent inférieure à la moyenne suisse peuvent réduire de 10 pour cent au plus leurs subsides au sens de l'alinéa 4.

Disposition transitoire

Les cantons adaptent leurs subsides au sens de l'article 66 alinéa 4 dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification de la loi.

Cosignataires: Girod, Glättli, John-Calame, Kessler, Mahrer, Rytz Regula, Schelbert, Schenker Silvia, Streiff, Thorens Goumaz, Trede, van Singer, Vischer Daniel (13)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Madame Rytz Regula.

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **269/15.488 n Glanzmann. Pour un Secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure** (24.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Sur le modèle de ce qui existe pour d'autres tâches étatiques comme la formation, avec le SEFRI, ou l'économie, avec le SECO, on créera les structures et les bases légales permettant d'instituer un Secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure (SESI). Les synergies inhérentes à l'une des tâches les plus importantes et les plus délicates qui incombent à l'Etat, à savoir la sécurité intérieure, pourront ainsi être mises à profit et les procédures pourront être unifiées, rationalisées et optimisées.

Ce secrétariat d'Etat regroupera toutes les structures dédiées à la sécurité intérieure à l'échelon fédéral, comme les organes de poursuite pénale, de recherche d'informations et de lutte contre la criminalité.

Pour d'évidentes raisons de compétences, le SESI pourra être géré comme un service d'état-major auprès du Département fédéral de justice et police.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amherd, Büchler Jakob, Darbellay, Flach, Lustenberger, Müller Leo, Munz, Müri, Romano, Schläfli (11)

CN *Commission de la politique de sécurité*

31.03.2016 Retrait.

x **270/15.471 n Golay. Personnes endettées. Ne leur maintenons pas la tête sous l'eau!** (19.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 93 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite est complété comme suit:

Art. 93

...

Al. 1bis

Ne sont pas saisissables les sommes effectivement versées par le débiteur au titre des acomptes d'impôts fédéraux, cantonaux et communaux pour l'année en cours.

...

Cosignataires: Clottu, Darbellay, Fehr Hans, Graber Jean-Pierre, Grin, Gschwind, John-Calame, Mahrer, Maire Jacques-André, Pantani, Perrinjaquet, Quadri, Schwaab, Tornare, Veillon (15)

CN *Commission des affaires juridiques*

17.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

271/14.453 n Gössi. Achat de nouveaux logements. Pour des règles contraignantes en matière de responsabilité (25.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code des obligations est modifié comme suit:

Art. 219

...

Al. 4

En cas de vente d'une part de copropriété d'un immeuble qui comporte une construction dont la partie prépondérante a moins d'un an, l'acheteur a le droit inaliénable d'obliger le vendeur à remédier à ses frais aux défauts de la construction s'il est possible de le faire sans dépenses excessives. Il doit signaler les défauts au vendeur dans les 60 jours qui suivent leur découverte.

Cosignataires: Binder, Brand, Egloff, Estermann, Fässler Daniel, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Freysinger, Gmür Alois, Hausammann, Heer, Herzog, Hiltbold, Keller Peter, Merlini, Müller Thomas, Noser, Perrinjaquet, Pezzatti, Portmann, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Schibli, Schneeberger, Schwander, Stolz, Vitali, Walter, Walti Beat, Wasserfallen (31)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.11.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

02.02.2016 CAJ-CE. Adhésion.

272/15.497 n Graf-Litscher. Accorder un soutien public aux médias d'information en ligne (16.12.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit sera aménagé de façon à autoriser le soutien public des médias d'information en ligne. Il s'agira d'une part de définir les organisations ou offres susceptibles d'être concernées, d'autre part d'arrêter les modalités de leur financement.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Barrile, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Maire Jacques-André, Marti, Munz, Seiler Graf (11)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

273/16.432 n Graf-Litscher. Principe de la transparence dans l'administration. Faire prévaloir la gratuité de l'accès aux documents officiels (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit pertinent est modifié de façon à rendre l'accès aux documents officiels libre d'émoluments, sauf exceptions dûment motivées, lorsque le coût qui en résulte pour l'administration est sans commune mesure avec l'intérêt public qu'il représente.

Cosignataires: Barrile, Flach, Friedl, Glättli, Grüter, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Marti, Meyer Mattea, Munz, Naef, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Riklin Kathy, Schwaab, Seiler Graf, Semadeni, Steiert, Tornare, Wasserfallen, Weibel, Wermuth (26)

CN *Commission des institutions politiques*

274/15.491 n Grunder. Sauver le système de milice en prolongeant la durée du mandat des parlementaires (25.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 149 alinéa 2 de la Constitution sera modifié de sorte à prolonger l'intervalle, actuellement fixé à quatre ans, entre chaque renouvellement intégral du Conseil national.

CN *Commission des institutions politiques*

275/15.492 n Grunder. Sauver le système de milice en limitant la durée de fonction des parlementaires (25.09.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 149 alinéa 2 de la Constitution sera complété par une limitation de la durée de fonction.

CN *Commission des institutions politiques*

276/15.490 n Gschwind. Constitution de réserves de crise aussi pour les petites entreprises (24.09.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Conseil fédéral est chargé d'adapter la loi fédérale sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux (LCRC) pour étendre le champ d'application aux entreprises agricoles reconnues au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) ainsi qu'aux entreprises de cinq employés et plus.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amaudruz, Amherd, Barazzone, Bulliard, Buttet, Candinas, Darbellay, Freysinger, Gmür Alois, Golay, Grin, Müller Leo, Regazzi, Ritter, Romano, Schläfli, Veillon, Vogler (19)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

277/16.416 n Guhl. Autoriser le placement en détention de sûreté des récidivistes sexuels (17.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 221 alinéa 1 lettre c du Code de procédure pénale (CCP) est modifié de façon à prévoir que quiconque commet un délit grave à caractère sexuel peut être placé en détention pour des motifs de sûreté dès lors qu'il commet un nouveau délit à caractère sexuel.

Cosignataires: Campell, Flach, Gasche, Hess Lorenz, Jauslin, Rickli Natalie, Vogler (7)

CN *Commission des affaires juridiques*

278/05.464 n Guisan. Dépistage du cancer (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les conditions-cadres de la LAMal et autres dispositions légales concernant la prévention doivent être complétées de manière à encourager le dépistage systématique précoce du cancer par des programmes adéquats et à en garantir l'accès à tous les groupes à risque selon des critères à déterminer sur l'ensemble du territoire de la Confédération. En particulier, il y a lieu d'organiser des programmes de dépistage du cancer du sein de qualité dans tous les cantons.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

24.11.2006 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.06.2008 CSSS-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

279/15.442 n Heer. Déplacements des parlementaires effectués aux frais du contribuable. Obligation d'informer (15.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fera désormais obligation de fournir aux journalistes et aux personnes intéressées qui en font la demande toutes informations sur les déplacements que les membres de l'Assemblée fédérale effectuent aux frais du contribuable.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

04.02.2016 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

280/05.465 n Heim. Dépistage du cancer (16.12.2005)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le cadre légal doit être optimisé de sorte à promouvoir les mesures de dépistage précoce du cancer et à garantir à tous l'accès à ces mesures en inscrivant celles-ci dans l'assurance-maladie de base. Il convient en particulier d'encourager un dépistage systématique de qualité, au moyen de la mammographie, appliqué à toutes les femmes et dans tous les cantons.

Cosignataires: Cavalli, Donzé, Egerszegi-Obrist, Gross Andreas, Huguenin, John-Calame, Jutzet, Kohler Pierre, Marty Kälin, Pedrina, Wehrli, Widmer Hans (12)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

24.11.2006 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.06.2008 CSSS-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

281/07.486 n Heim. Organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients (05.10.2007)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut fixer dans la législation les conditions nécessaires à la création d'une organisation nationale pour l'assurance-qualité et la sécurité des patients, qui mettra au point des instruments et des stratégies validés scientifiquement propres à garantir l'élaboration d'une politique nationale de la qualité dans le domaine de la santé, qui assurera la coordination et l'évaluation des stratégies et qui élaborera les bases d'un système transparent en termes de qualité des résultats et de sécurité des patients.

Cosignataires: Aubert, Berberat, Bernasconi, Carobbio Gussetti, Daguet, Donzé, Dormond Béguelin, Favre Charles, Fehr Jacqueline, Frösch, Galladé, Garbani Valérie, Graf-Litscher, Günter, Gysin Remo, Hany, Hofmann Urs, Hubmann, Jermann, John-Calame, Kohler Pierre, Lang, Marty Kälin, Maury Pasquier, Meyer Thérèse, Müller-Hemmi, Nordmann, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rennwald, Rey Jean-Noël, Robbiani, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Steiert, Stöckli, Stump, Teuscher, Thanei, Tschümperlin, Vischer Daniel, Vollmer, Wehrli, Widmer Hans (46)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

282/15.489 n Heim. Exploiter et développer intelligemment le potentiel qu'offrent les salariés âgés sur le marché du travail (24.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Des bases légales prévoyant des dispositifs d'incitation et d'autres mesures concrètes seront créées afin de favoriser le maintien des salariés d'un certain âge dans la vie active et d'améliorer leurs chances de réintégrer le marché du travail.

CN *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

283/15.406 n Herzog. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs (10.03.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée de manière à ce que les conventions tarifaires, les structures tarifaires et les prix ne doivent plus être approuvés ou fixés par les gouvernements cantonaux ou le Conseil fédéral. Les conventions et les structures tarifaires seront conclues exclusivement par les partenaires tarifaires; en cas de désaccord, des tribunaux arbitraux institués par les partenaires tarifaires eux-mêmes trancheront, avec possibilité de recours auprès du Tribunal administratif fédéral.

Cosignataires: Amstutz, Bortoluzzi, Brunner, Büchler Jakob, Cassis, de Courten, Feller, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Graber Jean-Pierre, Hurter Thomas, Pfister Gerhard, Stahl, Stolz (15)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

13.05.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

284/16.431 n Herzog. Préciser les exceptions en faveur de la recherche prévues par la loi sur les stupéfiants (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 8 alinéa 5 de la loi sur les stupéfiants (LStup) sera précisé et circonscrit de telle sorte que la notion de "recherche" sera cernée de manière plus claire et plus étroite. C'est ainsi par exemple que les autorisations exceptionnelles ne seront plus accordées qu'en faveur de projets de recherche relevant des sciences de la nature ou de la médecine clinique, et ce, à des conditions plus restrictives qu'aujourd'hui. Aucune autorisation ne sera notamment accordée aux projets relevant des sciences sociales ou économiques, ni à la recherche sur l'être humain dans un but autre que clinique. Les études scientifiques liées à des initiatives politiques et celles qui constituent des projets complémentaires ou qui accompagnent la mise en oeuvre de projets politiques seront en outre exclues. Les projets de recherche devront être de nature purement scientifique et ne présenter aucun lien avec des projets politiques.

Cosignataires: Amstutz, Brand, Büchler Jakob, Burgherr, Buttet, Chiesa, de Courten, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Geissbühler, Giezendanner, Glarner, Grin, Gschwind, Hausam-

mann, Hess Erich, Keller-Inhelder, Martullo, Müller Thomas, Pantani, Pezzatti, Reimann Maximilian, Ritter, Romano, Salzmann, Schwander, Sollberger, Tuena, von Siebenthal, Walliser (31)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

285/16.405 n Hess Erich. Mise en réseau de tous les registres des poursuites (10.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera les bases légales permettant au moyen d'une requête auprès d'un office du registre des poursuites d'obtenir sur une personne toutes les informations sur les poursuites ouvertes, en Suisse, à son encontre et les actes de défaut de biens qui la concernent.

Cosignataires: Addor, Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Amstutz, Arnold, Bäumle, Béglé, Bertschy, Bigler, Brand, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Buffat, Bühler, Burgherr, Burkart, Campell, Candinas, Cassis, Chiesa, Clottu, de Courten, Dettling, Dobler, Egloff, Estermann, Fässler Daniel, Feller, Flückiger Sylvia, Frehner, Fricker, Gasche, Geissbühler, Giezendanner, Girod, Glanzmann, Glarner, Glauser, Gmür Alois, Golay, Grin, Grossen Jürg, Grunder, Grüter, Gschwind, Guhl, Häsler, Hausammann, Heer, Herzog, Hess Lorenz, Humbel, Imark, Ingold, Keller Peter, Keller-Inhelder, Knecht, Köppel, Landolt, Lohr, Lüscher, Matter, Merlini, Moser, Müller Thomas, Müri, Nantermod, Nicolet, Nidegger, Page, Pantani, Pezzatti, Pfister Gerhard, Pieren, Quadranti, Quadri, Regazzi, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Romano, Röstli, Ruppen, Rutz Gregor, Salzmann, Schneeberger, Schwander, Stamm, Steinemann, Streiff, Tuena, Vogt, von Siebenthal, Walliser, Walter, Wasserfallen, Weibel, Wobmann, Zanetti Claudio, Zuberbühler (103)

CN *Commission des affaires juridiques*

286/15.404 n Hess Lorenz. Assurance-maladie. Rétablir la paix des tarifs (05.03.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée de manière à ce que les conventions tarifaires, les structures tarifaires et les prix ne doivent plus être approuvés ou fixés par les gouvernements cantonaux ou le Conseil fédéral. Les conventions et les structures tarifaires seront conclues exclusivement par les partenaires tarifaires; en cas de désaccord, des tribunaux arbitraux institués par les partenaires tarifaires eux-mêmes trancheront, avec possibilité de recours auprès du Tribunal administratif fédéral.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

13.05.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

287/15.498 n Hess Lorenz. Raviver la démocratie directe en rendant le vote obligatoire (18.12.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 136 de la Constitution (Droits politiques) sera complété par l'alinéa suivant:

"La participation aux votations et aux élections fédérales est obligatoire jusqu'à l'âge de 65 ans. Quiconque ne s'acquitte pas de cette obligation et ne présente pas d'excuse doit payer une amende. Les montants des amendes sont fixés par les cantons, qui en sont les bénéficiaires."

Cosignataires: Campell, Grunder, Guhl, Häsler, Landolt, Quadranti, Schmidt Roberto, Streiff, Weibel (9)

CN *Commission des institutions politiques*

288/16.422 n Hiltpold. Garantir la diversité médiatique en Suisse (18.03.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Afin de renforcer le paysage médiatique en Suisse, le Conseil fédéral est chargé d'adapter la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) comme suit:

Art. 29

...

Al. 3

La SSR ne peut entrer en collaboration avec d'autres entreprises de médias que lorsque:

Let. a

celle-ci contribue de manière vérifiable au pluralisme des opinions et à la diversité de l'offre; et

Let. b

toutes les entreprises de médias ont accès à la collaboration sans discrimination et peuvent y participer.

Al. 4

Sur requête, la qualité de partie est accordée aux entreprises de médias dans des procédures concernant des activités non prévues dans la concession.

Cosignataires: Borloz, Burkart, Eichenberger (3)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

289/16.450 n Hiltpold. Optimisation technique des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Elargissement des dispositions d'une CCT pouvant faire l'objet d'une extension facilitée (17.06.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 1a, alinéa 2 de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT; RS 221.215.311) est complété de la manière suivante:

Article 1a, alinéa 2

2 Dans ce cas, la décision d'extension peut porter sur les éléments suivants:

a. la rémunération minimale ainsi que la durée du travail et du repos au sens de l'article 2, alinéa 1, lettres a et b de la loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés;

b. les vacances ;

c. les contributions aux frais d'exécution;

d. les contrôles paritaires;

e. les sanctions à l'encontre des employeurs et des travailleurs fautifs, en particulier les peines conventionnelles et les frais de contrôle.

290/09.528 n Humbel. Financement moniste des prestations de soins (11.12.2009)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Un système de financement moniste sera introduit, par le biais d'une modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Afin que les cantons puissent garder le contrôle des moyens publics, le système en question respectera notamment les points suivants:

1. Les moyens publics seront consacrés à la formation et au perfectionnement du personnel médical, à la compensation des risques, aux prestations de santé publique et d'intérêt général, de même qu'à la réduction des primes d'assurance-maladie.

2. La part du financement public des prestations couvertes par l'assurance de base sera fixée et adaptée au renchérissement des prestations de santé.

3. Toutes les prestations hospitalières ou ambulatoires inscrites dans la LAMal seront financées par les assureurs-maladie.

Cosignataires: Borer, Bortoluzzi, Cassis, Egger, Favre Charles, Fiala, Gilli, Glanzmann, Gysin, Häberli-Koller, Kleiner, Loepfe, Müller Philipp, Parmelin, Scherer, Schmid-Federer, Stahl, Triponez, Wehrli (19)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

18.02.2011 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.11.2011 CSSS-CE. Adhésion.

13.12.2013 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2015.

18.12.2015 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'hiver 2017.

291/10.407 n Humbel. Exonérer les enfants du paiement des primes d'assurance-maladie (08.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de façon à ce que les enfants soient exonérés du paiement des primes d'assurance-maladie.

Cosignataires: Aeschbacher Ruedi, Amacker, Bader Elvira, Barthassat, Bischof, Cathomas, Darbellay, Donzé, Egger, Glanzmann, Häberli-Koller, Hany, Hochreutener, Lustenberger, Meier-Schatz, Meyer Thérèse, Moser, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Segmüller, Simoneschi-Cortesi, Wehrli, Weibel, Zemp (27)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

18.02.2011 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

06.09.2011 CSSS-CE. Adhésion.

27.09.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2015.

25.09.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2017.

292/14.448 n Humbel. Soins de transition. Adapter les règles de financement à la pratique (25.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 25a alinéa 2 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est précisé de manière à ce que l'ensemble des soins aigus et des soins de transition (soins proprement dits, assistance médicale, traitement ou thérapie, hébergement) soient rémunérés conformément à la réglementation du financement hospitalier. La durée maximale de deux semaines pendant laquelle ces soins sont rémunérés sera par ailleurs réexaminée.

Cosignataires: Cassis, Gilli, Glanzmann, Hess Lorenz, Ingold, Lohr, Pezzatti, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Weibel (10)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

13.11.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

293/15.419 n Humbel. Garantir la qualité et imposer la transparence dans l'offre de soins (19.03.2015)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que la qualité des prestations soit aussi un facteur déterminant pour la détermination des prix dans le domaine ambulatoire.

Cosignataires: Amherd, Bortoluzzi, Brand, Candinas, Cassis, de Courten, Frehner, Glanzmann, Gmür Alois, Heim, Hess Lorenz, Ingold, Kessler, Lohr, Lustenberger, Moret, Pezzatti, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Steiert, Weibel (22)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

20.01.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

21.03.2016 CSSS-CE. Adhésion.

294/16.418 n Humbel. Renforcer le principe de la primauté des contrats dans la LAMal (17.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les conventions tarifaires ne soient plus soumises aux autorités compétentes pour approbation, mais uniquement pour information.

Cosignataires: Amherd, Candinas, Cassis, Frehner, Gmür Alois, Hess Lorenz, Muri, Pezzatti, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Schmid-Federer (11)

CN Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

295/16.419 n Humbel. Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instaurer la concurrence sur les prix (17.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) est modifiée de manière à ce que les prix des dispositifs médicaux figurant sur

la liste des moyens et appareils (LiMA) puissent être négociés entre les fournisseurs de prestations, les fabricants ou fournisseurs d'une part et les assureurs (ou leurs fédérations) ou les centrales d'achat d'autre part.

Cosignataires: Amherd, Candinas, Cassis, de Courten, Fässler Daniel, Frehner, Gmür Alois, Heim, Hess Lorenz, Lohr, Müri, Pezzatti, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Schmid-Federer, Steiert (16)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

296/12.502 n Hutter Markus. Droit du contrat d'entreprise. Pour des délais de réclamation équitables (14.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) sera modifiée comme suit:

Art. 370 Acceptation de l'ouvrage

...

Al. 3

Si les défauts ne se manifestent que plus tard, le maître est tenu de les signaler à l'entrepreneur dans les 60 jours qui suivent le moment où il en a connaissance; sinon, l'ouvrage est tenu pour accepté avec ces défauts.

Cosignataires: Baader Caspar, Bäumle, Binder, Blocher, Brand, Candinas, Caroni, Egloff, Fässler Hildegard, Fehr Hans, Feller, Fischer Roland, Flach, Fluri, Gasser, Germanier, Gmür Alois, Gössi, Knecht, Landolt, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Noser, Pelli, Pezzatti, Pfister Gerhard, Regazzi, Ribaux, Riklin Kathy, Rutz Gregor, Schilliger, Schneeberger, Stahl, Vitali, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Weibel, Ziörjen (40)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

25.10.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.07.2014 CAJ-CE. Adhésion.

297/15.493 n Jans. Pas de subventions en faveur des publicités pour la viande (25.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront modifiées de telle sorte qu'il ne soit plus versé de subvention fédérale en faveur des publicités pour la viande. Ce montant sera déduit de la contribution fédérale versée au titre de promotion des ventes.

Cosignataires: Girod, Glättli, Grossen Jürg, Hadorn, Kiener Nellen, Masshardt, Stolz, Thorens Goumaz (8)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

x 298/11.418 n Joder. LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant (16.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAMal sera modifiée de sorte qu'une distinction soit établie entre les prestations de soins de santé et de soins infirmiers qui sont fournies sur ordre d'un médecin et celles qui relèvent de la

responsabilité du personnel soignant; on définira plus précisément quelles prestations doivent être fournies sur ordre d'un médecin et lesquelles peuvent être fournies de manière autonome par le personnel soignant.

Cosignataires: Aebi Andreas, Bader Elvira, Bänziger, Baumann J. Alexander, Bernasconi, Bigger, Borer, Brönnimann, Büchel Roland, Bugnon, Daguet, Eichenberger, Fehr Hans, Flück Peter, Flückiger Sylvia, Föhn, Frehner, Freysinger, Frösch, Füglistaller, Gadiant, Geissbühler, Giezendanner, Glauser, Glur, Gobbi, Graber Jean-Pierre, Grin, Gross Andreas, Heer, Heim, Hochreutener, Hurter Thomas, Killer Hans, Kunz, Leuenberger-Genève, Miesch, Müller Geri, Müller Thomas, Müri, Nidegger, Perrin, Pfister Theophil, Reimann Lukas, Reymond, Rickli Natalie, Schelbert, Schenker Silvia, Scherer, Schibli, Schlüer, Schmidt Roberto, Segmüller, Stahl, Stamm, Steiert, Stöckli, Streiff, Vischer Daniel, von Graffenried, von Rotz, von Siebenthal, Wasserfallen, Wobmann, Wyss Brigit (65)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.02.2012 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

16.04.2012 CSSS-CE. Adhésion.

20.06.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2016.

23.03.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 3253)

22.04.2016 Rapport CSSS-CN (FF 2016 3219)

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (FF 2016 2016)

27.04.2016 Conseil national. Ne pas entrer en matière.

299/11.449 n Joder. Publication des mesures de protection des adultes (16.06.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

1. L'autorité de protection des adultes est tenue d'informer l'office des poursuites du domicile de la personne concernée de toute mesure relevant du droit de la protection des adultes qu'elle prend ou qu'elle lève.

2. L'office des poursuites inscrit cette information dans le registre des poursuites et la transmet aux tiers qui demandent un extrait du registre.

Cosignataires: Föhn, Fuchs, Füglistaller, Graber Jean-Pierre, Heer, Hochreutener, Hutter Markus, Lustenberger, Miesch, Reimann Lukas, Rutschmann, Schenk Simon, Schwander, Triponez, Wobmann (15)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

31.08.2012 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

23.10.2012 CAJ-CE. Adhésion.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2015.

08.07.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 4993)

08.07.2016 Rapport CAJ-CN (FF 2016 4979)

1. Code civil suisse (Communication des mesures de protection des adultes) (FF 2016 4989)

300/12.470 n Joder. Meilleur soutien pour les enfants gravement malades ou lourdement handicapés qui sont soignés à la maison (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront adaptées de manière à ce que les familles (parents et personnes investies de l'autorité parentale) qui soignent à la maison des enfants gravement malades ou lourdement handicapés soient mieux et plus efficacement soutenues et déchargées.

Cosignataires: Birrer-Heimo, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Giezendanner, Gilli, Hausammann, Heim, Rytz Regula, Wasserfallen (10)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.08.2013 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.01.2014 CSSS-CE. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session de printemps 2018.

301/14.468 n (Joder) Herzog. Egalité juridique entre les organisations d'aide à domicile publiques et privées (10.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit actuel doit être adapté de manière à ce que les organisations d'aide à domicile publiques et privées soient placées sur un pied d'égalité et que les différences et les inégalités existantes soient éliminées, notamment en ce qui concerne le taux de TVA ou l'octroi de subventions pour l'aide à la vieillesse.

Cosignataires: Clottu, Estermann, Flückiger Sylvia, Frehner, Giezendanner, Grin, Heer, Kessler, Knecht, Schibli (10)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Madame Herzog.

24.02.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

302/15.451 n Joder. Renforcer les Commissions de gestion (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales doivent être adaptées de sorte que les Commissions de gestion puissent exercer la haute surveillance sur la gestion au sens de l'article 26 de la loi sur le Parlement de manière plus efficace, plus rapide, plus efficiente et dans la meilleure coordination possible avec les autres organes de surveillance de la Confédération.

Cosignataires: Bernasconi, Borer, Clottu, Giezendanner, Graber Jean-Pierre, Grin, Heim, Kessler, Knecht, Lustenberger, Schibli, Schneeberger, Veillon, Wasserfallen (14)

CN/CE *Commission de gestion*

19.11.2015 CdG-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.02.2016 CdG-CE. Adhésion.

303/12.495 n Jositsch. Détention provisoire en cas de risque de récidive qualifié (12.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 221 du Code de procédure pénale (CPP) est modifié de manière à ce que la détention provisoire puisse également être ordonnée en cas de risque de récidive qualifié, c'est-à-dire lorsqu'il y a sérieusement lieu de craindre que le prévenu commette une grave infraction et que la procédure en cours porte sur un crime ou un délit du même genre.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (4)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

24.10.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.02.2014 CAJ-CE. Adhésion.

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

304/12.497 n Jositsch. Décisions de mise en détention. Personnes habilitées à recourir (12.12.2012)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure pénale est modifié comme suit:

Art. 222

Le détenu et le ministère public peuvent attaquer devant l'autorité de recours les décisions ordonnant une mise en détention provisoire ou une mise en détention pour des motifs de sûreté ou encore la prolongation ou le terme de cette détention. L'article 233 est réservé.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Fehr Hans-Jürg, Hadorn, Schneider Schüttel, Sommaruga Carlo (5)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

24.10.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion.

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

305/15.437 n Keller Peter. Registre des intérêts. Distinguer les activités bénévoles des activités rémunérées (10.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est complétée comme suit:

Les activités indiquées par les députés au titre de l'obligation de signaler les intérêts sont réparties en deux catégories: activités bénévoles et activités rémunérées. Le registre des intérêts est adapté en conséquence.

Est bénévole toute activité qui n'est liée à aucune rémunération, à l'exception des rémunérations qui servent uniquement au défraiement ou à l'indemnisation et qui n'excèdent pas un montant forfaitaire de 1200 francs par an.

Cosignataires: Aebi Andreas, Allemann, Amarelle, Amaudruz, Badran Jacqueline, Bernasconi, Bortoluzzi, Brand, Büchel Roland, Bugnon, Clottu, de Courten, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Freysinger, Galladé, Geissbühler, Golay, Graber Jean-Pierre, Grin, Gross Andreas, Gysi, Hadorn,

Hardegger, Hausammann, Heer, Killer Hans, Marra, Mörgeli, Müri, Pantani, Parmelin, Piller Carrard, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Reynard, Röstli, Ruiz Rebecca, Rusconi, Schibli, Schneider Schüttel, Schwaab, Schwander, Sommaruga Carlo, Stamm, Steiert, von Siebenthal, Wobmann (51)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

04.02.2016 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.05.2016 CIP-CE. Adhésion.

x 306/15.441 n Keller Peter. Soumettre les parlementaires à l'obligation de déclarer les revenus provenant d'activités qui figurent au registre des intérêts (16.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est complétée de façon à prévoir l'obligation pour les parlementaires de déclarer les revenus qu'ils tirent des activités qui doivent figurer au registre des intérêts.

Lorsqu'il entre au conseil, puis au début de chaque année civile, tout parlementaire indique par écrit au Bureau ses liens d'intérêts, à savoir d'une part son activité professionnelle, et d'autre part:

- les fonctions qu'il assume au sein d'organes de direction, de surveillance, de conseil ou autres dans des sociétés, établissements ou fondations (par ex. fonctions au sein d'un conseil d'administration);
- les fonctions permanentes de direction ou de consultation qu'il assume pour le compte de groupes d'intérêts importants;
- les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération;
- les fonctions de conseil qu'il assume au sein de services de la Confédération.

Lorsqu'elles seront inscrites au registre des intérêts, les activités seront réparties en deux catégories distinctes, à savoir:

1. Les activités que les parlementaires exercent à titre bénévole

Une activité est réputée bénévole lorsqu'elle ne donne pas lieu à rémunération, si ce n'est au titre uniquement du remboursement des frais et pour autant que le montant concerné n'excède pas 1200 francs par an au total.

2. Les activités que les parlementaires exercent à titre lucratif

Une activité est réputée lucrative lorsqu'elle est rémunérée à hauteur de plus de 1200 francs par an, et le revenu qu'elle génère doit être déclaré si l'activité concernée tombe sous l'obligation de déclarer les intérêts.

Les différents revenus soumis à déclaration seront inscrits dans l'une des dix tranches suivantes:

- tranche 1: revenus compris entre 1200 et 3500 francs;
- tranche 2: revenus jusqu'à 7000 francs;
- tranche 3: revenus jusqu'à 15 000 francs;
- tranche 4: revenus jusqu'à 30 000 francs;
- tranche 5: revenus jusqu'à 50 000 francs;
- tranche 6: revenus jusqu'à 75 000 francs;
- tranche 7: revenus jusqu'à 100 000 francs;
- tranche 8: revenus jusqu'à 150 000 francs;
- tranche 9: revenus jusqu'à 250 000 francs;
- tranche 10: revenus supérieurs à 250 000 francs.

Si la loi ou un contrat prévoient des droits de refuser de témoigner ou des obligations de garder le secret, le nom et le siège

du partenaire contractuel pourront être anonymisés, par exemple en se limitant à l'indication "Mandant 1".

Ne seront pas soumis à déclaration obligatoire les revenus provenant de fonctions exercées dans des sociétés, des établissements ou des fondations dont le parlementaire est lui-même propriétaire (la participation minimale au capital étant fixée à 10 pour cent).

Cosignataires: Freysinger, Grin, Hausammann, Heer, Reimann Lukas, Schwander (6)

CN *Commission des institutions politiques*

13.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 307/15.446 n Keller Peter. Registre des intérêts. Permettre aux parlementaires de déclarer de leur plein gré les activités lucratives, revenus compris, et les activités bénévoles (17.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement est complétée de façon à prévoir que, s'agissant des activités qui doivent figurer au registre des intérêts, les parlementaires puissent déclarer de leur plein gré, d'une part, lesquelles ils exercent à titre lucratif ainsi que les revenus qu'ils en tirent, d'autre part, les activités qu'ils exercent à titre bénévole. Une activité est réputée bénévole lorsqu'elle ne donne pas lieu à rémunération, si ce n'est au titre uniquement du remboursement des frais et pour autant que le montant concerné n'excède pas 1200 francs par an au total.

CN *Commission des institutions politiques*

13.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

308/13.411 n Kessler. Remboursement des médicaments onéreux. Empêcher une sélection des risques (14.03.2013)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'assurance-maladie est modifiée comme suit:

Art. 42 Principe

Al. 1

Sauf convention contraire entre les assureurs et les fournisseurs de prestations, l'assuré est le débiteur de la rémunération envers le fournisseur de prestations. L'assuré a, dans ce cas, le droit d'être remboursé par son assureur (système du tiers garant). En dérogation à l'article 22 alinéa 1 LPGA, ce droit peut être cédé au fournisseur de prestations.

Al. 2

Assureurs et fournisseurs de prestations peuvent convenir que l'assureur est le débiteur de la rémunération (système du tiers payant). En dérogation à l'alinéa 1, l'assureur est le débiteur de sa part de rémunération en cas de traitement hospitalier et pour les médicaments.

...

Cosignataires: Bäumle, Bertschy, Böhni, Bortoluzzi, Cassis, Chevalley, Fehr Jacqueline, Fischer Roland, Flach, Gasser, Gilli, Grossen Jürg, Heim, Hess Lorenz, Lohr, Maier Thomas, Moret, Moser, Schenker Silvia, Weibel (20)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

22.01.2014 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

04.04.2014 CSSS-CE. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. Délai prolongé jusqu'à la session d'été 2018.

309/15.434 n (Kessler) Weibel. Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère (08.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les allocations pour perte de gain et le Code des obligations seront modifiés afin que le congé de maternité de 14 semaines soit octroyé intégralement au père, en cas de décès de la mère, dans les 14 semaines qui suivent la naissance de l'enfant.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Bäumlé, Bernasconi, Bertschy, Binder, Böhni, Brand, Büchel Roland, Büchler Jakob, Candinas, Carobbio Guscetti, Caroni, Cassis, Chevalley, Chopard-Acklin, Darbellay, Fehr Hans, Fiala, Fischer Roland, Flach, Fluri, Fridez, Friedl, Gasche, Gasser, Geissbühler, Gilli, Glättli, Graber Jean-Pierre, Graf Maya, Grossen Jürg, Gschwind, Guhl, Gysi, Hardegger, Hassler, Heim, Hess Lorenz, Humbel, Ingold, Jans, Joder, Jositsch, Landolt, Leuenberger-Genève, Lohr, Lustenberger, Mahrer, Maier Thomas, Masshardt, Moret, Moser, Müller Thomas, Müller Walter, Munz, Neiryneck, Pfister Gerhard, Quadranti, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rytz Regula, Schelbert, Schmid-Federer, Schneider Schüttel, Schwaab, Steiert, Stolz, Streiff, Thorens Goumaz, Trede, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, Weibel (75)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Weibel.

22.06.2016 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

310/07.424 n Kleiner. Médicaments de la médecine complémentaire. Réglementer concrètement la procédure d'autorisation simplifiée dans la loi sur les produits thérapeutiques (23.03.2007)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les produits thérapeutiques sera modifiée comme suit afin de sauvegarder la diversité des traitements et des médicaments relevant de la médecine complémentaire:

- On soustraira au régime d'autorisation les petites quantités de médicaments (jusqu'à 100 emballages par an) si l'entreprise dispose d'une autorisation de fabrication et de distribution. La remise sera assurée par des médecins ou par des personnes habilitées, en vertu de l'article 25 de la loi sur les produits thérapeutiques, à remettre des médicaments délivrés sans ordonnance.

- Les médicaments traditionnels qui sont utilisés depuis au moins dix ans seront soumis à une procédure d'autorisation simplifiée. Ce régime s'appliquera également aux médicaments ayant fait l'objet d'une autorisation cantonale qui sont commercialisés depuis au moins dix ans. La procédure d'autorisation simplifiée ne pourra être appliquée que si la qualité pharmaceutique du produit est attestée. L'efficacité et la sécurité du médi-

cament seront considérées comme établies s'il a été utilisé pendant plusieurs années.

- L'institut prévoira une obligation d'annoncer pour certains médicaments ou pour certaines catégories de médicaments.

- Les médicaments sans indication qui relèvent de la médecine complémentaire et sont commercialisés depuis au moins dix ans sans qu'aucun effet secondaire sérieux n'ait été observé seront soumis à l'obligation d'annoncer.

Cosignataires: Beck Serge, Bernasconi, Bortoluzzi, Bruderer Wyss, Bühler Gerold, Fehr Mario, Frösch, Graf Maya, Guisan, Gutzwiller, Hassler, Huber, Hubmann, Humbel, Imfeld Adriano, Ineichen, Leutenegger Filippo, Loepfe, Markwalder, Maurer Ueli, Müller Philipp, Müller Walter, Noser, Steiner Rudolf, Stump, Theiler, Triponez, Vischer Daniel, Wehrli, Zeller Andreas, Zuppiger (31)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

15.02.2008 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.06.2008 CSSS-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

311/11.489 n (Lang) Müller Geri. Abrogation de l'article 293 CP (30.09.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 293 CP (Publication de débats officiels secrets) sera abrogé.

Cosignataires: Baumann J. Alexander, Gadiet, Hiltbold, Jositsch, Schmid-Federer, Vischer Daniel (6)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.12.2011 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Müller Geri.

31.08.2012 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

23.10.2012 CAJ-CE. Adhésion.

12.12.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2016.

312/12.419 n Leutenegger Filippo. Whistleblowing. Admettre la licéité d'un acte délictueux commis au nom de la sauvegarde d'intérêts supérieurs (15.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal est modifié de façon à reconnaître la licéité d'un acte délictueux s'il est commis pour sauvegarder des intérêts supérieurs et s'il reste circonscrit aux limites de la proportionnalité, en l'occurrence du signalement par un lanceur d'alerte de faits répréhensibles (ou "whistleblowing").

Cosignataires: Caroni, Flach, Hardegger, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Rickli Natalie, Schwaab, Sommaruga Carlo, Stamm, Vogler (12)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.05.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

09.01.2014 CAJ-CE. Adhésion.

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

313/13.412 n Leutenegger Oberholzer. Loi sur les moyens alloués aux parlementaires. Même traitement fiscal pour tous les citoyens (20.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les moyens alloués aux parlementaires (LMAP) et, si nécessaire, d'autres lois seront modifiées de manière à ce que la contribution aux dépenses de personnel et de matériel versée chaque année aux termes de l'article 3a LMAP, qui se monte actuellement à 33 000 francs, soit dorénavant imposable en tant que revenu annuel et soumis à cotisations (AVS et autres).

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Brunner, Carobbio Guscelli, Chopard-Acklin, Feri Yvonne, Graf-Litscher, Heim, Kiener Nellen, Masshardt, Mörgeli, Müller Geri, Nussbaumer, Pardini, Schelbert, Schenker Silvia, Streiff, Tornare, Tschäppät, Tschümperlin, Wermuth (21)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

16.01.2014 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.10.2015 CIP-CE. Ne pas donner suite

27.04.2016 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

314/14.444 n Leutenegger Oberholzer. Transfert de la charge des taxes de surveillance servant à financer la CHS PP. Compléter l'article 64c par un alinéa 4 (25.09.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complétera l'article 64c LPP par l'alinéa 4 ci-après:

Art. 64c

...

Al. 4

Les autorités de surveillance peuvent transférer la charge de la taxe de surveillance perçue en vertu de l'alinéa 2 lettre a aux institutions de prévoyance qu'elles surveillent, dans le respect des principes applicables à la perception.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Borer, Carobbio Guscelli, Cassis, Chopard-Acklin, Fehr Jacqueline, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Hess Lorenz, Humbel, Maire Jacques-André, Munz, Naef, Nussbaumer, Pardini, Ruiz Rebecca, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Schwaab, van Singer, Weibel (24)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

01.07.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CN. Adhésion.

315/15.422 n Leutenegger Oberholzer. Franc fort. Publier les procès-verbaux de la BNS (20.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Doivent être créées les bases légales garantissant que les procès-verbaux des séances de la direction générale de la Banque nationale suisse soient rendus accessibles au public au plus tard un an après les séances. Cette règle pourra être insérée dans la LBN.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Carobbio Guscelli, Friedl, Gysi, Nordmann, Schwaab, Tschümperlin, Voruz (9)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

316/16.409 n Leutenegger Oberholzer. Procédure de désignation du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (15.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des données (LPD) et, si nécessaire, la loi sur le Parlement (LParl) sont modifiées de façon à donner à l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) la compétence d'élire désormais le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PF PDT), et non plus seulement d'approuver sa nomination par le Conseil fédéral.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Hadorn, Hardegger, Jans, Kiener Nellen, Marra, Munz, Piller Carrard, Schwaab, Sommaruga Carlo, Steiert (12)

CN *Commission des institutions politiques*

317/16.412 n Leutenegger Oberholzer. Moderniser le droit de la garantie (16.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La garantie en raison des défauts de la chose dans le cas d'un achat (art. 197 à 210 CO) sera modernisée et alignée sur la directive 1999/44/CE, en particulier sur les articles 3 à 6 de cette directive. Les nouvelles dispositions devront répondre notamment aux exigences suivantes:

- les moyens de droit prévus par la loi (en premier lieu la réparation et le remplacement de la chose vendue, en second lieu la réduction du prix et la résiliation de la vente) seront entièrement revus;
- il ne pourra être renoncé par avance à ces moyens de droit ni aux autres droits de l'acheteur;
- si une violation du contrat survient dans les six mois qui suivent la livraison de la chose achetée, il sera présumé que cette violation existait déjà au moment de la livraison;
- les garanties contractuelles supplémentaires fournies par le vendeur devront être formulées de manière claire et intelligible; elles ne remplaceront en aucun cas les droits impératifs que la loi confère à l'acheteur;
- le vendeur final responsable aura le droit de se retourner contre son fournisseur si le défaut constaté ne lui est pas imputable.

Cosignataires: Amarelle, Arslan, Birrer-Heimo, Friedl, Hadorn, Jans, Kiener Nellen, Munz, Pardini, Schwaab (10)

CN *Commission des affaires juridiques*

318/16.438 n Leutenegger Oberholzer. Entreprises fédérales et entreprises liées à la Confédération. Pour des rétributions appropriées et pour la fin des salaires excessifs
(02.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On inscrira dans la législation la règle en vertu de laquelle toutes les rémunérations que les entreprises fédérales ou les entreprises liées à la Confédération versent aux membres de leur conseil d'administration et à toutes les personnes chargées de la gestion (direction) doivent être appropriées. Les rémunérations des personnes chargées de la gestion et des membres du conseil d'administration doivent avoir un rapport approprié avec la tâche à accomplir, avec la situation de la société et avec les traitements versés au personnel. Le salaire le plus élevé des membres de la direction d'une entreprise fédérale ou d'une entreprise liée à la Confédération ne doit pas dépasser le traitement brut d'un conseiller fédéral.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Feri Yvonne, Friedl, Jans, Munz, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Reynard, Schenker Silvia, Semadeni, Wermuth (12)

319/16.455 n Leutenegger Oberholzer. Imposition du logement. Changement de régime (17.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante :

Le régime de l'imposition du logement sera modifié. L'imposition de la valeur locative sera abrogée et, en contrepartie, les coûts immobiliers afférents au logement occupé par son propriétaire, dont notamment les intérêts passifs, ne seront plus déductibles.

Cosignataires: Birrer-Heimo, Friedl, Hardegger, Jans, Kiener Nellen, Nordmann, Schwaab (7)

320/12.409 n Lohr. Contribution d'assistance. Rémunération des prestations d'aide fournies par des proches
(14.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La LAI sera modifiée de telle sorte que les prestations d'aide fournies par des proches soient rémunérées à hauteur de 80 pour cent au maximum, dans le cadre de la contribution d'assistance.

Cosignataires: Amherd, Aubert, Barthassat, Bernasconi, Birrer-Heimo, Böhni, Bulliard, Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fässler Hildegard, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Girod, Glättli, Gmür Alois, Graf Maya, Graf-Litscher, Gysi, Hadorn, Heim, Humbel, Ingold, John-Calame, Kessler, Lehmann, Leuenberger-Genève, Levrat, Marra, Meier-Schatz, Müller Geri, Nussbaumer, Romano, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Semadeni, Streiff, Teuscher, Tschümperlin, van Singer, Vischer Daniel, Vogler, von Graffenried (46)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

24.05.2013 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

16.03.2015 Conseil des Etats. L'examen de l'initiative est suspendu pour plus d'un an.

19.06.2015 Conseil national. Adhésion.

x 321/08.417 n Lüscher. Modification de l'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 7 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé est modifié comme suit:

Art. 7

...

Al. 2

En matière internationale, le tribunal suisse, sans égard au siège du tribunal arbitral, sursoit à statuer jusqu'à ce que celui-ci se soit prononcé sur sa compétence, à moins qu'un examen sommaire ne démontre qu'il n'existe entre les parties aucune convention d'arbitrage.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

21.09.2009 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.06.2010 Conseil des Etats. Adhésion.

01.06.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2014.

20.06.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2016.

17.06.2016 Conseil national. Classement.

Voir objet 12.3012 Mo. CAJ-CN (08.417)

x 322/10.417 n Lüscher. Extension des droits des lésés dans la procédure pénale militaire (17.03.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La procédure pénale militaire (PPM), en particulier ses articles 84a et suivants, est modifiée de façon à ce que la victime et ses proches puissent se constituer partie civile et jouir de tous les droits de partie, indépendamment de leur capacité à faire valoir des prétentions civiles contre l'accusé.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

24.01.2011 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

01.04.2011 CAJ-CE. Adhésion.

22.03.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

25.06.2014 CAJ-CN. La commission décide d'élaborer une initiative.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2017.

25.06.2015 Rapport CAJ-CN (FF 2015 5533)

21.10.2015 Avis du Conseil fédéral (FF 2015 7035)

1. Procédure pénale militaire (PPM) (FF 2015 5549)

10.03.2016 Conseil national. Décision modifiant le projet de la commission.

08.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

17.06.2016 Conseil national. La loi est adoptée au vote final.

17.06.2016 Conseil des Etats. La loi est adoptée au vote final. Feuille fédérale 2016 4693; Délai référendaire 06.10.2016

x 323/15.440 n Lüscher. Droit du bail. Conséquences du décès du locataire (11.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Je demande que le Code des obligations soit modifié comme suit:

Art. 266i

3. Décès du locataire

Le contrat de bail prend fin au décès du locataire. Seuls les héritiers qui ont été domiciliés depuis deux ans dans le logement au moment du décès du locataire héritent du contrat de bail.

Cosignataires: Barazzone, Cassis, Chevalley, Derder, Egloff, Feller, Fluri, Hiltbold, Huber, Landolt, Merlini, Noser, Parmelin, Rime, Schneeberger, Vitali, Vogler, Walti Beat (18)

CN *Commission des affaires juridiques*

02.06.2016 Retrait.

324/14.471 n Lustenberger. Non aux clauses rétroactives dans les initiatives populaires (12.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution sera modifiée de telle sorte que les clauses rétroactives ne seront plus admises dans les initiatives populaires.

Cosignataires: Amherd, Binder, Büchler Jakob, Bulliard, Caroni, Fässler Daniel, Gasche, Glanzmann, Gmür Alois, Guhl, Humbel, Joder, Landolt, Lehmann, Markwalder, Müller Leo, Müller Walter, Müller-Altarmatt, Pfister Gerhard, Pieren, Stahl, Vogler (22)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

26.03.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

20.08.2015 CIP-CE. Adhésion.

x 325/14.452 n Maire Jacques-André. LACI. Critères relatifs aux mesures de formation en cas de retour à la vie active suite à une période éducative (26.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 60 alinéa 2 de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) est complété comme suit:

Art. 60

...

Al. 2

Peuvent demander des prestations de l'assurance-chômage pour la participation à des cours:

...

Let. c.

s'agissant des prestations visées à l'article 59cbis alinéa 3, les personnes qui, en raison de leur devoir d'éducation, se sont retirées du marché du travail durant une période plus longue que le délai-cadre étendu tel que défini à l'article 9b alinéas 1 à 3. Pour ces personnes, les devoirs exigés aux articles 15 à 17 alinéa 1 sont suspendus le temps que dure la mesure de formation. Seule la disponibilité pour suivre des cours est exigible.

...

Cosignataires: Amarelle, Birrer-Heimo, Leutenegger Oberholzer, Marra, Reynard, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Steiert, Tornare (9)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

29.06.2015 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.11.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

27.04.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

326/11.482 n Markwalder. Personnes travaillant à temps partiel. Des prestations LPP plutôt que l'aide sociale (30.09.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité est complétée comme suit:

Art. 7a Assurance des personnes travaillant à temps partiel

Al. 1

Les personnes travaillant à temps partiel sont soumises à l'obligation de s'assurer. La déduction de coordination est fixée à proportion du taux d'occupation. Le seuil d'entrée appliqué est le même que celui qui s'applique aux salariés travaillant à plein temps.

Al. 2

Les employeurs se mettent d'accord pour désigner celui qui gèrera l'assurance. Les autres employeurs versent à l'institution de prévoyance correspondante les cotisations dues par l'employeur et celles dues par le salarié. Si les employeurs ne parviennent pas à s'entendre, celui chez qui le salarié a le taux d'occupation le plus élevé devient l'employeur responsable.

Al. 3

L'article 46 s'applique à titre subsidiaire.

Cosignataires: Brunschwig Graf, Eichenberger, Fiala, Flück Peter, Fluri, Huber, Kleiner, Moret, Perrinjaquet, Ruey (10)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

12.10.2012 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

11.02.2013 CSSS-CE. Ne pas donner suite

Voir objet 12.3974 Mo. CSSS-CN (11.482)

327/15.409 n Markwalder. Protection du secret professionnel des juristes d'entreprise (11.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC) sera modifié comme suit:

Art. 160a Exception en faveur des services juridiques d'entreprise

Al. 1

Les parties et les tiers ne sont pas soumis à l'obligation de collaborer en ce qui concerne l'activité du service juridique interne d'une entreprise, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

Let. a

l'activité en cause serait considérée comme spécifique à la profession si elle était exécutée par un avocat;

Let. b

le service juridique est dirigé par une personne titulaire d'un brevet cantonal d'avocat ou remplissant les conditions professionnelles requises dans son Etat d'origine pour pratiquer le métier d'avocat.

Al. 2

L'exception prévue à l'article 160 alinéa 1 lettre b s'applique par analogie aux documents concernant les contacts avec un service juridique au sens de l'alinéa 1.

Cosignataires: Amherd, Barazzone, Bernasconi, Brand, Caroni, Egloff, Eichenberger, Flach, Golay, Guhl, Huber, Jositsch, Lehmann, Lüscher, Matter, Merlini, Miesch, Naef, Noser, Reimann Lukas, Reynard, Rickli Natalie, Rossini, Ruiz Rebecca, Rutz Gregor, Schneider-Schneiter, Schwaab, Schwander, Stahl, Stolz, Vischer Daniel, Vogler, Wasserfallen (33)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.10.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

328/08.432 n Marra. La Suisse doit reconnaître ses enfants (09.06.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, visant à ce que les étrangers de la troisième génération établis en Suisse obtiennent la nationalité sur demande des parents ou des personnes concernées.

Cosignataires: Aeschbacher Ruedi, Allemann, Aubert, Barthasat, Berberat, Bernasconi, Brunschwig Graf, Carobbio Guscelli, Donzé, Fasel, Fässler Hildegard, Favre Charles, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Fehr Mario, Français, Frösch, Genner, Germanier, Gross Andreas, Hämmerle, Heim, Hofmann Urs, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Levrat, Lumengo, Moret, Müller Geri, Neiryneck, Nordmann, Nussbaumer, Pedrina, Rechsteiner Paul, Rechsteiner-Basel, Rielle, Robbiani, Rossini, Schenker Silvia, Schmidt Roberto, Stump, Thanei, Thorens Goumaz, Tschümperlin, Voruz, Widmer Hans, Zisyadis (49)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

24.10.2008 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.01.2009 CIP-CE. Adhésion.

17.06.2011 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session d'été 2013.

21.06.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'été 2015.

30.10.2014 Rapport CIP-CN (FF 2015 739)

21.01.2015 Avis du Conseil fédéral (FF 2015 1253)

1. Arrêté fédéral concernant la naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération (FF 2015 757)

11.03.2015 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

10.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière. Renvoi à la commission.

13.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

2. Loi sur la nationalité suisse (LN) (Naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération) (FF 2015 759)

11.03.2015 Conseil national. Décision conforme au projet de la Commission

10.09.2015 Conseil des Etats. Entrer en matière. Renvoi à la commission.

13.06.2016 Conseil des Etats. Divergences.

x 329/15.452 n Masshardt. Réglementation en matière de dons. Pour plus de transparence (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les membres du Parlement auront l'obligation de tenir une comptabilité séparée pour les dons de tous types en espèces ou en nature qu'ils reçoivent en lien avec leur activité politique.

Les dons uniques supérieurs à 5000 francs devront être inscrits (avec indication du nom) dans un registre public tenu par les Services du Parlement.

Les dons uniques supérieurs à 10 000 francs, ainsi que les séries de dons provenant d'un même donateur dont le total est, en l'espace d'une année civile, supérieur à 10 000 francs, devront être inscrits (avec indication du montant et de la provenance) dans un registre public tenu par les Services du Parlement.

Tout nouveau membre du Parlement sera aussi soumis à cette règle.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Carobbio Guscelli, Chopard-Acklin, Friedl, Glättli, Gysi, Hadorn, Heim, Munz, Schenker Silvia (12)

CN *Commission des institutions politiques*

16.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 330/15.453 n Masshardt. Davantage de transparence sur les voyages d'information (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante.

La loi sur le Parlement sera complétée dans le sens suivant:

Les membres du Parlement peuvent accepter les invitations à un voyage d'information émanant de groupes d'intérêts suisses ou étrangers, pour autant qu'ils en assument eux-mêmes les coûts. Les prestations appréciables en argent, jusqu'à un montant encore à déterminer, ne sont pas soumises à cette disposition.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Chopard-Acklin, Derder, Friedl, Glättli, Gysi, Heim, Humbel, Jans, Munz, Reimann Lukas, Schenker Silvia, Semadeni, Siegenthaler (16)

CN *Commission des institutions politiques*

16.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

331/15.470 n Masshardt. Mieux concilier travail et famille. Droit à une réduction du taux d'occupation suite à une naissance (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le CO sera adapté de sorte que les employés aient le droit de réduire leur taux d'occupation après la naissance d'un enfant (au plus 20 pour cent), de manière analogue à ce que prévoit déjà l'ordonnance sur le personnel de la Confédération (art. 60a OPers, Réduction du taux d'occupation suite à une naissance ou à une adoption). Les entreprises de petite taille peuvent être exemptées de cette règle.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Bernasconi, Birrer-Heimo, Derder, Feri Yvonne, Friedl, Galladé, Girod, Graf Maya, Guhl, Gysi, Hadorn, Hardegger, Häsler, Heim, Jans, Jositsch, Marra, Munz, Nussbaumer, Piller Carrard, Quadranti, Reynard, Ruiz Rebecca, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Steiert, Streiff, Voruz, Wermuth (34)

CN *Commission des affaires juridiques*

332/15.482 n Matter. Egalité de traitement entre les diffuseurs privés et les diffuseurs privés qui opèrent en ligne (22.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On adaptera l'article 10 alinéa 1 lettres d et e de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV), voire d'autres articles, de telle sorte que, dans le secteur publicitaire, les diffuseurs privés bénéficient du même traitement que les diffuseurs privés qui opèrent en ligne, pour qu'ils aient le droit de faire de la publicité à caractère politique ou religieux.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amaudruz, Amstutz, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brand, Brunner, Büchel Roland, Bugnon, Clottu, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Giezendanner, Golay, Gössi, Graber Jean-Pierre, Grin, Hausammann, Heer, Herzog, Hurter Thomas, Keller Peter, Killer Hans, Lüscher, Miesch, Mörgeli, Müri, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rutz Gregor, Schibli, Schwander, Stahl, von Siebenthal, Walter, Wobmann (44)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

333/11.411 n Meier-Schatz. Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent soin d'un proche (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour créer une allocation d'assistance qui sera versée aux personnes qui prennent soin d'un proche.

Cosignataires: Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Egger, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany,

Heim, Hochreutener, Ingold, John-Calame, Lang, Lustenberger, Maire Jacques-André, Marra, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani, Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Steiert, Streiff, Stump, Thorens Goumaz, Weber-Gobet, Weibel (39)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

08.03.2012 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

19.06.2012 CSSS-CE. Adhésion.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN (11.411)

334/11.412 n Meier-Schatz. Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos (15.03.2011)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le législateur prend les mesures nécessaires pour permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos.

Cosignataires: Amherd, Bader Elvira, Bänziger, Barthassat, Bernasconi, Bischof, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Graf-Litscher, Häberli-Koller, Hany, Heim, Ingold, John-Calame, Lang, Maire Jacques-André, Meyer Thérèse, Pfister Gerhard, Prelicz-Huber, Riklin Kathy, Robbiani, Roux, Schenker Silvia, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Segmüller, Steiert, Streiff, Thorens Goumaz, Weber-Gobet (34)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

11.11.2011 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

19.06.2012 CSSS-CE. Adhésion.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

Voir objet 13.3366 Po. CSSS-CN (11.411)

335/15.448 n (Meier-Schatz) Lohr. Améliorer la qualité de l'activité d'intermédiaire dans le domaine des assurances (17.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les exigences fixées à l'article 44 de la loi sur la surveillance des assurances (LSA) seront durcies afin de mieux répondre aux problèmes de qualité observés dans le domaine de la publicité par téléphone et des conseils fournis par les intermédiaires d'assurance, en raison de la formation insuffisante dont ils disposent, et de pouvoir ordonner des sanctions lorsque cette qualité est déficiente.

En outre, la FINMA sera tenue d'ouvrir une enquête en cas de plainte contre un intermédiaire d'assurance. Les articles 44 et 46 LSA seront modifiés comme suit:

Art. 44 Conditions d'enregistrement

Al. 1

N'est inscrite dans le registre qu'une personne qui:

Let. a

a des qualifications professionnelles suffisantes ou, s'il s'agit d'une personne morale, fournit la preuve que tous ses collaborateurs ont lesdites qualifications, et

Let. b

a conclu une assurance de la responsabilité civile professionnelle ou fourni des garanties financières équivalentes.

Al. 2

Le Conseil fédéral détermine les qualifications professionnelles requises et fixe le montant minimum des garanties financières. Il peut charger la FINMA de réglementer les détails techniques.

Al. 3

La FINMA vérifie chaque année que les conditions d'inscription dans le registre continuent d'être remplies et radie du registre les intermédiaires d'assurance et les personnes morales qui ne respectent pas ces conditions.

Art. 46 Tâches

Al. 1

La FINMA accomplit les tâches suivantes:

...

Let. h

elle ouvre une enquête lorsqu'une plainte a été déposée contre un intermédiaire d'assurance.

...

Cosignataires: Amherd, Böhni, Candinas, Chevalley, Darbellay, de Buman, Glanzmann, Gmür Alois, Heim, Humbel, Ingold, John-Calame, Kessler, Lohr, Müller-Altermatt, Riklin Kathy, Schläfli, Schmid-Federer, Schneider-Schneiter, Streiff, Vogler (21)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Lohr.

336/05.467 n Meyer Thérèse. Dépistage du cancer et égalité de traitement (16.12.2005)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il y a lieu d'optimiser et d'encourager les conditions-cadres nécessaires, tant juridiques que financières, afin de garantir dans toutes les parties du pays l'accès à des mesures de détection précoce du cancer, notamment du sein. Il convient, en particulier, de garantir l'inscription du scannage (screening) du sein dans la liste des prestations couvertes par la LAMal.

Cosignataires: Amherd, Bader Elvira, Barthassat, Brun Franz, Büchler Jakob, Cathomas, Chevrier, Darbellay, de Buman, Donzé, Häberli-Koller, Hochreutener, Huguenin, Imfeld Adriano, Jermann, Kohler Pierre, Leu Josef, Lustenberger, Meier-Schatz, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Robbiani, Simoneschi-Cortesi, Studer Heiner, Wehrli, Zapfl (26)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

24.11.2006 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.06.2008 CSSS-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

Voir objet 09.3356 Mo. CSSS-CN

x 337/15.454 n Müller Leo. Contre la bureaucratie. S'assurer que le droit est bien conforme à la volonté du législateur (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On créera une délégation parlementaire qui sera chargée de passer au crible les lois existantes afin de s'assurer que les textes réglementaires qui se fondent sur elles sont bien conformes à la volonté du législateur, en vue de réduire la charge administrative dans les entreprises aussi bien du secteur privé que du secteur public. La délégation sera actionnée sur saisine motivée.

Cosignataires: Amherd, Barazzone, Binder, Büchler Jakob, Bulliard, Caroni, Darbellay, Fässler Daniel, Feller, Gmür Alois, Guhl, Herzog, Humbel, Keller Peter, Lehmann, Lustenberger, Müller Thomas, Müri, Parmelin, Pezzatti, Pfister Gerhard, Quadranti, Rime, Ritter, Schilliger, Schläfli, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Schwander, Siegenthaler, Vitali, Vogler, Walter, Wasserfallen (34)

CN *Commission des institutions politiques*

17.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

338/04.456 n Müller Philipp. Harmonisation des notions et des méthodes de mesure dans les prescriptions de construction et d'exploitation (04.10.2004)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Confédération édicte des dispositions de droit (mesures législatives et, si nécessaire, modifications constitutionnelles) afin d'harmoniser - sur la forme - les notions et les méthodes de mesure dans les prescriptions réglant la construction et l'exploitation. Le contenu - sur le fond - reste l'affaire des cantons (et des communes).

Sont réservées les démarches entreprises par les cantons sur la base d'un accord intercantonal (concordat) en vue d'harmoniser les notions et les méthodes de mesure employées dans la construction, comme demandé dans une motion transmise comme postulat le 8 mars 2000.

Cosignataires: Abate, Amstutz, Bader Elvira, Baumann J. Alexander, Bäumlé, Bezzola Duri, Bigger, Bignasca Attilio, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brun Franz, Brunner, Büchler Jakob, Bugnon, Bühler Gerold, Burkhalter, Cathomas, Christen Yves, Darbellay, Donzé, Dupraz, Egerszegi-Obrist, Engelberger, Fässler Hildegard, Favre Charles, Fehr Hans, Fehr Hans-Jürg, Fluri, Föhn, Freysinger, Genner, Germanier, Giezendanner, Glasson Jean-Paul, Glur, Guisan, Gutzwiller, Gyr-Steiner,

Gysin, Häberli-Koller, Haller, Hämmerle, Hassler, Hegetschweiler, Hess Bernhard, Hochreutener, Hofmann Urs, Huber, Humbel, Hutter Jasmin, Hutter Markus, Ineichen, Jermann, Joder, Kaufmann, Keller Robert, Kleiner, Kohler Pierre, Kunz, Lang, Laubacher, Leu Josef, Leutenegger Filippo, Leuthard, Loepfe, Lustenberger, Mathys, Maurer Ueli, Messmer, Mörgeli, Müller Geri, Müller Walter, Müri, Noser, Oehrl, Parmelin, Pelli, Perrin, Pfister Gerhard, Pfister Theophil, Randegger, Rey Jean-Noël, Raymond, Riklin Kathy, Rime, Sadis, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schlüer, Schmied Walter, Schneider, Schwander, Siegrist Ulrich, Speck, Spuhler, Stahl, Stamm, Steiner Rudolf, Studer Heiner, Theiler, Triponez, Vaudroz René, Veillon, Vischer Daniel, Vollmer, Waber, Wäfler Markus, Walker Felix, Walter, Wandfluh, Wasserfallen, Wehrli, Weigelt, Weyeneth, Widmer Hans, Wobmann, Wyss Ursula, Zuppiger (120)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

16.02.2005 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

23.06.2008 CEATE-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

14.12.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2014.

12.12.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2016.

339/08.406 n Müller Philipp. Autorisations de séjour à l'année pour les étrangers établis refusant de s'intégrer (19.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers est complétée comme suit:

Art. 34

...

Al. 2

L'autorité compétente peut octroyer une autorisation d'établissement à un étranger aux conditions suivantes:

...

Let. b (complément)

il n'existe aucun motif de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

...

Al. 6 (nouveau)

En cas de révocation en vertu de l'article 63 alinéa 3 et de remplacement par une autorisation de séjour, une nouvelle autorisation d'établissement ne peut être délivrée qu'au terme d'un délai de trois ans, pour autant que la personne se soit entretenu bien intégrée.

Art. 51

...

Al. 2

Les droits prévus aux articles 43, 48 et 50 s'éteignent:

...

Let. b (complément)

s'il existe des motifs de révocation au sens des articles 62 ou 63 alinéa 3.

Art. 63

...

Al. 3 (nouveau)

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2, l'autorisation d'établissement peut être révoquée et remplacée par une autorisation de séjour lorsque l'étranger n'est pas prêt à s'intégrer en Suisse (art. 4).

Cosignataires: Amherd, Amstutz, Baettig, Binder, Bischof, Borer, Brunner, Cathomas, Caviezel, Dunant, Engelberger, Estermann, Fehr Hans, Fiala, Flückiger Sylvia, Fluri, Häberli-Koller, Hiltbold, Huber, Humbel, Hutter Jasmin, Hutter Markus, Ineichen, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lüscher, Lustenberger, Maurer Ueli, Miesch, Moret, Müller Thomas, Müller Walter, Müri, Perrin, Pfister Gerhard, Rime, Schibli, Schmidt Roberto, Wandfluh, Wasserfallen, Zemp (44)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

27.06.2008 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

28.08.2008 CIP-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

340/08.428 n Müller Philipp. Pas de regroupement familial en cas de versement de prestations complémentaires (28.05.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) sera complétée comme suit:

Art. 44

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 45

...

Let. c (complément)

ils ne dépendent pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 51

...

Al. 3 (nouveau)

Les droits prévus à l'article 43 s'éteignent si des prestations complémentaires sont sollicitées.

Art. 85

...

Al. 7

...

Let. c (complément)

la famille ne dépend pas de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Art. 97

...

Al. 3

...

Let. d (complément)

le versement de prestations de l'aide sociale ou de prestations complémentaires.

Cosignataires: Amstutz, Egger, Engelberger, Fluri, Hiltbold, Humbel, Hutter Jasmin, Joder, Moret, Perrin, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

24.10.2008 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.01.2009 CIP-CE. Adhésion.

18.03.2011 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

22.03.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2017.

341/08.450 n Müller Philipp. Marge de manoeuvre accrue pour les autorités (22.09.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les étrangers (LEtr) est modifiée comme suit:
L'article 63 alinéa 2 est abrogé.

Cosignataires: Amstutz, Brunner, Engelberger, Fluri, Geissbühler, Hiltbold, Humbel, Hutter Jasmin, Moret, Pfister Gerhard, Schibli, Schmidt Roberto, Wobmann (13)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

22.01.2009 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.03.2009 CIP-CE. Adhésion.

18.03.2011 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2013.

22.03.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2017.

342/10.485 n Müller Philipp. Harmonisation des dispositions liées au regroupement familial (23.09.2010)

Me fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les exigences posées aux titulaires d'une autorisation d'établissement qui souhaitent faire venir en Suisse les membres étrangers de leur famille doivent être alignées sur celles qui prévalent pour les titulaires d'une autorisation de séjour annuelle. Il faudra à cet effet reprendre à l'article 43 LEtr les dispositions de l'article 44 lettres b et c de cette même loi.

Cosignataires: Bugnon, Caviezel, Egger, Eichenberger, Engelberger, Fehr Hans, Fiala, Fluri, Föhn, Geissbühler, Gysin, Hiltbold, Hochreutener, Humbel, Ineichen, Joder, Kaufmann, Leutenegger Filippo, Loepfe, Lustenberger, Moret, Müller Thomas, Müller Walter, Perrin, Pfister Gerhard, Riklin Kathy, Rime, Rutschmann, Scherer, Schibli, Schmidt Roberto, Triponez, Wasserfallen, Wobmann (34)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

04.02.2011 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

25.03.2011 CIP-CE. Adhésion.

22.03.2013 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2015.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de 2 ans, soit jusqu'à la session de printemps 2017.

343/15.457 n Müller Thomas. Concession SSR. C'est désormais au Parlement de décider (18.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) est modifiée comme suit:

Art. 25 Concession

Al. 1

L'Assemblée fédérale octroie une concession à la SSR.

Al. 2

Une consultation est organisée dans les commissions avant l'octroi de la concession et avant toute modification significative de celle-ci au regard de la politique des médias.

Al. 3, 4

Inchangés

Al. 5

L'Assemblée fédérale peut modifier la concession avant son expiration si les conditions de fait ou de droit ont changé et que la modification est nécessaire pour préserver des intérêts importants.

Al. 6

L'Assemblée fédérale peut restreindre ou suspendre partiellement la concession de la SSR si:

Let. a

l'autorité de surveillance a déposé une demande fondée sur les conditions prévues à l'article 89;

Let. b

la SSR a enfreint de manière grave ou répétée les obligations prévues aux articles 35 et 36.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amstutz, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Büchel Roland, Bugnon, Clottu, de Courten, Egloff, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Freysinger, Giezendanner, Golay, Graber Jean-Pierre, Grin, Hausammann, Heer, Joder, Keller Peter, Killer Hans, Knecht, Maier Thomas, Matter, Miesch, Nidegger, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Röstli, Rusconi, Schibli, Schwander, Stamm, Veillon, von Siebenthal, Wasserfallen, Wobmann (42)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

344/16.417 n Müller-Altermatt. Allocations de formation professionnelle. Leur versement doit débiter en même temps que la formation (17.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 3 de la loi sur les allocations familiales (LAFam) est modifié comme suit:

Art. 3

Al. 1

Les allocations familiales comprennent:

...

Let. b

l'allocation de formation professionnelle; elle est octroyée à partir du mois qui suit celui au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 16 ans ou commence une formation consécutive à l'école obligatoire, et ce jusqu'à la fin de sa formation, mais au plus tard jusqu'à ...

...

Cosignataires: Amherd, Ammann, Bertschy, Büchler Jakob, Candinas, Fässler Daniel, Gmür Alois, Gmür-Schönenberger, Ingold, Landolt, Leutenegger Oberholzer, Lohr, Marchand, Müller Leo, Quadranti, Riklin Kathy, Ritter, Schmid-Federer, Schmidt Roberto, Schneider-Schneiter, Streiff, Vogler (22)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

345/16.406 n Nantermod. Garde partagée. Répartir la déduction pour les enfants mineurs entre les parents (14.03.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) est modifiée comme suit:

Art. 35

Al. 1

Sont déduits du revenu:

Let. a

6500 francs pour chaque enfant mineur ou faisant un apprentissage ou des études, dont le contribuable assure l'entretien; lorsque les parents sont imposés séparément, cette déduction est répartie par moitié s'ils exercent l'autorité parentale en commun ainsi que la garde partagée (biffer: "et ne demandent pas la déduction d'une contribution d'entretien pour l'enfant selon l'article 33 alinéa 1 lettre c");

...

Cosignataires: Addor, Borloz, Buttet, Chevalley, Reynard, Sommaruga Carlo, Tornare, Wehrli (8)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

346/12.491 n Neiryneck. Prolongation du délai d'ajournement de la rente AVS (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 39 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) est modifié comme suit:

Les personnes qui ont droit à une rente ordinaire de vieillesse peuvent ajourner sans limite dans le temps le début du versement de la rente; elles ont la faculté de révoquer l'ajournement avec un préavis d'un mois.

Cosignataires: Barthassat, Bugnon, Buttet, Darbellay, Feller, Freysinger, Gross Andreas, Gschwind, Ingold, Leuenberger-Genève, Moser, Nidegger, Pezzatti, Regazzi, Romano, van Singer, Vogler, Voruz, Weibel (19)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

22.01.2014 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

01.09.2015 CSSS-CE. Ne pas donner suite

347/16.421 n Nidegger. Affaire Perinçek contre Suisse. Rendre l'article 261bis CPS compatible avec les droits de l'homme (18.03.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 261bis quatrième paragraphe CP est adapté à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la mention de génocide est soit biffée soit précisée comme suit: "... constaté par un tribunal international compétent ..."

Cosignataires: Addor, Bauer, Brand, Bühler, Chiesa, Grüter, Keller Peter, Nicolet, Reimann Lukas, Schwander, Sollberger, Vogt (12)

CN *Commission des affaires juridiques*

348/15.496 n Nussbaumer. Autoriser les collaborateurs personnels des élus fédéraux à accéder à l'Extranet de l'Assemblée fédérale (17.12.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'ordonnance sur l'administration du Parlement est modifiée de façon à ce qu'il soit donné aux collaborateurs personnels des membres des conseils un accès limité à l'Extranet de l'Assemblée fédérale (dit "e-parl").

Cosignataires: Aebischer Matthias, Badran Jacqueline, Barrile, Friedl, Glättli, Gysi, Hadom, Hardegger, Landolt, Maire Jacques-André, Marti, Masshardt, Moser, Quadranti, Reynard, Schenker Silvia, Seiler Graf, Wasserfallen, Wermuth (19)

CN *Bureau*

349/13.455 n Parmelin. Application de la loi sur la protection des eaux. Tenir compte de la réalité dans le terrain (26.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des eaux est modifiée de la manière suivante:

Art. 36a Espace réservé aux eaux

...

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les modalités et charge les cantons de fixer la largeur de l'espace réservé aux eaux en tenant compte des conditions régionales.

...

Cosignataires: Amaudruz, Barthassat, Binder, Brand, Brunner, Bugnon, Buttet, Clottu, Egloff, Favre Laurent, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Freysinger, Grin, Gschwind, Hausammann, Joder, Killer Hans, Knecht, Lüscher, Müller Leo, Müri, Nidegger, Pezzatti, Reimann Lukas, Ritter, Rusconi, Stamm, Vogler, Wasserfallen (31)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

28.10.2014 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.10.2015 CEATE-CE. Ne pas donner suite

350/08.420 n Pfister Gerhard. Concrétisation légale de l'intégration (20.03.2008)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les étrangers (LEtr) est modifiée de manière qu'une autorisation d'établissement ne puisse généralement être délivrée qu'après une intégration au sens de l'article 34 alinéa 4. De plus, il convient de déterminer si une loi doit disposer qu'une autorisation d'établissement peut être retirée aux personnes dont le comportement fait apparaître qu'elles défendent des positions extrémistes ou fondamentalistes (y compris dans le cercle familial) et tentent d'imposer des points de vue en contradiction avec notre Etat de droit libre et démocratique.

Cosignataires: Amstutz, Buehler Jakob, Fluri, Häberli-Koller, Humbel, Leutenegger Filippo, Müller Philipp, Müller Thomas, Schmidt Roberto (9)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

27.06.2008 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

28.08.2008 CIP-CE. Adhésion.

01.10.2010 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2012.

28.09.2012 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2014.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

351/12.463 n (Poggia) Golay. Partie plaignante dans la procédure pénale. Compléter une lacune de la loi (11.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 118 du Code de procédure pénale (RS 312.0; CPP) est complété afin de permettre aux proches de la victime décédée de se constituer partie plaignante lorsque le décès est la conséquence de l'infraction dénoncée, même lorsqu'ils ne peuvent prendre de conclusions civiles contre l'auteur de l'infraction.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.09.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.12.2013 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion.

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

352/12.492 n (Poggia) Golay. Accès au Tribunal fédéral. Abolir une inégalité de traitement injustifiée entre les victimes (11.12.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 81 alinéa 1 lettre b de la loi sur le Tribunal fédéral (RS 173.110) sur la qualité pour recourir est modifié par l'adjonction d'un nouveau chiffre 4:

Art. 81

Al. 1

...

Let. b

...

4. la partie plaignante, si la décision attaquée peut avoir des effets sur le jugement de ses prétentions à l'encontre d'une collectivité ou d'une entité de droit public, lorsque celle-ci est seule habilitée à réparer le dommage causé par le prévenu,

...

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

06.09.2013 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

26.12.2013 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

15.05.2014 CAJ-CE. Adhésion.

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

353/13.426 n (Poggia) Golay. Renouvellement tacite des contrats de services. Améliorer l'information et la protection des consommateurs et des consommatrices (17.04.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La législation est complétée en ce sens qu'une obligation est imposée au prestataire de services, lorsqu'une reconduction tacite du contrat a été convenue, d'informer le client de la possibilité dont il dispose de le dénoncer, et cela au moins un mois avant le terme de la période durant laquelle il peut le faire. A défaut, le contrat doit pouvoir être dénoncé en tout temps par le client, sans pénalité, et le prestataire de services doit rembourser toute somme perçue pour la période contractuelle non écoulée.

Cosignataires: Amaudruz, Barthassat, Bernasconi, Bugnon, Buttet, Feller, Fridez, Friedl, Grin, Hodggers, Leuenberger-Genève, Parmelin, Perrin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, Schwaab, Tornare, van Singer, Veillon (20)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

26.12.2013 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

11.04.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

10.02.2015 CAJ-CE. Adhésion.

354/13.441 n (Poggia) Golay. Procédure civile. Mettre sur un pied d'égalité les actions relevant des assurances complémentaires à la LAA et à la LAMal (21.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 7 et 243 alinéa 2 lettre f du Code de procédure civile (RS 272) sont modifiés comme suit:

Art. 7

... et à l'assurance-accidents obligatoire selon la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

Art. 243

...

Al. 2

...

Let. f

... et à l'assurance-accidents obligatoire au sens de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents.

...

Cosignataires: Chevalley, Grin, Parmelin, Ribaux, Rossini, Schenker Silvia, van Singer, Vogler (8)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

26.12.2013 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Golay.

26.06.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

17.11.2014 CAJ-CE. Adhésion.

355/15.458 n Quadranti. Congé parental. Une solution globale pour compléter le congé de maternité existant
(18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante conçue en termes généraux:

Il convient d'élaborer les bases légales permettant d'instituer un congé parental de 14 semaines au maximum servant de complément au congé de maternité de 14 semaines suivant l'accouchement. Les nouvelles dispositions préciseront le pourcentage du congé que le père peut ou doit prendre (congé de 100 pour cent envisageable) et ses modalités (en un seul bloc, délai imparti, diminution du taux d'activité), de manière à ce que le congé parental atteigne 28 semaines au plus.

Cosignataires: Bertschy, Friedl, Kessler, Rytz Regula, Trede, van Singer (6)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

x 356/15.413 n Regazzi. Via sicura. Supprimer rapidement les excès et les effets secondaires indésirables associés au délit de chauffard (17.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la circulation routière (LCR) est modifiée comme suit:

Art. 16c

Retrait du permis de conduire après une infraction grave

...

Al. 2

Après une infraction grave, le permis d'élève conducteur ou le permis de conduire est retiré:

...

Let. abis

pour six mois au moins si ...

...

Art. 90

Violation des règles de la circulation

...

Al. 3

... est puni d'une peine privative de liberté de quatre ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Al. 4

Il y a excès de vitesse particulièrement important au sens de l'alinéa 3 lorsque la vitesse maximale autorisée a été dépassée:

...

Cosignataires: Borer, Bortoluzzi, Brand, Buttet, Cassis, de Courten, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Feller, Freysinger, Germanier, Giezendanner, Gmür Alois, Gössi, Graber Jean-Pierre, Grunder, Gschwind, Hurter Thomas, Killer Hans, Lehmann, Merlini, Müller Thomas, Müri, Pantani, Perrinjaquet, Pfister Gerhard, Pieren, Quadri, Rime, Romano, Rösti, Rusconi, Rutz Gregor, Schilliger, Wasserfallen, Wobmann (37)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

15.12.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

08.06.2016 Conseil des Etats. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

357/15.435 n Regazzi. Pour une amnistie fiscale fédérale équilibrée et efficace. Encourager la réapparition de revenus et de capitaux grâce à la déclaration spontanée
(09.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'un projet rédigé, aux fins de réduire le délai de péremption en cas de dénonciation spontanée non punissable pour les contribuables qui n'ont pas la qualité d'héritiers.

Ch. I

Les actes suivants sont modifiés comme suit:

1. Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct

Art. 205d Disposition transitoire de la modification du ...

Al. 1

S'agissant des contribuables visés aux articles 175 alinéa 3 et 181a alinéa 1, la péremption prévue à l'article 152 intervient trois ans après la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée, alors qu'elle aurait dû l'être, ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

Al. 2

L'alinéa 1 n'est applicable que pendant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition transitoire.

2. Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes

Art. 72r Adaptation de la législation cantonale à la modification du ...

Al. 1

Les cantons adaptent leur législation aux modifications de la présente loi dès l'entrée en vigueur de celles-ci.

Al. 2

Dès leur entrée en vigueur, les modifications prévues à l'article 78f s'appliquent directement en cas de dispositions cantonales contraires.

Art. 78f Disposition transitoire de la modification du ...

Al. 1

S'agissant des contribuables visés aux articles 56 alinéa 1 bis et 57b alinéa 1, la péremption prévue à l'article 53 alinéa 2 intervient trois ans après la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée, alors qu'elle aurait dû l'être, ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

Al. 2

L'alinéa 1 n'est applicable que pendant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition transitoire.

Ch. II

Al. 1

La présente loi est sujette au référendum.

Al. 2

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Cosignataires: Amherd, Brand, Büchler Jakob, Bulliard, Buttet, Cassis, de Courten, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Feller, Flückiger Sylvia, Français, Glanzmann, Gmür Alois, Golay, Gschwind, Hess Lorenz, Hiltbold, Humbel, Hurter Thomas, Killer Hans, Lehmann, Lohr, Lüscher, Merlini, Müller Leo, Müller Thomas, Pantani, Parmelin, Pezzatti, Pfister Gerhard, Pieren, Quadri, Rime, Romano, Rösti, Rusconi, Schilliger, Schneider-Schneiter, Vitali, Vogler (42)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

21.06.2016 Retrait.

Voir objet 16.3621 Mo. CER-CN (15.469)

358/13.438 n Reimann Lukas. Créer un cadre légal pour la vente de snus (15.06.2013)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales seront modifiées de manière à ce que le snus soit traité de la même façon que les autres produits du tabac, tels que le tabac à priser et le tabac à mâcher.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aebischer Matthias, Aeschi Thomas, Allemann, Amarelle, Amaudruz, Baader Caspar, Badran Jacqueline, Barthassat, Bäumle, Bernasconi, Bertschy, Binder, Blocher, Böhni, Borer, Bortoluzzi, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Bugnon, Buttet, Caroni, Cassis, Chevalley, Deder, Egloff, Eichenberger, Estermann, Fehr Hans, Fehr Hans-Jürg, Feller, Fischer Roland, Flach, Flückiger Sylvia, Français, Frehner, Freysinger, Galladé, Gasche, Gasser, Germanier, Giezendanner, Gilli, Girod, Glättli, Gmür Alois, Gössi, Graf-Litscher, Grin, Gross Andreas, Gschwind, Hausammann, Heer, Heim, Hiltbold, Hodggers, Humbel, Hurter Thomas, Ingold, Jans, Joder, Kaufmann, Killer Hans, Knecht, Landolt, Lehmann, Leutenegger Filippo, Lüscher, Maier Thomas, Markwalder, Mörgeli, Müller Geri, Müller Thomas, Müller Walter, Mürli, Naef, Nidegger, Pantani, Pardini, Parmelin, Pelli, Perrin, Pezzatti, Pfister Gerhard, Pieren, Poggia, Quadri, Regazzi, Reimann Maximilian, Ribaux, Rickli Natalie, Rime, Rusconi, Rutz Gregor, Schelbert, Schilliger, Schneeberger, Schneider-Schneiter, Schwander, Stahl, Stamm, Steiert, Stolz, Trede, van Singer, Veillon, Vischer Daniel, Vitali, Vogler, Voruz, Weibel, Wermuth, Wobmann, Ziörjen (115)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

13.08.2014 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

359/15.408 n Reimann Lukas. Séquestre d'une part dans la liquidation d'une communauté de biens, appartenant à un débiteur qui n'est pas domicilié en Suisse (11.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP; 281.1) est modifiée comme suit:

Art. 271 Cas de séquestre

...

Al. 4

Si un débiteur, qui n'est pas domicilié en Suisse, a droit à des parts dans la liquidation d'une communauté de biens comprenant des valeurs patrimoniales situées en Suisse, ces parts sont réputées situées en Suisse.

Art. 272 Autorisation de séquestre

...

Al. 3

Si un débiteur, qui n'est pas domicilié en Suisse, a droit à des parts dans la liquidation provenant d'une communauté de biens comprenant des valeurs patrimoniales en Suisse, sont compétents pour le séquestre de ces parts tous les offices des poursuites dans l'arrondissement desquels sont situées des valeurs.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

12.11.2015 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

21.03.2016 CAJ-CE. Adhésion.

x 360/15.412 n Reimann Lukas. Les modalités du vote électronique doivent pouvoir faire l'objet d'un examen juridique (17.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 8a de la loi fédérale sur les droits politiques est complété par les dispositions suivantes:

Art. 8a

...

Al. 2bis

Les cantons prévoient des organes indépendants et impartiaux chargés de statuer sur les recours relatifs à la compatibilité entre les systèmes de vote électronique et le droit applicable. Un recours peut être formé contre les modalités d'un système de vote électronique, indépendamment d'une votation ou d'une élection donnée. Toute décision prise par une autorité cantonale de dernière instance peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral.

Al. 2ter

Les dispositions s'appliquent également aux votations et aux élections cantonales et communales.

...

Cosignataires: Chevalley, Freysinger, Glättli, Graber Jean-Pierre, Schwaab, Schwander, Trede (7)

CN *Commission des institutions politiques*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 361/15.443 n Reimann Lukas. Renforcement de la sécurité. Réintroduire et intensifier les contrôles aux frontières (16.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution sera complétée comme suit:

Art. 57

...

Al. 3

La Suisse contrôle ses frontières de manière autonome et systématique.

CN *Commission de la politique de sécurité*

16.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x **362/15.462 n Reimann Lukas. Loi sur le Parlement. Elargir le champ de la comparaison du droit suisse avec le droit étranger dans les messages** (19.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement sera modifiée comme suit:

Art. 141

...

Al. 2

Dans son message, le Conseil fédéral motive son projet d'acte et en commente au besoin les dispositions. D'autre part, dans la mesure où des indications substantielles peuvent être fournies, il fait notamment le point sur:

Let. a

les bases légales ou constitutionnelles sur lesquelles le projet se fonde, ses effets sur les droits fondamentaux, sa compatibilité avec le droit de rang supérieur et ses relations avec le droit international;

("avec le droit international" remplace "avec le droit européen")

...

CN *Commission des institutions politiques*

17.06.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

363/15.456 n Reimann Maximilian. Relever l'examen de contrôle périodique effectué par un médecin-conseil de 70 à 75 ans pour les conducteurs âgés (18.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière est modifiée comme suit:

a. A l'article 15d alinéa 2, l'âge fixé pour la convocation des conducteurs de véhicules automobiles âgés à l'examen d'un médecin-conseil est relevé de 70 ans à 75 ans.

b. A l'article 2a, les activités de prévention de la Confédération sont étendues, de sorte à couvrir également la sensibilisation des conducteurs âgés et à les amener à décider de leur propre chef quand ils doivent arrêter de conduire.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Borer, Brand, Büchel Roland, Bugnon, Caroni, Clottu, Egloff, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Giezendanner, Gmür Alois, Golay, Graber Jean-Pierre, Gross Andreas, Hausamann, Humbel, Joder, Killer Hans, Knecht, Lustenberger, Matter, Miesch, Müller Walter, Müri, Nidegger, Noser, Parmelin, Pieren, Reimann Lukas, Rime, Ritter, Rusconi, Schibli, Stamm, Voruz, Walter, Wobmann (41)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

16.12.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

08.06.2016 Conseil des Etats. Adhésion.

364/13.407 n Reynard. Lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle (07.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 261bis du Code pénal est modifié comme suit:

Art. 261bis

Discrimination et incitation à la haine

Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle;

celui qui, publiquement, aura propagé une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer de façon systématique les membres d'une communauté fondée sur l'appartenance à une race, à une ethnie ou à une religion ou sur l'orientation sexuelle;

celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part;

celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur orientation sexuelle ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;

celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique, religieuse ou de leur orientation sexuelle, une prestation destinée à l'usage public,

sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Amarelle, Amherd, Aubert, Badran Jacqueline, Bertschy, Carobbio Gussetti, Chevalley, Chopard-Acklin, Derder, Favre Laurent, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fridez, Friedl, Germanier, Girod, Gross Andreas, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Hiltbold, Hodgers, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leuenberger-Genève, Maire Jacques-André, Marra, Masshardt, Meier-Schatz, Müller Geri, Naef, Neiryneck, Nordmann, Nussbaumer, Pardini, Piller Carrard, Quadranti, Ribaux, Rossini, Schelbert, Schenker Silvia, Schneider Schüttel, Schwaab, Semadeni, Tornare, van Singer, Vogler, Voruz, Wermuth (54)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

21.02.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.07.2014 CAJ-CE. Ne pas donner suite

11.03.2015 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

23.04.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

365/13.430 n Rickli Natalie. Responsabilité en cas de mise en liberté conditionnelle et de décision d'allègement de l'exécution d'une peine (04.06.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il faut créer une disposition légale, analogue à l'article 380a CP, qui prévoit que lorsqu'une autorité décide de mettre en liberté conditionnelle une personne condamnée pour atteinte grave à l'intégrité physique ou sexuelle ou décide d'alléger l'exécution de sa peine et que cette personne commet à nouveau un de ces crimes, la collectivité publique dont relève l'autorité répondra du dommage qui en résulte.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.08.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

17.11.2014 CAJ-CE. Adhésion.

366/13.462 n Rickli Natalie. Internements. Dans le doute, pas de libération conditionnelle (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64a alinéa 1 première phrase du Code pénal est modifié comme suit:

L'auteur ne peut être libéré conditionnellement de l'internement que s'il est pratiquement certain qu'il se conduira correctement en liberté.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

16.10.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

367/13.463 n Rickli Natalie. Interner les criminels récidivistes (27.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 64 alinéa 1 du Code pénal est complété comme suit:

Le juge ordonne l'internement si l'auteur a commis ... et si:

L'auteur a déjà été condamné par un jugement entré en force pour assassinat, meurtre, lésion corporelle grave ou viol.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

16.10.2014 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

01.09.2015 CAJ-CE. Adhésion.

368/16.407 n Rickli Natalie. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers (14.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) est complété comme suit:

Art. 187

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 189

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 190

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de trois ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 191

...

Al. 2

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 3

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

CN *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 16.408 lv.pa. Jositsch

369/13.478 n Romano. Introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité du 25 septembre 1952 (LAPG) est modifiée avec l'ajout d'un chiffre IIIb, sur le modèle du chiffre IIIa, pour introduire des allocations en cas d'adoption d'un enfant:

IIIb. L'allocation en cas d'adoption

Art. 16b Ayants droit

Al. 1

Des allocations pour perte de gain en cas d'adoption sont octroyées aux parents adoptants qui interrompent ou réduisent une activité lucrative salariée ou indépendante lors de l'accueil en vue d'adoption d'un enfant de moins de 4 ans révolus.

Al. 2

En cas d'adoption conjointe ou d'adoption simultanée de plusieurs enfants, les futurs parents adoptifs ne peuvent prétendre qu'une seule fois aux prestations. Celles-ci doivent être versées à une seule personne à la fois. Les parents se répartissent entre eux la durée du droit aux prestations. Ils choisissent lequel d'entre eux bénéficie des prestations et sur quelle durée. Le congé peut être pris de manière flexible par bloc, par journée ou par demi-journée durant la première année suivant l'accueil de l'enfant.

Al. 3

Ont droit à l'allocation les femmes ou les hommes qui:

Let. a

ont été assurés obligatoirement au sens de la LAVS durant les neuf mois précédant le placement de l'enfant en vue de son adoption;

Let. b

ont, au cours de cette période, exercé une activité lucrative durant cinq mois; et

Let. c

à la date du placement de l'enfant en vue de son adoption:

1. sont salariés au sens de l'article 10 LPGA,
2. exercent une activité indépendante au sens de l'article 12 LPGA, ou
3. travaillent dans l'entreprise de leur conjoint ou de leur partenaire enregistré contre un salaire en espèces.

Al. 4

Le Conseil fédéral règle le droit à l'allocation des femmes et des hommes qui, pour cause d'incapacité de travail ou de chômage:

Let. a

ne remplissent pas les conditions prévues à l'alinéa 3 lettre a;

Let. b

ne sont pas considérés comme salariés ou indépendants au moment du placement de l'enfant.

Al. 5

L'adoption de l'enfant du conjoint, au sens de l'article 264a alinéa 3 CC, n'ouvre pas le droit à la prestation.

Art. 16c Début du droit

Al. 1

Le droit à l'allocation prend effet au jour du placement de l'enfant en vue de son adoption, après autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Al. 2

La date du jour de l'accueil est confirmée par l'autorité centrale du canton de domicile du ou des parents adoptants qui a délivré l'autorisation d'adoption.

Art. 16d Extinction du droit

Le droit s'éteint le 84^e jour à partir du jour où il a été octroyé. Il prend fin avant ce terme si la mère et le père reprennent les deux leur activité lucrative au taux d'occupation antérieur au congé.

Art. 16h Rapport avec les réglementations cantonales

Al. 1

En complément au chiffre IIIb, les cantons peuvent prévoir l'octroi d'une allocation d'adoption plus élevée ou de plus longue durée et prélever, pour le financement de ces prestations, des cotisations particulières.

Al. 2

Sont réservées les prestations plus étendues prévues par les conventions collectives de travail ou le contrat individuel de travail.

Cosignataires: Candinas, Carobbio Guscetti, Darbellay, de Buman, Fehr Jacqueline, Ingold, Leuenberger-Genève, Lohr, Meier-Schatz, Schenker Silvia, Streiff, van Singer, Vogler (13)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

21.01.2015 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

27.03.2015 CSSS-CE. Adhésion.

370/14.474 n Romano. Sauvegarder les compétences du Parlement en matière de politique étrangère et de législation (12.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 152 de la loi sur le Parlement doit être complété par un alinéa prévoyant explicitement que le Conseil fédéral est tenu, avant que son représentant à une réunion internationale s'exprime, d'associer le Parlement au processus de décision et d'approbation de dispositions de droit mou ou de recommandations, dans la mesure où la mise en oeuvre de celles-ci peut entraîner une adaptation du droit interne.

Cosignataires: Merlini, Portmann, Regazzi, Rusconi (4)

CN/CE Commission de politique extérieure

02.07.2015 CPE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

371/13.477 n Rossini. LAMal. Révision des catégories de primes enfants, jeunes et jeunes adultes (12.12.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Par voie d'initiative parlementaire, je propose de modifier l'article 61 LAMal, de façon à revoir la répartition des catégories d'âge pour les enfants, jeunes et jeunes adultes et à exiger des assureurs des primes plus basses pour celles-ci. L'article 61 est modifié de la manière suivante:

Art. 61

...

Al. 3

Pour les assurés de moins de 20 ans révolus (enfants et jeunes) et les assurés de moins de 25 ans révolus (jeunes adultes), l'assureur doit fixer une prime plus basse que celle des assurés plus âgés (adultes).

...

Cosignataires: Carobbio Guscetti, Fehr Jacqueline, Feri Yvonne, Fridez, Gysi, Hadorn, Heim, Kiener Nellen, Marra, Munz, Nordmann, Reynard, Schenker Silvia, Voruz (14)

CN/CE Commission de la sécurité sociale et de la santé publique

15.10.2014 CSSS-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

17.11.2014 CSSS-CE. Adhésion.

372/16.448 n Röstli. Garantir l'auto-provisionnement en électricité d'origine hydraulique pour faire face à l'actuelle baisse des prix de l'électricité (16.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

Le Conseil fédéral créera les conditions nécessaires afin que les centrales hydrauliques, qui fournissent plus de 55 pour cent de l'électricité suisse, puissent maintenir leur capacité de production malgré la baisse considérable des prix actuels de l'électricité. Il proposera à cet effet un train de mesures de durée limitée qui comprendra notamment des prêts sans intérêt ou des prêts à taux réduit. Il examinera également, et au besoin mettra en place, un nouveau modèle de marché tel que le modèle de quotas.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amstutz, Arnold, Brand, Brunner, Büchel Roland, Buttet, Giezendanner, Glarner, Grunder, Hau-

sammann, Hurter Thomas, Imark, Knecht, Martullo, Mürli, Page, Pieren, Ruppen, Rutz Gregor, Salzmann, Schilliger, von Siebenthal, Wasserfallen, Wobmann (25)

373/16.452 n Röstli. Développement de la production d'électricité d'origine hydraulique. Revoir la situation de référence des études d'impact (16.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

Les dispositions légales seront modifiées afin que les études de l'impact sur l'environnement (EIE) requises pour le renouvellement ou la modification de concessions hydrauliques se fondent non pas sur l'état qui prévalait avant la mise en place des centrales, dont la concession remonte souvent à plusieurs décennies, mais sur l'état tel qu'il se présente avant le renouvellement ou la modification de concession demandés.

Cosignataires: Amstutz, Brunner, Gasche, Imark, Knecht, Mürli, Page, Ruppen, Wobmann (9)

x 374/15.405 n Ruiz Rebecca. Augmentation des allocations familiales (09.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante, visant à modifier la loi sur les allocations familiales de la manière suivante:

Art. 5 Montant des allocations familiales

Al. 1

L'allocation pour enfant s'élève à 250 francs par mois au minimum.

Al. 2

L'allocation de formation professionnelle s'élève à 300 francs par mois au minimum.

...

Cosignataires: Amarelle, Bernasconi, Carobbio Guscetti, Fridez, Gysi, Hardegger, Maire Jacques-André, Marra, Munz, Naef, Pardini, Schneider Schüttel, Schwaab, Sommaruga Carlo, Tornare, Voruz (16)

CN *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

x 375/13.449 n Rusconi. Déclaration de détention des animaux de rente et de production pour la viande et le poisson importés (19.09.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection des animaux (LPA) doit être modifiée, en introduisant une déclaration obligatoire pour tous les produits d'animaux tués qui sont importés de l'étranger et destinés à la consommation humaine et qui n'ont pas été produits selon les standards de la loi sur la protection des animaux suisse.

L'ensemble des bases légales suisses doit être adapté. La déclaration "Issu d'un mode d'élevage, de chasse ou d'abattage non conforme à la loi suisse" doit dorénavant être placée de manière visible sur tous les emballages concernés, sur les produits d'animaux vendus en vrac ainsi que sur les cartes des mets.

Cosignataires: Amaudruz, Brand, Cassis, Clottu, Fehr Hans, Fridez, Grin, Gschwind, Hardegger, Leuenberger-Genève, Pantani, Parmelin, Regazzi, Reimann Maximilian, Reynard, Romano, Schwaab, Semadeni (18)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

28.08.2014 CSEC-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

22.01.2015 CSEC-CE. Ne pas donner suite

27.04.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

376/15.483 n Rutz Gregor. Pas de subventions de l'Etat pour les partis et les organisations politiques (22.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (RS 446.1) sera modifiée de sorte qu'il ne soit plus versé d'aides financières aux organismes qui poursuivent des buts politiques.

Cosignataires: Amstutz, Binder, Borer, Brunner, Egloff, Frehner, Gössi, Hurter Thomas, Miesch, Mürli, Pezzatti, Pieren, Rickli Natalie, Schilliger, Schneeberger, Schwander, Wasserfallen (17)

CN *Commission des institutions politiques*

377/15.495 n Rutz Gregor. Activités non prévues dans la concession. Ne les autoriser qu'en cas d'impérieuse nécessité (15.12.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 29 LRTV sera complété de telle sorte que les activités non prévues dans la concession ne soient autorisées qu'en cas d'impérieuse nécessité économique et exclusivement si des opérateurs privés ne sont pas déjà actifs dans les domaines d'activité concernés.

Cosignataires: Bigler, Gössi, Grüter, Pfister Gerhard, Pieren, Rickli Natalie (6)

CN *Commission des transports et des télécommunications*

378/16.441 n Rutz Gregor. Votations. Respect du principe de la proportionnalité dans l'information des citoyens (08.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution (Cst.) et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 10a de la loi fédérale sur les droits politiques sera modifié de sorte à prévoir que le Conseil fédéral ait à fournir aux citoyens des informations sur les objets soumis à une votation fédérale dans le cadre de sa brochure d'explications et, le cas échéant, d'une conférence de presse et d'une brève allocution télévisée. Le gouvernement doit renoncer aux vidéos explicatives et aux autres outils utilisés pour mener une campagne.

Cosignataires: Bigler, Brunner, Gasche, Grunder, Grüter, Pieren, Rickli Natalie (7)

379/16.454 n Rytz Regula. Associations ayant un chiffre d'affaires élevé et poursuivant un but économique.

Réforme du droit applicable (17.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante :

Les bases légales seront modifiées de telle sorte que les associations de grande taille qui, d'une part, font un chiffre d'affaires élevé et disposent d'une fortune importante et, d'autre part, poursuivent un but économique ou exercent une industrie en la forme commerciale ne puissent plus se constituer sous la forme d'associations au sens du code civil ou, alors, soient soumises à une réglementation spéciale dans le cadre du droit de l'association.

Cosignataires: Arslan, Büchler Jakob, Flach, Fricker, Girod, Glättli, Graf Maya, Häsler, Mazzone, Schelbert, Thorens Goumaz, Wermuth (12)

380/14.455 n (Schibli) Röstli. Préserver les surfaces agricoles utiles et celles affectées à la production ainsi que les zones destinées à la construction ou à l'extension des constructions (26.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales, notamment en matière d'aménagement du territoire, doivent être adaptées de sorte à ne pas recourir, lors de la revitalisation des cours d'eau, aux surfaces agricoles utiles ou affectées à la production ni à celles destinées à la construction ou à l'extension des constructions. Il faut privilégier une revitalisation qualitative, et non quantitative, des rivières et ruisseaux.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amstutz, Binder, Brunner, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Geissbühler, Heer, Joder, Keller Peter, Müller Thomas, Röstli, Walter (13)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

02.11.2015 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

03.12.2015 Conseil national. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Röstli.

381/15.472 n Schneeberger. Droit de la révision. Concrétiser le contrôle restreint pour protéger nos PME (19.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 729 à 729c, 730c et 755 CO seront modifiés comme suit:

Art. 729

IV. Contrôle restreint (review)

1. Indépendance de l'organe de révision

Nouvel al. 2

Les exigences en matière d'indépendance de l'organe de révision doivent être adaptées de manière à permettre un accompagnement global de la société par l'organe de révision. Sont notamment compatibles avec l'indépendance:

1. une participation directe ou indirecte peu importante au capital-actions ou une créance ou une dette peu importante à l'égard de la société;

2. une relation étroite entre la personne qui dirige la révision et l'un des membres du conseil d'administration, une autre personne ayant des fonctions décisionnelles ou un actionnaire important, pour autant que cette relation ne laisse pas présumer une partialité évidente;

3. la collaboration à la tenue de la comptabilité ainsi que la fourniture d'autres prestations à la société soumise au contrôle; si le risque existe de devoir contrôler son propre travail en tant qu'organe de révision, un contrôle sûr doit être garanti par la mise en place de mesures appropriées sur le plan de l'organisation et du personnel;

4. l'acceptation d'un mandat, dans la mesure où la part des honoraires perçus au titre de ce mandat est inférieure au tiers du chiffre d'affaires de l'organe de révision.

Nouvel al. 3

Les autres dispositions concernant l'indépendance de l'organe de révision dans le cadre du contrôle ordinaire sont réservées.

Art. 729a

2. Attributions de l'organe de révision

a. Objet et étendue du contrôle

Nouvel al. 4

La limitation prévue pour l'objet et l'étendue du contrôle effectué par l'organe de révision s'appliquent également aux autres contrôles obligatoires de par la loi.

Art. 729b

b. Rapport de révision

Nouvel al. 1 ch. 5

la recommandation d'approuver les comptes annuels, avec ou sans restrictions, ou de les rejeter.

Art. 729c

c. Avis obligatoires

Si les comptes annuels présentés par la société ou si les auditions révèlent (nouveau) que la société est manifestement surendettée et que le conseil d'administration omet d'en aviser le juge, l'organe de révision avertit ce dernier.

Art. 730c

4. Documentation et conservation des pièces

Al. 1

L'organe de révision consigne par écrit toutes les prestations qu'il fournit en matière de révision; il doit, en outre, conserver les rapports de révision et toutes les pièces importantes pendant dix ans. Les données enregistrées sur un support informatique doivent être accessibles pendant une période de même durée.

Nouveau: En ce qui concerne le contrôle restreint, les exigences relatives à la documentation peuvent être allégées de manière appropriée.

Art. 755

IV. (Responsabilité) Dans la révision

Al. 1

Toutes les personnes qui s'occupent de la vérification des comptes annuels et des comptes de groupe, de la fondation ainsi que de l'augmentation ou de la réduction du capital-actions répondent à l'égard de la société, de même qu'envers chaque actionnaire ou créancier social, du dommage qu'elles leur causent en manquant intentionnellement ou par négligence à leurs devoirs.

Nouveau: En ce qui concerne le contrôle restreint, la responsabilité pour le dommage est réduite de manière appropriée.

Cosignataires: de Courten, Flückiger Sylvia, Frehner, Gmür Alois, Gössi, Joder, Lustenberger, Miesch, Pezzatti, Pfister Gerhard, Rickli Natalie, Rime, Rutz Gregor, Vitali (14)

CN *Commission des affaires juridiques*

382/12.413 n Schwaab. Les citoyens ne doivent pas être nommés curateurs contre leur gré (14.03.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 400 alinéa 2 du Code civil (CC) révisé (RO 2011 725, entrée en vigueur au 1er janvier 2013) est modifié comme suit:

Art. 400

...

Al. 2

La personne nommée ne peut l'être qu'avec son accord.

...

Cosignataires: Amarelle, Aubert, Chevalley, Chopard-Acklin, Derder, Fässler Hildegard, Fridez, Marra, Naef, Neiryndck, Nordmann, Piller Carrard, Reynard, van Singer, Voruz (15)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

02.11.2012 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

22.01.2013 CAJ-CE. Adhésion.

20.03.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2017.

x **383/15.415 n Schwaab. Le respect des intérêts généraux du pays par la Banque nationale suisse doit inclure la parité du pouvoir d'achat** (18.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 5 LBN (RS 951.11) est modifié comme suit:

Art. 5

Al. 1

... Elle assure la stabilité des prix et la parité du pouvoir d'achat

...

Al. 2

...

Let. f.

elle suit, face à la monnaie des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, une politique de taux de change axée sur la parité du pouvoir d'achat.

...

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Carobbio Gussetti, Friedl, Gysi, Hadorn, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Reynard, Tornare, Voruz (11)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

384/16.433 n Sommaruga Carlo. Panama Papers. Pour une distinction claire entre les avocats judiciaires et les avocats d'affaires (27.04.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il est légalement opéré une distinction entre les avocats - auxiliaires de la justice - inscrits au barreau des avocats, plaidant devant les tribunaux civil, pénal et administratif, bénéficiant du secret professionnel, et les avocats d'affaires qui ne peuvent plaider devant les tribunaux et ne sont pas au bénéfice du secret professionnel.

Les deux activités ne peuvent être exercées conjointement. Tout exercice simultané de ces activités est pénalement sanctionné.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Birrer-Heimo, Carobbio Gussetti, Fehlmann Rielle, Friedl, Galladé, Guldimann, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Leutenegger Oberholzer, Marra, Marti, Meyer Mattea, Munz, Naef, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Schenker Silvia, Schwaab, Seiler Graf, Semadeni, Steiert, Tornare, Wermuth (29)

CN *Commission des affaires juridiques*

385/16.434 n Sommaruga Carlo. Panama Papers. Pour l'exclusion des sociétés offshore de Suisse (27.04.2016)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les banques, la loi sur le blanchiment d'argent, le Code pénal suisse et toute autre loi entrant en considération sont modifiés afin d'interdire, en Suisse, à quiconque, notamment aux banques, aux intermédiaires financiers, aux transitaires, aux dépositaires, aux avocats et aux notaires, toute activité, soit notamment toute opération de nature juridique ou financière avec des personnes morales qui ont leur siège dans un Etat ou une juridiction que le FMI ou le FSF identifient comme un centre financier offshore et avec lequel la Suisse n'a pas conclu un accord d'échange automatique de renseignements en matière fiscale relatifs aux comptes financiers dont l'ayant droit économique n'est soit pas identifiable publiquement, soit pas enregistré dans un registre ad hoc non public en Suisse auquel la FINMA, le Ministère public de la Confédération ou tout autre organisme public désigné par la loi, a accès.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Barrile, Birrer-Heimo, Carobbio Gussetti, Fehlmann Rielle, Fridez, Friedl, Galladé, Guldimann, Gysi, Hadorn, Hardegger, Heim, Jans, Leutenegger Oberholzer, Marra, Marti, Meyer Mattea, Munz, Naef, Pardini, Piller Carrard, Reynard, Ruiz Rebecca, Schenker Silvia, Schwaab, Seiler Graf, Semadeni, Steiert, Tornare, Wermuth (31)

CN *Commission de l'économie et des redevances*

x **386/15.421 n Stamm. L'asile ne doit pas conférer un droit de séjour en Suisse** (19.03.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution sera complétée de la manière suivante:

Art. 121b

Le dépôt d'une demande d'asile en Suisse ou la reconnaissance en Suisse du statut de réfugié ne confèrent pas par eux-mêmes le droit d'être accueilli sur le territoire suisse ou de pouvoir rester en Suisse.

La Confédération et les cantons exploitent à l'étranger, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge et avec d'autres organisations internationales, des centres de réfugiés dans lesquels les requérants d'asile et les réfugiés reconnus peuvent être hébergés à long terme. Les autorités suisses peuvent contraindre les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés reconnus à séjourner dans un centre de réfugiés situé dans un Etat tiers lorsque leur sécurité y est garantie.

Cosignataires: Aebi Andreas, Aeschi Thomas, Amaudruz, Binder, Borer, Bortoluzzi, Brand, Bugnon, Clottu, de Courten, Egloff, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Golay, Graber Jean-Pierre, Grin, Hausammann, Herzog, Hurter Thomas, Joder, Killer Hans, Knecht, Matter, Miesch, Mörgeli, Müller Thomas, Müri, Nidegger, Pantani, Parmelin, Pieren, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Rickli Natalie, Rime, Rösti, Rusconi, Schibli, Schwander, von Siebenthal, Walter, Wobmann (46)

CN *Commission des institutions politiques*

31.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

387/12.453 n Steiert. Exonération fiscale de l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile

(14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur l'impôt fédéral direct et la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes doivent être modifiées comme suit:

Art. 24 LIFD

Sont exonérés de l'impôt:

...

Let. j

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

Art. 7 al. 4 LHID

Sont seuls exonérés de l'impôt:

...

Let. m

l'indemnité forfaitaire en matière d'aide et de soins à domicile.

Cosignataires: Aebischer Matthias, Allemann, Aubert, Bernasconi, Bourgeois, Bulliard, Carobbio Guscetti, Chevalley, Chopard-Acklin, Darbellay, de Buman, Egloff, Fehr Hans-Jürg, Fehr Jacqueline, Flückiger Sylvia, Freysinger, Galladé, Gasser, Geissbühler, Grin, Gysi, Heim, Humbel, Jans, John-Calame, Kaufmann, Killer Hans, Markwalder, Marra, Meier-Schatz, Nussbaumer, Perrin, Pieren, Piller Carrard, Reynard, Riklin Kathy, Rime, Rossini, Schneider Schüttel, Semadeni, van Singer, Veillon, Voruz, Wermuth, Wobmann (45)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

13.08.2013 CER-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

13.02.2014 CER-CE. Ne pas donner suite

08.09.2014 Conseil national. Décidé de donner suite à l'initiative.

388/14.472 n Streiff. Liens d'intérêts des parlementaires.

Accroître la transparence (12.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 11 alinéa 1 lettre a de la loi sur le Parlement est modifié de telle sorte que les députés doivent indiquer, sous la rubrique "activités professionnelles", le nom de leur employeur et les fonctions qu'ils exercent pour son compte.

Cosignataires: Amherd, Bulliard, Candinas, Darbellay, Gilli, Glanzmann, Glättli, Gmür Alois, Graf Maya, Gschwind, Gysi, Heim, Ingold, Kessler, Kiener Nellen, Lehmann, Lohr, Masshardt, Meier-Schatz, Müller-Altermatt, Regazzi, Riklin Kathy, Romano, Schläfli, Schneider Schüttel, Schneider-Schneiter, Trede, Tschümperlin, Vogler, Weibel (30)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

26.03.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

16.11.2015 CIP-CE. Adhésion.

389/15.460 n Tornare. Lutter contre les discriminations raciales, antisémites et homophobes. Introduire un droit de recours pour les organisations de défense de minorités

(18.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de créer une réglementation fédérale qui accorde aux organisations de défense de minorités la qualité pour agir dans les causes relatives à l'application de l'article 261bis du Code pénal suisse (CP).

Cosignataires: Aebischer Matthias, Amarelle, Amherd, Badran Jacqueline, Barazzone, Bernasconi, Carobbio Guscetti, Chopard-Acklin, Darbellay, Feri Yvonne, Fiala, Fridez, Friedl, Galladé, Golay, Graf Maya, Gysi, Hadorn, Heim, Ingold, John-Calame, Jositsch, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Mahrer, Maire Jacques-André, Marra, Masshardt, Naef, Nussbaumer, Reynard, Ruiz Rebecca, Schwaab, Semadeni, Sommaruga Carlo, Thorens Goumaz, Vogler, Voruz, Wermuth (39)

CN *Commission des affaires juridiques*

390/10.519 n Vischer Daniel. Modifier l'article 53 CP

(14.12.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 53 du Code pénal (Réparation) doit être modifié comme suit:

Art. 53

...

Let. a

si une peine privative de liberté avec sursis d'un an au plus est envisagée;

...

Let. c

si l'auteur a avoué ou s'est déclaré coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

Cosignataires: Ingold, Müller Geri, Schelbert, Schmid-Federer, Thanei, von Graffenried, Wyss Brigit (7)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

11.11.2011 CAJ-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

19.06.2012 CAJ-CE. Adhésion.

26.09.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2016.

391/14.413 n Vischer Daniel. Droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information (21.03.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 13 alinéa 2 de la Constitution (Cst.) est modifié de sorte à faire de la protection des données un droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information au lieu d'un droit à la protection contre les abus.

Cosignataires: Gilli, Glättli, Gross Andreas, John-Calame, Leuenberger-Genève, Mahrer, Reimann Lukas, Schelbert, Thorens Goumaz, Trede, Tschümperlin, Vogler (12)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

29.08.2014 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

20.08.2015 CIP-CE. Adhésion.

392/16.428 n Vogler. Article 420 du Code civil. Changer de paradigme (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 420 du Code civil (CC) sera modifié afin que les personnes auxquelles la curatelle est confiée, notamment les parents et les conjoints, ne soient soumis qu'exceptionnellement aux obligations d'établir des rapports et des comptes périodiques et, le cas échéant, aux autres obligations fixées à l'article 420 CC. En tout état de cause, l'article 420 CC sera modifié de façon à réduire fortement la charge administrative liée à ces obligations.

CN *Commission des affaires juridiques*

393/16.429 n Vogler. Adapter l'article 420 du Code civil (27.04.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 420 du Code civil (CC) sera modifié de telle façon que la liste des personnes que l'autorité de protection de l'adulte peut dispenser de l'obligation de remettre un inventaire, etc., ne soit plus une liste exhaustive. On pourrait imaginer par exemple de libeller la disposition comme suit: "Lorsque la curatelle est confiée à un proche de la personne concernée, notamment au conjoint, au partenaire enregistré, aux père et mère, à un descendant, etc. ..."

CN *Commission des affaires juridiques*

394/16.435 n Vogt. Stopper l'inflation normative. Supprimer un texte normatif pour chaque texte normatif nouvellement créé (principe du "un pour un") (02.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 141 LParl est modifié de façon à prévoir que lorsque le Conseil fédéral soumet au Parlement un projet de loi entraînant pour les particuliers ou les entreprises des obligations, des charges ou des contraintes sévères, il lui soumet également des propositions qui permettraient de réaliser ailleurs des allègements administratifs ou fiscaux d'ampleur équivalente. Par ailleurs, les articles 7ss. LOGA sont modifiés de façon à ce que le même mécanisme s'applique aussi aux textes normatifs relevant du Conseil fédéral ou de l'administration. Enfin, les articles 71ss. LParl sont modifiés de manière à disposer que tout projet de loi qui ne prévoit pas de réaliser ailleurs des allègements d'ampleur équivalente doit nécessairement faire l'objet d'un vote à la majorité qualifiée.

395/16.436 n Vogt. Stopper l'inflation normative. Préserver la liberté de décision et la marge de manoeuvre des particuliers et des entreprises (02.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 141 LParl est modifié de façon à prévoir que le Conseil fédéral examine tout nouveau projet de loi sous l'angle d'un certain nombre de critères pour soumettre au Parlement des propositions sur les moyens qui s'offrent de préserver la liberté de décision et la marge de manoeuvre des particuliers et des entreprises qu'il touchera. Par ailleurs, les articles 7ss. LOGA sont modifiés de façon à ce que le même mécanisme s'applique aussi aux textes normatifs relevant du Conseil fédéral ou de l'administration. Les critères précités sont les suivants:

1. dispositions facultatives plutôt qu'impératives;
2. possibilité donnée aux destinataires de faire des choix (sous la forme d'opting-in, d'opting-out - par ex. pour les TPE ou les start-up -, d'opting-up, d'opting-down, etc.);
3. obligation faite aux destinataires de mettre sur pied les règles nécessaires, dans un cadre donné (autoréglementation);
4. dispositions qui responsabilisent les destinataires (principes généraux, standards, etc., plutôt que des règles concrètes et détaillées; fixation d'objectifs plutôt que de règles de conduite).

396/16.437 n Vogt. Stopper l'inflation normative. Limiter la durée de validité des lois (02.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les articles 141 LParl, 7ss. LOGA et, au besoin, d'autres lois pertinentes sont complétés de manière à préciser que, dans certaines conditions (voir développement), la durée de validité des actes normatifs est limitée, ou à préciser qu'il incombe au Conseil fédéral d'examiner pour chaque projet de loi l'opportunité de limiter sa durée de validité et de soumettre au Parlement des propositions en ce sens.

397/16.440 n Vogt. Stopper l'inflation normative. Freiner l'internationalisation du droit, la reprise du droit européen et la tendance au "Swiss finish" (06.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 141 LParl est modifié de façon à faire obligation au Conseil fédéral de prendre en compte les points suivants s'agis-

sant des projets d'acte portant reprise de dispositions du droit international ou alignement sur le droit international:

1. En ce qui concerne le droit international contraignant pour la Suisse, il fait des propositions qui ne vont pas au-delà des exigences de ce dernier.

2. Il présente les moyens qui permettraient d'atteindre les objectifs visés par le droit international sans reprendre telles quelles les règles que celui-ci établit.

3. En cas de reprise volontaire, il indique notamment: (i) les conséquences qu'entraînerait une non-reprise, (ii) des solutions alternatives à la reprise, et (iii) les moyens qui permettraient d'atteindre les objectifs visés par le droit international sans reprendre pour autant chacune des règles qu'il établit. Il n'y aura de reprise de dispositions du droit international qu'à la condition, notamment, que cela serve l'industrie exportatrice ou facilite l'accès à un marché; on évitera les incidences sur l'économie domestique.

Les articles 7ss. LOGA sont modifiés de façon à préciser que le Conseil fédéral et toutes les unités des administrations fédérales centrale et décentralisée, y compris les autorités indépendantes, observent les principes précités dans leur activité normative (y compris dans l'élaboration de directives internes). Si des dispositions du droit international sont modifiées après qu'elles ont été reprises par la Suisse, le droit suisse est modifié uniquement s'il en résulte des avantages concrets. Le renvoi dynamique à des dispositions du droit international doit rester l'exception.

L'article 7a LOGA est modifié de façon à préciser que le Conseil fédéral ne peut notamment contracter d'engagements internationaux qui entraînent pour les particuliers ou les entreprises des obligations ou des charges importantes, notamment des coûts élevés liés à l'application du droit, ou des atteintes graves à la liberté économique, ou encore des dépenses publiques substantielles.

398/10.500 n von Siebenthal. Combustion du bois non traité. Effets positifs pour l'environnement (01.10.2010)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales pertinentes seront adaptées de manière à ce qu'il soit possible de brûler du bois non traité sans obligations particulières.

Cosignataires: Aebi Andreas, Bader Elvira, Bigger, Binder, Bortoluzzi, Bourgeois, Brönnimann, Brunner, Büchel Roland, Büchler Jakob, Cathomas, Darbellay, Dunant, Favre Laurent, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Föhn, Freysinger, Füglistaller, Gadiant, Germanier, Giezendanner, Glauser, Glur, Gobbi, Graber Jean-Pierre, Grin, Grunder, Haller, Hassler, Ingold, Joder, Killer Hans, Kunz, Lustenberger, Miesch, Mörgeli, Müller Thomas, Nidegger, Nussbaumer, Pfister Theophil, Reymond, Rickli Natalie, Rime, Rutschmann, Schenk Simon, Scherer, Schibli, Schmidt Roberto, Schwander, Segmüller, Spuhler, von Rotz, Walter, Wandfluh, Weber-Gobet, Wobmann (57)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

15.11.2011 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

13.02.2012 CEATE-CE. Adhésion.

21.03.2014 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2016.

25.09.2015 Conseil national. Ne pas classer

18.03.2016 Conseil national. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session de printemps 2018.

399/12.477 n von Siebenthal. Utilisation du bois suisse dans les constructions financées par des fonds publics (27.09.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Il convient de créer le cadre juridique nécessaire à une utilisation accrue du bois suisse dans les constructions.

Cosignataires: Aebi Andreas, Amstutz, Bourgeois, Brunner, Büchler Jakob, Candinas, Estermann, Fässler Daniel, Favre Laurent, Gmür Alois, Graf Maya, Grunder, Joder, Lustenberger, Müller Leo, Müller-Altermatt, Nussbaumer, Parmelin, Rime, Rösti, Schläfli, Wobmann (22)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

09.04.2013 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

22.08.2013 CEATE-CE. Adhésion.

25.09.2015 Conseil national. Le délai imparti est prorogé de deux ans, soit jusqu'à la session d'automne 2017.

x 400/13.414 n von Siebenthal. Politique forestière 2020. Donner la priorité aux dessertes (21.03.2013)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit, l'exécution et l'allocation des moyens publics au niveau fédéral sont modifiés de façon:

1. qu'il soit possible de réaliser des dessertes forestières avec des subventions de la Confédération sur toutes les surfaces forestières et non plus uniquement dans les forêts protectrices;
2. qu'il soit possible d'adapter les dessertes forestières existantes aux exigences d'une logistique de transport écologique et moderne;
3. que soit garanti l'entretien des installations existantes et à venir;
4. qu'il soit aussi possible d'accorder des subventions pour l'utilisation d'une grue à câble (dessertes temporaires) en dehors de la forêt protectrice.

Cosignataires: Favre Laurent, Flückiger Sylvia, Giezendanner, Hausammann, Joder, Killer Hans, Lustenberger, Nussbaumer, Rime, Ritter (10)

CN/CE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie

02.07.2013 CEATE-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

11.02.2014 CEATE-CE. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

30.05.2016 Conseil national. Le conseil décide de ne pas donner suite à l'initiative.

401/14.467 n Wobmann. Interdiction de se dissimuler le visage (11.12.2014)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 57

...

Al. 3

Nul ne peut se dissimuler le visage sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public (sauf les lieux de culte) ou affectés à un service public. Et nul ne peut obliger une personne à se dissimuler le visage en raison de son sexe.

Cosignataires: Amstutz, Borer, Bortoluzzi, Brand, Büchel Roland, Clottu, Estermann, Fehr Hans, Flückiger Sylvia, Frehner, Freysinger, Geissbühler, Giezendanner, Hausammann, Herzog, Keller Peter, Müri, Pantani, Quadri, Reimann Lukas, Reimann Maximilian, Röstli, Schibli, Schwander, von Siebenthal (25)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

23.04.2015 CIP-CN. Décidé de donner suite à l'initiative.

Conseil des Etats

Initiatives des commissions

402/14.401 é Commission de gestion CE. Prévoir des dispositions pénales efficaces pour poursuivre le crime organisé (révision de l'art. 260ter CP) (31.01.2014)

Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale et sur l'article 107 de la loi sur le Parlement (LParl), la Commission de gestion du Conseil des Etats (CdG-CE) dépose l'initiative parlementaire suivante:

La disposition pénale relative à la criminalité organisée (art. 260ter CP) est modifiée de façon à mieux tenir compte des organisations et groupements criminels actuels. Dans les grandes lignes, la révision pourrait prendre la forme suivante:

1. L'article 260ter CP devrait mieux définir les éléments constitutifs d'une organisation criminelle (par ex. la mafia, le cartel de Medellin, les yakuzas japonais ou les organisations criminelles de l'Europe de l'Est, qui sont de plus en plus importantes) et prévoir des peines plus lourdes en cas de participation ou de soutien à une telle organisation.

2. Il y a lieu d'opérer une distinction entre l'organisation criminelle et le groupement criminel (par ex. bandes organisées de cambrioleurs, groupements organisés dans le trafic de stupéfiants, clans familiaux criminels, etc.). Le groupement criminel doit faire l'objet d'une nouvelle qualification pénale.

3. Afin de distinguer clairement l'organisation criminelle et le groupement criminel, d'une part, de la bande (groupe fluctuant formé de deux personnes au moins), d'autre part, la notion de bande pourrait faire l'objet d'une définition à l'article 110 CP.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

10.02.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

13.11.2015 CAJ-CN. Adhésion.

403/15.430 é Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CE. Suppression des

priorités dans le réseau de transport transfrontalier (29.04.2015)

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats décide d'élaborer une modification de la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (RS 734.7) portant sur la disposition suivante:

Art. 17

...

Al. 2

Lors de l'attribution de capacités au niveau du réseau de transport transfrontalier, les livraisons reposant sur des contrats d'achat et de fourniture internationaux conclus avant le 31 octobre 2002 ont la priorité.

...

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

28.04.2015 CEATE-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

22.06.2015 CEATE-CN. Adhésion.

404/15.429 é Commission des institutions politiques CE. Inscrire dans la loi les exigences relatives aux systèmes électoraux des cantons (16.04.2015)

La jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral en matière de droit électoral cantonal et communal est inscrite dans une loi fédérale. Les points suivants y figureront notamment:

1. Les cantons définissent les systèmes électoraux applicables aux élections cantonales et communales, dans les limites du droit fédéral.

2. Les cantons peuvent adopter des systèmes de représentation proportionnelle ou de scrutin majoritaire, de même que des systèmes mixtes.

3. Les cantons peuvent prévoir des systèmes particuliers pour préserver certaines minorités, notamment régionales ou linguistiques.

4. Les cantons peuvent fixer un quorum légal qui ne peut excéder 10 pour cent.

CE *Commission des institutions politiques*

16.04.2015 CIP-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

405/15.475 é Commission des institutions politiques CE. Application plus stricte ou définition plus précise des critères concernant l'examen du respect du principe de l'unité de la matière dans les initiatives populaires (20.08.2015)

Un projet d'arrêté fédéral ou de révision de la loi fédérale sur les droits politiques (LDP) sera élaboré afin que l'Assemblée fédérale applique à l'avenir des critères plus stricts lorsqu'elle vérifiera que des initiatives populaires respectent le principe de l'unité de la matière. Il conviendra de déterminer si le changement de pratique peut être annoncé au moyen d'un arrêté de principe selon l'article 28 de la loi sur le Parlement prenant la forme d'un arrêté fédéral simple ou sujet au référendum ou s'il est nécessaire de compléter l'article 75 alinéa 2 LDP par des critères supplémentaires appropriés et plus précis.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2015 CIP-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

05.02.2016 CIP-CN. Adhésion.

406/15.476 é Commission des institutions politiques CE. Délais des initiatives populaires visant à modifier une disposition constitutionnelle dont le délai de mise en oeuvre dans le cadre de la législation n'a pas encore expiré (20.08.2015)

Un projet de révision de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale (loi sur le Parlement) sera élaboré afin que le délai imparti pour traiter une initiative populaire visant à modifier une disposition constitutionnelle dont le délai de mise en oeuvre dans le cadre de la législation n'a pas encore expiré ne commence à courir qu'à l'expiration du délai de mise en oeuvre.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2015 CIP-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

05.02.2016 CIP-CN. Adhésion.

407/15.477 é Commission des institutions politiques CE. Examen préliminaire non contraignant et facultatif des initiatives populaires sur les plans formel et matériel (20.08.2015)

Un projet de modification de la loi fédérale sur les droits politiques sera élaboré afin de permettre aux comités d'initiative de recourir à un examen préliminaire formel et matériel de leur initiative. Cet examen doit être facultatif et non contraignant.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2015 CIP-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

05.02.2016 CIP-CN. Adhésion.

408/15.478 é Commission des institutions politiques CE. Publication des contre-projets indirects dans les explications de vote du Conseil fédéral (20.08.2015)

Une révision de la loi fédérale sur les droits politiques sera élaborée afin que les explications de vote éditées par le Conseil fédéral contiennent aussi les textes législatifs que l'Assemblée fédérale a décidé de présenter en tant que contre-projets indirects aux initiatives populaires.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2015 CIP-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

05.02.2016 CIP-CN. Adhésion.

409/15.473 é Commission des affaires juridiques CE. Composition de l'Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Revoir les règles d'incompatibilité (14.08.2015)

La Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats décide d'élaborer une révision des bases légales concernant les règles d'incompatibilité pour les membres de l'Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération (AS-MPC). Il s'agira notamment de faire en sorte que les avocats membres de l'AS-MPC puissent faire bénéficier cette autorité de leur expérience en matière de poursuite pénale. Dans ce contexte, il

sera tenu compte de ce que les possibilités de récusation ne doivent pas entraver le bon fonctionnement de l'AS-MPC.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

14.08.2015 CAJ-CE. La commission décide d'élaborer une initiative.

22.10.2015 CAJ-CN. Adhésion.

Initiatives des députés

410/12.450 é Abate. Modification de l'article 555 alinéa 1 CC. Héritiers inconnus et sommation publique (14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 555 alinéa 1 du Code civil (CC) doit être modifié de sorte que les ayants droit disposent de six mois au lieu d'un an pour faire leur déclaration d'héritiers, une fois la sommation publiée.

Cosignataires: Comte, Eder, Egerszegi-Obrist (3)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

23.10.2012 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

07.11.2013 CAJ-CN. Adhésion.

15.12.2015 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'hiver 2017.

411/14.449 é Altherr. Prix à l'importation surfaits. Supprimer l'obligation de s'approvisionner en Suisse (25.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur les cartels sera complétée comme suit:

Art. 4

...

Al. 2bis

Par entreprises ayant une position relativement dominante sur le marché, on entend les entreprises dont dépendent d'autres entreprises qui fournissent ou achètent un certain type de marchandises ou de services commerciaux constituant l'essentiel de leur production ou nécessaires pour assurer l'essentiel de leur activité, dans la mesure où il n'existe pas pour elles de possibilités suffisantes et raisonnables de s'adresser à d'autres entreprises.

...

Art. 7

Al. 1

Les pratiques d'entreprises ayant une position dominante ou une position relativement dominante sur le marché sont réputées illicites lorsque ...

...

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

26.01.2015 CER-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

29.06.2015 CER-CN. Adhésion.

412/15.438 é Berberat. Pour une réglementation destinée à instaurer de la transparence en matière de lobbying au Parlement fédéral (10.06.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le droit parlementaire doit être modifié afin que:

1. les lobbyistes qui souhaitent avoir accès au Palais du Parlement soient accrédités à des conditions qui restent à fixer, et en limitant, le cas échéant, leur nombre;
2. un registre public de ces accréditations soit établi et tenu à jour par les Services du Parlement;
3. ce registre oblige les lobbyistes à signaler chaque mandat et, le cas échéant, leurs employeurs;
4. en cas de violation ou de détournement de ces règles, des mesures soient prises.

Cosignataires: Bruderer Wyss, Comte, Fetz, Janiak, Levrat, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Recordon, Savary, Seydoux, Stöckli, Zanetti Roberto (12)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

14.03.2016 Conseil des Etats. Décidé de donner suite à l'initiative.

14.04.2016 CIP-CN. Adhésion.

413/16.446 é Caroni. Davantage de fédéralisme dans les messages du Conseil fédéral (16.06.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution (Cst.) et 107 de la loi sur le Parlement (LParl), je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 141 alinéa 2 LParl sera complété par une disposition qui fera explicitement obligation au Conseil fédéral d'inclure aussi dans ses messages un développement consacré au respect du principe de subsidiarité (art. 5a et 43a Cst.).

Cosignataires: Abate, Bischof, Bruderer Wyss, Cramer, Engler, Föhn, Hegglin Peter, Lombardi, Minder, Müller Philipp, Stöckli (11)

414/12.402 é Eder. Rôle de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (29.02.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) est modifiée comme suit :

Art. 6 al. 2

Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception que si des intérêts publics de la Confédération ou des cantons ou une pesée de tous les intérêts en présence le justifient.

Art. 7 al. 3

L'expertise constitue une des bases dont dispose l'autorité de décision, qui l'inclura dans sa pesée de tous les intérêts en présence et l'appréciera.

Cosignataires: Baumann, Bischofberger, Comte, Eberle, Engler, Föhn, Freitag, Graber Konrad, Imoberdorf, Jenny, Keller-Sutter, Kuprecht, Luginbühl, Schmid Martin, Theiler (15)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

18.01.2013 CEATE-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

09.04.2013 CEATE-CN. Adhésion.

16.09.2015 Conseil des Etats. Le délai imparti est prorogé jusqu'à la session d'automne 2017.

415/16.411 é Eder. Surveillance de l'assurance-maladie. Garantir la protection de la personnalité (15.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur la surveillance de l'assurance-maladie (LSAMal) est modifiée de manière à garantir la protection des données personnelles. Les modifications suivantes constituent un des moyens possibles pour atteindre ce but:

Art. 35

...

Al. 2bis

Les indications sur les données sont livrées en bloc, de manière à ce qu'aucune conclusion sur des données individuelles ne puisse en être tirée.

Al. 2ter

Les assureurs fournissent à l'institution commune au sens de l'article 18 LAMal les données individuelles nécessaires à la compensation des risques.

...

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Engler, Ettl Erich, Français, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Keller-Sutter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Müller Damian, Müller Philipp, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Wicki (24)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

04.07.2016 CSSS-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

416/16.413 é Eder. Ne pas allouer de défraiement pour les nuitées qui n'ont pas été effectuées (17.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Bureau proposera au Parlement les bases légales nécessaires pour que le défraiement pour nuitées prévu à l'article 3 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale relative à la loi sur les moyens alloués aux parlementaires (OMAP) ne soit accordé que si le député concerné a effectivement passé en dehors de son domicile une nuit séparant deux journées de séance consécutives.

Cosignataires: Dittli, Fournier, Germann, Hefti, Hegglin Peter, Müller Damian, Müller Philipp, Schmid Martin, Seydoux, Wicki (10)

CE *Commission des institutions politiques*

417/14.417 é Egerszegi-Obrist. Amender le régime de financement des soins (21.03.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le nouveau régime de financement des soins est modifiée de façon:

1. à répartir les compétences en ce qui concerne le financement résiduel des prestations de soins fournies aux patients venant d'autres cantons dans les domaines hospitalier et ambulatoire;
2. à garantir la liberté de choix entre fournisseurs de prestations reconnus;
3. à distinguer mieux et plus clairement entre frais de soins et frais d'assistance.

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

03.07.2014 CSSS-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

15.10.2014 CSSS-CN. Adhésion.

21.03.2016 Rapport CSSS-CE (FF 2016 3779)

03.06.2016 Avis du Conseil fédéral (FF 2016 4383)

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (FF 2016 3799)

x 418/12.451 é Fournier. Accélération de la procédure d'extension des conventions collectives de travail

(14.06.2012)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT) doit être modifiée comme suit:

Art. 8

...

Al. 3

L'autorité compétente prend position par écrit sur la demande dans un délai de 30 jours. Si la demande n'est pas présentée dans les formes prescrites ou ne fournit pas les indications exigées, la procédure est suspendue et la demande sera classée lorsque les parties ne font pas le nécessaire dans le délai fixé par l'autorité.

Art. 10

...

Al. 3

En cas de rejet de l'opposition, des frais de 1000 à 10 000 francs suisses peuvent être mis à la charge des opposants.

Art. 13

...

Al. 3

La décision motivée doit être notifiée par écrit au canton et aux parties contractantes dans un délai de 30 jours.

...

Cosignataires: Berberat, Bischof, Freitag, Hess Hans, Imoberdorf, Schmid Martin, Schwaller, Seydoux (8)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

26.04.2016 Retrait.

419/16.414 é Graber Konrad. Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail et maintenir des modèles de temps de travail éprouvés (17.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est prié d'introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail afin qu'elle réponde mieux aux besoins du site scientifique et économique suisse, sans que le temps de travail ne soit augmenté ou que les besoins de protection dans la production industrielle et artisanale ne soient remis en cause. Il complétera à cet effet la loi sur le travail (LTr) comme suit:

Art. 27 al. 3 (nouveau)

Les travailleurs qui exercent une fonction dirigeante et les spécialistes disposant d'une autonomie comparable ne sont pas soumis aux dispositions des articles 9 à 17a, 17b alinéa 1, 18 à 20, 21 et 36 s'ils travaillent dans une entreprise du secteur des services et qu'ils consentent à être libérés du régime fixé dans ces dispositions.

Art. 9 al. 3bis (nouveau)

Certaines branches économiques ou certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs peuvent être libérées par voie d'ordonnance de l'obligation de ne pas dépasser une durée maximum de travail hebdomadaire, pour autant que les travailleurs concernés soient soumis à un régime d'annualisation du temps de travail qui respecte, en moyenne annuelle, la durée maximum de la semaine de travail fixée à l'article 9 alinéa 1 lettre a (45 heures par semaine).

Art. 15a al. 2 deuxième phrase (nouvelle)

Pour le travailleur adulte, la durée du repos peut être réduite à huit heures une fois par semaine, pour autant qu'elle atteigne onze heures en moyenne sur deux semaines. Le Conseil fédéral peut fixer d'autres exceptions par voie d'ordonnance.

Art. 15a al. 3 (nouveau)

Pour le travailleur adulte soumis à un régime d'annualisation du temps de travail au sens de l'article 9 alinéa 3bis, la durée du repos peut être réduite à huit heures plus d'une fois par semaine pour autant qu'elle atteigne onze heures en moyenne sur quatre semaines.

Le Conseil fédéral est prié d'apporter aux ordonnances 1 et 2 relatives à la loi sur le travail les modifications allant dans le sens du régime de flexibilité partielle demandé par la présente initiative (voir développement).

Cosignataires: Baumann, Bischof, Eder, Engler, Ettl Erich, Föhn, Germann, Häberli-Koller, Hefti, Keller-Sutter, Schmid Martin, Seydoux (12)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

x 420/12.408 é (Jenny) Föhn. Déclaration de force obligatoire générale des CCT. Donner plus de poids aux salariés non syndiqués (13.03.2012)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 2 chiffre 3 de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (LECCT; RS 221.215.311) sera modifié et au besoin complété afin que non seulement le nombre de membres des organisations de salariés, mais aussi les déclarations d'adhésion ou de participation des salariés non syndiqués soient comptabilisés dans le quorum requis pour la déclaration de force obligatoire générale (DFOG) d'une convention collective de travail (CCT). En outre, le quorum sera formé non pas par la majorité de tous les salariés, mais par la majorité des salariés des entreprises liées par la CCT, comme c'est le cas pour le "deuxième quorum"

des employeurs visé au chiffre 3 (deuxième partie de la première phrase) de l'article 2 LECCT.

Cosignataires: Eberle, Föhn, Germann, Hess Hans, Kuprecht, Minder, Schwaller, Theiler (8)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

27.02.2014 Conseil des Etats. L'initiative parlementaire est reprise par Monsieur Föhn.

12.04.2016 Retrait.

421/16.408 é Jositsch. Actes d'ordre sexuel avec des enfants de moins de 16 ans. Instaurer des peines planchers (14.03.2016)

Conformément aux articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Code pénal (CP) est complété comme suit:

Art. 187

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 189

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 190

...

Al. 1bis

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 1ter

La peine est une peine privative de liberté de trois ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

...

Art. 191

...

Al. 2

La peine est une peine privative de liberté d'un an au moins si la victime a moins de 16 ans.

Al. 3

La peine est une peine privative de liberté de deux ans au moins si la victime a moins de 12 ans.

CE *Commission des affaires juridiques*

Voir objet 16.407 Iv.pa. Rickli Natalie

422/16.423 é Keller-Sutter. Libérer le personnel dirigeant et les spécialistes de l'obligation de saisie du temps de travail (14.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 46 de la loi sur le travail (LTr) est modifié et complété par un article 46a. L'article 46 est modifié comme suit: (nouveau) L'article 46a est réservé.

Art. 46 Registres ou autres pièces

L'employeur tient à la disposition des autorités d'exécution et de surveillance les registres ou autres pièces contenant les informations nécessaires à l'exécution de la présente loi et de ses ordonnances. L'article 46a est réservé. Pour le surplus, la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données est applicable.

Art. 46a Exception à l'obligation d'enregistrer le temps de travail

La saisie du temps de travail n'est pas obligatoire pour les salariés exerçant une fonction dirigeante et pour les spécialistes occupant une position similaire qui disposent d'une grande autonomie dans l'organisation de leur travail et dans la détermination de leur horaire de travail et de leur temps de repos.

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Eder, Engler, Ettlil Erich, Föhn, Fournier, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Müller Damian, Müller Philipp, Schmid Martin, Vonlanthen (23)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

423/16.439 é Kuprecht. LPP. Renforcer l'autonomie des cantons dans la surveillance régionale des fondations de prévoyance (07.06.2016)

Me fondant sur les art. 160, al. 1, de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative suivante:

L'autonomie des autorités cantonales et régionales chargées de la surveillance des institutions de prévoyance professionnelle sera renforcée. L'art. 64a de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse survivants et invalidité (LPP) sera notamment adapté en conséquence. Les cantons détermineront sous leur propre responsabilité les organes de surveillance et les autorités cantonales et régionales de surveillance soumettront leur rapport annuel à la Commission de haute surveillance pour qu'elle en prenne connaissance.

Cosignataires: Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Eder, Engler, Ettlil Erich, Fetz, Föhn, Fournier, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Hösli, Janiak, Jositsch, Keller-Sutter, Lombardi, Luginbühl, Minder, Müller Damian, Noser, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Wicki (30)

424/15.487 é Lombardi. Optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Introduction d'une procédure simplifiée pour le renouvellement des contrats-types de travail (23.09.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

L'article 360a du Code des obligations (CO; RS 220) est complété par le nouvel alinéa 3 suivant:

Art. 360a

...

Al. 3

Si les dispositions d'un contrat-type de travail fixant des salaires minimaux au sens de l'alinéa 1 font l'objet d'infractions répétées ou qu'il existe des indices que l'arrivée à échéance du contrat-type peut conduire à de nouveaux abus au sens de l'alinéa 1, l'autorité compétente peut, sur demande de la commission tripartite visée à l'article 360b, proroger le contrat-type pour une durée limitée.

Cosignataires: Abate, Baumann, Berberat, Bieri, Bischofberger, Comte, Cramer, Eberle, Egerszegi-Obrist, Engler, Fournier, Graber Konrad, Häberli-Koller, Imoberdorf, Janiak, Levrat, Maury Pasquier, Niederberger, Rechsteiner Paul, Recordon, Savary, Schwaller, Seydoux, Stöckli, Zanetti Roberto (25)

CE *Commission de l'économie et des redevances*

425/14.470 é Luginbühl. Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations (09.12.2014)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Le Parlement est chargé de procéder aux modifications législatives qui s'imposent pour améliorer les conditions-cadres applicables en Suisse au secteur des institutions d'utilité publique et des fondations et assurer ainsi un fonctionnement libéral et efficace de ce secteur, notamment par les mesures suivantes:

1. publication régulière par l'Office fédéral de la statistique (OFS) de données concernant les organisations exonérées d'impôts en raison de leur utilité publique;
2. réglementation plus claire de la légitimation pour déposer une plainte auprès de l'autorité de surveillance des fondations, prévoyant de donner qualité à agir aux personnes ayant un intérêt légitime à contrôler l'activité des organes d'une fondation;
3. optimisation des droits du fondateur par l'extension du droit de modification aux modifications portant sur l'organisation, lorsque l'acte de fondation prévoit cette possibilité;
4. simplification des modifications de l'acte de fondation par des procédures non bureaucratiques, sans acte notarial et par une réglementation ouverte applicable aux modifications mineures de l'acte de fondation;
5. limitation de la responsabilité des membres bénévoles d'organes de fondation par l'exclusion de la responsabilité en cas de négligence légère (sous réserve d'une réglementation statutaire contraire);
6. institution d'un régime de faveur pour les libéralités consenties par des héritiers au débit de la succession, en accordant à ceux-ci une augmentation unique de la déduction fiscale pour les dons l'année du décès ou l'année suivante, ou encore l'année du partage successoral;
7. possibilité de reporter un don sur des périodes fiscales ultérieures si la limite maximale de la déduction pour les dons est dépassée;
8. ni refus ni retrait de l'exonération fiscale pour les organisations d'utilité publique qui versent des honoraires appropriés aux membres de leurs organes de direction stratégique; cette pratique est conforme au Code civil et doit donc également être possible au regard du droit fiscal.

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

03.11.2015 CAJ-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

x 426/14.437 é Minder. Pétitions adressées aux autorités fédérales. Rationaliser la procédure (08.09.2014)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi sur le Parlement, les règlements des conseils et la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration seront modifiés afin d'être conformes aux règles suivantes:

1. Les pétitions adressées aux autorités fédérales devront:
 - a. être déposées dans l'une des quatre langues nationales (art. 4 Cst.), et
 - b. indiquer le nom du premier pétitionnaire et son adresse de domicile en Suisse.
2. Les pétitions adressées à l'Assemblée fédérale devront:
 - a. être publiées avec indication du nombre de cosignataires;
 - b. être soumises non plus aux conseils mais aux seules commissions parlementaires (lesquelles en prendront acte), à moins que le nombre de pétitionnaires soit supérieur à 10 000 ou que les commissions compétentes proposent de donner suite à la pétition (art. 153 al. 3 Cst. en relation avec l'art. 33 al. 2 et l'art. 5 al. 2);
 - c. être publiées dans leur intégralité si elles sont transmises aux conseils.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

20.08.2015 CIP-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

14.01.2016 CIP-CN. Ne pas donner suite

03.05.2016 Retrait.

x 427/15.401 é Minder. Direction générale de la Banque nationale suisse. Elargir le cercle de ses membres et les faire élire par l'Assemblée fédérale (02.03.2015)

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution et à l'article 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale (LBN) (et le cas échéant la loi sur le Parlement) sera modifiée afin que:

1. le nombre des membres de la direction générale soit augmenté, et
2. qu'ils soient élus par les Chambres fédérales réunies (ou que leur élection soit confirmée par les Chambres fédérales réunies).

CE *Commission de l'économie et des redevances*

13.06.2016 Retrait.

428/15.444 é Minder. Commissions parlementaires. Prévoir la possibilité de rendre publics les documents secondaires (14.06.2015)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Lors de la prochaine révision de la loi sur le Parlement (LParl), celle-ci sera modifiée de telle sorte que les documents secondaires utilisés dans les commissions puissent être rendus publics ou soient, par principe, publics, dans la mesure où ils ne sont soumis à aucune classification. Différents régimes (par commission ou par type et catégorie de classification des documents) devront être prévus.

CN/CE *Commission des institutions politiques*

15.10.2015 CIP-CE. Décidé de donner suite à l'initiative.

14.01.2016 CIP-CN. Adhésion.

429/16.403 é Müller Philipp. Regroupement familial. Même régime pour les personnes à protéger et les personnes admises à titre provisoire (02.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

Les bases légales sont à modifier de telle sorte que le regroupement familial des personnes à protéger au sens de l'article 4 de la loi sur l'asile (LAsi) soit réglé de la même manière que celui des personnes admises à titre provisoire.

Cosignataires: Abate, Baumann, Bischof, Bischofberger, Caroni, Dittli, Eberle, Eder, Engler, Ettlén Erich, Föhn, Fournier, Français, Germann, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hefti, Hegglin Peter, Hösli, Keller-Sutter, Kuprecht, Lombardi, Luginbühl, Minder, Müller Damian, Noser, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Wicki (30)

CE *Commission des institutions politiques*

430/16.410 é Vonlanthen. LRTV. Coopérations non discriminatoires (15.03.2016)

Me fondant sur les articles 160 alinéa 1 de la Constitution et 107 de la loi sur le Parlement, je dépose l'initiative parlementaire suivante:

On complétera la LRTV comme suit:

Art. 29

...

Al. 2bis

Les coopérations de la SSR avec d'autres entreprises de médias au sens de l'alinéa 2:

Let. a

doivent contribuer à renforcer la diversité des opinions et de l'offre, et

Let. b

toutes les entreprises de médias suisses intéressées doivent pouvoir y participer aux mêmes conditions et sans subir de discriminations.

Cosignataires: Bischof, Caroni, Dittli, Eder, Ettlén Erich, Hegglin Peter, Kuprecht, Rieder, Seydoux, Wicki (10)

CE *Commission des transports et des télécommunications*

Pétitions

431/15.2012 60 Organisationen der Klima-Allianz Schweiz, vertreten durch WWF und Alliance Sud. Pour une politique climatique équitable (28.05.2015)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

432/14.2023 é ACAT-Suisse. Signature et ratification de la Charte sociale européenne (10.02.2010)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

17.03.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

433/16.2011 Baier Peter. Mesures supplémentaires pour promouvoir l'intégration des réfugiés et demandeurs d'asile (18.05.2016)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

434/14.2025 é Baumann Robert. Impartialité des autorités judiciaires (02.10.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

18.06.2015 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

x 435/15.2020 n Bloch Jean-Jacques. Actualisation des dénominations relatives aux religions (15.07.2015)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

18.03.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

436/15.2044 Bündnis für sinnvolle Gesetzgebung c/o R. Merki. Initiative populaire « Pour une interdiction de se couvrir le visage » Examen de la nullité pour cause de non-respect du principe de l'unité de la matière (05.10.2015)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

437/14.2015 Chabin Anna. Non à un assouplissement de l'ordonnance sur l'exportation du matériel de guerre (14.05.2014)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

438/14.2032 Dachorganisation der Frauenhäuser der Schweiz und Liechtenstein. Pour des mesures de lutte contre la violence domestique (25.11.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

439/16.2000 Fellay Mélanie et 4 associations de protection des animaux. Contre la régulation des populations de cygnes tuberculés en Suisse (26.01.2016)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

Voir objet 15.3534 Mo. Niederberger

440/12.2018 n Fischer Eugen. Pour la création d'un troisième sexe. Intersexualité (03.04.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

22.03.2013 Conseil national. Ne pas donner suite

441/13.2034 Fischer Eugen. Protection du patrimoine suisse. Dissolution (18.05.2013)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

442/14.2004 n Fischer Eugen. Déclarer la part du travail des enfants dans la fabrication de produits et la fourniture de services (09.12.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

13.02.2015 CSEC-CN. Il est donné suite à la pétition et un postulat a été déposé (15.3010).

Voir objet 15.3010 Po. CSEC-CN

443/16.2001 Fischer Eugen. Pour une obligation de s'intégrer (14.01.2016)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

444/15.2004 é Flüeler Meinrad. Héritage anticipé pour tous les trentenaires - une nouveauté mondiale! (20.01.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

x **445/15.2022 é Flüeler Meinrad. Pour une nouvelle autoroute nord-sud. Non à la construction d'un second tube au Saint-Gothard** (10.09.2015)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

446/16.2009 Fondation SOS Chats. Pour la stérilisation et la castration obligatoires des chats en Suisse (07.04.2016)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

447/16.2008 Grand Conseil genevois. Dénoncer l'industrie des prélèvements forcés d'organes en Chine (08.04.2016)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

448/15.2011 Les Verts genevois, valaisans et vaudois. Stop au transport de chlore. Pour protéger la population et permettre la construction de logements (04.05.2015)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

25.09.2015 Conseil national. Ne pas donner suite

449/16.2004 Greenpeace, AefU, SKS, FRC. Interdire le glyphosate - maintenant! (04.02.2016)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

450/15.2035 Groupe SAM. Amélioration de la situation des producteurs de lait (22.10.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

x **451/13.2024 Hammer Fritz. Pour renforcer les droits populaires, la Suisse s'affranchit du droit international** (18.03.2013)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

08.09.2014 Conseil national. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 13.452 Iv.pa. Brand. Primauté du droit constitutionnel sur le droit international (voir art. 126 al. 2 LParl).

16.06.2016 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 14.024 Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux. Classement (voir art. 126 al. 2 LParl).

x **452/16.2010 é Heinzelmänn Regula. Soumettre au référendum obligatoire l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie** (17.05.2016)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

02.06.2016 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 16.028 Accord sur la libre circulation. Extension à la Croatie (voir art. 126 al. 2 LParl).

08.06.2016 Conseil national. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de l'objet 16.028 Accord sur la libre circulation. Extension à la Croatie (voir art. 126 al. 2 LParl).

x **453/14.2018 é Jaiza Marco P. Article 261bis CP. Rendre le salut hitlérien punissable** (18.06.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

18.06.2015 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

454/14.2027 é Jaiza Marco P. Vente des réserves d'or pour financer l'aide sociale (31.10.2014)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

18.06.2015 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

455/15.2042 n Jaiza Marco P. Pour une meilleure application du droit au logement (03.12.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

456/13.2044 n Session des jeunes 2011. Taxe d'incitation sur les énergies non renouvelables (12.10.2011)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

27.09.2013 Conseil national. Ne pas donner suite

457/12.2070 é Session des jeunes 2012. Vieillessement de la population et AVS (18.11.2012)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

20.03.2014 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

458/12.2075 n Session des jeunes 2012. Sortie du nucléaire et énergies renouvelables (18.11.2012)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

27.09.2013 Conseil national. Ne pas donner suite

459/13.2061 n Session des jeunes 2013. Conventions Collectives de Travail pour tous les employés (17.11.2013)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

18.03.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

460/13.2064 é Session des jeunes 2013. Égalité entre le service civil et militaire (17.11.2013)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

25.09.2014 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

461/14.2034 é Session des jeunes 2014. Complément d'article 261bis CP à propos de la discrimination raciale (16.11.2014)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.03.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

462/14.2036 Session des jeunes 2014. Valorisation des entreprises qui soutiennent une politique familiale (16.11.2014)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

05.11.2015 CSEC-CN. Il est donné suite à la pétition et une motion a été déposé (15.4083).

08.06.2016 Conseil national. Liquidée avec la discussion de l'objet 15.4083 Mo. CSEC-CN. Certification des entreprises favorables à une politique familiale (voir art. 126 al. 2 LParl).

Voir objet 15.420 Iv.pa. Groupe BD

Voir objet 15.4083 Mo. CSEC-CN

463/15.2024 Session des jeunes 2015. Chauffer avec l'avenir (11.09.2015)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

x **464/15.2025 n Session des jeunes 2015. Plus de marchandises sur le rail** (11.09.2015)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

18.03.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

465/15.2026 Session des jeunes 2015. Normes minimales concernant la formation et le suivi des jeunes issu-e-s de l'immigration (11.09.2015)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

16.06.2016 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de la motion 15.3653 Conseil national (Munz). Former les réfugiés pour une intégration durable sur le marché du travail (voir art. 126, al. 2 LParl).

Voir objet 15.3653 Mo. Munz

466/15.2027 Session des jeunes 2015. Précision de la loi sur le génie génétique (11.09.2015)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

467/15.2029 Session des jeunes 2015. Transparence des dispositions de protection des données dans les conditions générales de vente (11.09.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

468/15.2033 Juso, Suisse. Plus de droits pour les apprentis (05.10.2015)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

x **469/15.2016 Klasse 3-4 e Gäbelbach. Pour l'interdiction des gifles** (16.03.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.12.2015 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

470/15.2018 é Komitee « Gegen den SwissPass-Zwang » c/o Walter Wobmann. Contre les contraintes liées au Swiss Pass (10.08.2015)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

471/16.2003 Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen. Pour un cadre législatif national dans le domaine de l'aide sociale (28.01.2016)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

472/15.2037 Madörin Bernhard. Garantie d'une modification de la Constitution du canton de Bâle-Ville (27.10.2015)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

473/15.2023 Märki Thomas, Parti Suisse pour les animaux. Interdire l'importation de produits fabriqués avec de la fourrure d'animaux ayant subi de mauvais traitements (06.10.2015)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**474/15.2043 Menschenrechtsgruppe
Zwischengeschlecht. Interdire les mutilations génitales
frappant les personnes intersexuées** (10.12.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**475/14.2005 Merminod Yves. Réforme du gouvernement.
Augmentation du nombre de conseillers fédéraux**
(03.02.2014)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

**476/13.2037 Müller Edgar. Pas de versements en capital
dans le cadre du 2e pilier** (20.05.2013)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**477/14.2026 é Müller Edgar. Etablir à la naissance le profil
ADN de chaque individu** (07.10.2014)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

17.03.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

**478/15.2003 é Müller Edgar. Indexation des salaires en
fonction de la conjoncture économique** (15.01.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

**479/15.2007 Müller Edgar. Réintroduction d'examen
d'entrée aux Ecoles polytechniques fédérales** (22.02.2015)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

**480/15.2010 Müller Edgar. Adaptation de l'ordonnance sur
les installations électriques à basse tension** (27.03.2015)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**481/15.2021 Müller Edgar. Faire de la loi sur les forêts une
loi sur le paysage naturel** (10.05.2015)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**482/15.2041 Müller Edgar. Législation fédérale unifiée sur
l'imagerie médicale** (11.10.2015)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**483/16.2002 Müller Edgar. Nouvelles communications fer-
roviaires et autoroutières en Suisse romande** (18.01.2016)

CN/CE *Commission des transports et des télécommunications*

**484/15.2017 é Müller-Rüegg Clemens. Modification de la loi
sur le contrat d'assurance. Réglementation du pilier 3a**
(14.07.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

**485/15.2040 Opacic Aleksandar. Inscrire la notion de tor-
ture psychologique dans le code pénal** (28.08.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

**486/14.2000 é Pharm!action. Introduire le tiers payant dans
l'assurance maladie obligatoire** (02.12.2013)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

19.06.2014 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

**487/14.2030 Pharm!action. Le pharmacien, spécialiste du
médicament et garde-fou de l'automédication** (07.11.2014)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**488/14.2024 Pro Solar, WWF Suisse, Greenpeace
Suisse. Pour une taxe sur le courant sale** (29.09.2014)

CN/CE *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

**489/15.2030 Procap et AGILE.CH. Participation politique
des personnes handicapées** (08.09.2015)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**490/12.2042 n Droit sans frontières, c/o Alliance Sud. Des
règles contraignantes pour les multinationales suisses**
(13.06.2012)

CN/CE *Commission de politique extérieure*

14.12.2012 Conseil national. Ne pas donner suite

20.06.2013 Conseil des Etats. Renvoi à la commission, qui est chargée d'élaborer une initiative ou une intervention parlementaire allant dans le sens de la pétition.

**491/16.2007 Romer Jakob. Financement des soins: Sup-
pression des systèmes actuels d'analyse des besoins et
des diagnostics** (04.01.2016)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

**492/15.2008 é Schiesser Jacques. Autorités de protection
de l'enfant et de l'adulte. Réexamen des procédures et des
compétences** (31.03.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.03.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

493/15.2031 Fédération Suisse de Betteraviers. Sauvons le sucre suisse (15.09.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

x **494/15.2036 é sifa-Sicherheit für alle. Reconnaissons et protégeons nos frontières** (16.11.2015)

CN/CE *Commission de la politique de sécurité*

16.06.2016 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

x **495/15.2015 Stucki-Barak Irene. Protection contre le stalking et les rayons** (10.05.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

29.02.2016 Conseil des Etats. Il est pris acte de la pétition selon les discussions de la motion 13.3742 Conseil national (Fiala). Agir rapidement contre le harcèlement obsessionnel (voir art. 126 al. 2 LParl).

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

Voir objet 13.3742 Mo. Fiala

496/15.2038 Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour en finir avec la discrimination liée à l'âge sur le marché du travail (30.11.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

497/15.2039 Verein 50plus outIn work Schweiz. Pour que la LPP ne désavantage plus les personnes plus âgées (30.11.2015)

CN/CE *Commission de la sécurité sociale et de la santé publique*

498/15.2034 Verein Tier-im-Fokus. Pas de millions provenant de nos impôts pour Proviande (05.11.2015)

CN/CE *Commission de l'économie et des redevances*

499/14.2031 von Almen Christian. Protection des biens reconnus par l'UNESCO. Limitation des vols de plaisir (25.11.2014)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

17.12.2015 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

500/15.2013 n Vonesch Xaver. Améliorer la conduite au sein des communautés de propriétaires d'étages (28.05.2015)

CN/CE *Commission des affaires juridiques*

17.06.2016 Conseil national. Ne pas donner suite

501/16.2005 Vonesch Xaver. Suppression du principe de l'unité de la matière (25.02.2016)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

502/16.2006 Vonesch Xaver. Projets concernant la répartition des compétences entre le peuple et des autorités.

Représentation des intérêts du peuple par une autorité de conseil (25.02.2016)

CN/CE *Commission des institutions politiques*

503/13.2047 é Wäfler Urs. Suppression du numerus clausus pour les études de médecine (12.07.2013)

CN/CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

25.11.2013 Conseil des Etats. Ne pas donner suite

504/14.2033 WWF Schweiz. Stopper le gaspillage alimentaire (10.12.2014)

CN *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

CE *Commission de la science, de l'éducation et de la culture*

Initiatives populaires pendantes

Objet	Déposée le	Rapport du Conseil fédéral sur le fond	Décision des conseils législatifs	Expiration du délai
Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique) (FF 2013 3427) (14.026)	15.05.2013	26.02.2014		15.12.2015 ¹
Pour la sécurité alimentaire (FF 2014 5919) (15.050)	08.07.2014	24.06.2015		08.01.2017
Oui à la protection de la sphère privée (FF 2014 8473) (15.057)	25.09.2014	26.08.2015		25.03.2017
Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation) (FF 2015 969) (15.082)	19.12.2014	04.12.2015		19.06.2017
Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration (FF 2015 7603)	27.10.2015			27.04.2018
Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale! (Initiative Monnaie pleine) (FF 2015 8819)	01.12.2015			01.06.2018
Oui à la suppression des redevances radio et télévision (suppression des redevances Billag) (FF 2016 338)	11.12.2015			11.06.2018
Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques (initiative pour des aliments équitables) (FF 2015 8527)	22.12.2015			22.06.2018
Pour la promotion des voies cyclables et des chemins et sentiers pédestres (initiative vélo) (2016 1631)	01.03.2016			01.09.2018
Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous (FF 2016 3567)	30.03.2016			30.09.2019
Pour la dignité des animaux de rente agricoles (Initiative pour les vaches à cornes) (FF 2016 3293)	12.04.2016			12.10.2018

¹ Prolongation du délai jusqu'au 15 novembre 2016 (CN 06.05.2015; CE 17.09.2015)

Initiatives populaires annoncées

No	Objet	Forme	Publiée le	Expiration du délai	Initiants
1	Pour le renvoi des criminels de sexe masculin	R	18.11.2014 (FF 2014 8517)	18.05.2016 ¹	Comité d'initiative «Männer raus!», Hammerstrasse 133, 4057 Bâle
2	Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)	R	10.03.2015 (FF 2015 1831)	10.09.2016	Comité d'initiative: Comité Le droit suisse au lieu de juges étrangers, Case postale 23, 8416 Flaach
3	Stopper le mitage – pour un développement durable du milieu bâti (initiative contre le mitage)	R	21.04.2015 (FF 2015 2975)	21.10.2016	Comité d'initiative, Zersiedelungsinitiative, case postale, 8031 Zürich
4	Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement	R	21.04.2015 (FF 2015 2979)	21.10.2016	Comité d'initiative: Verein Konzern- Initiative, Postfach 8609, 3001 Bern
5	Davantage de logements abordables	R	01.09.2015 (FF 2015 5785)	01.03.2017	Comité Initiative logements, Case postale 1163, 3000 Berne 23
6	Oui à la médecine du mouvement	R	11.12.2015 (FF 2015 8529)	22.06.2017	Comité d'initiative; comité "Oui à la médecine du mouvement, Roland Steiner, Säumerstrasse 40, 8800 Thalwil
7	Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage	R	15.03.2016 (FF 2016 1501)	15.09.2017	Egerkinger Komitee, case postale 54, 8416 Flaach
8	Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (initiative sur la transparence)	R	26.04.2016 (2016 3447)	26.10.2017	Comité «Initiative sur la transparence», Spitalgasse 34, 3001 Berne
9	Stop aux excès de Via sicura (Pour un régime de sanctions juste et proportionné)	R	03.05.2016 (FF 2016 3563)	03.11.2017	Association Stop aux abus de Via sicura, Contat & Fils Sàrl, Postfach 1446, 1870 Monthey 2
10	Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille	R	24.05.2016 (2016 3917)	24.11.2017	Association «Le congé paternité maintenant!», c/o Travail.Suisse, case postale 3119, 3001 Berne

¹ Expiré sans avoir été utilisé (FF 2016 3917)

R = Projet rédigé de toutes pièces

TG = Proposition conçue en termes généraux

Commissions parlementaires

CONSEIL NATIONAL

1. Bureau-CN (Bu)

Markwalder (Présidente), *Stahl* (1er vice-président), *de Buman* (2e vice-président)

Scrutateurs: *Büchel Roland*, *Burkart*, *Estermann*, *Graf-Litscher*

Suppléants: *Clottu*, *Fridez*, *Genecand*, *Golay*

Présidents et présidentes de groupe: *Amherd*, *Amstutz*, *Cassis*, *Glättli*, *Moser*, *Nordmann*, *Quadranti*

2. Commission des finances (CdF)

Kiener Nellen, *Hausammann*, *Aeschi Thomas*, *Amarelle*, *Bigler*, *Bourgeois*, *Brélaz*, *Carobbio Gussetti*, *Frehner*, *Gasche*, *Gmür Alois*, *Grin*, *Grüter*, *Gschwind*, *Hadorn*, *Keller Peter*, *Maire Jacques-André*, *Meyer Mattea*, *Müller Thomas*, *Pezzatti*, *Schmidt Roberto*, *Schwander*, *Sollberger*, *Vitali*, *Weibel* (25)

3. Commission de gestion (CdG)

Heer, *Fiala*, *Birrer-Heimo*, *Büchler Jakob*, *Campell*, *Candinas*, *de Courten*, *Eichenberger*, *Estermann*, *Feri Yvonne*, *Galladé*, *Glanzmann*, *Graf Maya*, *Hess Erich*, *Hess Hermann*, *Marra*, *Nantermod*, *Nicolet*, *Piller Carrard*, *Schelbert*, *Stamm*, *Streff*, *Tschäppät*, *von Siebenthal*, *Walter* (25)

4. Commission de politique extérieure (CPE)

Büchel Roland, *Schneider-Schneiter*, *Aebi Andreas*, *Arslan*, *Béglé*, *Chiesa*, *de la Reussille*, *Estermann*, *Friedl*, *Guldimann*, *Köppel*, *Markwalder*, *Moser*, *Müller Walter*, *Naef*, *Nidegger*, *Nussbaumer*, *Pfister Gerhard*, *Portmann*, *Reimann Maximilian*, *Riklin Kathy*, *Sommaruga Carlo*, *Stamm*, *Tornare*, *Wehri* (25)

5. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

Müri, *Bulliard*, *Aebischer Matthias*, *Bigler*, *Chevalley*, *Derder*, *Dettling*, *Eymann*, *Fricker*, *Glauser*, *Gmür-Schönenberger*, *Graf Maya*, *Herzog*, *Keller Peter*, *Marchand*, *Marti*, *Munz*, *Pieren*, *Quadranti*, *Reynard*, *Riklin Kathy*, *Rösti*, *Steiert*, *Tuena*, *Wasserfallen* (25)

6. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

Cassis, *de Courten*, *Brand*, *Brunner*, *Carobbio Gussetti*, *Clottu*, *Feri Yvonne*, *Frehner*, *Giezendanner*, *Gysi*, *Häsler*, *Heim*, *Herzog*, *Hess Lorenz*, *Humbel*, *Ingold*, *Lohr*, *Moret*, *Pezzatti*, *Sauter*, *Schenker Silvia*, *Schmid-Federer*, *Stahl*, *Steiert*, *Weibel* (25)

7. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

Müller-Altarmatt, *Nordmann*, *Badran Jacqueline*, *Bäumle*, *Bourgeois*, *Brunner*, *Buttet*, *Fässler Daniel*, *Genecand*, *Girod*, *Grunder*, *Imark*, *Jans*, *Knecht*, *Müri*, *Nussbaumer*, *Page*, *Rösti*, *Ruppen*, *Schilliger*, *Semadeni*, *Thorens Goumaz*, *Vogler*, *Wasserfallen*, *Wobmann* (25)

8. Commission de la politique de sécurité (CPS)

Eichenberger, *Salzmann*, *Amstutz*, *Arnold*, *Büchler Jakob*, *Clottu*, *Dobler*, *Flach*, *Fridez*, *Galladé*, *Glanzmann*, *Glättli*, *Golay*, *Graf-Litscher*, *Hiltzold*, *Hurter Thomas*, *Keller-Inhelder*,

Mazzone, *Müller Walter*, *Quadranti*, *Romano*, *Seiler Graf*, *Sommaruga Carlo*, *von Siebenthal*, *Zuberbühler* (25)

9. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

Rickli Natalie, *Graf-Litscher*, *Allemann*, *Amherd*, *Ammann*, *Amsutz*, *Borloz*, *Bühler*, *Burkart*, *Candinas*, *Fluri*, *Giezendanner*, *Grossen Jürg*, *Guhl*, *Hadorn*, *Hardegger*, *Hiltzold*, *Hurter Thomas*, *Maire Jacques-André*, *Pieren*, *Quadri*, *Regazzi*, *Rutz Gregor*, *Rytz Regula*, *Wobmann* (25)

10. Commission de l'économie et des redevances (CER)

Leutenegger Oberholzer, *Rime*, *Aeschi Thomas*, *Amaudruz*, *Barazzone*, *Bertschy*, *Birrer-Heimo*, *de Buman*, *Egloff*, *Feller*, *Flückiger Sylvia*, *Gössi*, *Jans*, *Landolt*, *Lüscher*, *Marra*, *Martullo*, *Matter*, *Müller Leo*, *Pardini*, *Ritter*, *Schelbert*, *Schneeberger*, *Walter*, *Walti Beat* (25)

11. Commission des institutions politiques (CIP)

Brand, *Fluri*, *Addor*, *Amarelle*, *Barrile*, *Buffat*, *Burgherr*, *Campell*, *Glärner*, *Glättli*, *Humbel*, *Jauslin*, *Masshardt*, *Moret*, *Moser*, *Nantermod*, *Pantani*, *Pfister Gerhard*, *Piller Carrard*, *Reimann Lukas*, *Romano*, *Rutz Gregor*, *Steinemann*, *Streff*, *Wermuth* (25)

12. Commission des affaires juridiques (CAJ)

Schwaab, *Schwander*, *Allemann*, *Amherd*, *Arslan*, *Bauer*, *Egloff*, *Fehlmann Rielle*, *Flach*, *Geissbühler*, *Gössi*, *Guhl*, *Markwalder*, *Mazzone*, *Merlini*, *Nidegger*, *Pardini*, *Reimann Lukas*, *Rickli Natalie*, *Ruiz Rebecca*, *Schmidt Roberto*, *Vogler*, *Vogt*, *Walliser*, *Zanetti Claudio* (25)

13. Commission de l'immunité (Cdi)

Pfister Gerhard, *Meyer Mattea*, *Bauer*, *Büchel Roland*, *de Courten*, *Eichenberger*, *Fässler Daniel*, *Flückiger Sylvia*, *Grin*, *Heer*, *Hess Erich*, *Leutenegger Oberholzer*, *Lüscher*, *Nicolet*, *Reimann Maximilian*, *Ruiz Rebecca*, *Schwaab*, *Walti Beat* (18)

CONSEIL DES ETATS

14. Bureau-CE (Bu)

Comte (Président), *Bischofberger* (1er vice-président), *Keller-Sutter* (2e vice-présidente)

Scrutateur: *Fournier*

Suppléant: *Savary*

15. Commission des finances (CdF)

Fetz, *Germann*, *Abate*, *Comte*, *Ettlin Erich*, *Fournier*, *Häberli-Koller*, *Hefti*, *Hegglin Peter*, *Hösl*, *Levrat*, *Müller Philipp*, *Zanetti Roberto* (13)

16. Commission de gestion (CdG)

Stöckli, *Seydoux*, *Caroni*, *Eder*, *Föhn*, *Hêche*, *Janiak*, *Kuprecht*, *Luginbühl*, *Müller Damian*, *Rieder*, *Savary*, *Vonlanthen* (13)

17. Commission de politique extérieure (CPE)

Levrat, *Lombardi*, *Berberat*, *Bischof*, *Dittli*, *Fournier*, *Germann*, *Jositsch*, *Keller-Sutter*, *Maury Pasquier*, *Minder*, *Müller Damian*, *Seydoux* (13)

18. Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)

Häberli-Koller, Noser, Berberat, Bischofberger, Eder, Fetz, Français, Germann, Luginbühl, Rechsteiner Paul, Savary, Seydoux, Wicki (13)

19. Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS)

Graber Konrad, Eder, Bischof, Bischofberger, Bruderer Wyss, Dittli, Eberle, Ettlin Erich, Keller-Sutter, Kuprecht, Maury Pasquier, Rechsteiner Paul, Stöckli (13)

20. Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)

Luginbühl, Eberle, Berberat, Bischofberger, Bruderer Wyss, Cramer, Hösli, Müller Damian, Noser, Rieder, Schmid Martin, Vonlanthen, Zanetti Roberto (13)

21. Commission de la politique de sécurité (CPS)

Baumann, Dittli, Eder, Ettlin Erich, Fournier, Français, Hêche, Heggin Peter, Jositsch, Kuprecht, Minder, Savary, Wicki (13)

22. Commission des transports et des télécommunications (CTT)

Français, Janiak, Baumann, Comte, Engler, Graber Konrad, Häberli-Koller, Hêche, Hösli, Müller Philipp, Rechsteiner Paul, Savary, Wicki (13)

23. Commission de l'économie et des redevances (CER)

Schmid Martin, Bischof, Baumann, Engler, Fetz, Föhn, Germann, Graber Konrad, Hefti, Keller-Sutter, Levrat, Noser, Zanetti Roberto (13)

24. Commission des institutions politiques (CIP)

Föhn, Bruderer Wyss, Abate, Bischof, Caroni, Comte, Cramer, Engler, Heggin Peter, Lombardi, Minder, Müller Philipp, Stöckli (13)

25. Commission des affaires juridiques (CAJ)

Abate, Cramer, Caroni, Engler, Hefti, Janiak, Jositsch, Levrat, Minder, Rieder, Schmid Martin, Seydoux, Vonlanthen (13)

DÉLÉGATIONS ET COMMISSIONS COMMUNES

26. Délégation administrative (DA)

N de Buman, Markwalder, Stahl
E Bischofberger, Comte, Keller-Sutter

Présidente: Markwalder
Vice-président: Comte

27. Délégation des finances (DéFin)

N Carobbio Gussetti, Schwander, Vitali
E Comte, Fetz, Fournier

Présidente: Fetz
Vice-président: Schwander

28. Délégation des commissions de gestion (DéICdG)

N Eichenberger, Graf Maya, Heer
E Janiak, Kuprecht, Seydoux

Président: Kuprecht
Vice-présidente: Eichenberger

29. Commission des grâces (CGra)

N Allemann, Bauer, Büchel Roland, Clottu, Hausammann, Humbel, Markwalder, Müller Thomas, Müller-Altermatt, Piller Carrard, Quadri, Seiler Graf
E Föhn, Rieder, Schmid Martin, Stöckli, Vonlanthen

Président: Schmid Martin
Vice-présidente: Piller Carrard

30. Commission de rédaction (CdR)

Membres

allemand **N** Keller Peter, Lohr
E Caroni, Ettlin Erich, Minder, Zanetti Roberto
français **N** Amaudruz, Tornare
E Comte, Fournier, Levrat, Seydoux
italien **N** Cassis, Quadri
E Abate, Lombardi

Suppléants

allemand **N** Gössi, Munz
français **N** Bauer, Buttet
italien **N** Carobbio Gussetti, Chiesa, Regazzi, Romano

Président: Lohr

31. Délégation auprès de l'Union interparlementaire (UIP)

N Amaudruz, Cassis, Kiener Nellen, Lohr, Müri
E Caroni, Hêche, Lombardi

Présidente: Kiener Nellen
Vice-président: Caroni

32. Délégation auprès du Conseil de l'Europe (DCE)

N Büchel Roland, Fiala, Fridez, Grin, Heer, Müller Thomas, Schneider-Schneiter, Tornare
E Comte, Germann, Lombardi, Maury Pasquier

Président: Heer
Vice-président: Lombardi

33. Délégation AELE / Parlement européen (AELE/UE)

N Membres: Aeschi Thomas, Nussbaumer, Riklin Kathy
Suppléants: Egloff, Portmann, Rime

E Membres: Germann, Keller-Sutter
Suppléants: Berberat, Graber Konrad

Président: Aeschi Thomas
 Vice-présidente: Keller-Sutter

34. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

N Membres: Derder, Grin, Reynard
Suppléants: Bulliard, Clottu, Nicolet

E Membres: Levrat, Seydoux
Suppléants: Berberat, Comte

Président: Levrat
 Vice-président: Grin

35. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (OSCE)

N Membres: Aebi Andreas, Hiltpold, Kiener Nellen
Suppléant: Reimann Maximilian

E Membres: Dittli, Kuprecht, Lombardi
Suppléant: Janiak

Président: Lombardi
 Vice-présidente: Kiener Nellen

36. Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (OTAN)

N Eichenberger, Galladé, Salzmann
E Baumann, Dittli, Kuprecht

Président:

37. Délégation de surveillance des NLFA (DSN)

N Burkart, Candinas, Giezendanner, Hadorn, Müller Thomas, Tschäppät
E Baumann, Eder, Föhn, Français, Häberli-Koller, Levrat

Président: Müller Thomas
 Vice-président: Baumann

38. Commission judiciaire (CJ)

N Aebischer Matthias, Bertschy, Frehner, Gschwind, Hess Lorenz, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Nidegger, Schelbert, Schwander, Stamm, Walti Beat
E Berberat, Comte, Eberle, Rieder, Seydoux

Président: Eberle
 Vice-président: Gschwind

Dates des sessions 2016**Etat: 17.06.2016***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Automne

12 - 30 septembre

Hiver

28 novembre - 16 décembre

Elections:

Président du Conseil des Etats

28 novembre

Présidente du Conseil national

28 novembre

Président de la Confédération et vice-président du Conseil fédéral

7 décembre

Réceptions dans les cantons:

Président du Conseil des Etats

30 novembre

Présidente du Conseil national

30 novembre

Autres

15 décembre

Président de la Confédération

15 décembre

Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:

25/26 août CN

26/27 août CE

11 novembre

Votations fédérales:

25 septembre

27 novembre

Sessions du Conseil de l'Europe:

20 - 24 juin

10 - 14 octobre

Union interparlementaire:

23-27 octobre, Genève (Suisse)

APF:

08 - 12 juillet (Antananarivo (Madagascar))

OSCE:

01-05 juillet, Tbilissi (Géorgie)

OTAN

18 - 21 novembre

Dates des sessions 2017**Etat: 17.06.2016***Sessions ordinaires (durée 3 semaines)*

Printemps

27 février - 17 mars

Eté

19 mai - 16 juin

Automne

11 - 29 septembre

Hiver

27 novembre - 15 décembre

Elections:

Président du Conseil des Etats

27 novembre

Président du Conseil national

27 novembre

Présidente de la Confédération

6 décembre

Session spéciale (durée 1 semaine)

02 - 05 mai

Réceptions dans les cantons:

Président du Conseil des Etats

29 novembre

Président du Conseil national

29 novembre

Autres

14 décembre

Présidente de la Confédération

14 décembre

Séances ordinaires des Bureaux des Conseils:

03 février

12 mai

24 / 25 août

10 novembre

Votations fédérales:

12 février

21 mai

24 septembre

26 novembre

Sessions du Conseil de l'Europe:

23 - 27 janvier

24 - 28 avril

09 - 13 octobre